

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

- - -

Séance publique du
Lundi 22 juillet 2013

- - -

PROCES-VERBAL

- - -

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

Séance Publique du 22 juillet 2013

Procès-verbal

Convoqué le mardi 16 juillet 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 22 juillet 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Sophie BONIFACE-PASCAL, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Hélène QVISTGAARD, Régine SOUCHE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Laure FARGIER, Martine PETITOUT.

Présences en séance :

Brahim ABBOU présent de l'affaire 2 à l'affaire 21, **Frédéric ARAGON** présent de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 3, de l'affaire 4 à l'affaire 13, de l'affaire 20 à l'affaire 28, de l'affaire 42 à la fin de la séance, **Michel ASLANIAN** présent de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 13, de l'affaire 16 à la fin de la séance, **Eva BECCARIA** présente de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 12, de l'affaire 20 à la fin de la séance, **Annie BENEZECH** présente de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 2, de l'affaire 3 à l'affaire 6, de l'affaire 16 à l'affaire 62, de l'affaire 84 à la fin de la séance, absente à l'affaire 69, **Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL** présente de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 2, de l'affaire 3 à l'affaire 24, de l'affaire 30 à la fin de la séance, **Nicole BIGAS** présente de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 4, **Stéphanie BLANPIED** présente de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 1, de l'affaire 12, départ définitif à l'affaire 19, **Christian BOUILLE** présent de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 8, de l'affaire 20 à l'affaire 62, de l'affaire 63 à la fin de la séance, **Agnès BOYER** présente de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 5, de l'affaire 6 à l'affaire 21, **Nancy CANAUD** présente durant toute la séance, **Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM** présente de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 58, de l'affaire 61 à la fin de la séance, **Marlène CASTRE** présente durant toute la séance, **Magalie COUVERT** présente de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 2, de

l'affaire 16 à la fin de la séance, **Michael DELAFOSSE** présent de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 5, de l'affaire 16 à l'affaire 22, de l'affaire 23 à l'affaire 28, de l'affaire 33 à la fin de la séance, **Audrey DE LA GRANGE** présente l'affaire 3 à l'affaire 4, de l'affaire 5 à l'affaire 19, de l'affaire 20 à la fin de la séance, **Gabrielle DELONCLE** présente de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 21, **Fanny DOMBRE-COSTE** présente de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 5, de l'affaire 20 à l'affaire 24, de l'affaire 32 à l'affaire 69, **Marc DUFOUR** présent de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 15, de l'affaire 17 à la fin de la séance, **Christian DUMONT** présent durant toute la séance, **Sarah EL ATMANI** présente de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 24, de l'affaire 28 à la fin de la séance, **Christiane FOURTEAU** présente durant toute la séance, **Jean-Louis GELY** présent de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 5, de l'affaire 6 à l'affaire 24, de l'affaire 28 à la fin de la séance, **Catherine LABROUSSE** présente de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 3, de l'affaire 4 à l'affaire 16, de l'affaire 19 à l'affaire 62, de l'affaire 70 à la fin de la séance, **Gérard LANNELONGUE** présent de l'affaire 1 à l'affaire 5, de l'affaire 12 à l'affaire 62, **Max LEVITA** présent durant toute la séance, **Anne-Rose LE VAN** présente de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 39, de l'affaire 49 à la fin de la séance, **Richard MAILHE** présent de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 13, de l'affaire 20 à la fin de la séance, **Mustapha MAJDOUL** présent de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 15, **Hélène MANDROUX** présente de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 5, de l'affaire 11 à la fin de la séance, **Jacques MARTIN** présent de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 3, de l'affaire 4 à l'affaire 18, **Hervé MARTIN** présent de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 13, de l'affaire 20 à l'affaire 22, de l'affaire 28 à la fin de la séance, **Marie MASSART** présente de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 34, de l'affaire 47 à la fin de la séance, **Stéphane MELLA** présent de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 3, de l'affaire 5 à la fin de la séance, **Nadia MIRAOU** présente de l'affaire 5 à l'affaire 13, de l'affaire 20 à l'affaire 100 (votée entre l'affaire 20 et l'affaire 21), de l'affaire 24 à la fin de la séance, absente à l'affaire 2, **Christophe MORALES** présent de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 4, de l'affaire 20 à la fin de la séance, **Michel PASSET** présent de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 12, de l'affaire 13 à l'affaire 22, de l'affaire 24 à la fin de la séance, **Louis POUGET** présent durant toute la séance, **Françoise PRUNIER** présente de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 5, de l'affaire 6 à l'affaire 22, de l'affaire 24 à la fin de la séance, **Jean-Louis ROUMEGAS** présent durant toute la séance, **Philippe SAUREL** présent de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 1, de l'affaire 5 à l'affaire 42, de l'affaire 57 à l'affaire 79, de l'affaire 85 à la fin de la séance, **Robert SUBRA** présent de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 4, **Cédric SUDRES** présent de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 41, de l'affaire 47 à la fin de la séance, **Philippe THINES** présent de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 3, de l'affaire 5 à la fin de la séance, **Jacques TOUCHON** présent durant toute la séance, **Claudine TROADEC-ROBERT** présent de l'affaire 1 à l'affaire 23, de l'affaire 33 à la fin de la séance, **Frédéric TSITSONIS** présent de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 5, de l'affaire 12 à l'affaire 65, de l'affaire 70 à la fin de la séance, **Francis VIGUIE** présent de l'Adoption de l'ordre du jour à l'affaire 49, de l'affaire 53 à la fin de la séance, **Alain ZYLBERMAN** présent l'affaire 2 à l'affaire 5, de l'affaire 6 à l'affaire 22.

M^{me} le Maire

Adoption de l'ordre du jour

**Hélène
MANDROUX :**

En début de séance, j'excuse l'absence de Jacques DOMERGUE pour cause de deuil. Un deuil qui le touche de très près. Je lui avais promis de l'excuser pour ce conseil municipal.

J'ai des informations concernant le groupe de Jean-Louis ROUMEGAS. M. Jean-Louis ROUMEGAS, président du groupe Écologie les Verts-NPA-FASE m'a signalé par courrier sa demande de changer le nom du groupe en Europe Écologie les Verts-Gauche anticapitaliste-FASE. Demande que j'ai donc acceptée et donc, dès à présent, les supports de communication devront tenir compte de cette modification.

Aujourd'hui, l'ordre du jour comporte 100 affaires. L'affaire n° 2 qui vous a été distribuée a été modifiée et l'affaire n° 77 a été retirée de l'ordre du jour car un décret du 19 juillet dernier a repoussé la mise en œuvre de cette réforme au plus tard au 1^{er} septembre 2015 au lieu du 1^{er} septembre 2013. Je mets donc au vote l'ordre du jour. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté.

Francis VIGUIE :

Je souhaiterais quand même remarquer que sur l'ordre du jour, il n'y a pas de point

concernant le vote à l'Agglomération, sur la question de l'eau qui aura lieu jeudi soir. Nous n'avons pas eu réellement de débat dans cette assemblée. Il y a eu un vote et des positionnements. Il y a eu des votes mais je ne considère pas qu'ils étaient totalement précis car selon ce qui nous a été expliqué à propos d'un vote contre, il s'agissait plutôt d'un vote idéologique car nous attendions des résultats. À présent, nous avons des propositions précises des responsables de l'Agglomération, Messieurs MOURE et POUGET. Ce serait la moindre des choses qu'en ce qui concerne le conseil municipal, qui est représenté par 45 personnes sur 90 lors de cette assemblée, soient indiqués les votes des groupes représentés dans le cadre de l'agglomération jeudi. C'est quand même une transparence municipale car le conseil est le seul élu directement par la population. Il s'agit d'une instance à un deuxième degré. C'est un débat important, tout le monde l'a bien vu, qui prend de la place sur la ville. Il y a des positionnements différents. Donc, nous souhaitons connaître la position des groupes représentés à l'Agglo. Mettre le Conseil municipal devant la situation d'attente de la lecture de la presse du vendredi matin pour savoir ce qui a été voté est, vous le reconnaîtrez, d'un point de vue démocratique, franchement limite. Merci.

Hélène

MANDROUX :

Effectivement, le débat aura lieu le 25. C'est vrai que les positions sont différentes. Je crois donc que vous pourrez avoir un compte rendu de ce qui se débatta le 25. D'une manière ou d'une autre, il y a déjà eu une conférence de presse qui a été tenue avec Messieurs MOURE et POUGET lors de laquelle les prises de position ont été précisées.

Aujourd'hui, je vais demander à M. Hervé MARTIN de vous faire un point concernant le récent Tour de France. Nous vous avons offert, à chacun, un ouvrage relatant les « 100 Tours de France », car cela a été quelque chose d'important, et souvent, il nous est demandé quelles sont les retombées économiques lorsqu'une ville accueille un Tour de France. Sachez quand même que les retombées économiques, directement consécutives à ce Tour de France qui est arrivé à Montpellier pour la 100^e édition, alors que la Ville a versé 100 000 €, les retombées directes sont de 2,5 M€

Hervé MARTIN :

Merci Madame le Maire. Oui, effectivement, le passage à Montpellier s'est extrêmement bien déroulé. La première chose importante à noter est, mais ce n'est pas une surprise, l'énorme participation populaire dans les rues de Montpellier. Nous nous attendions, au vu de ce que nous avons pu observer les fois précédentes, à avoir entre 30 et 50 000 spectateurs sur les deux jours au bord de la route et c'est effectivement ce qui s'est passé. C'est donc le premier fait notable. Chacun le sait, le Tour de France est le 3^e événement sportif mondial après les Jeux Olympiques et la Coupe du monde de football. À un détail près, c'est qu'il s'agit d'un événement sportif qui est gratuit pour les spectateurs.

Cela permet donc d'offrir un spectacle sportif de très haut niveau aux Montpelliérains qui ont été au rendez-vous, même si le passage a été très rapide car, nous le savons, il s'agit d'une étape de plaine. D'autant plus que le passage qui avait été prévu sur Montpellier prenait les grands axes très rapides.

Le deuxième fait notable, vous venez de le dire, ce sont les retombées économiques. Effectivement, pour participer au Tour, la Ville paye à Esso 100 000 € mais ce sont 2,5 M€ de retombées directes sur tout ce qui est hôtellerie, restauration, etc. L'organisation du Tour représente en effet environ 4 500 personnes qui se promènent à travers la France. Mais dans les 30 à 50 000 spectateurs dont je parlais tout à l'heure, il n'y a pas que des Montpelliérains, il y a aussi énormément de touristes qui suivent le Tour ou qui sont dans la région et qui viennent à Montpellier ce jour-là. Tout cela représente de l'argent qui est directement injecté dans l'économie locale. Je connais peu d'investissements qui, en 24 heures, en déposant 100 000 € sur la table peuvent rapporter 2,5 M€. C'est un fait extrêmement important là aussi.

Je passe aussi sur ce que cela peut représenter en termes de notoriété pour la ville car c'est retransmis dans des dizaines et des dizaines de pays à travers le monde. Donc, en gardant le Tour pendant 48 heures sur Montpellier, car nous étions l'arrivée et le départ, les images et le nom de la ville ont été retransmis sur toutes les télévisions du monde. C'est donc effectivement en termes de notoriété touristique un événement majeur également.

Je crois qu'en plus, pour avoir longuement discuté avec Christian PRUDHOMME, le directeur du Tour, avec Bernard HINAULT, Bernard THÉVENET et toute l'équipe, ils ont été ravis du niveau d'organisation dans la ville. J'en profite pour remercier l'ensemble des services qui ont travaillé pendant les 48 heures du Tour. Il y avait un travail énorme. Il s'agit non seulement du service des sports mais également du service voirie, de la police municipale, etc. Je ne peux pas tous les citer. C'est une grande mobilisation pour l'ensemble des services. Je les remercie car c'est en très grande partie grâce à eux que les choses se sont très bien passées sur la ville.

Fanny DOMBRE-COSTE :

Je souhaite simplement rajouter quelques mots à ce qui vient d'être dit. Je ne reviens pas sur les retombées immédiates car cela a été indiqué en termes de résultats sur l'activité hôtelière et restauration ainsi que toutes les retombées auprès des commerçants. Au-delà de cela, c'est une vitrine exceptionnelle. Il est bien évident que les organisations qui sont en charge, sur ce territoire de la région et particulièrement de Montpellier, de la promotion et de l'attractivité du territoire, à savoir le CRT pour la région Sud de France, l'ADT pour le département ainsi que l'Office de tourisme pour la ville de Montpellier, ne pourraient absolument pas financer une telle vitrine télé. C'est donc un événement majeur en matière de retombées pour les années qui suivent, systématiquement, à chaque fois que le Tour de France passe à Montpellier.

Pour : 52

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

M^{me} le Maire

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Pour : 52

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

1- Approbation de la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public de la Cité des Métiers de Montpellier

Marc DUFOUR :

La Ville de Montpellier s'est engagée de manière volontariste en faveur du développement économique et de l'emploi qui constitue un des piliers du projet global de Cohésion sociale et du « Vivre Ensemble ».

Afin de renforcer sa politique de soutien à l'emploi, en lien et complémentarité étroite avec les actions menées par les différents partenaires locaux, la Ville a décidé de proposer la création d'une Cité des Métiers à l'échelle du territoire montpellierain, conformément aux principes et dispositions du Label « Cité des Métiers » d'Universcience (Cité des sciences et de l'industrie de Paris).

Une Cité des Métiers constitue un dispositif partenarial d'accueil et d'information au service de tous les publics (salariés, demandeurs d'emploi, jeunes, scolaires, étudiants, seniors, etc.) en recherche de repères, d'orientation et de ressources sur les métiers et la vie professionnelle.

C'est aussi un outil pour les filières économiques, qui peuvent utiliser la Cité comme un outil de promotion de leurs métiers, leurs voies d'accès, etc.

Enfin, une Cité des Métiers a vocation à associer l'ensemble des acteurs locaux institutionnels, économiques, de l'emploi et de l'insertion. Elle apporte une valeur ajoutée sur un territoire et ne se substitue pas aux actions déjà menées par les acteurs locaux.

Grâce à l'implication de l'ensemble des partenaires de l'emploi et du développement économique fédérés autour du projet, celui-ci a obtenu le label projet « Cité des Métiers » le 23 octobre 2012 auprès d'Universcience et ce, sans aucune réserve.

L'obtention de ce label a permis de préfigurer cette structure avec pour objectif, une ouverture au cours du dernier trimestre 2013.

Cette Cité des Métiers de Montpellier, qui sera localisée au sein de l'ancien Hôtel de Ville, a vocation à décliner une offre de service autour :

- d'un espace d'information et de conseils individualisés constitué de différents pôles : Choisir son orientation et construire son parcours professionnel, Aller vers l'emploi et Créer son activité ;
- d'un espace documentation et un espace multimédia en libre accès incluant la Cyberbase de Montpellier Agglomération ;
- d'un espace « évènementiel » permettant l'organisation de rencontres de type journées d'informations, rencontres Métiers, colloques, etc.

Les partenaires, futurs Membres fondateurs de la Cité des Métiers, à savoir la Ville de Montpellier, l'Etat via le Rectorat, la Communauté d'agglomération de Montpellier, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault, la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Montpellier et la Mission Locale des jeunes Montpellier Agglomération, se sont entendus sur la création d'un Groupement d'intérêt public (GIP) afin d'animer et piloter la structure et ce, pour une durée de trois ans renouvelable.

La DIRECCTE (Etat) sera « membre associé » du GIP dès sa constitution.

Pôle Emploi, partenaire du projet depuis son lancement, contribuera à l'animation de la Cité des Métiers par la mobilisation de ressources et sera sollicité pour être « membre associé » du GIP dès sa création.

Par ailleurs, d'autres partenaires locaux qui ont fait part de leur volonté d'être associés à la Cité des Métiers seront aussi sollicités pour rejoindre le GIP en tant que « membre associé » : Boutique de Gestion, AFIJ, Cap Emploi, FACE Hérault, les trois Universités, l'AFPA, le CIBC, Atout Métiers LR (CARIF OREF), etc.

La Région, dans le cadre du projet, a proposé de mettre à disposition tous les outils développés et financés par celle-ci en matière d'information et d'orientation liés à la formation et l'emploi.

Le Département de l'Hérault, qui a participé aux travaux de préfiguration de la Cité des Métiers, sera aussi sollicité pour être partenaire de la Cité des Métiers de Montpellier.

La convention constitutive du GIP Cité des Métiers, soumise à l'approbation du Conseil municipal, fixe les différentes dispositions d'organisation et de fonctionnement de celui-ci, dont notamment :

- les fondements du Groupement dont son objet (l'animation d'une Cité des Métiers), sa durée (trois ans renouvelables), les membres fondateurs au nombre de six à ce jour : la Ville de Montpellier, l'Etat via le Rectorat de Montpellier, la Communauté d'agglomération de Montpellier, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault, la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Montpellier et la Mission Locale des jeunes Montpellier Agglomération, ainsi que le membre associé dès sa constitution : la DIRECCTE ;
- les moyens du Groupement, dont les différentes contributions (participation financière, mise à disposition de personnel, de locaux ou de matériels, etc.) des membres fondateurs du GIP.

Dans ce cadre, la contribution globale de la Ville de Montpellier est de l'ordre de 401 000 € incluant notamment la mise à disposition de locaux au sein de l'ancien Hôtel de Ville ;

- les organes et la gouvernance du Groupement dont l'assemblée générale, constituée des membres fondateurs avec voix délibérative et des membres associés avec voix consultative, ainsi que le Conseil d'administration composé des six membres fondateurs.

La Ville de Montpellier, aujourd'hui titulaire du Label « Cité des Métiers », le transférera au Groupement d'intérêt public dès que la convention constitutive de ce dernier sera approuvée par les instances délibératives des membres fondateurs et in fine par Monsieur le Préfet conformément à la réglementation en vigueur.

Les statuts de ce GIP sont donc soumis à l'avis du Conseil Municipal.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public « Cité des Métiers de Montpellier » annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Marc DUFOUR : J'ai déjà eu l'occasion de vous parler de la Cité des Métiers dans cette enceinte et notamment lors de l'automne dernier, quand le projet de la Cité des Métiers a reçu le label « Universcience » de la Cité des Sciences à Paris. Aujourd'hui, je reviens vers vous car nous sommes au stade de la mise en œuvre concrète de ce projet pour l'approbation de la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Économique Public, un GIP, sur la Cité des Métiers de Montpellier. Je rappelle que la Ville de Montpellier, depuis toujours, se mobilise en faveur du développement économique et de l'emploi. Elle a considéré que c'était l'un des piliers importants du vivre ensemble qui est le projet de notre majorité. Afin de renforcer sa politique de soutien à l'emploi et en lien ainsi qu'en complémentarité très étroite avec tout ce qui se fait en matière de recherche d'emploi, c'est-à-dire par les différents acteurs locaux, la Ville a décidé de proposer la création de la Cité des Métiers à l'échelle de son territoire et conformément au principe du label « Cité des Métiers d'Universcience ». La Cité des Métiers constitue un dispositif partenarial d'accueil et d'information au service de tous les publics, à savoir les salariés, des demandeurs d'emploi, les jeunes, les scolaires, les étudiants mais également les seniors qui sont en recherche de repères, d'information, d'orientation et de toutes les ressources sur les métiers et leur vie professionnelle. C'est également un outil pour les différentes filières économiques afin de faire mieux connaître leurs besoins et faire un lien entre tous les acteurs qui aujourd'hui interviennent dans ce difficile problème qui est celui de l'emploi.

Grâce à l'implication de l'ensemble des partenaires de l'emploi et du développement économique qui ont été fédérés autour du projet, nous avons obtenu ce label qui nous permet aujourd'hui de concevoir sur le site de l'ancien Hôtel de Ville cette Cité des Métiers qui disposera de trois espaces :

- un espace d'information et de conseil individualisé constitué dans les différents pôles : Choisir son orientation, Construire son parcours professionnel, Aller vers l'emploi, Créer son activité ;
- un espace de documentation et de multimédia, aussi bien au niveau des fiches emploi qu'à travers un système informatique qui donnera l'accès à toute cette information, incluant la Cyberbase de l'agglomération ;
- un espace événementiel où auront lieu régulièrement et de manière systématique, des forums pour l'emploi et toutes les conférences sur les différents métiers et leurs débouchés.

Les partenaires qui seront les futurs membres fondateurs de la Cité des Métiers, à savoir la Ville de Montpellier, l'État à travers le Rectorat, la Communauté d'agglomération de Montpellier, la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault, la Chambre de Commerce et d'Industrie territoriale de Montpellier, la Mission locale des jeunes de Montpellier agglomération sont entendus sur la création d'un Groupement d'Intérêt Public afin d'animer et de piloter cette structure pour une durée de trois ans renouvelable. Cela permet, j'insiste car c'est très important compte tenu de l'esprit du projet, d'avoir une gouvernance collégiale. Pôle Emploi et la DIRECCTE, c'est-à-dire les services de l'État, seront des membres associés au GIP dès sa création.

Il manque encore quelques réunions de travail à faire avec d'autres partenaires locaux qui nous ont fait part de leur volonté d'être membre associé à la Cité des Métiers et qui le seront très rapidement après la création. Il s'agit de la Boutique de gestion, l'AFIJ pour l'insertion des jeunes diplômés, Cap Emploi, FACE Hérault, les

trois universités, l'AFPA, le CIBC, Atout Métiers Languedoc-Roussillon, etc. ainsi que d'autres associations comme Senior O Boulo, le COMIDER, etc. Ainsi, beaucoup de structures associatives ont décidé de se joindre à l'effort de cohésion. En fait, la Cité des Métiers n'est pas faite pour créer un échelon de plus ou une diversité de plus dans la recherche d'emploi, car aujourd'hui, c'est déjà un univers relativement complexe. Nous essayons plutôt de créer une plate-forme permettant de réunir ces différents acteurs afin que chacun puisse, sous forme de guichet unique, renseigner de manière totalement anonyme et gratuite tous ceux qui s'interrogent sur leur emploi, leur avenir professionnel, leur carrière, leur évolution de carrière et tous les problèmes qui se posent à ceux qui sont en dehors du circuit normal. Nous savons à quel point l'emploi est un important facteur d'insertion sociale.

Donc, nous vous demandons d'approuver la convention constitutive du GIP. La Région, que j'ai oublié de mentionner, a proposé de mettre à disposition tous les outils développés et financés par celle-ci en matière d'information et d'orientation liées à la formation et à l'emploi. J'ai parlé de la Communauté d'agglomération avec la Cyberbase et également le Département qui, à travers différentes associations comme FACE Hérault, etc. a décidé de soutenir ce projet, comme l'a indiqué le président VEZINHET. Cette convention constitutive de la Cité des Métiers, qui est soumise à l'approbation du Conseil municipal, fixe différentes dispositions d'organisation et de fonctionnement, notamment, les fondements du groupement dont son objet : « Animation de la Cité des Métiers », sa durée qui est de trois ans, les membres fondateurs qui sont au nombre de six. Je vous les rappelle : la Ville de Montpellier, l'État, la Communauté d'agglomération, la Chambre des Métiers et d'Artisanat, la Chambre de Commerce et d'Industrie territoriale, les Missions locales des jeunes, ainsi que des membres associés dès la constitution : Pôle Emploi et la DIRECCTE.

Les moyens du groupement sont les différentes contributions, à savoir les participations financières et les mises à disposition de personnel, de locaux ou de matériel des membres fondateurs du GIP. La participation au capital et à la gouvernance du GIP se fait proportionnellement aux apports, d'une manière extrêmement ouverte et systématique. Aujourd'hui, nous avons, y compris à travers le monde associatif, des propositions de mise à disposition de personnel, à savoir une journée ou une demi-journée par semaine, etc. Nous tentons de constituer une équipe de 14 personnes, de façon à avoir la possibilité de couvrir une amplitude horaire allant du lundi matin jusqu'au samedi midi et peut-être plus tard, nous l'espérons, afin d'offrir à des périodes où ils sont disponibles l'espace d'information, en tout anonymat et gratuité, je le répète. Toutes ces personnes venant soit du rectorat, soit des associations, soit des collectivités territoriales, soit des chambres consulaires, recevront une formation de façon à homogénéiser tous les parcours. Chacun aura sa spécialité en fonction de son corps d'origine. Cette équipe sera donc composée de gens venant d'horizons différents et de formations différentes et sera parfaitement adaptée pour pouvoir répondre aux besoins extrêmement larges de cette Cité des Métiers.

Dans ce cadre, la contribution de la Ville de Montpellier représente précisément 420 000 € incluant notamment la mise à disposition de locaux au sein de l'Hôtel de Ville et également le détachement de personnel. Les organes et la gouvernance du groupement se réuniront en assemblée générale qui sera constituée des membres fondateurs avec voix délibératives et tous les membres associés qui auront des voix consultatives ainsi qu'un conseil d'administration qui sera composé des six membres fondateurs. Aujourd'hui, la ville de Montpellier est titulaire du label Cité des Métiers. Elle le transférera immédiatement au GIP dès que la convention constitutive de ce dernier sera approuvée par les instances délibératives des membres fondateurs et, in fine, par M. le Préfet, conformément à la réglementation en vigueur. Nous souhaitons ouvrir au cours du dernier trimestre de cette année. Nous demandons donc au Conseil municipal d'approuver cette convention et d'autoriser Mme le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

Hélène MANDROUX : Je remercie M. DUFOUR pour sa présentation tout à fait exhaustive. Vous voyez tout l'intérêt de cette Cité des Métiers. Cela fait déjà un moment que nous en parlons mais il fallait prendre le temps de regrouper tous les partenaires qui seront présents. L'originalité de cette structure, qui n'a rien à voir avec une maison de l'emploi – j'en ai visité une à Marseille – et le fait que nous ayons obtenu le label Universcience prouve la solidité du dossier qui vous est présenté. Le contexte économique dans lequel nous sommes, et Dieu sait ici que nous sommes la région où, malheureusement, le chômage est supérieur à la moyenne nationale, fait qu'aujourd'hui beaucoup de jeunes qui sont en cursus ne savent pas du tout comment trouver un emploi et un métier. Cette Cité des Métiers permettra donc aux jeunes qui arriveront dans cette Cité de découvrir le panel de toutes les professions qui existent – et Dieu sait s'il en existe – mais surtout un panel qui puisse déboucher sur un emploi car il faut le réactualiser. Il existe en effet des emplois qui avaient des débouchés il y a 20 ou 30 ans,

mais qui aujourd'hui ne débouchent sur rien. Il est important de faire prendre conscience aux jeunes que de nouveaux métiers sont apparus avec l'évolution de tous ces appareils que nous avons avec nous. L'évolution fait qu'il y a de nouveaux métiers et qu'il ne faut pas s'enfermer dans les métiers classiques que nous connaissons tous mais qui n'existent plus. Cette Cité des Métiers est très importante afin de découvrir les métiers possibles pour ces jeunes.

Marie MASSART : Je ne remets pas en cause le projet car il est pertinent. Il permet de faire travailler les acteurs du territoire sur un même lieu, de regrouper un certain nombre de services qui ont une cohérence entre eux, c'est très bien. En revanche, nous pouvons nous poser la question du portage de ce projet par la Mairie de Montpellier. C'est un type de projet dont les compétences relèvent davantage de la Région ou de la Communauté d'agglomération qui disposent de services similaires et qui ont des ressources en interne pour mener à bien ce projet. Nous pouvons aussi nous poser la question de la place de Pôle Emploi qui devrait être, à mon sens, un acteur central de ce projet et qui n'est là qu'un membre associé.

Au-delà de ce problème de compétences, il est regrettable qu'un projet d'une telle envergure ne bénéficie qu'aux seuls habitants de Montpellier. En effet, le périmètre est uniquement montpelliérain. Cela pourrait être beaucoup plus large avec des antennes sur le territoire, tout comme des antennes sur les quartiers également. J'aimerais connaître un peu plus précisément la place de ces collectivités, c'est-à-dire la Région, l'Agglomération et Pôle Emploi ainsi que ce qui est prévu à plus long terme dans ce projet. Il en est de même en ce qui concerne les locaux. C'est un projet qui est long à mettre en place. Des expériences similaires ont eu lieu dans d'autres régions et cela montre qu'il faut environ trois ou quatre ans pour que les locaux soient bien appropriés par le public et les partenaires. Je voulais donc savoir ce qui était prévu en matière de locaux à plus long terme et quels services seront regroupés dans les locaux de l'ancienne mairie. Il serait pertinent de regrouper un certain nombre de services qui accueillent le public comme les missions locales, le Centre régional d'information jeunesse, etc. Donc, j'aimerais savoir qui il y aura dans ces locaux et pendant combien de temps.

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM : Mon intervention ne remet pas en cause la pertinence du projet que je trouve très engagé sur la question de l'emploi, problème que nous portons avec beaucoup d'ardeur ici, à la Communauté d'agglomération de Montpellier, sachant la difficulté que nous rencontrons avec un taux de chômage très élevé. En même temps, il existe des niches de métier qui sollicitent l'appui et l'intervention des collectivités territoriales afin d'amener les personnes en recherche d'activité à découvrir les possibilités existantes sur ce territoire. Donc, comme l'a souligné M. DUFOUR, il s'agit d'un projet qui trouve sa place et qui complète l'existant. En même temps, il améliorera la lisibilité des possibilités qui existent et rapprochera l'offre de la demande. C'est donc vraiment un projet que nous trouvons intelligent et je félicite la Ville à ce niveau-là.

Je m'interroge en revanche sur le délai. Je l'avais signalé dans le comité de pilotage auquel je me suis associée. J'estime que c'est un peu prématuré et notamment concernant la question de la gouvernance. Comme vous l'avez rappelé, la Communauté d'agglomération de Montpellier va transférer la Cyberbase qui est un outil très intelligent car il permet de faire le lien sur les porteurs de projets, notamment avec des logiciels très innovants et qui permettent de faire la démonstration de la réussite dans certains secteurs d'activité et donc de partager les possibilités, d'aller plus vite et de lever certains freins au niveau de l'emploi. Nous avons aussi notre participation avec la mise à disposition de matériel.

L'interrogation porte donc sur cette gouvernance actuelle, comme l'a fait ma collègue. En effet, il y a eu un retrait de Pôle Emploi qui, dès le départ, avait adhéré à ce projet. Or, lors du dernier comité de pilotage, nous avons entendu qu'il souhaitait n'être que membre associé. Nous avons aussi la mise à disposition des moyens de la Région Languedoc-Roussillon, du Conseil général de l'Hérault. Je regrette que tous les partenaires ne soient pas associés à cette problématique. En effet, en se regroupant, en mobilisant, en mutualisant les moyens, cela permettrait de trouver des solutions pour chacune des personnes qui vivent et sont actrices de la ville et de la cité. Il convient d'assurer des sorties positives car lorsqu'on a connu une difficulté, une rupture de l'emploi, quelle qu'elle soit, il est difficile de se retrouver encore en stand-by. Il est donc nécessaire d'accompagner les personnes pour parvenir jusqu'à l'objectif et non pas faire semblant. Je souhaiterais que nous puissions continuer à travailler sur cette réflexion qui, selon moi, n'a pas encore trouvé toutes les associations qu'il convient, de façon à aboutir le plus positivement possible. C'est un projet qui est très pertinent, je le rappelle. Il est très intéressant, très intelligent d'un point de vue économique et social, mais c'est un projet prématuré. J'avais demandé à ce que nous puissions reporter le projet à septembre ou octobre car cela permettrait encore des

réflexions et peut-être que dans la réflexion de chacun, les partenaires Pôle Emploi, le Conseil régional, le Conseil général auraient pu se raccrocher aux wagons et nous accompagner. J'aimerais donc que nous puissions reporter cela à septembre, non pas parce que je n'y crois pas car nous devons y croire et atteindre nos objectifs, mais parce qu'il convient d'aller dans le bon sens politique.

Christiane FOURTEAU : Mes chers collègues, la Présidente de la Mission locale que je suis a souscrit dès le départ à ce projet. Il est bien évident que les jeunes qui sont aujourd'hui accueillis à l'antenne centre de la Mission locale de l'agglomération de Montpellier ne le sont pas dans de bonnes conditions. De toute façon, la Mission locale n'est pas visible où elle se trouve aujourd'hui. Elle sera visible dans l'immeuble de l'ancienne mairie. De plus, les jeunes qui se présenteront à la Mission locale trouveront sur place l'ensemble des services qui seront à leur disposition pour les aider à trouver une issue dans leur parcours professionnel. Je ne suis pas d'accord avec Mme CAPUOZZI-BOUALAM lorsqu'elle déclare que c'est un peu prématuré. Il me semble que le plus tôt sera le mieux. En effet, nous avons besoin d'accueillir les personnes dans de très bonnes conditions. Le retrait de Pôle Emploi est un peu incompréhensible mais aujourd'hui, ils sont en train de supprimer un certain nombre d'antennes sur la ville de Montpellier, de supprimer, hélas, un certain nombre de postes de travail et je pense qu'il est pour eux difficile de dégager des moyens humains pour venir sur la Cité des Métiers. Il me semble que, dans quelques temps, ils nous rejoindront lorsqu'ils seront arrivés à réorganiser leurs services sur la ville de Montpellier. Aujourd'hui, le personnel de Pôle Emploi souffre et je pense que pour eux, c'est effectivement un peu prématuré. En revanche, pour la Mission locale, le plus tôt sera le mieux, afin d'accueillir les jeunes dans de très bonnes conditions.

Christian DUMONT : Madame le Maire, une fois n'est pas coutume. Si vous me le permettez, je vais répondre à notre collègue Mme CAPUOZZI-BOUALAM qui s'étonnait en quelque sorte du manque de synergie pour ce projet qui lui semble prématuré. Mais cette dame est un peu ingénue car elle ne lit pas la presse locale. Si elle lit un peu Midi Libre, elle s'apercevra que les différentes personnalités qui sont à la tête de nos collectivités sont plutôt en division qu'en union. À Montpellier, ville tenue par les socialistes, le mot synergie est inconnu. En revanche, le mot division, lui, est connu. Ne vous étonnez donc pas que chacun dans son coin prenne des initiatives au détriment bien entendu de l'intérêt général.

Jacques MARTIN : Je reconnais que j'adhère pleinement à ce projet. En effet, tout ce qui va en faveur de l'emploi me paraît devoir être entrepris. Par ailleurs, je constate que notre collègue DUMONT est, une fois de plus, dans la provocation mais cela n'intéresse plus personne. Il y a bien longtemps que les *verba volant* de M. DUMONT restent véritablement sans aucun écho. En revanche, ce qui me paraît important – et la première intervenante l'a indiqué –, d'une part c'est que nous cherchions rapidement à ramener la Région qui a la compétence formation vers cette institution ainsi que le Département qui agit aussi dans le sens de la lutte contre le chômage. Ce qui est également important, c'est qu'il y ait en effet une décentralisation de cette Cité vers les quartiers. Malgré les efforts que nous entreprenons et pour véritablement sortir les quartiers et les amener vers le centre-ville, je pense qu'à terme, il faudra réfléchir à faire en sorte que cette maison irradie dans certains quartiers de la ville afin qu'elle soit plus facile d'accès pour les demandeurs d'emploi. Telles étaient les observations que je souhaitais formuler. Je vote pour.

Marc DUFOUR : Il est vrai que sur un certain nombre de sujets, la recherche de synergie et de cohésion est parfois difficile. Sur ce projet, tous les acteurs, à des niveaux différents je vous l'accorde, ont répondu présent. C'est très important. C'est le choix qui a été fait par Mme le Maire d'adopter une structure comme le GIP qui fait porter la gouvernance non pas sur la Ville, mais justement sur le groupement où chacun des acteurs pèsera en fonction de sa participation. C'est donc très incitatif. Ce n'est pas un outil de la Ville. La Ville en a été l'initiateur et elle se défait immédiatement du label qu'elle porte aujourd'hui pour l'apporter à la Cité des Métiers qui vivra sa vie de manière autonome. C'est quelque chose de très important. C'est le meilleur signe que nous puissions donner, au-delà de tous les clivages – que ce soient des clivages de personnes ou des clivages politiques – d'une recherche de cohésion et de synergie.

Je suis allé plusieurs fois et de façon totalement anonyme regarder ce qui se passait à Marseille. Là-bas, sur le plan politique et sur la complexité politique, cela n'a rien à envier à ce que nous vivons ici, en Languedoc-Roussillon. J'ai organisé trois visites avec un certain nombre d'interlocuteurs de l'Agglo, de la Région, du Département, de Pôle Emploi, de l'administration et des universités. J'ai eu des retours extrêmement élogieux et positifs sur ce qui se passe. Il ne s'agit pas de réinventer ce qui se fait. Lorsqu'il y a des idées qui sont bonnes

ailleurs et quand on voit la politique de couleurs différentes entre la Mairie, l'Agglo, la Région, dans les Bouches-du-Rhône et la région PACA, nous pouvons supposer que chez nous, nous devrions parvenir à faire à peu près la même chose.

Aujourd'hui, je pense qu'en matière de gouvernance, nous avons trouvé la synergie. Fallait-il, Tatiana, attendre ? Je te remercie de ta participation ainsi que celle de Christiane et je vous en suis reconnaissant. Nous avons fait 21 comités de pilotage et autour de la table, nous étions une vingtaine. Il est difficile d'animer des groupes. Plus ils sont grands, plus il est difficile de trouver un consensus. Nous y sommes arrivés. J'ai rencontré personnellement tous les leaders des collectivités, des chambres consulaires, le recteur, bien évidemment le patron de Pôle Emploi et tous les présidents d'associations qui se sont associées à ce projet ou qui ont collaboré à la réflexion sur celui-ci.

A un moment donné, il convient d'avancer. Certains hésitent encore parce que nous leur demandons la contribution qu'ils peuvent apporter, non pas financièrement. Nous n'avons pas demandé d'argent à qui que ce soit. C'est un élément qui fédère. Il est difficile aujourd'hui de demander une participation au niveau des budgets. Nous leur avons fait comprendre que nous devons équilibrer cette structure. En fait, les frais de personnel correspondent à 90 % des coûts de fonctionnement. Nous avons besoin de 14 équivalents temps plein et aujourd'hui, en termes de contribution, nous arrivons à l'équivalent de neuf temps complet. Cela représente environ une trentaine de personnes, compte tenu du fait que certains n'interviennent qu'une journée ou une demi-journée. Tout cela constituera une équipe. Je suis convaincu que nous pourrons étoffer. La structure aujourd'hui, telle qu'elle est, en fonction de la répartition des différents accords obtenus, sera susceptible d'évoluer de manière à ce que la gouvernance reflète bien l'implication de tous les acteurs.

J'aimerais ajouter un mot sur Pôle Emploi. À l'origine, Pôle Emploi a été l'un des leaders de ce projet. Il se trouve que cette maison a connu un certain nombre de restructurations et les deux premiers dirigeants de Pôle Emploi qui se sont succédé dans ce projet ont été remplacés et la nouvelle personne qui a été nommée est arrivée au moment de prendre la décision sur un projet qu'elle n'avait pas nourri, qu'elle ne connaissait pas. Sa première réaction a été de dire : « Attendons, je ne sais pas car aujourd'hui on nous réduit les moyens ». Je rappelle l'intervention de Mme le Maire auprès de M. le Préfet qui a reçu le nouveau directeur de Pôle Emploi afin que celui-ci soit membre associé pour commencer. Comme l'a très bien signalé Mme FOURTEAU, il ne s'agit pas d'un recul. Ce projet est sur notre table depuis plus de deux ans, il fallait le faire avancer et c'était le moment.

Quant à la Région et le Département, je vous ai parlé de Monsieur VEZINHET. Il m'a listé des associations sur lesquelles il intervenait en matière d'emploi. Il a augmenté la contribution de ces associations et il leur a écrit – j'ai une copie du courrier – pour leur demander d'être des vecteurs de l'action du Département au sein de cette Cité des Métiers. Je pense donc qu'aujourd'hui, il aura sa présence de manière indirecte mais bien évidemment, la place du Département est tout à fait aux côtés des autres collectivités dans ce projet. Quant à la Région, nous y travaillons. Nous avons déjà progressé en matière de formation et j'espère que très prochainement, ce guichet unique présentera l'ensemble des acteurs à tous ceux qui sont malheureusement à côté du chemin de l'emploi.

Christian BOUILLE : J'aimerais dire à M. DUMONT que j'ai lu son article du 15 juillet 2013 dans lequel, comme il a l'habitude de le faire, il tape à boulets rouges sur tout ce qui passe. Il manie l'invective et il a des informations erronées. Il n'est pas possible de voir écrit, concernant le logement, que rien n'est fait, que cela ne va pas, etc. J'aurai l'occasion de revenir là-dessus plus tard.

Pour : 52

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

2- Programme Local de l'Habitat 2013 - 2018

Avis sur le projet

Michaël DELAFOSSE :

Le Programme Local de l'Habitat (PLH) est un instrument de prévision et de programmation important visant à répondre aux besoins en logements et à favoriser la mixité sociale. Les évolutions législatives récentes dans le domaine du logement ont contribué à renforcer l'importance du PLH, en introduisant de nouvelles obligations, comme par exemple, la durée obligatoire de six ans pour la définition des objectifs ou le seuil minima de logements locatifs sociaux à atteindre. En 2011, en partenariat avec les 31 communes concernées et les acteurs de l'habitat, Montpellier Agglomération a engagé l'élaboration de son 3^{ème} PLH pour la période 2013-2018, autour de deux grandes étapes : la production d'un diagnostic thématique et territorial ainsi que la formulation des enjeux, la définition de la stratégie et du projet en matière d'habitat.

Parmi les enseignements du Programme Local de l'Habitat 2007-2012, il est à souligner que l'objectif de produire 5 000 logements par an (5 071 logements effectivement mis en chantier en moyenne annuelle) dont près d'un quart de logements locatifs sociaux (22 %), est satisfait.

Durant cette période, 2007-2012, les actions volontaires de la Ville de Montpellier ont permis de développer de manière équitable, sur l'ensemble du territoire communal, une offre diversifiée en logements neufs ou réhabilités (en accession libre ou aidée et de type locatif social) répondant ainsi aux besoins liés à la croissance démographique et aux engagements contractualisés dans le PLH. Ce sont ainsi, 2 700 logements qui ont été construits à Montpellier en moyenne par an, soit 17 000 au total sur la période du précédent PLH, pour un taux d'atteinte des objectifs du PLH de 109 %. Grâce à la construction de 720 logements locatifs sociaux en moyenne annuelle, soit plus de 4 300 logements sociaux financés sur son territoire, durant les 6 années du dernier PLH, la Ville de Montpellier atteint les 22 % (l'article 55 de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain impose un taux de 20 %).

De nouveaux quartiers, lancés par la Ville, au cours des six dernières années, ont vu le jour sur l'ensemble du territoire : Rive Gauche et République au sein de Port Marianne, Grisettes et Nouveau St-Roch à l'ouest et au centre, et Restanque au sud pour ne citer que les plus importants. Ces opérations témoignent de la volonté de la Ville de développer l'habitat au sein de quartiers durables, respectueux de l'environnement, dans lesquels des équipements de proximité sont ouverts (écoles, terrains de sports, EHPAD, commerces), des morceaux de ville avec une identité et un cadre paysagé de qualité. La stratégie de la Ville de Montpellier, dans le domaine de l'habitat, ne se limite pas au développement de nouveaux quartiers, elle se décline aussi sur la ville constituée, qui fait l'objet d'importantes opérations de rénovation ou de renouvellement urbain. Il est en effet, essentiel de noter que la production de logements neufs se fait pour environ 50 %, depuis plusieurs années, dans le tissu urbain de la ville existante. La Ville se réjouit de constater que cet effort de construction de logements de qualité permet à de nombreuses familles de s'installer sur Montpellier, ce dont témoigne la spectaculaire augmentation de la population scolaire. Cette offre immobilière dans la commune centre, proche de tous les services et équipements, est une alternative à l'étalement urbain.

Ces résultats très positifs ont pu être obtenus grâce à l'effort financier important et continu de la Ville, depuis plusieurs années, à hauteur d'environ 18 millions d'euros par an, permettant en particulier, de réaliser des réserves foncières, d'aider les particuliers à rénover ou à acheter un logement à un prix modéré, de construire des logements sociaux dans tous les quartiers avec une grande qualité architecturale. La Ville de Montpellier a reçu, pour ces actions en faveur du logement et du cadre de vie, plusieurs récompenses dont celles pour l'Ecocité ou les éco-quartiers de Parc Marianne et des Grisettes ou de capitale de la biodiversité reconnaissant ainsi le travail mené avec les acteurs de la fabrique de la ville, autour du Guide AURA (Améliorer l'Urbanisme par un Référentiel Durable).

Sur la base de ce bilan très positif, la Ville saura se mobiliser au côté de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, pour que le nouveau PLH 2013-2018 qui s'organisera autour de grandes orientations stratégiques réponde aux objectifs ambitieux suivants :

- Le PLH 2013-2018 vise la construction de 5 000 logements par an à l'échelle de l'Agglomération. Dans ce cadre, la Ville de Montpellier s'engage à poursuivre son rôle moteur en produisant la moitié de l'objectif global, soit 2 500 logements par an et un total de 15 000 sur la période 2013-2018 dont

9 900 logements prévus dans les nouveaux quartiers et les secteurs de renouvellement urbain impulsés par la Ville dans le cadre de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC). Cet objectif plus bas que la production moyenne constatée sur le précédent PLH, reflète la volonté d'équilibrer la production au sein du territoire de l'Agglomération.

- Soucieuse de garantir la diversité des logements produits sur le territoire communal, la Ville de Montpellier s'engage à produire une part minimum de 30 % de logements sociaux locatifs familiaux au sein de la production neuve, soit un objectif de 4 500 logements sur la période 2013-2018 (750 logements en moyenne par an), cet effort accru permettra à la Ville de répondre au nouvel objectif fixé par la récente loi Dufflot d'atteindre une proportion globale de 25 % de logements sociaux au sein du parc de logement communal.

- Le développement de l'offre en accession à la propriété « abordable » passera par une offre égale à 20 % de la production neuve, soit un objectif global de 3 000 logements sur la période 2013-2018. Cette dynamique de développement permettra d'offrir, à encore plus de familles, la possibilité de s'installer sur Montpellier.

- En ce qui concerne les logements et hébergements spécifiques, l'offre nouvelle devra s'établir à 2 580 pour la période 2013-2018, soit 430 logements en moyenne par an. Pour les étudiants, ce sont 2 400 logements, qui s'ajoutent aux 730 logements étudiants financés par des crédits logement social, proches des transports en commun et d'un pôle de centralité de quartier, qui seront construits ou engagés durant la période. Pour les jeunes, il est prévu la création d'une résidence Habitat jeunes (anciennement Foyer jeunes travailleurs) d'une soixantaine de places environ. Dans le grand projet urbain de l'EAI, il est également envisagé la relocalisation et l'extension de l'auberge de jeunesse (de 95 places à 200). De plus, la création d'une résidence pour les jeunes actifs dans le parc locatif social classique sera expérimentée.

- La Ville souhaite porter une attention toute particulière aux structures d'accueil à destination des personnes âgées, qui seront réparties de manière équilibrée dans tous les quartiers non suffisamment pourvus de ce type d'équipement, indispensable pour assurer la mixité intergénérationnelle. Dans ce cadre, deux projets de reconstruction d'EHPAD seront mis en œuvre sur la période 2013-2018, représentant plus de 100 chambres dans les quartiers du centre et de la Croix d'Argent. Il sera également prévu la construction d'une résidence service, offrant de nombreuses commodités à destination des seniors pour environ 60 à 70 logements, financés en PLUS et PLAI.

- La solidarité urbaine et sociale, souhaitée par la Ville, sera mise en œuvre avec la création de plusieurs structures d'accueil : trois maisons relais offrant environ 72 places ; une résidence hôtelière à vocation sociale et trois résidences sociales généralistes.

Pour atteindre ces objectifs de production ambitieux, la Ville de Montpellier va continuer de décliner des outils spécifiques et parfois expérimentaux et surtout va mobiliser des budgets et une ingénierie, comparables sur les six prochaines années du PLH 2013- 2018 :

- La Ville va continuer la constitution de réserves foncières, notamment en mobilisant un partenariat opérationnel avec l'Etablissement Public Foncier du Languedoc-Roussillon, avec qui des conventions ont déjà été signées. Cette stratégie foncière nécessite de continuer à réserver un budget important et s'appuie sur des outils fonciers efficaces. Ce sont ainsi, 880 hectares de foncier qui sont couverts par des Zones d'Aménagement Différé (ZAD).
- Afin de maintenir une production de logements diversifiée à hauteur d'environ 50 % dans les sites de réinvestissement urbain, il est indispensable de faire évoluer les règles qui régissent le droit des sols. A ce titre, la Ville a rendu plus ambitieuses les servitudes de mixité sociale (abaissement des seuils, élargissement des secteurs d'application aux zones pavillonnaires) dans la modification du Plan Local de l'Urbanisme (PLU) qui sera approuvée par le Conseil Municipal.

- Une vingtaine de Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) de développement ou de renouvellement urbain sont en cours ou sont programmées sur le territoire communal, représentant un potentiel à long terme de plus de 25 000 logements. Pour la période du PLH 2013-2018, 9 900 logements sont prévus dans ces opérations d'initiative publique, soit 1 650 logements par an. Les ZAC constituent un levier qui pourra, le cas échéant, permettre des ajustements à la hausse si la production en réinvestissement urbain en dehors des opérations publiques d'aménagement, devait être moins importante dans les années à venir.
- La requalification du parc de logements existants reste, dans le PLH 2013-2018, une des priorités de l'intervention de la Ville de Montpellier en matière d'habitat. En effet, les OPAH de renouvellement urbain, engagées par la Ville sur le quartier Centre seront poursuivies, ainsi que les opérations engagées sur les copropriétés de plusieurs quartiers, afin de contribuer à améliorer leur gestion et les conditions de vie des habitants. De plus, les Projet de Rénovation Urbaine, dont les actions contribuent à inverser l'image sont prioritaires et font l'objet d'une attention particulière de la Ville. Trois quartiers sont concernés par ce dispositif : Mosson, Centre et Cévennes. La Ville continuera ses actions et s'engagera, le cas échéant, dans la réflexion vers un éventuel PNRU 2. La question centrale de la réhabilitation des copropriétés sera affirmée et pérennisée, notamment par la poursuite d'OPAH et l'achèvement du plan de sauvegarde du Petit Bard (plus de 800 logements privés concernés). Afin de veiller en amont au devenir de ces ensembles privés, la Ville apportera son appui à Montpellier Agglomération dans le cadre du transfert de l'observatoire des Copropriétés qu'elle a conduit depuis plusieurs années et qui a permis de mesurer l'évolution de certaines copropriétés et de mettre en œuvre des plans d'action de requalification adaptés. Dans le cadre de l'application du Grenelle de l'environnement, la Ville entend veiller à la mise aux normes environnementales du parc existant dans toutes les actions de réhabilitation envisageables afin de réduire le parc de logements énergivores, notamment au travers du Plan Climat.
- De plus, la Ville continuera de mener une politique foncière de veille adaptée à la mise en œuvre de ces objectifs d'offre diversifiée et de qualité. Enfin de façon globale, la Ville poursuivra ses efforts et actions, concrètes ou prospectives en matière de développement durable dans ses projets de production de logements. La définition de nouveaux éco-quartiers sera visée et l'ensemble de ses opérations s'appuiera sur son référentiel (guide AURA) dans le cadre des négociations avec les opérateurs.
- La Ville prolongera sa production d'une offre de logements diversifiée, équilibrée géographiquement sur l'ensemble de son territoire et s'assurera de leur mise en cohérence avec les projets développés en périphérie par Montpellier Agglomération.
- La Ville de Montpellier inscrira cette nouvelle ambition en matière de production de logements dans le Projet urbain « Montpellier 2040 » en l'appuyant davantage sur la régénération de la ville existante.

Le projet de PLH, élaboré conformément au Code de la Construction et de l'habitat et qui est soumis à l'avis du Conseil municipal se constitue de deux documents :

- un document principal comprenant lui-même trois volets (diagnostic de la situation du logement, comprenant un bilan des actions conduites dans le cadre du précédent PLH 2007-2012 ; l'énoncé des orientations stratégiques de la politique de l'habitat pour les six prochaines années ; un programme d'actions détaillé qui présente les outils et les moyens qui permettront d'atteindre les objectifs fixés) ;
- un deuxième document lui est joint, qui constitue la déclinaison des objectifs du PLH commune par commune.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de donner un avis favorable aux orientations stratégiques du projet de PLH 2013-2018, transmis le 24 mai 2013, par la Communauté d'Agglomération ;

- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Michaël DELAFOSSE : Mes chers collègues, il s'agit pour la commune de Montpellier de donner un avis que nous souhaitons favorable sur le Plan Local de l'Habitat élaboré par la Communauté d'agglomération et adopté par son conseil. Il a été élaboré notamment par notre collègue Hervé MARTIN à qui je veux rendre un hommage appuyé car il a eu le souci d'associer l'ensemble des élus des 31 communes. Nous avons travaillé conjointement pour rédiger ce document, afin qu'il soit le plus pertinent possible dans cet enjeu majeur qui est de répondre aux besoins de logement de la population : à la fois la population qui réside à Montpellier, mais également pour maîtriser la population qui arrive car, comme l'illustre l'INSEE, nous avons une croissance démographique constante sur le territoire du Languedoc-Roussillon. Cela impacte naturellement Montpellier. Donc, ce PLH prévoit pour les 31 communes, la mise en chantier de 5 000 logements par an. Je rappelle au demeurant que derrière chaque logement construit, ce sont des emplois dans l'économie, architecte, bureau d'études, BTP, etc. Ce PLH prévoit une répartition de 50 % de logements sur la commune de Montpellier et 50 % sur les autres communes de l'Agglomération. Cela va en la faveur d'un rééquilibrage car durant de très nombreuses années, c'est la ville centre qui a porté l'effort de manière importante. C'est une première bonne nouvelle.

Le second engagement très fort de ce PLH et que nous traduirons tout à l'heure dans la modification du PLU, c'est la volonté d'être au rendez-vous des 25 % de logements sociaux, conformément à la loi portée par le Gouvernement de M. AYRAULT et adoptée par nos parlementaires récemment. Celle-ci fixe en effet l'objectif à 25 % de logements sociaux. Dans ce PLH, nous avons donc l'objectif de 30 % dans la production de logements sur la commune de Montpellier. Ce sera du logement très social évidemment pour les populations modestes, mais également du logement social qui permettra à la classe moyenne rencontrant parfois des difficultés de pouvoir également être éligible. Je rappelle ici pour mémoire qu'en 2008, il y avait 16 000 demandeurs de logements sociaux et que malgré nos efforts, nous en avons maintenant 18 000. Cela révèle les difficultés que rencontrent un certain nombre de Montpelliérains pour se loger. Telle est la raison pour laquelle nous devons nous mobiliser.

Une question se pose : comment la Ville de Montpellier va-t-elle mettre en œuvre cet effort ? Nous allons réaliser ces logements et vous avez ici des réalisations emblématiques dans le cadre de nos ZAC, c'est-à-dire d'un urbanisme maîtrisé, qui sont les lieux de production du logement et du logement social : la ZAC des Grisettes, la ZAC d'Ovalie, la mise en chantier de la ZAC Rive gauche. En 2016, la ZAC République, en 2014, le futur quartier de l'EAI qui ne s'appellera plus ainsi car il y aura appel à idées pour le nom de ce quartier à la rentrée. Cela nous permet de réaliser ces objectifs de logements. Cette production de logements doit aussi nous éviter – c'est une responsabilité que la Ville et l'Agglomération assument – un phénomène qui fait mal à notre territoire, il s'agit de l'étalement urbain car il participe du mitage des terres périurbaines et en particulier des terres agricoles. Qu'il me soit permis de saluer la décision de M. le Préfet qui a rajouté à notre image le SCOT du Pic Saint-Loup qui était vraiment un SCOT d'étalement urbain. Donc, il s'agit de faire en sorte que les logements soient construits à proximité des lignes de tramway, dans la ville, afin que les gens ne fassent pas ces fameuses migrations pendulaires domicile-travail qui embouteillent l'entrée de nos villes et qui participent aux émissions de CO₂. Voilà sur les objectifs généraux.

Ma collègue Hélène QVISTGAARD, qui n'est pas là mais dont je suis le porte-parole, a porté une attention particulière aux enjeux de logements pour nos anciens. Donc, une programmation d'EPAD et également une programmation en la faveur du logement étudiant. C'est une prise en compte des problématiques spécifiques de logements de la population. Ce PLH, je vous propose que nous lui donnions un avis favorable. L'essentiel des logements sera réalisé dans nos ZAC et lorsqu'ils se réaliseront dans le diffus, qu'ils soient soumis à des principes d'aménagement raisonné et réfléchi, notamment en s'appuyant sur le guide AURA qui vise à donner un certain nombre de prescriptions aux métiers du bâtiment et aux architectes pour faire en sorte que cette production de logements s'insère le mieux possible dans le tissu urbain et ne bouleverse pas la ville existante mais opère une transformation permettant d'améliorer le cadre de vie des habitants.

Je termine pour dire qu'actuellement et au mois de décembre, nous présenterons les conclusions du projet urbain « Montpellier 2040 » qui vise justement à renouveler nos stratégies de production de logements. Donc, ce PLH dessine déjà des orientations à travers les ZAC et nous préparons les réflexions futures pour continuer à maîtriser la croissance démographique en tentant de répondre aux besoins si nécessaires de logements de la

population. Il vous est donc proposé ici de donner un avis favorable. Je précise que d'autres communes ont donné des avis défavorables, notamment en ce qui concerne les problématiques de densification ou de logement social. Je crois au contraire que la Ville de Montpellier, je l'espère, donnera un avis unanime.

Hélène MANDROUX : Je remercie M. DELAFOSSE pour cette présentation parce qu'effectivement, ce PLH que nous vous proposons sur les projets 2013-2018, fait suite au PLH précédent qui allait de 2007 à 2012. Il était important pour nous de voir effectivement comment nous avons fait ce précédent PLH et où nous en étions aujourd'hui. Vous savez que Montpellier est une ville qui gagne des habitants. Tous les ans, M. GELY nous apprend qu'il y a de nouveaux élèves qu'il est obligé d'accueillir, aussi bien en maternelle qu'en primaire. À partir du moment où de nouveaux enfants arrivent dans les classes de primaire et maternelle, cela signifie bien évidemment qu'il y a de nouveaux habitants. Sachez que depuis 2004, Montpellier a accueilli très exactement 30 000 nouveaux Montpelliérains. Aujourd'hui, nous sommes à 22 % de logements sociaux et depuis un certain temps, dans les ZAC, Philippe SAUREL puis Michaël DELAFOSSE avaient affiché les 30 % de logements sociaux. Au fur et à mesure, je suis sûre que nous parviendrons à accueillir les 25 % de logements sociaux. Je crois que chacun et chacune a le droit à un logement, quelles que soient ses propres ressources. Telle est la raison pour laquelle, l'effort qui est fait dans le logement social est un effort absolument essentiel, aussi bien pour les jeunes ménages que pour les étudiants. Là aussi, n'oubliez pas que Montpellier est une ville universitaire : 60 000 étudiants, dont 10 000 étudiants étrangers. Cela signifie aussi, bien évidemment, que nous nous devons de faire des efforts par rapport aux étudiants.

Par ailleurs, en ce qui concerne le profil des habitations, pendant très longtemps nous faisions des F5 ou F6 car nous étions habitués à de grandes familles. Or, il y a de plus en plus de familles monoparentales. Par conséquent, le type de logement doit aussi être réfléchi. Les populations ne sont plus les mêmes que celles que nous pouvions avoir précédemment. Hervé MARTIN et Michaël DELAFOSSE, au niveau de l'agglomération, fournissent le même effort. Pour la ville centre, nous sommes aujourd'hui à 22 % et je sais qu'Hervé essaie de rattraper le retard extérieur car c'est une réflexion que nous devons avoir sur l'ensemble du bassin de vie. Qu'importe le nom que nous lui donnons. Ce qui est important pour moi c'est le bassin de vie de Montpellier qui draine énormément, car je vous l'ai dit, ce sont 30 000 habitants nouveaux depuis 2004. Je remercie les services car tout cela représente énormément de travail. Quand j'évoque l'habitat social, il s'agit de PLUS ou de PLAI. Il s'agit donc réellement d'habitat social.

Mustapha MAJDOUL : Madame le Maire, chers collègues. La majorité municipale a opté depuis très longtemps pour une politique de communication très active afin d'attirer toujours plus de nouveaux arrivants sur Montpellier. De ce fait, elle a toujours été obligée d'être dans une logique d'urbanisation effrénée, sans pour autant parvenir à satisfaire la demande de logements de plus en plus croissante. Si nous ajoutons à cela l'inadaptation de l'offre de logements en libre accession avec la demande et surtout avec les revenus des Montpelliérains, nous comprenons le problème qui est devenu encore plus épineux pour de nombreuses familles qui ne parviennent plus à se loger. Cette politique a eu pour conséquence d'orienter en plus la majeure partie du budget de la Ville vers les nouveaux quartiers avec un certain oubli des quartiers existants, sans pour autant, bien sûr, répondre aux problèmes qui se posent. Afin de permettre à des ménages aux revenus modestes et moyens qui souffrent de plus en plus de l'impossibilité d'acquérir un logement à un prix raisonnable, le PLH 2007-2012 avait fixé des objectifs de développement de l'offre en accession à la propriété abordable. Malheureusement, ces objectifs n'ont pas été atteints. En effet, sur les 540 logements prévus annuellement, seuls 315 logements ont été réalisés, soit un taux de réalisation de seulement 58 %.

Pourriez-vous nous dire, Madame le Maire, de quelle manière vous allez rattraper les retards pour ce volet de logements, tout en respectant les objectifs que vous fixez dans le PLH 2013-2018 ? Comment allez-vous permettre à ces ménages qui ont des revenus modestes et moyens de se loger ? Ils ne peuvent en effet prétendre aux logements sociaux ni disposer de suffisamment de moyens pour des logements dont les prix font qu'ils ne sont réservés qu'à des nantis. Je rappelle par la même occasion, Madame le Maire, nos préoccupations quant à la préservation de la ceinture verte, l'arrêt de l'étalement urbain et souligne surtout le fait que la Ville n'a pas pour seule vocation de répondre à toutes les demandes de logements, surtout lorsqu'elle les suscite. Il y a des limites à cette logique d'urbanisation forcée qui se traduit nécessairement par la dégradation de la qualité de vie du vivre ensemble avec des problèmes majeurs, que cela soit pour le transport, la circulation et le stationnement. Bref, nous devons nous occuper, Madame le Maire, de l'ensemble des préoccupations des Montpelliérains plutôt que

des seules constructions de logements qui, pour une grande partie, ne correspondent même pas à la demande des Montpelliérains. Merci Madame le Maire.

Francis VIGUIE : Il nous semble important de signaler que le logement est une question fondamentale. Tout le monde a en effet besoin de se loger. Tout le monde doit avoir un logement à prix décent et pas trop loin de son travail, les enfants de leur collège et ainsi de suite. Il s'agit de partir de la réalité locale, telle qu'elle est. Il me semble très souvent que dans les publicités annoncées, que ce soit de la Ville ou de l'Agglo, la réalité bien présente de la ville est souvent plutôt masquée par une idée « unlimited » où tout va bien. Il se trouve que la presse, les médias, ont rendu compte de la réalité des richesses de ce pays, à savoir qui devient plus riche, qui devient moins riche. C'est une triste banalité. Même si, M. DUMONT doit en être content, les riches sont plus riches, les pauvres sont plus pauvres. Cela se décline à toutes les échelles. Nous avons en effet une réalité : les 500 premières fortunes de France ont vu leur richesse globale augmenter de près d'un quart en un an. Ce n'est pas une petite affaire. Nous avons aussi la déclinaison locale.

Pour ceux qui l'ont vu, le Centre d'observation de la société française, à partir des données de l'INSEE, a publié un document que le journal Libération a également publié. Ce document donne les réalités de chacune des villes. Donc, Montpellier est cité. Nous avons des éléments concernant la variation en euros des revenus des 10 % les plus riches entre 2008 et 2011. Le revenu médian augmente de 5,3 %. Nous avons la variation en euros des revenus des 10 % les plus pauvres : le revenu médian de 2008 à 2011 est de - 6,4 %. Je vous renvoie à ce document. Donc, à différentes reprises, nous avons vu que dans cette ville, il y avait beaucoup de pauvreté. Nous pouvons prendre tous les clignotants, que ce soit le seuil de pauvreté, que ce soit le nombre de personnes pouvant avoir accès à un logement social : tous ces clignotants sont au rouge. Nous avons une réalité de la ville qui est extrêmement difficile. Nous sommes donc déjà dans une situation où la demande en logement social ne cesse d'augmenter. Je n'ai pas exactement les mêmes chiffres que Michaël DELAFOSSE. Mon chiffre est le suivant : elle est passée de 10 000 à 18 000 sur quelques années.

Nous avons d'autres problèmes qui sont que les loyers privés ont fortement augmenté et que le prix des logements a été multiplié par 3 depuis 15 ans. Je ne parle pas des logements les plus riches, ceux que nous avons en face de la mairie par exemple. Là, je pense que nous sommes à 6 500 € le mètre carré. La réalité à Montpellier, pour le moment, c'est que nous devons être autour de 3 900 € le mètre carré dans l'ancien compte. Nous avons donc une ville dans laquelle il existe de réelles difficultés pour se loger, une spéculation immobilière forte avec des promoteurs qui se développent et qui ont un véritable pouvoir. Par conséquent, une demande importante de logement social qui n'est pas satisfaite.

Le deuxième problème – nous l'avons déjà évoqué, même si je reconnais qu'il y a une volonté de faire bouger les choses – est que dans les villes autour de Montpellier, nous trouvons des taux de logements sociaux à des niveaux très faibles. Cela signifie que dans une telle situation, même si nous augmentons le rythme compte tenu des décisions gouvernementales et une volonté politique dont je prends acte, il nous faudra autour de 70 ans pour accéder à 25 % de logements sociaux sur l'ensemble de l'agglomération. Cela pose un problème car quand il est impossible de se loger à Montpellier ni dans les villes autour de Montpellier, les populations les plus pauvres sont repoussées vers Ganges, Lunel, La Peyrade, Frontignan. C'est la réalité en tant que telle. Pour nous, il y a un gros problème.

Il convient donc de prendre des mesures extrêmement importantes permettant deux choses : premièrement, nous sommes pour multiplier par deux la construction de logements sociaux dans l'ensemble de l'agglomération, maintenant que tout est globalisé. Je n'en conclus rien à propos de la métropole. La réalité est celle-ci et le logement social se traite au niveau de l'Agglomération. Multiplier par deux le nombre de logements sociaux permet de commencer à répondre aux besoins et aux demandes. Cela permet aussi de mener une bataille contre la spéculation immobilière qui est, comme vous le savez, extrêmement forte à Montpellier. Cela a été évoqué avant moi. C'est une réalité bien présente aujourd'hui. Nous pensons également que la Ville, la Municipalité, l'Agglomération, devraient être à la tête d'un combat pour le blocage des loyers. Je sais bien que cela ne dépend pas de certaines collectivités mais mener des batailles politiques sur le blocage des loyers est une chose extrêmement importante. Nous l'avons vu, les revenus sont en baisse. Ces questions sont donc extrêmement importantes pour nous.

Dernière remarque : il y a un problème d'étalement urbain, nous y reviendrons. Nous avons déjà indiqué que nous étions défavorables au quartier Oz. Il y a une délibération sur laquelle nous reviendrons et nous verrons où nous en sommes compte tenu des décisions politiques par rapport à la ligne LGV. Il y a également la question de la mixité sociale : nous sommes bien obligés de constater qu'elle n'est pas une réalité dans l'ensemble des quartiers aujourd'hui. Quelles mesures apporter à cela, comment avancer ? J'ajoute la question de la transparence dans l'attribution des logements sociaux. C'est une question permanente qui revient toujours. Donc, nous prenons en compte ce qui est fait, ce qui est discuté, mais nous considérons, au vu de la situation et de la réalité sociologique, au vu de la réalité des populations, de leur niveau de pauvreté et de leurs besoins, qu'il doit y avoir un choix fondamental qui est de multiplier par deux le nombre de logements sociaux.

Christian BOUILLE : Madame le Maire, chers collègues, je tiens à remercier et à féliciter Hervé MARTIN et mon ami DELAFOSSE qui ont réalisé un travail remarquable. Si j'interviens maintenant c'est qu'il fut un temps où je m'occupais du logement en général. Par conséquent, je suis de très près ce qui se passe. Nous constatons qu'il y a une grande diversification des thèmes. Nous n'avons pas parlé de l'ANRU, nous n'avons pas parlé de l'ANAH ni de Montpellier Grand Cœur qui sont là aussi des logements proposés à la population et qui montrent que Montpellier, de tout temps, a fondé ses résultats sur le logement. Avec Georges FRÊCHE, de 1977 à 2004, la Ville a bien souvent gagné des combats et en particulier à la Paillade que DUMONT dénigre en pensant que cette fois ce sera bon pour lui. Une fois de plus, il se trompe. C'est un autre débat.

Ensuite, il y a eu Hélène MANDROUX de 2004 à 2014 qui a fait du logement social sa priorité. Évidemment, avec ça, nous avons des atouts et des résultats qui sont tout à fait stimulants. Je ne suis pas contre les remarques de notre collègue VIGUIE pour la raison suivante : l'un des freins que nous rencontrons pour le logement est la maîtrise du foncier. Or, nous pouvons en avoir avec l'Établissement Public Foncier de la région qui a passé des conventions et qui nous permet d'aller de l'avant. Je pense que cette amorce fait travailler des gens en tandem sous forme de convention ou d'accord réciproque. Cela devrait être développé. Il est aberrant de dépenser de l'argent d'une manière qui n'est pas toujours juste justifiée quand il s'agit du logement. Tout le monde connaît la formule : plan Marshal sur le logement. Ce sont des grands mots, des grandes messes qui ne sont jamais suivies d'effet. En revanche, si nous n'en sommes pas encore arrivés là, nous n'avons jamais levé la garde pour autant et avons toujours obtenu des résultats très intéressants, 22 %, nous l'avons indiqué.

En revanche, la disproportion qui existe entre l'agglomération et la ville est un facteur qu'il faut revoir car cela nous pénalise, effectivement. La moyenne des constructions dans l'agglomération se situe entre 6 et 8 %. C'est très loin des 12,3 % de la région et des 17 à 18 % au niveau national. C'est donc là aussi une preuve de ce que nous faisons dans ce domaine. Il y a là-dessus une chose qui heurte. Je sais que chacun défend sa chapelle, la Ville, le Conseil général, l'Agglomération, la Région. Il est dommage que pour une chose aussi importante, à savoir offrir un toit aux Montpelliérains qui n'en ont pas, nous ne parvenions pas à nous mettre d'accord pour trouver une structure qui faciliterait les choses, qui mutualiserait les moyens d'une manière radicale. Voilà une piste qui, selon moi, mérite d'être étudiée.

Il y a également le problème de la mixité. Je suis d'accord avec VIGUIE, nous en parlons, mais elle n'est jamais faite. Nous savons de quoi nous parlons car au Petit Bard, Dieu sait si nous essayons de faire des efforts. Je ne sais pas si nous y arriverons mais je crois qu'à ce sujet, chacun doit balayer devant sa porte et franchir ce pas. Je ne vois pas en quoi cela nous pénaliserait d'avoir un dispositif nous permettant de donner satisfaction aux 20 000 personnes qui attendent. Cela pose un problème mais comparez avec les autres régions, vous verrez que nous n'avons pas à rougir. Il ne s'agit pas non plus de nous contenter de ce que nous faisons. Nous devons nous interroger là-dessus et par conséquent, je suis d'accord avec vous concernant la transparence. Or, pour siéger à une commission d'attribution de logements, je peux dire que nous y voyons clairement. Il n'y a pas de structure opaque qui masque quoi que ce soit. Nous recevons souvent des personnes de Montpellier qui n'ont pas de logement et qui affirment : « *La semaine dernière, untel est arrivé et il a obtenu un logement très vite* ». Nous entendons cela à longueur de journée. Tout cela est inexact. Nous avons une image qui n'est pas toujours très bonne et nous devons lutter contre cela. Nous pourrions parler du logement pendant des heures. Je sais que vous avez des qualités, de 1982 à maintenant, voilà 30 ans que vous vous présentez et vous n'avez fait qu'enfiler des vestes pour l'été, pour l'hiver, pour l'automne et le printemps. Vous êtes bien couvert mais en ce qui concerne les projets que vous faites, vous ne vous êtes pas posé la bonne question : pourquoi ne sommes-nous pas pris alors que les autres sont retenus ? Telle est la vraie question. Je suis ravi quand vous vous présentez, c'est un atout pour nous.

Fanny DOMBRE-COSTE : Merci de me donner la parole. J'aimerais simplement, en quelques mots, saluer le volontarisme de Montpellier sur la question du logement social. Cela n'est pas une nouveauté, effectivement, car c'est le fruit de 30 ans de travail dans cette ville. Je rappelle, puisque les chiffres sur Montpellier ont été évoqués, que le chiffre au niveau national est de 1,5 million de personnes en attente de logement social. C'est bien une priorité absolue. Je rappelle également que pour répondre à ces urgences, le Parlement et donc mon collègue Jean-Louis ROUMEGAS ont voté comme moi un certain nombre d'engagements présidentiels, à savoir le renforcement des obligations de construction de logements sociaux de 20 à 25 %, la cession gratuite des terrains de l'État. Mais nous pouvons aussi citer le relèvement du plafond du livret A car, oui, il y a urgence et j'aimerais rappeler que les 10 ans de droit que nous venons de passer ont été marqués par l'absence totale de régulation du marché de l'immobilier. Aucune réponse n'a été apportée face à la hausse importante des loyers et du prix du logement, en particulier dans les zones tendues. Et nous sommes dans une zone tendue. Pour les 6,5 millions de ménages locataires du parc privé, le loyer qu'ils payent chaque mois est la plupart du temps la première contrainte pesant sur leur pouvoir d'achat. L'accès au logement est devenu de plus en plus difficile. C'est pour cela qu'il y a urgence et que nous devons y répondre. Le logement, je souhaite insister là-dessus, n'est pas une marchandise comme les autres. Donc, l'intervention de la puissance publique est non seulement légitime mais nécessaire. Rétablir l'égalité d'accès au logement, réguler le marché, Montpellier le fait. J'aimerais saluer le travail qui a été réalisé par le rapporteur et par Hervé MARTIN à l'Agglomération. Je crois que nous pouvons nous en féliciter.

Hervé MARTIN : Je vais tenter d'être relativement synthétique car évidemment il y aurait beaucoup à dire sur le sujet. Tout d'abord, une mauvaise nouvelle car j'ai eu les chiffres très récemment. Nous n'en sommes plus à 18 000 mais à quasiment 20 000 demandeurs de logements sociaux sur l'ensemble de l'agglomération. Un chiffre qui est dû essentiellement aux conséquences de la crise où, bien entendu, chacun voudrait obtenir un logement social, étant donné le niveau des prix des logements privés.

Face à cela, nous avons pris un certain nombre de dispositions. D'abord, à noter – comme Michaël DELAFOSSE l'a mentionné – que cela a été le fruit d'un travail de quasiment deux ans de discussions et de négociations avec l'ensemble des 30 communes de l'agglomération. Nous avons travaillé sur Montpellier, c'est beaucoup plus facile dans la mesure où nous sommes tous les deux élus de la ville, en étroite collaboration. Nous avons abouti à un rééquilibrage qui ne commence pas d'ailleurs avec ce nouveau PLH 2013-2018 que nous avons réussi à obtenir déjà l'année dernière, entre les constructions de logements sur la ville de Montpellier et sur les 30 communes qui l'entourent. En effet, nous avons réussi cette année à créer un peu plus de logements sur le pourtour que sur la ville centre. Ce rééquilibrage est nécessaire car sur l'ensemble de l'agglomération – je rappelle que la loi SRU s'évalue au niveau de chacune des communes et non pas au niveau d'une agglomération –, le taux de logement social est de 17 %. Sachant que sur Montpellier il est de 22 %, cela signifie qu'en moyenne, sur les 30 autres communes, nous en sommes à 7 %. Il existe bien entendu de larges disparités. Face à cela, il fallait agir. Je ne me fais pas de souci compte tenu des décisions qui seront prises ce soir pour qu'à l'échéance 2025, celle qui est proposée par la loi DUFLOT, la Ville de Montpellier atteigne les 25 % de logements sociaux. Les dispositions que nous avons prises sont pour tendre à rétablir les choses sur l'ensemble des 30 communes où le retard est nettement plus prononcé.

Néanmoins, il ne s'agit pas de dire n'importe quoi. Je précise que le retard des autres communes est souvent dû à des raisons politiques. Michaël faisait référence à quelques-unes des communes qui ont décidé de voter contre, souvent avec un certain nombre d'arguments. Mais la face cachée de la chose, nous le savons bien, c'est le logement social, malgré les longues négociations qui ont pu avoir lieu durant l'année précédente. Il n'empêche que pour parvenir à augmenter ce nombre de logements sociaux, nous partons fréquemment d'une situation qui est due à des raisons historiques. Souvent, si nous comparons Montpellier à d'autres villes équivalentes comme Grenoble ou d'autres, nous sommes dans une ville qui n'a aucun passé industriel. Montpellier était entouré de villages vignerons où il n'y a pas eu la nécessité, il y a une cinquantaine d'années en moyenne, de loger ce que nous pourrions appeler la classe ouvrière ; ce qui a fait que dans de grandes villes équivalentes à Montpellier, nous avons trouvé des banlieues avec des taux de logements sociaux importants car il y avait des industries et il fallait loger cette classe ouvrière. À Montpellier ce n'était pas le cas. Nous avions des villages vignerons autour de la ville, d'où un retard qui a été accentué par des décisions politiques dans les villages autour de Montpellier, ce qui n'a pas été le cas dans la ville centre. Telle est la raison pour laquelle nous en sommes à 22 %.

Pour en revenir à ce qui est proposé dans le PLH actuel, cela a été dit, 30 % de logements sociaux locatifs et familiaux. S'ajoute à cela, Michaël l'a évoqué, sur l'ensemble du territoire, un peu moins pour le logement étudiant car nous proposerons 10 % de logement social pour les étudiants et pour les personnes âgées. Bien entendu, sur les communes éloignées, un peu moins pour les étudiants car il y a les problèmes de transport. Il ne s'agit pas de faire n'importe quoi. Donc, au regard de la loi SRU, nous en sommes à une proposition de 40 % de logements sociaux. Je vous prie de croire qu'il existe très peu d'agglomérations en France qui affichent un tel objectif. S'ajoutent à cela 20 % d'accession à la propriété, selon ce que disait Mustapha MAJDOUL. Il a complètement raison sur le fait que les objectifs qui avaient été fixés dans le précédent PLH en termes d'accession à la propriété n'ont pas été atteints. Nous en avons tenu compte. Nous avons donc décidé de mobiliser – je passe sur les détails techniques sinon je serai vraiment trop long – à la fois les opérateurs, les aménageurs, les financeurs, de façon à pouvoir construire sur six ans 2 400 logements en accession à la propriété, c'est-à-dire en moyenne 400 par an. Je pourrai fournir à Mustapha des détails plus techniques mais je tiens à le rassurer sur la prise en compte effective de ce problème dont nous sommes tous conscients.

J'ai beaucoup entendu ces derniers temps que l'agglomération et la ville étaient livrées à l'appétit des promoteurs. Or, si je reprends les chiffres que je viens de donner, 60 % de ce qui sera produit sont soumis à des prix maîtrisés, soit en termes de logement social, soit en termes d'accession à la propriété. Lorsque nous parlons de 60 % de prix maîtrisés, je ne peux pas laisser dire que le territoire est laissé à l'appétit des promoteurs, d'autant plus que dans les 40 % de logements privés restants, le nouveau dispositif DUFLLOT fait suite au dispositif SCELLIER. Nous avons connu les conséquences de la défiscalisation SCELLIER qui faisaient que 80 % de ce qui était produit en neuf dans le privé sur le territoire de l'agglomération étaient vendus à des investisseurs, c'est-à-dire des gens ou des banques, des assurances, etc. qui n'ont jamais mis les pieds à Montpellier, qui n'ont jamais vu l'appartement qu'ils achetaient mais qu'ils louaient ensuite à des prix n'ayant rien à voir avec les revenus des habitants de Montpellier et de l'agglomération. Pourtant, nous savons qu'il s'agit de l'une des régions les plus pauvres de France. Par conséquent, nous aboutissons à une situation totalement absurde.

Le nouveau dispositif DUFLLOT prévoit que la défiscalisation sera possible si les logements en question sont ensuite loués à des prix maîtrisés. Le dispositif vient de se mettre en place. Je peux dire qu'avec le dispositif SCELLIER, 80 % étaient vendus dans ces conditions. Actuellement, nous ne pouvons pas encore savoir ce que cela donnera. Mais même en étant relativement pessimiste, je pense pouvoir affirmer dès aujourd'hui qu'ajoutés aux 60 % évoqués précédemment, 75 % de ce qui sera produit sur le territoire de l'agglomération seront ensuite livrés sur le marché à des prix maîtrisés. Donc, entendre que Montpellier, la ville et l'agglomération sont livrées à l'appétit des promoteurs, est un non-sens complet. Ce fut peut-être le cas à la marge, sur le territoire de l'agglomération à une certaine époque. Je ne peux pas le laisser dire actuellement.

En ce qui concerne la proposition de doublement de logements sociaux pour les temps à venir, je vais répondre volontairement de façon un peu provocatrice. J'ai l'habitude de déclarer que je suis complètement contre le logement social. Je suis farouchement opposé au logement social. Je suis absolument déterminé à en faire le plus possible. Pourquoi ce paradoxe ? Nous sommes effectivement dans une situation où les prix du marché sont totalement en inadéquation avec les revenus des habitants. La priorité des priorités est effectivement d'avoir une politique nationale permettant, non pas de réguler le marché, mais de sortir la question du logement de la logique de marché. Le logement est un bien de première nécessité, au même titre que l'eau, d'ailleurs ou d'autres biens. Il est donc absolument nécessaire de sortir le logement de la logique de marché et si nous sortons le logement de cette logique, dans la mesure où nous avons une population qui est pauvre sur notre agglomération, les prix devraient être en adéquation. Là, ce n'est pas moi qui l'affirme, ce sont les professeurs d'économie que j'ai subis lorsque j'étais à l'université. Ils m'expliquaient le bienfait de la loi de l'offre et de la demande. Si ce qu'ils m'ont expliqué est vrai – nous constatons qu'en ce qui concerne le logement, cela ne correspond pas –, nous devrions retrouver un niveau de prix qui devrait éviter de faire du logement social. En attendant cette situation, effectivement, je suis absolument déterminé à en faire le plus possible.

Mais il se pose la question du foncier. Je rejoins ce que disait Christian BOUILLE, il existe une sous-estimation ou en tout cas, nous n'utilisons pas suffisamment sur le territoire l'établissement public foncier régional qui est un outil important, mis en place il y a maintenant quelques petites années. Il convient d'utiliser tous les outils et dans le PLH, nous sommes déterminés – c'est écrit noir sur blanc – à utiliser tous les outils pour avoir une maîtrise du foncier. À ce propos, j'ai lu ici ou là que nous n'utilisons pas suffisamment les ZAC sur le territoire de l'agglomération. C'est curieux car c'est exactement le contraire de ce que nous reprochent les promoteurs. Ils

jugent en effet que nous utilisons beaucoup trop les ZAC. Ils aimeraient mieux que nous les utilisions un peu moins. Mais justement, pour maîtriser les choses au maximum, nous utilisons les ZAC et les ZAD, de façon à acheter aujourd'hui du foncier que nous utiliserons peut-être dans 20 ans. Mais dans 20 ans, lorsque nous l'utiliserons, ce sera au prix d'aujourd'hui et non pas au prix de dans 20 ans.

Le dernier point sur la mixité : bien sûr, c'est un souci. Nous savons qu'à la Paillade, il y a plus de 50 % logements sociaux. Donc, la mixité, nous en sommes loin. Par contre, dans ce qui est produit depuis pas mal de temps sur la ville de Montpellier, 30 % de logements sociaux sur chaque nouveau quartier, il ne s'agit pas simplement d'un quartier dans lequel nous allons faire une espèce de verrue avec 30 % de logements sociaux. C'est quelquefois un immeuble, quelquefois une cage d'escalier. C'est donc un souci que nous avons en tête depuis pas mal d'années. Il convient de corriger cette question dans des quartiers comme la Mosson, comme le quartier Paul Valéry, le Pas du Loup, etc. Nous connaissons la situation. En même temps, j'aimerais que nous n'en rajoutions pas trop sur cette question. Nous l'avons dit et répété, la population de notre agglomération, comme celle de la ville, est pauvre. Mais cette population est déjà quelque part lorsqu'elle n'est pas dans les logements sociaux. Cela signifie que même lorsqu'elle est dans des logements privés, il y a de la mixité. Nous parlons de mixité en termes de pourcentage de logements sociaux sur un quartier mais dans ce quartier, nous avons déjà une large partie de la population qui est pauvre compte tenu que, très majoritairement, la population de Montpellier est pauvre. Il est donc nécessaire de sortir de ce schéma qui consiste à mesurer la mixité simplement en regardant le taux de logements sociaux quartier par quartier. Excusez-moi d'avoir été un peu long mais il y aurait encore beaucoup à dire.

Christophe MORALES : J'aurais aimé intervenir avant M. MARTIN car il avait en charge le dossier à l'Agglomération et revenir sur un point de vue qu'il a abordé en partie et qui a été, de façon un peu convenue, les promoteurs, le foncier, etc. Propos trouvant toujours quelque chose à redire sur une politique qui, pour la ville de Montpellier, est reconnue au niveau national ainsi qu'au niveau européen, comme très volontariste en faveur du logement social et d'une maîtrise de toute la production du cadre bâti. Pour cela, il a fallu se battre. À côté de ce que disait M. MARTIN, la commission que j'anime à l'Agglomération de Montpellier, a eu pour charge de trouver de façon crédible, les sites possibles, les gisements de foncier afin de pouvoir répondre à ces demandes. Il aurait été facile de dire : « *Telle commune, vous faites 40 % de logements sociaux, vous vous débrouillez* ». Non. Nous avons mené des études urbaines que nous avons financées ainsi que des projets importants au titre desquels je mettrai les projets OZ et ODE. En effet, si nous ne travaillons pas sur ces deux projets actuellement, dans 20 ans, ceux qui affirment aujourd'hui qu'il ne faut pas les faire nous accuseront de ne pas avoir produit suffisamment de logements sociaux pour faire face à la croissance démographique qui – je le rappelle à M. MAJDOUL – est en grande partie une croissance démographique endogène. En effet, les grandes épopées de population qui venait de l'extérieur sont maintenant terminées. Nous avons une production interne de notre démographie qui est très forte et à laquelle nous devons faire face. Lorsque nous travaillons sur des ZAC, puisque nous avons la volonté à l'Agglomération, comme la Ville de Montpellier l'a fait – elle a été précurseur dans ce domaine –, de travailler sur des ZAC d'aménagement concerté. Ce n'est pas facile, surtout que nous n'avons pas forcément, en tant qu'Agglomération, la maîtrise de tous les PLU. Nous verrons ce que donnera le futur PLU à ce niveau. Mais pour le moment, ce n'est pas le cas. Donc, nous travaillons sur des conventions.

Pour répondre à M. BOUILLE, nous avons, au fil des conseils d'agglomération, contractualisé avec l'établissement public financier régional sur pratiquement toutes les ZAC de l'agglomération de Montpellier. Donc, ce travail de préparation du foncier, pour faire face à ces défis, est largement fait. Je reviens sur l'investissement urbain. Là aussi, il n'est pas évident d'imposer à des populations la réalisation d'une opération. Il n'est pas question de leur dire que nous rasons leur appartement ou leur maison pour faire du logement social. Il y a donc une lente maturation qui doit se mettre en place pour faire en sorte de dégager du foncier et ce travail est mené de façon très forte à Montpellier.

En revanche, depuis que nous commençons à donner des avis sur les PLU et que nous mettons en place des études conjointes avec les collectivités de l'agglomération, nous avançons à grands pas. Il est vrai que certains maires des communes de l'agglomération nous préviennent : « *Attendez, nous n'allons pas chambouler tout notre PLU, laissez-nous un PLU de transformation pour avancer et ensuite aller vers un PLU plus ambitieux* ». Cela, nous pouvons l'entendre de certaines communes qui, heureusement aussi, bénéficient des infrastructures de l'agglomération. En effet, s'il n'y avait pas le travail mené par Louis POUGET au niveau de l'assainissement, s'il n'y avait pas le travail mené par Robert SUBRA au niveau des déplacements, s'il n'y avait pas des documents

comme le PDU, nous ne pourrions pas débloquent des zones à aménager. Cessons donc de parler d'étalement urbain à tort et à travers sans en connaître la définition. Cessons de clamer que les promoteurs sont tous des requins. Heureusement que nous parvenons à produire du foncier, heureusement que nous parvenons à produire des aménagements qui nous permettent effectivement de faire aussi du logement social largement subventionné par le travail que font les promoteurs et la promotion immobilière.

Frédéric TSITSONIS : Madame le Maire, mes chers collègues, nous devons faire attention à ce que nous disons. Lorsque j'entends M. MAJDOUL évoquer la capacité d'attraction de Montpellier que nous avons organisée et qui doit cesser afin qu'il y ait moins de personnes qui viennent, cela me fait penser à tous ces gens qui critiquent le fait que Montpellier se développe alors même que – tel est souvent le cas – ils sont arrivés deux ou trois ans plus tôt. Ils sont venus de Paris, Bordeaux, Nantes, Lille pour une chose, M. MAJDOUL : ils sont venus parce qu'à Montpellier, ils trouvent un cadre de vie et une ville accueillante. Nous en parlions encore ce matin avec Mme le Maire, Michaël et d'autres élus à propos du travail sur le projet urbain. Il s'agit effectivement d'une ville où il fait bon vivre et où, finalement, les gens ont envie de venir naturellement. Si nous les poussons un peu à venir parce que nous avons des politiques culturelle et sportive ambitieuses, parce que derrière, nous tentons de faire du social, du cadre de vie, etc. c'est tant mieux. Je crois que nous, élus, nous pouvons nous féliciter du fait que nous parvenons à effectuer, depuis plus de 35 ans, notre travail de telle manière que les gens ont envie de venir. Il y a également l'emploi. En outre, il y a 400 logements supplémentaires tous les ans et cela génère justement des emplois. Ne l'oublions pas. Ce sont des emplois dans le bâtiment, bien sûr, ainsi que tous les emplois connexes qui vont avec. Par conséquent, si demain nous arrêtons de construire, ce sont des dizaines de milliers d'emplois qui ne seront pas pourvus et c'est important. Nous devons être vigilants car construire des logements représente tout un écosystème derrière. Si les gens viennent, c'est qu'ils y trouvent un intérêt.

Vous vous demandiez, M. MAJDOUL, pourquoi les gens venaient. M. VIGUIE vous a donné la réponse : c'est parce qu'il y a de plus en plus de demandes de gens arrivant de l'aire urbaine mais aussi de plus loin. En ce qui me concerne, en tant qu'agent de quartier, je reçois chaque semaine des demandes de personnes souhaitant obtenir des logements sociaux. Ces personnes vivaient à Montpellier, puis elles sont parties dans l'Hérault, autour de Béziers ou encore un peu plus loin, et elles souhaitent revenir sur Montpellier. Donc, la zone de demandes de logements sociaux est bien plus grande que les seuls Montpelliérains qui habitent aujourd'hui à Montpellier. Telle est la raison pour laquelle nous sommes aujourd'hui à 20 000 demandes. Il convient aussi de l'entendre : nous avons de plus en plus de demandes de personnes vivant loin de Montpellier et qui veulent revenir.

J'en arrive à la troisième remarque. L'enjeu n'est pas tant au niveau du logement social. Bien sûr, celui-ci est important et nous devons en faire. Mais l'enjeu du PLH et de l'accession abordable à la propriété est de travailler sur les parcours d'accessibilité. Nul n'a vocation à rester toute sa vie en logement social. Il y a eu des années pendant lesquelles le logement social était une transition, une étape. Toute personne a l'ambition d'être propriétaire ou, en tout cas, d'avoir le choix. Le véritable enjeu est donc de travailler sur les parcours d'accessibilité. M. VIGUIE, je vous fais une confidence : à Port Marianne, il n'y a pas que des riches. Lorsque vous parlez de 6 000 € le mètre carré, certes, il y a des appartements à ce prix dans le privé, mais c'est pour financer les appartements en accession. Pour y parvenir, il doit y avoir des gens qui payent le mètre carré plus cher. Et c'est heureux, certains le peuvent. Donc, à Port Marianne, il y a également du logement social, de l'accession à la propriété et du logement privé au prix du marché. Mais ce sont des quartiers qui sont en pleine mixité comme d'autres quartiers de Montpellier. Pour un autre commentaire, je laisserai Michaël vous répondre en ce qui concerne le travail que nous réalisons en ce moment et que nous ferons à l'avenir sur les quartiers ouest de la ville. Il n'est pas souhaitable d'opposer nouveaux et anciens Montpelliérains ni les quartiers entre eux en ce qui concerne l'enjeu du logement.

Michaël DELAFOSSE : Nous avons eu un débat extrêmement intéressant et vif au sujet d'un enjeu essentiel qui est le droit au logement. Il est nécessaire de saluer ce PLH. Par son volontarisme, il est une réponse au vote du 6 mai qui voulait faire du logement une priorité ou plutôt un enjeu qui est posé par les différentes majorités politiques. Effectivement, nous pourrions déclarer : « *A Montpellier, nous arrêtons de construire des logements* ». Ce serait facile car le bruit d'un chantier n'est pas très agréable, cela bouleverse un environnement. Mais que se passerait-il concernant les prix qui sont déjà élevés ? Ils continueraient à croître car – c'est l'INSEE qui l'affirme – nous attendons près de 600 000 nouveaux habitants en Languedoc-Roussillon, dont une partie à Montpellier. À ce que je sache, il n'y a pas de campagne déclarant que la façade de la Méditerranée attire cette

population, comme sur la façade atlantique. Par conséquent, le président de la République, Jean-Marc AYRAULT et Cécile DUFLOT, courageusement, fixent un objectif de 500 000 logements construits chaque année pour répondre à ce mal français qu'est la difficulté de beaucoup de nos concitoyens à se loger, à Montpellier comme ailleurs. Il nous faut donc répondre et la réponse proposée à travers ce PLH est de dire que Montpellier prend sa part de l'effort ainsi que les 30 autres communes de l'agglomération. Le travail de pédagogie rappelé par mes collègues est ici important. Nous pourrions même souhaiter que d'autres communes fassent l'effort, en particulier sur le logement social.

Nous, nous sommes la ville centre et notre effort doit être exigeant car dans le centre, nous sommes à proximité des fonctions de travail, des fonctions de scolarité. Je pense ici aux étudiants. Donc, si nous souhaitons éviter ce drame, cette tragédie du Languedoc-Roussillon qu'est l'étalement urbain qui détruit les paysages de garrigue, dénature les sols, menace les agricultures futures, la ville centre doit prendre une part de production du logement, mais pas n'importe comment. Je crois, et beaucoup de collègues l'ont rappelé, que la production doit être régulée, réfléchie : régulée d'abord du point de vue de la solidarité. 60 % de la production de logements est soustraite à la simple loi du marché par le logement social et par l'accession aidée à la propriété. Cher Mustapha MAJDOUL, bien sûr que nous n'avons peut-être pas atteint cet objectif, mais quand même. Nous l'avons tenu. En ZAC, 30 % du logement est en accession aidée et de nombreuses familles de Montpellier ont pu accéder à des appartements et ont pu se loger. Cet effort, le PLH prévoit de l'amplifier.

Deuxième régulation : la production de logement social. Qu'il nous soit permis de rendre hommage aux offices publics, ACM, Hérault Habitat qui répondent dans les délais, qui sont mobilisés pour construire du logement social. Nous anticipons également. L'acquisition des terrains de l'EAI à 55 € du mètre carré, la convention adoptée à l'unanimité par ce conseil avec l'EPFL, Établissement Public Foncier porté par la Région Languedoc-Roussillon, nous permettent de maîtriser, par exemple, les terrains du Côteau, et d'être un partenaire essentiel pour tenter de maîtriser les prix fonciers et, tout simplement, pour essayer d'être au rendez-vous de ces objectifs de logements qui sont assignés par le Gouvernement.

Alors, à Montpellier, la majorité municipale ne se défausse pas de sa responsabilité. Le logement est un droit et nous devons le rendre possible. Nous le savons, c'est difficile parce qu'en France, oui, depuis 20 ans, les prix immobiliers n'ont cessé de croître. Mais si nous ne sommes pas au rendez-vous du logement, ils s'accroîtront encore plus. Il y a la régulation sociale et la régulation spatiale. Ici, ce n'est pas un urbanisme de lotisseur qui se produit, c'est un urbanisme qui fait référence. Il est peut-être facile de clamer que la ville est donnée aux profondeurs. Il y a des villes où il n'y a pas de régulation et nous voyons le résultat : c'est l'urbanisme de rond-point, c'est de l'urbanisme de lotissement en impasse. Ici, nous obtenons des distinctions nationales de la part des différents ministres pour nos ZAC. Donc, les promoteurs travaillent dans le cadre d'un projet urbain défini, pensé, dont nous pouvons critiquer certains aspects mais aussi en féliciter beaucoup. Regardez la ZAC des Grisettes qui a reçu le prix Ville Nature où, sur les vignes, nous avons du logement et du logement social, sous-entendu que les plus modestes peuvent et doivent avoir accès à la ville de qualité. Lorsque nous construisons un logement – et je terminerai là-dessus car cela a été souligné dans le débat et il ne doit pas y avoir d'incompréhension – cela répond à des besoins de population. Mais dans une ZAC, chaque logement construit par un promoteur, même si c'est 4 800 € du mètre carré, il est prélevé pour faire une convention de participation et cela permet, par exemple, de financer des aménagements le long du Lez, le parc Georges Charpak de 9 ha que nous venons d'inaugurer et donc, de financer la qualité de vie permettant d'améliorer la ville. C'est un élément important.

Par conséquent, mes chers collègues, ce PLH est l'expression du volontarisme politique de Montpellier en matière de logement. Il est donc clair que le défi est immense. Peut-être que du point de vue de certains, surtout de ceux qui sont dans un extrême besoin de logement, cela n'est pas suffisamment rapide. Mais en tout cas, nous essayons d'être présents. 2 500 logements produits chaque année dans un urbanisme maîtrisé qui permet de financer la qualité de vie, où les prix, pour 60 % de ces logements sont régulés, croyez-moi mes chers collègues, il y a beaucoup de villes qui seraient fières d'avoir cette action. Il y a des villes dans lesquelles il n'y a pas de logements sociaux, où il n'y a pas de construction de logements, où il y a de la spéculation. Ici, nous maîtrisons et tentons de répondre aux défis qui nous sont posés. Je crois que ce document est un bon document. J'espère que nous le voterons. En tout cas, j'ai l'intime conviction qu'il répond pleinement aux objectifs de Mme DUFLOT et de l'actuelle majorité parlementaire, c'est-à-dire le volontarisme pour le logement qui est un droit premier.

Hélène MANDROUX : Je remercie M. DELAFOSSE. Puisque certains s'inquiètent de l'étalement urbain, j'ajoute qu'il vous a été remis un document sur Montpellier 2040. Je vous invite à le regarder de façon très précise. Vous verrez que justement, l'équipe de Bernardo SECCHI et de Paola VIGANO – vous savez que cette dernière a obtenu le Grand prix national de l'urbanisme – propose de faire de la production de logements non pas dans le cadre d'un étalement urbain mais dans le cadre d'une régénération de la ville existante. Cela signifie que nous allons produire du logement sur site. Nous allons reconstruire, redynamiser.

Ce matin, beaucoup d'élus ont participé à cette réflexion. Nous avons un atelier de travail qui était à l'initiative de l'école d'architecture. Nous étions tous là-bas et pendant toute la matinée, nous avons eu un débat avec M. SECCHI et Mme VIGANO pendant lequel nous avons vu les étudiants de l'école d'architecture travailler sur des maquettes dans tous les quartiers de la ville et qui justement, dans leur réflexion, nous ont fait miroiter ce Montpellier où il y a des trames vertes qui se mettent en place, où il y a des quartiers isolés pour lesquels nous allons créer des voies, des traversées, des ponts. Il s'agit vraiment d'une ville qui s'ouvre, qui n'est pas refermée sur elle-même. Croyez-moi, ce matin il était très intéressant de voir ces étudiants en architecture de la ville de Montpellier qui réfléchissent à leur ville pour 2040. Nous ne nous situons pas du tout dans l'étalement urbain, nous sommes dans la préservation de l'environnement. L'ambition est que tout Montpelliérain vive à un quart d'heure d'un espace vert, d'un environnement agréable. Voilà l'ambition de ce projet. En 2040, j'espère donc que chaque Montpelliérain sera à un quart d'heure d'un espace vert. Telle est la raison pour laquelle je vous invite fortement à regarder le document qui se trouve sur vos tables.

Je fais voter l'affaire n° 2. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté.

Pour : 44

Contre : /

Abstentions : 5

Adopté à la majorité

3- Modification du Plan Local d'Urbanisme



APPROBATION

Michaël DELAFOSSE :

Le développement de la Ville de Montpellier et les projets qu'il implique en matière d'urbanisme rendent les adaptations du PLU fréquentes et nécessaires. C'est dans ce contexte, conformément aux dispositions du code de l'urbanisme, que le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier a été engagé. Ce dernier intègre des modifications de fond et de forme visant notamment :

- l'intégration au document de dispositions réglementaires et conservatoires relatives à l'aménagement des quartiers existants de la ville et d'opérations d'urbanisme nouvelles ou en cours de réalisation (ZAC, création de nouveaux secteurs de zone, création ou modification d'emplacements réservés pour équipements publics d'infrastructure et de superstructure) ;
- le complément et l'adaptation du règlement du PLU aux projets de construction en cours ou envisagés à court et moyen termes ;
- des corrections de formes relatives notamment à des erreurs ou omissions matérielles constatées depuis la dernière modification du PLU et concernant les divers documents qui le composent.

1 – Les modifications de fond

Modification n°1 : Caractère général : évolution de la règle portant obligation de réaliser des logements sociaux (évolution des seuils, des taux, des secteurs concernés) pour prendre en compte le renforcement des obligations de production de logement social issu de la loi du 18 janvier 2013.

Modification n°2 : Caractère général : création d'un secteur de zone naturelle spécifique N-5 sur les quatre cimetières de Montpellier afin d'harmoniser les règles s'appliquant à ces espaces.

Modification n°3 : Caractère général : adaptation de la rédaction de la règle sur les espaces à protéger au titre de l'article L.123-1-5 7° du code de l'urbanisme afin de préciser les possibilités de modification de ces espaces.

Modification n°4 : Caractère général : extension géographique de l'application de la règle établie au titre de l'article L.123-1-5 7° du code de l'urbanisme et repérée par l'indice « w » sur les documents du PLU, permettant à la Ville de s'opposer à la démolition d'un bâtiment présentant une valeur patrimoniale, afin d'assurer de façon efficace la préservation des éléments architecturaux et patrimoniaux sur les parties du territoire communal les plus sensibles.

Modification n°5 : Caractère général : création d'espaces à protéger au titre de l'article L.123-1-5 7° du code de l'urbanisme sur les parcelles KL n°274, HL n°274, IL n°79 et OP n°55 sur lesquelles la disparition d'espaces végétalisés aurait un impact certain sur le paysage urbain et viendrait en contradiction avec l'objectif de maintien d'un équilibre entre densification urbaine et préservation de la biodiversité en ville.

Modification n°6 : Caractère général : adaptation de l'obligation de réalisation d'aires de stationnement pour les quartiers situés à proximité d'ouvrages comportant une offre importante de stationnement (ZAC Port Marianne-Jacques Cœur, Port Marianne-Rive Gauche, Port Marianne-Parc Marianne et Nouveau Saint Roch), afin de favoriser la mutualisation de l'offre de stationnement dans les quartiers concernés.

Modification n°7 : Quartier Centre – Beaux Arts : adaptations réglementaires du secteur de zone 2U1-11 pour tenir compte des évolutions des éléments de programme et de plan de masse des opérations de renouvellement urbain envisagées sur les îlots situés de part et d'autre du rond-point du Souvenir français (notamment modification des emprises constructibles, évolution de la hauteur maximale des constructions sur le rond-point du Souvenir français, suppression de l'emplacement réservé C199).

Modification n°8 : Quartier Centre – Beaux Arts : création d'un secteur de zone 1U1-2 (grands îlots en centre ville) sur le site des anciennes archives départementales situé entre l'avenue de Castelnau, la rue Proudhon et la rue Louis Frédéric Rouquette afin de permettre la requalification et le renouvellement urbain de ce secteur proche du centre historique.

Modification n°9 : Quartier Centre – Gares – ZAC Nouveau Saint Roch : adaptations réglementaires ponctuelles du secteur de zone 1U1-8 afin de répondre aux évolutions des éléments programmatiques et de plan de masse du projet définies par P. Chémetov et E. Nebout, architectes en chef de la ZAC.

Modification n°10 : Quartier Centre – Gares – rue François Périer : modification de la hauteur maximale des constructions admise du côté impair de la rue François Périer dans la partie débouchant sur l'avenue du Pont Juvénal afin de mieux prendre en compte les gabarits des constructions existantes.

Modification n°11 : Quartier Centre – Figuerolles – Cité Gély : adaptation ponctuelle de l'emplacement réservé pour voirie C197 entre la rue de Font Carrade et la cité Gély afin de mieux prendre en compte la topographie du site et le chemin d'accès aux parcelles riveraines.

Modification n°12 : Quartier Cévennes – Pergola : extension du secteur de zone 2U1-10 au nord de l'avenue Paul Rimbaud afin de poursuivre les actions de requalification du secteur Petit Bard-Pergola et de permettre notamment l'extension du siège du bailleur social d'Hérault Habitat.

Modification n°13 : Quartier Croix d'Argent – ancienne Ecole d'Application d'Infanterie (EAI) : extension du secteur de zone 2U1-1f sur les abords de la rue des Chasseurs et sur le site de la caserne Guillaud pour permettre le réinvestissement urbain de cet ancien site militaire et favoriser une mixité urbaine et fonctionnelle.

Modification n°14 : Quartier Estanove – Mas du Vigan : création des emplacements réservés pour cheminement piéton C200 entre l'avenue de Toulouse et la rue des Bougainvilliers et C214 entre la rue Jean-Baptiste Poquelin dit Molière et la rue de Bugarel pour permettre le désenclavement du secteur et améliorer l'accessibilité par les modes doux à la station de tramway « Bugarel » de la future ligne 5.

Modification n°15 : Quartier Croix d'Argent – ZAC des Grisettes : évolutions réglementaires de la zone 11AU afin de permettre l'implantation de la future clinique Saint Roch le long de l'avenue du Colonel Pavelet.

Modification n°16 : Quartier Croix d'Argent – Marqueroze : extension ponctuelle du secteur de zone 2U1-1f afin de permettre la constitution d'un ensemble bâti cohérent et homogène le long de la rue Gaston Bachelard et de favoriser la densité urbaine à proximité de la ligne 2 du tramway.

Modification n°17 : Quartier Croix d'Argent – ZAC Ovalie : adaptations réglementaires ponctuelles des emplacements réservés C103 et C105 pour voies de liaison, et évolution de l'orientation d'aménagement du secteur Ovalie pour répondre aux évolutions de programme et de plan de masse définies par N. Lebunetel, architecte en chef de la ZAC.

Modification n°18 : Quartier Croix d'Argent – Mas Nouguier : identification du domaine du Grand Puy comme bâtiment pouvant changer de destination en zone agricole afin de permettre sa réhabilitation et sa mise en valeur et réduction ponctuelle de l'emplacement réservé R5 (parc public) permettant d'adapter le périmètre de l'agriparc municipal aux réalités de son fonctionnement et aux besoins des propriétés riveraines.

Modification n°19 : Quartier Hôpitaux–Facultés – Route de Ganges/Occitanie : adaptation ponctuelle des documents graphiques du règlement de la zone 3U2 afin de permettre des formes architecturales contemporaines et audacieuses, notamment dans le cadre de la construction de la future faculté de médecine.

Modification n°20 : Quartier Hôpitaux–Facultés – Montmaur : adaptation réglementaire ponctuelle du secteur de zone 5AU-2b situé dans le secteur du bois de Montmaur afin de permettre un agrandissement de la Maison de retraite protestante, équipement collectif qui assure une mission d'intérêt général.

Modification n°21 : Quartier Hôpitaux–Facultés – Croix Lavit : extension ponctuelle du secteur de zone 2U1-1e au nord de la rue Robert Capa afin d'accompagner progressivement les mutations du secteur vers davantage de mixité urbaine et fonctionnelle.

Modification n°22 : Quartier Mosson – ZAC du Coteau : extension ponctuelle du secteur de zone 3U1-1b sur le collège d'Alco actuellement situé dans le secteur de zone AU0-6 afin de mettre en cohérence le zonage avec le niveau réel d'équipement et d'occupation des sols.

Modification n°23 : Quartier Mosson – Celleneuve : création de l'emplacement réservé pour cheminement piéton C216 sur l'emprise de l'allée Marguerite Givernis afin de faciliter l'accès au square Pierre Azéma pour les habitants du quartiers (piétons et modes doux).

Modification n°24 : Quartier Plan des Quatre Seigneurs – Thomassy : identification d'espaces à protéger au titre de l'article L.123-1-5 7° du code de l'urbanisme couvrant environ 13 hectares et prolongement de l'emplacement réservé C42 pour cheminement piéton le long de l'aqueduc Saint Clément afin de préserver des espaces ayant une forte valeur paysagère et d'améliorer les liaisons avec le cheminement piéton situé le long du tracé de l'aqueduc.

Modification n°25 : Quartier Plan des Quatre Seigneurs – avenue du Pic Saint Loup – allée du Monte Cinto : extension ponctuelle du secteur de zone 2U1-1b pour permettre une densification mesurée de ce secteur (notamment : évolution de la hauteur des constructions de 8 à 10 mètres).

Modification n°26 : Quartier Port Marianne – Mas de Julien : création de l'emplacement réservé pour voirie C217 entre l'avenue Albert Einstein et la rue de la Mogère contribuant à développer un maillage de voies publiques à proximité du quartier Odysseum et de l'échangeur de l'A9.

Modification n°27 : Quartier Port Marianne – Richter : adaptation ponctuelle du règlement du secteur de zone 1U7-4 afin de permettre la réalisation d'une « Folie architecturale du XXI^e siècle » (notamment : déréglementation de la hauteur des constructions, exclusion de la règle portant obligation de réaliser des logements sociaux) répondant à la politique de la Ville en matière de soutien et de développement de l'architecture contemporaine.

Modification n°28 : Quartier Port Marianne – ZAC Jardins de la Lironde : modification de l'emprise de l'emplacement réservé C81 pour voie de liaison (rue Claude Berri) et prolongement de cet emplacement réservé jusqu'à la rue du Capitaine Pierre Pontal pour contribuer à améliorer le fonctionnement urbain du quartier.

Modification n°29 : Quartier Port Marianne – ZAC Consuls de Mer : création d'une nouvelle zone 1U9 visant à couvrir la dernière extension de la ZAC Consuls de Mer ; adaptation des documents graphiques du règlement du secteur de zone 6AU-2 pour prendre en compte l'évolution du plan de masse de la ZAC en bordure est de l'avenue Germaine Tillion, définie par l'Agence Jean Nouvel, architecte en chef de la ZAC Consuls de Mer 2^e extension, et précision concernant l'emprise de l'emplacement réservé C195 pour cheminement piéton.

Modification n°30 : Quartier Port Marianne – Pompignane – avenue Alphonse Juin : extension du secteur de zone 1U2-6 et de l'emplacement réservé C207 pour aménagement de l'espace public entre la rue Marie Durand et l'avenue Alphonse Juin afin de permettre la requalification urbaine du cœur de quartier Pompignane ; adaptations réglementaires du secteur de zone 1U2-6 et création de l'emplacement réservé C218 pour cheminement piéton en vue de faciliter l'accès au parc des Pastourelles depuis l'avenue Alphonse Juin.

Modification n°31 : Quartier Port Marianne – Place Pablo Picasso : adaptation réglementaire du secteur de zone 13AU-2 pour répondre aux évolutions de programme et de plan de masse définies autour de la place Pablo Picasso par Architecture studio, architecte en chef de la ZAC Parc Marianne, de l'avenue Raymond Dugrand et de la place Pablo Picasso.

Modification n°32 : Caractère général – Zone 5AU-1 – domaine de la Feuillade : adaptation ponctuelle du règlement du secteur de zone 5AU-1 et évolution réglementaire sur le domaine de la Feuillade afin de permettre l'évolution de l'occupation et des activités du domaine.

Modification n°33 : Caractère général – dimensions des places de stationnement : adaptation de la règle concernant les dimensions des places de stationnement (article 12 du règlement) afin d'autoriser, sous conditions, des places de 2,30 mètres de large.

Modification retirée à la suite de l'enquête publique (cf. infra)

Modification n°34 : Caractère général – règle de stationnement en zone agricole : suppression de la règle de stationnement dans la zone agricole afin de faciliter la prise en compte des besoins spécifiques générés par la vocation de la zone ainsi que de certains bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination, compte tenu, notamment, de la proximité d'une desserte par le réseau de transports en commun ou d'un parking public.

L'ensemble des modifications ci-avant exposées sommairement sont présentées intégralement dans le document joint à la présente délibération.

2 – Les modifications de forme

Modification A : complément au rapport de présentation : conformément à l'article R.123-2 du Code de l'urbanisme, l'exposé des motifs des changements apportés au PLU depuis l'approbation de la modification du 9 mai 2011 est ajouté au rapport de présentation.

Modification B : Quartier Port Marianne – ZAC Jacques Cœur : correction ponctuelle de l'emprise maximale des constructions d'un îlot situé dans le quartier Jacques Cœur sud afin de mettre les documents graphiques du règlement en cohérence avec l'existant.

Modification C : correction de texte – correction du règlement : correction d'une erreur matérielle visant à exclure les résidences de tourisme du champ d'application de la règle des logements sociaux dans l'article 2 du règlement de la zone 2U1, suite à la modification du PLU approuvée le 29 mars 2010.

Modification D : correction de texte – correction du règlement : modification de l'article 7 de la zone naturelle N afin de préciser, pour le secteur de zone N-4, les conditions d'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives, suite à une erreur matérielle.

3 – Déroulement de la procédure

Par délibération en date du 4 février 2013, le Conseil municipal a prescrit la modification du PLU.

Conformément aux dispositions du code de l'urbanisme et notamment son article L.123-13-1, le projet de modification du PLU a été notifié avant ouverture de l'enquête publique le 28 mars 2013 au Préfet, au Président du Conseil régional, au Président du Conseil général et au Président de la Communauté d'agglomération de Montpellier.

Le projet de modification du PLU concernant le règlement d'urbanisme applicable à l'intérieur de zones d'aménagement concerté réalisées sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération et du Conseil général, l'avis de ces collectivités a été sollicité au titre de l'article L.123-16 du code de l'urbanisme.

Le projet de modification du PLU a été ensuite soumis à enquête publique du 29 avril au 31 mai 2013 inclus. Le Commissaire enquêteur désigné par Madame la Présidente du Tribunal administratif a remis son rapport et ses conclusions à la Ville le 1^{er} juillet 2013, qui se résument par un avis favorable excepté pour les modifications de fond n° 24 (pour partie) et 33.

Concernant les remarques exprimées par le public durant l'enquête, vingt-sept observations ont été inscrites sur le registre mis à sa disposition et sept ont été adressées par courrier au Commissaire enquêteur, dont deux ont été réceptionnées hors délai, après clôture de l'enquête publique. Ces observations peuvent se résumer de la manière suivante :

• des remarques concernant les documents écrits et graphiques du règlement :

- craignant que les évolutions réglementaires sur le secteur de la ZAC Nouveau Saint-Roch, notamment l'évolution de la règle de hauteur sur l'îlot situé entre la rue Leenhardt, la rue du Grand Saint Jean et la ligne de tramway et l'adaptation des règles de stationnement, portent préjudice aux immeubles environnants (situés dans la ZPPAUP Gambetta) et entraînent une augmentation trop importante de la densité, ainsi que des difficultés de circulation et de stationnement ;
- demandant davantage d'espaces verts dans le quartier Nouveau Saint Roch ;
- demandant une évolution ponctuelle de la limite de la zone 1U9 qui est créée sur le périmètre d'extension de la ZAC Consuls de Mer ;
- craignant que les règles d'implantation des constructions par rapport au domaine public dans la zone 1U9 ne créent pas des espaces publics de qualité ;
- craignant que l'augmentation ponctuelle de la règle de hauteur le long de la route de Mende, dans le secteur du bois de Montmaur, porte atteinte au paysage ;

- considérant que le projet de renouvellement urbain de l'îlot Saint Lazare ne respecte pas les servitudes liées au voisinage des cimetières et qu'il va porter préjudice aux maisons voisines existantes ;
- demandant que le projet d'agriparc prévu au nord de l'avenue Vincent Auriol couvre l'intégralité du secteur de Thomassy ;
- s'opposant à la diminution de la largeur des places de stationnement de 2,50 mètres à 2,30 mètres dans les parkings du centre-ville ;

• **des remarques concernant les emplacements réservés :**

- s'opposant à la création d'un emplacement réservé pour voirie entre la rue de la Mogère et l'avenue Albert Einstein ;
- s'opposant à la création d'emplacements réservés pour cheminements piétons dans le secteur du Mas du Vigan, situé entre l'avenue de Toulouse et la rue de Bugarel ;

• **des remarques sans rapport direct avec les documents soumis à enquête publique :**

- craignant que l'urbanisation du secteur de Thomassy vienne porter atteinte aux qualités paysagères du site ;
- demandant que la future ligne 5 du tramway ne traverse pas le parc Montcalm et que le parc soit protégé dans le PLU et rendu inconstructible ;
- demandant la modification du zonage sur la parcelle AH n°132 située rue Jean Segondy, dans le quartier du Plan des Quatre Seigneurs ;
- évoquant l'état de pollution du ruisseau Vallat du Fesquet, qui recevrait régulièrement les eaux usées de la station service située sur la commune de Saint-Clément de Rivière ;
- regrettant l'absence d'une mise à jour de l'étude d'impact de la ZAC Nouveau Saint Roch prenant en compte les modifications du plan de circulation.

Chacune des observations formulées durant l'enquête publique a fait l'objet d'une analyse détaillée de la part du Commissaire enquêteur qui a confirmé l'intérêt de l'ensemble des modifications proposées par la Ville, à l'exception des modifications n°24 (pour partie) et 33.

L'une de ces observations a pour objet une adaptation mineure de la limite sud de la zone 1U9, le long du chemin de Moularès, afin de permettre, d'une part, la réalisation de volumes bâtis mieux adaptés au contexte urbain du secteur et, d'autre part, la mise en sécurité du carrefour entre le chemin de Moularès et l'avenue Etienne Antonelli en rendant possible le déplacement vers le sud de l'accès à la copropriété privée « Le Fragonard ». Considérant le caractère ponctuel de cette adaptation réglementaire, la Ville propose, au vu de l'absence d'opposition exprimée par le Commissaire enquêteur, de prendre en compte cette demande et d'intégrer en conséquence l'adaptation de la limite de la zone 1U9 au projet de modification du PLU soumis à votre approbation.

Concernant les modifications de fond n°24 et 33, exclues de l'avis favorable du Commissaire enquêteur :

- modification n°24 : le Commissaire enquêteur considère que la définition d'espaces à protéger au titre de l'article L.123-1-5 7° du code de l'urbanisme sur le secteur de Thomassy, sans contester son utilité, est prématurée et qu'elle devra être étudiée en même temps que le projet d'aménagement du secteur, en concertation avec les riverains et les propriétaires. Cet avis est notamment motivé par le fait que le classement du secteur en zone à urbaniser stricte AU0 bloque aujourd'hui l'urbanisation du secteur, protégeant déjà en quelque sorte les qualités paysagères du site.

Le Commissaire enquêteur suggère que la définition d'espaces protégés fasse partie intégrante des futures études qui seront menées sur le secteur de Thomassy, lesquelles viendront notamment préciser les modalités d'aménagement du secteur. Ce report dans le temps permettrait ainsi :

- d'indemniser les terrains protégés au même titre que ceux qui seront construits ;
- de veiller à ce que l'identification d'espaces à protéger n'interdise pas la mise en œuvre opérationnelle d'un projet d'aménagement à terme et affecte de manière proportionnée la constructibilité du site.

Sur le caractère prématuré de la définition d'un espace protégé au titre de l'article L.123-1-5 7° du code de l'urbanisme :

Le secteur de Thomassy est désigné dans le SCOT de l'agglomération de Montpellier comme un site stratégique, dans lequel l'implantation d'activités métropolitaines de haut niveau sera privilégiée (équipements hospitaliers et universitaires notamment).

Ce site stratégique couvre une superficie de près de 80 ha dont l'aménagement intégrera à terme l'ensemble des composantes qu'un ensemble urbain respectueux des grands équilibres sociaux, économiques et environnementaux se doit de prendre en compte.

A ce titre, l'étude de programmation et de composition urbaine et paysagère réalisée en 2008-2009 sur le secteur « Thomassy – Plan des Quatre Seigneurs » par l'agence d'architecture SEURA a d'ores et déjà identifié des éléments de paysage remarquables dont la mise en valeur devra être assurée dans le cadre des aménagements futurs, notamment dans la partie centrale du site, sur un ensemble couvrant plus de 13 ha.

Le secteur de Thomassy se caractérise, en effet, par un paysage vallonné de terres agricoles ponctué par de l'habitat diffus sous forme de hameaux. Situé sur une colline boisée qui domine Montpellier et traversé d'est en ouest par le ruisseau du Vallat du Fesquet, le site possède une grande valeur paysagère en entrée de ville. C'est cette richesse paysagère, dont l'intensité particulière en cœur du site a été confirmée par l'étude SEURA, que la Ville de Montpellier souhaite dès à présent préserver, tel un invariant des futurs projets d'aménagement.

Pour ce faire, la Ville propose d'identifier un espace à protéger au titre de l'article L.123-1-5 7° du code de l'urbanisme couvrant 13 ha dans la partie centrale du site de Thomassy.

La mise en place dès aujourd'hui d'une telle protection traduit le souhait de la collectivité de créer à cet endroit, sans être tributaire de l'horizon opérationnel à moyen et long termes des aménagements communautaires envisagés, un lieu destiné à la conservation et la mise en valeur d'un paysage agricole vivant, participant à la diffusion de pratiques agricoles respectueuses de l'environnement et à la préservation de la biodiversité.

C'est pourquoi, sans remettre en question le projet d'aménagement qui sera mené par la Communauté d'agglomération, la Ville de Montpellier souhaite recourir à la disposition prévue à l'article L.123-1-5 7° du code de l'urbanisme pour mettre en place dès à présent les conditions nécessaires à la création de cet espace agricole préservé. Cet outil permet en particulier à la Ville de s'opposer à tout projet (travaux, constructions ou installations) qui serait susceptible d'en compromettre la réalisation.

Sur la nécessité d'indemniser les terrains qui seront protégés au même titre que ceux qui seront construits :

L'identification d'espaces protégés au titre de l'article L.123-1-5-7° du code de l'urbanisme sur le secteur de Thomassy dans le cadre de la présente modification du PLU n'est pas doublée d'une modification du zonage en vigueur, aujourd'hui caractérisé par une zone à urbaniser stricte AU0 à l'intérieur de laquelle, à l'exception des équipements public, seules les extensions limitées des bâtiments existants sont autorisées. En ce sens, la protection envisagée sera donc sans effet global sur la constructibilité déjà très limitée de la zone concernée et les valeurs de référence foncière constatées dans ce type de zone.

Sur la possibilité de mettre en œuvre un projet d'aménagement sans affecter de façon disproportionnée la constructibilité du site :

La protection envisagée au titre de l'article L.123-1-5-7° du code de l'urbanisme est tout d'abord spatialement limitée, puisqu'elle concerne 13 ha dans un secteur couvrant près de 80 ha, soit près de 16% de l'ensemble considéré.

En second lieu, il est précisé que le PLU de la Ville de Montpellier intègre déjà des espaces à protéger ou à mettre en valeur au titre de l'article L.123-1-5 7° du code de l'urbanisme, pour notamment préserver des arbres ou espaces arborés dont le classement au titre des espaces boisés classés (art. L.130-1 du code de l'urbanisme) n'aurait pas été adapté aux nécessités d'évolution de leur environnement immédiat. Cette disposition soumet à déclaration préalable tous travaux ayant pour effet de modifier ou de supprimer un élément identifié. N'ayant pas pour conséquence de figer les espaces ainsi protégés, elle permet une souplesse de gestion des espaces concernés et constitue un support de négociation entre les propriétaires gestionnaires et la collectivité.

Cette protection conservatoire n'interdit ainsi en rien la mise en œuvre opérationnelle du projet d'aménagement car elle se caractérise par une souplesse de gestion qui permet, au cas par cas, d'autoriser des projets ponctuels qui ne remettraient pas en cause le principe de protection sous réserve de mettre en œuvre des mesures compensatoires.

Enfin, l'étude de programmation et de composition urbaine et paysagère réalisée en 2008-2009 sur le secteur « Thomassy – Plan des Quatre Seigneurs » par l'agence d'architecture SEURA a démontré que la constructibilité du secteur en dehors des espaces à protéger était assurée.

Considérant l'ensemble de ces raisons, il est proposé au Conseil municipal de prendre acte de l'avis du Commissaire enquêteur mais de passer outre, en maintenant la modification n°24 dans le dossier de modification du PLU soumis à votre approbation.

- modification n°33 : le Commissaire enquêteur est défavorable à la modification visant à autoriser sous conditions la réalisation de places de 2,30 mètres de large, contre 2,50 mètres aujourd'hui, considérant que *« la réduction de la largeur des places de stationnement n'entraînerait pas un gain de place considérable mais conduirait à une multiplication des problèmes dus aux incivilités »*.

Après réexamen de la disposition et prise en considération des réserves exprimées par le public et le Commissaire enquêteur, liées notamment au confort d'usage des places de stationnement, il est ici proposé au Conseil municipal de prendre acte de l'avis du Commissaire enquêteur et de ne pas donner suite au projet de modification n°33, en le retirant des points du dossier de modification du PLU soumis à votre approbation.

Concernant les personnes publiques destinataires du dossier de modification du PLU avant enquête publique, l'avis suivant a été exprimé :

- par délibération en date du 26 juin 2013, le Conseil de la Communauté d'agglomération de Montpellier, dans le cadre de ses compétences et conformément aux dispositions de l'article L.123-16 du Code de l'urbanisme, a formulé un avis favorable sur le projet de modification du PLU.

En conséquence, au vu :

- de l'avis formulé par la Communauté d'agglomération de Montpellier,
- des remarques formulées au cours de l'enquête publique,
- du rapport, des conclusions et de l'avis favorable du Commissaire enquêteur sur le projet de modification du PLU à l'exception des modifications n°24 (pour partie) et 33,
- de la prise en considération de ces avis, remarques et conclusions dans le dossier de modification du PLU,

Il vous est demandé :

- de prendre acte du rapport et des conclusions du Commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique relative à la modification du PLU ;
- de suivre l'avis du Commissaire enquêteur sur la modification n°33 en la supprimant du dossier de modification ;
- de passer outre l'avis du Commissaire enquêteur sur la modification n°24 en maintenant l'identification d'espaces à protéger au titre de l'article L.123-1-5 7° du code de l'urbanisme sur le secteur de Thomassy ;
- d'approuver le dossier de modification du PLU tel que modifié après enquête publique et annexé à la présente délibération ;
- de tenir le dossier de modification du PLU approuvé à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture des bureaux de la mairie au public et de procéder aux mesures réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions des articles R.123-24 et R.123-25 du code de l'urbanisme ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Michaël DELAFOSSE : Le PLU fera l'objet d'une révision générale après présentation du projet urbain Montpellier 2040. Il y aura, en tout cas, le lancement d'une procédure de révision générale au mois de décembre.

Il y a aujourd'hui deux modifications à caractère général qui ont leur importance :

1 - la prescription en matière de production de logements sociaux imposée aux promoteurs dans le cadre d'une production d'un certain nombre de mètres carrés. Le seuil était de 1 500, nous proposons de l'abaisser à 1 000. Cela nous permettra de faire produire par les promoteurs du logement social, notamment dans la ville diffuse ;

2 – l'extension de ce que nous appelons l'indice W à l'ensemble de la commune. Cet indice nous permet, dans le cas où une maison a un caractère patrimonial, une maison de maître comme il en existe dans le paysage montpelliérain, de renforcer les pouvoirs d'instruction du service urbanisme et donc de pouvoir s'opposer à sa destruction. En effet, tout ne se trouve pas sur des périmètres de ZPPAUP, de secteur sauvegardé ou d'avis ABF. Il nous semble important d'être attentif à ce caractère patrimonial. D'autres sont des adaptations plus locales, plus réglementaires qui visent, dans certains cas, à protéger des espaces végétalisés, y compris dans certaines copropriétés ainsi qu'à créer des porosités sur d'autres.

Je me tiens à disposition des collègues s'il y a des questions particulières sur ces différentes modifications qui sont proposées et qui ont obtenu un avis favorable de la part du commissaire enquêteur. Les différentes remarques qui ont pu être émises ont fait l'objet de réponses précises aux particuliers qui pouvaient se préoccuper de tel ou tel thème. Ils ont été reçus en mairie.

Jean-Louis ROUMEGAS : Cette affaire est la suite logique de la précédente. Vous fixez les ambitions en matière de logement et là, vous adaptez le PLU afin de réaliser en partie ces programmes stipulés dans le PLH. Je regrette le caractère caricatural du débat qui a eu lieu car je ne crois qu'il y a d'un côté ceux qui veulent répondre aux besoins de logements et faire du logement social et de l'autre ceux qui, égoïstement ne voudraient rien faire. Je crois que Montpellier et l'agglomération sont soumis à une pression démographique et il y a d'un côté ceux qui veulent accompagner cette croissance urbaine et ceux qui veulent répondre aux besoins de logements en maîtrisant cette croissance. Le vrai débat est celui-là.

Oui, M. DELAFOSSE, il y a des outils que vous avez mis en place. Les outils des ZAC, des ZAD, de la maîtrise du foncier. Mais la question est : comment utiliser ces outils ? Selon nous, vous les utilisez avec excès. Notamment en ce qui concerne les modifications du PLU, il y a au moins trois sujets qui ne nous semblent pas acceptables. Compte tenu que ce sera un vote global, nous ne pourrions pas voter une délibération avec ces points.

1 - La modification de la ZAC du Nouveau Saint-Roch. Il y a des modifications substantielles, il s'agit des affaires n° 9 et 10. En effet, vous allez changer de façon très importante la hauteur des bâtiments au plus proche du quartier existant, du côté gare. Vous créez également des voiries nouvelles et vous le faites sans qu'il y ait eu, au préalable, un vrai débat sur la modification de cette ZAC, du projet CHEMETOV. Je crois que cela peut nuire au quartier existant. Cela n'est pas acceptable en l'état. C'est extrêmement important et nous votons cela à l'occasion d'une simple modification du PLU alors qu'en réalité, il s'agit d'une modification du programme.

2 - Il y a évidemment la modification n° 13. En ce qui concerne l'EAI, vous le savez, pour l'instant nous ne sommes pas d'accord avec votre projet d'urbanisation. Nous n'acceptons pas qu'une partie du parc Montcalm soit détruite et notamment les parties boisées. Je crois que nous pouvons revoir à la baisse ce programme d'urbanisation. Vous l'avez précisé, vous avez payé le terrain 55 € le mètre carré. Il y avait 35 ha, il y en aura au moins 15 qui seront urbanisés et qui font l'objet d'un consensus. Pourquoi vouloir aller plus loin et faire cadeau à l'urbanisation de mètres carrés achetés peu chers il est vrai, mais encore une fois, au détriment de la qualité de la ville ? Nous ne retrouverons jamais ces espaces une fois qu'ils seront détruits. Vous avez déjà décidé de quartiers nouveaux. Préservons au moins ce qu'il est possible de préserver dans un quartier centre car ce sera ensuite irréversible.

3 - Il y a également l'affaire n° 24 qui est contenue depuis 2008. Il s'agit en effet d'un vieux débat qui avait été soulevé par nous-mêmes, c'est la question de Thomassy. Nous sommes en plein dans la ceinture verte. Il s'agit vraiment de la périphérie de la commune de Montpellier. Nous voulons préserver une véritable ceinture verte qui soit une zone de séparation entre les différentes communes pour éviter les urbanisations continues. C'est important en termes de respiration urbaine, c'est important également en termes de biodiversité. Nous avons besoin de ces corridors sur le plan écologique. Je vois que vous proposez simplement de protéger 13 hectares, c'est-à-dire à peine 15 % de la surface, là où c'est quasiment obligatoire car nous sommes sur un monument

historique, le long de l'aqueduc Saint-Clément, ou dans des zones inondables, le long de la petite Lironde. En fait, cela signifie que tout le reste est voué à l'urbanisation. Vous connaissez notre position. Elle était la même en 2008, elle n'a pas changé. Donc, nous ne pouvons pas accepter ces modifications du PLU. En réalité, au creux de l'été, de façon discrète et à quelques mois de la fin du mandat, les modifications du PLU que vous proposez sont de véritables transformations du projet urbain de Montpellier qui n'ont pas été discutées et avec lesquelles nous ne sommes pas d'accord.

Christian DUMONT : Le PLU voté au niveau communal doit être conforme avec le SCOT voté au niveau communautaire. C'est la règle de base. Le plan d'aménagement et de développement durable repose sur les trois valeurs suivantes : la valeur environnementale, la valeur sociale et la valeur économique. Vous êtes majoritaires à l'Agglo. C'est donc votre majorité qui a voté ce SCOT. Ces trois valeurs comme symboles de votre action relèvent de votre choix. Avec la délibération que vous nous demandez de voter, vous n'êtes ni en accord avec votre schéma de cohérence territoriale, ni en accord avec ce que nous voulons pour Montpellier.

1 - La valeur environnementale : nous ne voyons pas en quoi la modification du PLU tient compte de la préservation de cette valeur. En effet, les seuls secteurs protégés sont les parcelles cadastrées KL 274, HL 274, IL 79 et OP 55, ainsi que le secteur Thomassy. Lorsque nous recoupons le plan cadastral avec Google Maps et après nous être rendus sur place – vous voyez que nous devons quand même effectuer un travail car vous noterez que la délibération pour laquelle vous nous demandez de voter manque d'éléments graphiques et nous n'avons absolument pas d'information nous donnant des précisions. D'ailleurs, devant l'absence de ces précisions, le juge administratif pourrait prononcer l'annulation. Mais nous avons un peu l'habitude avec la Ville de Montpellier de travailler dans ces conditions –, nous nous apercevons que l'ensemble de ces parcelles n'est doté que de trois à six arbres. Quant à la parcelle OP 55, nous ne la trouvons pas sur www.cadastre-gouv.fr. Le secteur Thomassy vous a valu une réserve de la part du commissaire enquêteur. Vous protégez donc des secteurs qui n'en ont pas besoin. En revanche, vous envisagez d'étendre une zone U aux alentours de la rue des Chasseurs et vous refusez de classer le parc Montcalm en zone N, naturellement inconstructible. Eh oui !

Par ailleurs, il ressort du projet que vous portez pour le parc Montcalm que 700 arbres seront arrachés, mais vous nous dites qu'il y en aura 2 400 autres qui seront plantés dans le secteur qui comprend l'avenue de Toulouse. Et sur 23 ha, huit seront amputés du parc Montcalm. Ainsi donc, votre politique d'urbanisme est de protéger trois arbres aux Arceaux, quatre arbres derrière la rue de la Méditerranée, un petit bosquet du côté de Font Couverte quand par ailleurs, vous allez gâcher le parc Montcalm et la possibilité d'être dotés d'un véritable poumon vert de 23 ha. Vous ne respectez donc pas la valeur environnementale de votre SCOT et vous ne respectez pas vos propres prescriptions d'urbanisme, comme vous ne respectez pas la signature de plus de 10 000 Montpelliérains qui souhaitaient que le parc Montcalm soit de 23 ha et non de 17 ha.

2 - La valeur sociale : à la modification n° 27, quartier Port Marianne – Richter, vous avez choisi une adaptation ponctuelle du règlement secteur de zones. Je lis : « *Afin de permettre la réalisation d'une folie architecturale du XXI^e siècle, notamment l'exclusion de la règle pourtant obligation de réaliser des logements sociaux* ». C'est bien l'idée que les socialistes se font de la valeur sociale. Les logements sociaux, c'est bon pour Ovalie, pour la Paillade, pour les Cévennes, pour le Petit Bard, mais pas pour les beaux quartiers, pas dans les quartiers où se réaliseront ces fameuses folies architecturales. Dans les folies architecturales du XXI^e siècle, nous ne voulons pas de logements sociaux quand on est socialiste à Montpellier. Vous avez dit aux Montpelliérains que vous cédiez à vil prix des terrains de la commune pour obtenir ces constructions exceptionnelles. Mais seules les élites pourront y habiter.

3 – La valeur économique : la modification n° 22 montre qu'en matière d'économie du territoire, vous avez échoué. Il s'agit de l'extension « *De la zone 3 U1-1b sur le collège d'Alco situé en zone AUO-6, afin de mettre en cohérence le zonage avec le niveau réel d'équipement des sols* ». Autrement dit, c'était une zone à urbaniser dite bloquée, caractérisée par l'inconstructibilité de la zone, excepté pour les équipements publics et les extensions mesurées des bâtiments existants. Or, cette zone a été construite et aujourd'hui, vous nous demandez d'accorder la règle avec la réalité afin de pallier les erreurs et l'occupation des sols faite de manière illégale, au regard du règlement du PLU.

Donc, vous nous demandez de voter cette délibération pour laquelle nous manquons quand même de beaucoup d'éléments. Nous voterons contre pour les raisons que je viens d'invoquer.

Hélène MANDROUX : J'aimerais quand même vous rassurer : le PLU est tout à fait compatible avec le SCOT. Je peux vous certifier que l'Agglomération reconnaît la parfaite compatibilité avec le PLU que nous vous présentons aujourd'hui. Vous oubliez une chose, c'est que systématiquement, à partir du moment où un PLU est présenté, il est soumis à la commission de la légalité et si ce PLU ne correspondait pas au SCOT, ce serait retoqué.

Christophe MORALES : Mon propos a justement pour but de reconnaître que le PLU modifié de Montpellier était passé en commission que je préside à l'Agglomération de Montpellier et que j'ai proposé à sa lecture et son étude que nous donnions un avis favorable. Il a été débattu et voté au Conseil d'agglomération. Il y a parfaite compatibilité entre le PLU de la Ville de Montpellier et le Schéma de cohérence territoriale de l'agglomération de Montpellier. Je crois que M. DUMONT confond révision et modification d'un PLU. Bien sûr, il y a des adaptations mineures à la réalité du quotidien d'une ville qui se transforme et il y a de grandes modifications qui seront appelées à être, à des moments précis d'une vie politique, un grand chambardement.

Hervé MARTIN : Bien entendu, le PLU se doit de correspondre à la fois au SCOT qui, je le précise d'ailleurs, a été voté par la majorité de la Ville de Montpellier mais aussi par tout un tas d'élus des communes alentour et qui sont des élus de droite. Il y a donc au moins un bout de raisonnement de M. DUMONT qui me paraît un peu bancal.

L'autre partie du raisonnement qui ne me paraît pas cohérent, c'est en ce qui concerne la construction des logements sociaux dans ce que M. DUMONT appelle les « beaux quartiers ». Encore une fois, pour gagner du temps, je ne donnerai pas tous les chiffres mais je les tiens à sa disposition, c'est justement dans les quartiers où il y a actuellement un taux de logements sociaux inférieur à une certaine moyenne qu'il est prévu d'accentuer cette production. A contrario, dans les quartiers où le taux de logements sociaux est déjà élevé – je reprends toujours les mêmes exemples, ce sont les plus évidents, ceux de la Paillade, de la Mosson où nous sommes à plus de 50 % de logement social –, c'est bien entendu dans ces quartiers que nous n'en construirons qu'à la marge. Donc, il ne s'agit pas de nous donner des leçons de mixité sociale avec des soi-disant beaux quartiers et des quartiers qui le sont moins. C'est sur les quartiers neufs qu'effectivement l'effort est porté et dans les quartiers qui connaissent déjà un fort taux, là, par souci de mixité sociale, l'effort sera levé pour aboutir de toute façon, à la moyenne des 30 % qui était présentée tout à l'heure par Michaël.

Deuxième point : il y a des choses qui m'échappent. Je le dis très franchement, je ne sais pas jusqu'où peut aller la mauvaise foi. Peut-être faudrait-il que nous rentrions beaucoup plus dans le détail de la discussion que ce que nous permet le temps d'un conseil municipal. Mais lorsque j'entends qu'il y a ceux qui accompagnent et ceux qui maîtrisent et que j'écoute ce qui est en partie détaillé dans la suite du propos : nous ne pouvons pas construire en hauteur dans certains quartiers, nous ne pouvons pas utiliser du foncier disponible même en laissant encore 15 hectares de parc sur du foncier qui est disponible en centre-ville, et nous ne voulons pas de l'étalement urbain. La conclusion, à la fois sur ma droite et sur ma gauche, se rejoint. Mais à un moment donné, lorsque nous avons l'objectif de loger les 20 000 personnes en attente de logements sociaux dont je parlais tout à l'heure, que nous le voulions ou non, nous devons sortir du logement. Il y a bien sûr certaines contraintes mais il nous faudra choisir entre la hauteur, le foncier disponible et l'étalement urbain. Nous faisons des choix qui sont éminemment politiques et nous devons en discuter entre nous. Mais refuser les trois à la fois, je ne comprends plus où sont les choix politiques.

Michaël DELAFOSSE : Je crois que mon collègue et ami et Hervé MARTIN a bien senti le climat préélectoral qui permet de peut-être bien révéler les contradictions rencontrées parfois durant ces périodes. Mais il y a des questions qui sont posées et nous allons répondre sur le fond. Tout d'abord, nous ne sommes pas dans une révision générale du PLU. Il s'agit des modifications annuelles que nous présentons chaque fois au mois de juillet qui procèdent des évolutions du projet de la ville, par exemple les prescriptions de logements sociaux qui sont renforcées, l'indice W, parce que nous considérons qu'il faut peut-être davantage protéger le patrimoine et mettre en œuvre d'emblée le PLH. Il y a également des adaptations mineures.

Je vais commencer par M. DUMONT qui a été vraiment trop caricatural. Je suis sûr que lorsque vous plaidez à la barre, vous n'êtes pas comme ça. Vous nous accusez de protéger trop peu d'arbres, etc. Savez-vous que dans cette municipalité, entre 2004 et 2013, nous sommes passés de 700 ha à 1 000 ha quasiment protégés et ouverts au public ? Des personnes nous ont écrit pour nous faire part de leurs inquiétudes car ces espaces pourraient disparaître du fait de certains propriétaires. Pour répondre à leur besoin, nous classons. Il y a notamment, rue Saint-Louis, un très bel arbre qui risquait d'être menacé. L'association des Arceaux nous a affirmé qu'il était important. Il n'avait pas le sigle EBC, nous lui avons donné et maintenant il est protégé. Il est donc là pour très longtemps. C'est bien car il participe de l'environnement. Voilà une adaptation mineure mais qui compte pour les habitants. En ce qui concerne le logement social, quel plaisir de vous entendre nous donner des leçons ! Mais enfin quand même, soyons sérieux. À Port Marianne, vous prenez n'importe quelle carte, nous sommes au-delà des 25 % de logements sociaux dans ce secteur. Et nous continuons dans l'ensemble de la ville. Je vous inviterai à davantage travailler vos dossiers pour mieux défendre les problématiques d'environnement social et économique. Peut-être seriez-vous plus crédible aux yeux des Montpelliérains.

Cher Jean-Louis ROUMEGAS, trois sujets vous ont interpellé. Le premier est sur le Nouveau Saint-Roch. Il s'agit d'une ZAC qui a près de 11 ans, qui est liée à l'acquisition des terrains de RFF qui ont donné lieu à des discussions difficiles avec l'État. Vous l'avez rappelé, le concours a été attribué à Paul CHEMETOV et Emmanuel NEBOUT. C'est l'une des premières ZAC de réinvestissement urbain, c'est-à-dire que ce n'est pas la ville par extension. Sur ce programme, nous avons 1 100 logements, des mètres carrés de bureaux car il y a de l'activité économique à côté d'une gare, donc de l'emploi. Il est vrai que le programme dans ses surfaces reste le même. En revanche, une donnée a changé. Il s'agit de la réalisation du parking aérien du Nouveau Saint-Roch et non plus d'un parking souterrain, donc moins cher, moins pénible pour les riverains en termes de travaux. Cela nous a conduits à modifier afin que la forme urbaine de la ZAC puisse s'adapter à ce changement. Telle est la raison pour laquelle nous avons modifié les hauteurs. Mais le volume de logements prévu, heureusement, ne diminue pas. Nous sommes quand même à côté de trois lignes de tramway, en pleine centralité. Donc, là, il y a, comme tu l'as très bien rappelé Hervé, un intérêt pour lutter contre l'étalement urbain et pour faire du logement social à cet endroit et du logement. Je précise que lors de la production de l'ensemble de ces logements, il y aura des conventions de participation et, fait inédit, une grande dalle de bitume qui est l'actuel parking de la SERNAM a vocation à être arrachée pour réaliser, le long de la ligne n° 2 de tramway, un parc d'1,5 hectare du bien nommé René DUMONT. Cette ZAC va commencer et à l'horizon 2016-2017, nous espérons que ce parc pourra commencer à être utilisé par l'ensemble des Montpelliérains.

Vous avez également évoqué des inquiétudes sur la desserte de ces logements. Elles étaient connues il y a 10 ans dans le programme, elles le sont aujourd'hui et nous pouvons espérer – je suis sûr que vous plaidez avec nous – une transition des modes de consommation, moins d'automobiles, plus de tramway, au vu du maillage.

Le deuxième aspect sur lequel vous nous interpellez est un sujet qui fait débat entre nous. Il concerne l'EAI. Il convient de bien situer les choses. L'EAI, c'était 35 ha inaccessibles. La municipalité décide d'acheter. Pourquoi ? Pour faire en sorte que ce ne soit pas d'autres qui achètent, afin de pouvoir maîtriser le programme. L'État – et vous le savez –, dans ses finances publiques, a besoin d'argent. Donc, il aurait pu vendre à d'autres et plus cher. Acheter – nous l'avons voté à l'unanimité – pour faire un parc de 15 ha minimum. Dès que nous avons acheté, nous avons ouvert. Il ne s'agit pas de faire de mauvais procès. L'honnêteté serait de dire que nous avons acheté et que nous avons fait un parc. Ensuite, nous lançons un concours d'urbanisme. Nous menons une concertation qui a ses limites comme toutes, mais quand même. Nous avons un projet qui est le suivant : une parcelle de 35 ha. Nous parlons du parc Montcalm. Parlons du terrain d'entraînement des élèves de l'infanterie. Christophe, tu as couru dedans pour faire ton service. Tu sais de quoi tu parles. C'était donc un terrain pour les militaires. Nous, notre idée est d'en faire un parc paysagé pour les Montpelliérains, c'est-à-dire transformé. Je peux même vous dire que nous proposons de détruire des logements sur l'avenue de Toulouse afin d'ouvrir le parc. Transformer l'avenue de Toulouse qui aujourd'hui est complètement déqualifiée, c'est une zone d'insécurité où les riverains nous demandent que cela bouge. À travers ce projet, cela va bouger.

Donc, sur les 35 ha de l'EAI que la municipalité a achetés, 10 ha seront consacrés au logement et essentiellement sur la caserne Guyot. 10 ha seront consacrés aux espaces publics. Qu'est-ce qu'un espace public ? Ce sont les trottoirs, les pistes cyclables, les places, c'est ce qui fait le vivre ensemble. Nous n'y allions pas auparavant. Nous ne pouvions pas circuler de l'avenue de Toulouse à l'avenue de Font Couverte ou

à la route de Lavérune. Nous allons donc créer une porosité. Nous faisons un parc, non pas de 15 hectares minimum mais de 15 + 1. En fait, 16,2 au total. Il est vrai qu'il y avait une partie boisée remarquable qu'il nous est apparu nécessaire de conserver. Des personnes s'en sont émues et il faut savoir entendre. Au final, sur 35 ha fermés, inaccessibles, voilà 10 ha pour loger les gens, dont du logement social, cher Hervé, 15 + 1 pour faire un parc et 10 ha d'espace public. On nous dit : « *Vous allez couper des arbres* ». Oui, car une ville ça bouge. Mais nous planterons 2 400 arbres supplémentaires car nous aimerions nous promener et trouver l'ambiance des allées de platanes. Tel est le sens du projet qui sera présenté par des expos, par des réunions publiques et la concertation continuera sur les aménagements. Donc voilà, en ce qui concerne l'EAI. Et pour vous répondre, M. DUMONT, c'est un équipement environnemental. Un grand parc pour tous les Montpelliérains financé de la manière suivante : sur chaque logement construit, une convention de participation pour payer le parc. Le contribuable ne sera pas de nouveau sollicité. Il a payé 19 M€ Au niveau économique, nous ferons de l'activité et au niveau social, nous essaierons de loger les gens.

Le troisième point sur lequel notre collègue ROUMEGAS nous a interpellés porte sur le secteur nord de la ville, la zone Thommassy. La décision que nous prenons à cet endroit est de sanctuariser en faisant un agriparc de 13 ha. Nous l'ajoutons à notre bilan et nous arrivons à 1 013 ha. Cet agriparc ressemblera peut-être un jour à ce beau mas Nouguier. Dans ce secteur-là aussi, il existe des potentiels de densification, mais une densification maîtrisée parce que c'est un grand paysage montpelliérain sur lequel il nous faudra être extrêmement attentif. Pour l'instant, il s'agit d'une ZAD, zone d'aménagement différé. Lorsqu'il y aura un projet d'aménagement, la valeur première qui sera prise en compte sera le paysage, à l'image de ce que nous avons fait sur l'EAI. Voilà donc les réponses sur les modifications que nous avons soumises à votre interrogation. J'ai un peu répondu à celles de M. DUMONT qui, je crois, relevaient davantage de la caricature que du propos constructif ou de l'opposant soucieux de faire avancer le débat. Je vous propose d'en rester là et de passer au vote.

Pour : 37

Contre : 11

Abstentions : /

Adopté à la majorité des suffrages exprimés

4- Création de la 5^e ligne de tramway

Avis de la Ville sur la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) (art. L.123-14-2 et R.123-23-1 du code de l'urbanisme)

Michaël DELAFOSSE :

Dans le cadre de la création par la Communauté d'agglomération de Montpellier d'une cinquième ligne de tramway, une enquête publique s'est déroulée du 10 avril 2013 au 13 mai 2013 qui portait, en application notamment de l'article L.123-14 du code de l'urbanisme, sur :

- l'utilité publique du projet ;
- la mise en compatibilité des documents d'urbanisme concernés, et notamment du plan local d'urbanisme (PLU) de Montpellier.

Le projet de la cinquième ligne de tramway, qui concerne les communes de Lavérune, Saint-Jean de Védas, Montpellier, Montferrier-sur-Lez et Clapiers, vise les objectifs suivants :

- poursuivre la construction d'un réseau maillé performant de transports publics afin de diminuer la dépendance automobile ;
- s'intégrer dans une stratégie urbaine globale ;
- assurer des dessertes de qualité des grands équipements dont les établissements scolaires, les pôles universitaires et de recherche dans le cadre du plan Campus, les pôles d'emplois ;
- prendre en compte le désenclavement des quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville ;
- inscrire le réseau de tramway dans une perspective de desserte des communes périurbaines du territoire de l'agglomération.

La ligne 5 contribuera au développement et au maillage du réseau de transport collectif dans le centre de l'agglomération, tout en renforçant la desserte des zones plus éloignées, qui connaissent un développement encore soutenu lié au phénomène de périurbanisation. Cette desserte constitue un enjeu essentiel dans l'optique d'une structuration du territoire par un réseau de transports en commun cohérent, pour éviter l'étalement urbain responsable des dégradations environnementales et de la détérioration des conditions de vie.

L'intérêt général de l'opération de construction de la ligne 5 de tramway réside dans le renforcement du réseau de transport déjà existant, et se traduit par une dynamique permettant aux différents groupes sociaux et au plus grand nombre d'habitants de bénéficier d'un moyen de déplacement approprié à leurs besoins.

Ce projet qui répondra à une approche globale des déplacements urbains, s'inscrit parfaitement dans les orientations du Plan de déplacements urbains (PDU) de l'agglomération de Montpellier, lui-même compatible avec le SCOT de l'agglomération de Montpellier.

Sur la commune de Montpellier, la cinquième ligne contribuera à conforter l'élargissement du centre-ville par le maillage du réseau de tramway ainsi qu'à accompagner la densification du réseau de transports publics. Cette ligne aura la particularité de relier de grands parcs qui ponctuent le territoire communal permettant ainsi à chacun de profiter de ces entités paysagères de grande qualité et d'y pratiquer toutes sortes d'activités sportives ou de simple détente.

La réalisation de cette opération nécessite une mise en compatibilité du PLU de la Ville de Montpellier qui consiste à :

- compléter le projet d'aménagement et de développement durable et le rapport de présentation du PLU ;
- instituer des emplacements réservés pour équipement public au profit de la Communauté d'agglomération de Montpellier ;
- réduire très ponctuellement trois espaces boisés classés.

En application de l'article L.123-14-2 du code de l'urbanisme, une réunion des personnes publiques concernées a été organisée en préfecture le 14 février 2013 portant sur l'examen conjoint du dossier de mise en compatibilité du PLU avec l'opération. Le procès-verbal de cette réunion a été dressé par Monsieur le Préfet de l'Hérault et transmis à la Ville le 27 février 2013.

Par courrier en date du 1^{er} juillet 2013, Monsieur le Préfet de l'Hérault a transmis à la Ville le rapport et les conclusions de la commission d'enquête, dont notamment ceux concernant la mise en compatibilité du PLU de notre commune, émettant un avis favorable au projet soumis à enquête publique avec recommandation de prendre en compte les ajustements effectués sur l'emprise de la Déclaration d'utilité publique.

Le dossier de mise en compatibilité du PLU a fait l'objet d'une réédition pour intégrer, conformément aux recommandations de la commission d'enquête, un ajustement ponctuel des emplacements réservés pour la 5^e ligne de tramway sur la rue de Bugarel, prenant ainsi en compte favorablement les remarques émises par le public au cours de l'enquête publique.

Conformément aux dispositions de l'article R.123-23-1 du code de l'urbanisme, Monsieur le Préfet sollicite aujourd'hui l'avis du Conseil municipal sur :

- le dossier de mise en compatibilité du PLU avec la création de la ligne 5 du tramway, tel que modifié après enquête publique ;
- le rapport et les conclusions de la commission d'enquête ;
- le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint organisée le 14 février 2013.

Ces trois documents n'appellent pas de remarque particulière.

En conséquence, il est vous proposé :

- de donner un avis favorable sur les documents visés à l'article R.123-23-1 du code de l'urbanisme :

- le dossier de mise en compatibilité du PLU de la Ville de Montpellier avec le projet de 5^e ligne de tramway, tel qu'il a été ponctuellement modifié pour tenir compte des recommandations formulées par la commission d'enquête,
- le rapport et les conclusions de la commission d'enquête relatifs au dossier précité,
- le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint du projet, qui s'est tenue le 14 février 2013 ;

- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Michaël DELAFOSSE : Je serai extrêmement bref car nous avons beaucoup parlé du PLU. Il s'agit là du tracé de la ligne 5 du tramway qui a été piloté sous l'autorité du vice-président Robert SUBRA, président de TAM, avec beaucoup d'équipes de la ville, de TAM, auxquelles il convient de rendre hommage car elles ont fait un travail colossal pour préparer la future ligne 5 du tramway. Les commissaires enquêteurs ont émis quelques réserves mais pas sur la commune de Montpellier. Ils ont fini par donner un avis favorable après avoir entendu l'ensemble des points de vue. Je rappelle que les commissaires enquêteurs sont complètement indépendants. Il s'agit donc de transposer de manière réglementaire le tracé de la ligne 5 du tramway qui, je le rappelle, part du nord de la ville et va notamment traverser la route de Mende. Nous pouvons d'ailleurs annoncer à l'assemblée que le projet Atrium avance bien car Mme FRAYSSE nous a rencontrés récemment pour nous indiquer que ce projet de nouvelle bibliothèque serait bien, à la fois sur la route de Mende et sur la place Paul Valéry, donc visible du tramway. Il va desservir également Clemenceau devant lequel, suite à l'annonce du Président de l'agglomération, il y aura une station de tramway. Il desservira le futur quartier de l'EAI, Bagnères, ce qui permettra de requalifier également cette avenue et de capter le quartier Paul Valéry en desservant ainsi la ZAC d'Ovalie. Il est donc proposé de donner un avis favorable sur la transposition réglementaire au PLU concernant le tracé de la ligne 5 du tramway qui, je crois, est attendue avec impatience par beaucoup d'administrés.

Gérard LANNELONGUE : J'espère, M. DELAFOSSE, que vous ne direz pas que nous sommes en campagne électorale car je vais faire référence à une conversation que j'avais eue avec M. FLEURENCE, bien en amont, à l'époque où l'armée allait quitter les lieux. Effectivement, nous avons évoqué à ce moment-là, devant plusieurs témoins, y compris l'armée et le général qui est peut-être encore présent, ce problème de l'occupation après avoir visité le parc. Cette magnifique opportunité boisée que nous aurions car à l'époque, il n'était pas encore question que vous puissiez l'acquérir. M. FLEURENCE, à ce moment-là – il n'est pas là donc je ne vais pas épiloguer sur le sujet –, avait dit : « *Nous veillerons à ce que ce parc ne soit absolument pas touché* ». Là, nous voyons bien – et tout à l'heure différents interlocuteurs, dont Christian DUMONT, en ont parlé – une modification où nous allons réduire la superficie du parc. Nous, très clairement, nous affirmons que nous souhaitons que les 23 ha soient laissés intacts, donc, que le passage du tramway ne réduise pas les espaces boisés dont nous avons parlé. Très simplement, nous ne nous associerons pas à cette délibération qui permettra le passage du tramway et réduira la surface boisée du parc.

Francis VIGUIE : Même remarque sur les campagnes électorales. Cela vaut pour tout le monde même si certains ont plus de difficultés que d'autres, visiblement. À chaque fois que nous abordons un sujet à propos duquel il y a des discussions et des positionnements différents, ce n'est pas parce qu'il y a bientôt des élections. Cela fait six ans que je suis dans ce conseil municipal. J'ai remarqué qu'à différents moments, nous avons eu des débats où nous n'avions pas les mêmes appréciations et nous n'évoquions pas cela. Je pense que c'est une façon de dénigrer les positionnements des autres qui n'honore pas.

La deuxième chose importante par rapport à cela, c'est évidemment que nous devons juger positivement le fait que les transports publics se développent, même si par ailleurs, il y a des discussions concernant le transport public à Montpellier, sa tarification et ainsi de suite. Il y a donc un point positif qui est : dans une ville qui se développe, comment nous développons des moyens de déplacement pour tout le monde.

Le troisième point fait consensus. Je me souviens en effet du débat lors du dernier conseil municipal qui présentait ceux qui étaient pour le maintien du parc dans son ensemble comme des gens qui voulaient uniquement le réserver aux habitants des alentours. Il est évident là aussi qu'il y doit y avoir, pour tout le monde, une volonté et une compréhension. Si nous voulons en faire un enjeu et un élément extrêmement

positif pour l'ensemble de la population de Montpellier, il est nécessaire d'avoir un arrêt à l'entrée de la rue des Chasseurs permettant à tout le monde d'y accéder, de se déplacer et d'y développer ses activités, quelles qu'elles soient, ou simplement des rencontres de famille. Ce n'est pas nous qui déciderons de la façon dont les habitants de Montpellier utiliseront ce parc.

Donc, ces trois remarques faites, il y a un double débat. Le premier débat porte sur le désaccord sur le parc. Je me souviens très bien avoir entendu ici développer l'idée du Central Park montpelliérain. Restons modestes car entre la surface du Central Park new-yorkais qui est de 341 ha, si je ne me trompe pas, et Montpellier, il y a une différence. Mais quand même. L'idée était d'avoir, à un moment où il y a une occasion unique, de faire de ce parc un lieu central et réel pour l'ensemble de la population. Telle est la première chose.

Maintenant, vous voulez faire passer le tram dans ce parc et l'urbaniser. Je vais rester sur le passage du tram. Il y a quand même des dégâts collatéraux car les arbres seront abattus et ensuite, il y a un autre problème qui touche l'intégrité du parc et cela ne permet pas de desservir les quartiers populaires de cette zone. J'ai entendu que Michaël DELAFOSSE nous racontait que cela desservait Paul Valéry. Mais franchement, il est généreux. Les personnes de Paul Valéry vont beaucoup se déplacer à pied. Ce n'est pas du tout près de chez eux. Donc, nous avons une situation où, pour nous, il y a la question extrêmement importante du maintien de l'entièreté du parc comme lieu unique et extrêmement important qui est d'ailleurs très utilisé. Je ne sais pas si vous y allez de temps en temps mais déjà, ce parc est très fréquenté. Maintenant, quelle est l'utilisation qui en est faite et quels choix nous faisons pour ce parc ? Nous considérons qu'à Montpellier, l'urbanisation est suffisante et que nous pouvons ne pas avoir d'urbanisation dans ce parc. Pour le tram, nous pouvons avoir un passage avec une desserte des quartiers Paul Valéry, du collège Marcel Pagnol, nous pouvons aller à Val de Croze et finir à Ovalie. Nous pouvons continuer après, bien sûr, mais c'est un autre parcours que celui qui est proposé aujourd'hui. Telle est la raison pour laquelle nous avons un problème en tant que tel pour ce choix. En ce qui concerne le logement social, c'est aussi le nombre de logement social que nous voulons construire. Il ne s'agit pas simplement des lieux et ainsi de suite. Il y a aussi la volonté du combien. En tout cas, pour nous, il y a un problème majeur sur cet aspect de la ligne 5 du tram qui est, évidemment, un point de désaccord majeur sur le parc et la desserte des quartiers populaires dans cette partie de Montpellier.

Hélène MANDROUX : En ce qui concerne votre comparaison avec le Central Park de New York, si nous faisons le même calcul par rapport à la population, cela correspondrait pour nous à 10 ha. Je reprends ce qu'a dit tout à l'heure Michaël DELAFOSSE. Ces 35 ha étaient renfermés sur eux-mêmes. Aucun Montpelliérain n'avait accès à cet espace. Aujourd'hui, il est ouvert. Nous l'avons ouvert immédiatement, vous avez raison, ce sont les Montpelliérains qui payent tout : les écoles, les rues, les trottoirs. Nous payons avec nos impôts, c'est vrai. Nous en sommes responsables. Nous avons donc ouvert ce parc aux Montpelliérains. Ne faites pas le Monsieur PLUS, jamais content. Vous voyez toujours votre verre à moitié vide, vous ne le voyez jamais à moitié plein. Arrêtez, car vous instillez un pessimisme ambiant et aujourd'hui, nous n'avons vraiment pas besoin de cela. Nous étions partis sur 15 ha minimum, nous en avons 16 ha. Nous l'avons ouvert à des étudiants car nous avons passé un partenariat avec le CROUS. Je peux vous dire que les étudiants qui logent à l'EAI sont très contents. Nous avons ouvert l'école de journalisme qui était à Grammont et qui maintenant est installée sur le parc de l'EAI. Voilà aujourd'hui ce qui se passe là-bas alors qu'avant c'était un espace clos. Je crois quand même que de temps en temps, il est nécessaire de reconnaître ce qui est fait. Tout à l'heure, Michaël avait raison, si la Ville n'avait pas acheté, je peux vous assurer que vous n'auriez même pas 1 ha de parc. Tout à l'heure, Christophe nous disait qu'il avait fait le tour du parc, je ne sais pas s'il a fait le parcours du combattant sur cet espace, mais aujourd'hui, le projet que nous présentons est un réaménagement complet. Il y aura réellement un parc. Ce ne sera pas un parcours du combattant. Nous replanterons environ 2 400 arbres. De temps en temps, il faut remettre les choses à leur place.

Jean-Louis ROUMEGAS : Revenons à notre affaire car il s'agit de la ligne 5 de tramway. Le parc Montcalm est une victime, pas seulement du tramway mais également victime de vos projets. Je vous le dis tout net Madame le Maire. Malgré vos coups de gueule, vous ne nous ferez pas avaler la pilule des 4 ou 5 ha boisés qui sont détruits de façon inutile alors que nous sommes déjà en train d'urbaniser des dizaines et des dizaines d'hectares dans Montpellier et autour de Montpellier. Ce n'est pas nécessaire et nous en reparlerons en temps voulu.

Pour l'instant, je reste sur la question de la ligne 5. Le problème de cette ligne 5 illustre encore l'absence de

discussion et de concertation entre la Ville et l'Agglomération. C'est un secret de Polichinelle mais là, nous avons une application concrète et néfaste pour les Montpelliérains de ce manque de concertation. Cette ligne est faite à l'économie, je suis désolé, au détriment d'une bonne desserte et d'un véritable projet d'urbanisme. Nous l'avons dit, sur Montcalm c'est non seulement la destruction du parc mais c'est aussi les quartiers qui du coup, ne sont pas desservis. Il y avait un autre tracé qui était proposé, il s'agit du tracé C qui desservait la route de Lavérune, les collines d'Estanove déjà construites, le quartier Paul Valéry mais pas au milieu de la voie rapide, dans le quartier Paul Valéry, le collège Marcel Pagnol devant lequel nous pouvions passer par la rue du Pas du Loup. Cela continuait en traversant la rue du Pas du Loup de l'autre côté, jusqu'au Val de Croze et à Bagatelle en desservant aussi Ovalie. C'est-à-dire que pour économiser et justifier l'urbanisation que vous voulez faire dans une partie de ce parc – nous sommes modérés dans nos propos – en même temps, nous délaissions des quartiers qui sont des quartiers socialement difficiles et qui ont besoin de la desserte en transport en commun, qui ont besoin de ce tramway car il y a des besoins de transport avec des personnes en difficulté et parce qu'il convient de réhabiliter l'espace public dans ces quartiers. C'est une occasion ratée. La seule justification de la traversée de Montcalm plutôt que de la traversée des quartiers est dans le fait de réaliser des économies.

Mais nous avons la même chose de l'autre côté, entre la place Albert 1^{er} et Saint-Éloi. Un tracé était prévu, il desservait les campus, SupAgro, la Voie Domitienne, la faculté de pharmacie, le centre de formation du personnel hospitalier, le centre régional de la médecine du sport, tout ce qui était prévu, je vous le rappelle, dans le plan Campus que vous avez tous défendu. Le plan Campus était aussi un projet de desserte en tramway des zones universitaires. Tout le monde affirmait que c'était essentiel. Aujourd'hui, pour faire des économies, c'est le seul argument de l'Agglomération, nous choisissons un tronçon commun entre Albert 1^{er} et Saint-Éloi qui n'apporte rien de plus car il y a déjà la ligne 1. La seule raison est l'économie. Je ne comprends pas qu'aussi bien pour les quartiers qui ont été oubliés pour passer dans Montcalm que pour les zones universitaires également oubliées aujourd'hui pour utiliser le tronc commun entre Albert 1^{er} et Saint-Éloi, vous ne jouiez pas votre rôle de défense de la Ville de Montpellier et que vous laissiez faire l'Agglomération pour un projet au rabais. Nous avons participé à l'enquête publique en tenant les mêmes propos. Nous ne déclarons pas autre chose ce soir. Nous ne pouvons pas approuver cette délibération.

Michel PASSET : En ce qui concerne le tracé de cette ligne 5, j'ai été mandaté pour vous apporter l'avis du Conseil montpelliérain de la jeunesse car il a travaillé dessus. Il pense que, même si tout n'est pas parfait, cette ligne 5 avec l'accès direct à tout l'espace et toute la cité de la jeunesse sera déterminante pour les étudiants mais aussi pour d'autres jeunes de Montpellier. Nous avons étudié quelques déplacements des jeunes et des poches de jeunes. Il nous semble que nous arriverons à faire en sorte que l'accès ne se fasse plus en scooter, mais peut-être à vélo. Certes, il y a encore des choses à faire concernant les pistes cyclables ainsi que pour l'accès piéton et surtout le tramway. La dernière chose que j'aimerais signaler, c'est que cela me gêne, lorsqu'il y a un beau parc, de laisser ma voiture et de faire 1 km à pied. Je préfère y aller en tramway. Merci.

Robert SUBRA : Madame le Maire, chers collègues, ce qu'il y a de bien c'est qu'ici, nous ne vieillissons pas. Il y a un mois, nous avons entendu les mêmes inepties. Il est vrai qu'il est difficile de se positionner là-dessus car j'entends dire que l'Agglomération et la Ville ne s'entendent pas sur une ligne de tramway qui restera 50 ans. Elle joue donc sur l'avenir de la ville. À ma connaissance, je suis élu de Montpellier et j'ai travaillé sur cette ligne avec Serge FLEURENCE et avec vous Madame le Maire, peut-être plus qu'avec d'autres. C'est véritablement une synthèse tout à fait cohérente avec le Plan de Déplacement Urbain. Entendre dire que l'Agglomération fait ce qu'elle veut dans Montpellier, c'est à devenir fou. C'est complètement faux, je l'affirme. Tel est le premier point.

J'entends dire aussi qu'il s'agit d'une ligne à l'économie. Quand nous construisons une ligne de tramway, pensons-nous déjà à son coût ? Nous essayons de voir les quartiers qu'il convient de desservir, les creux qu'il y a à remplir en apportant un transport de qualité. C'est la première des choses et cela ne se fait pas comme ça. Je n'ai ni la compétence ni l'expérience de Jean-Louis ROUMEGAS pour construire des lignes de tramway. Toutes les propositions qu'il a faites, bien évidemment, ont été examinées par les commissaires enquêteurs qui ne sont pas forcément des gens que nous avons choisis. Ils ont été désignés par le Préfet après avoir été choisis par le Tribunal administratif, en toute indépendance et en toute autonomie. Je n'ai aucune influence sur eux. Ces messieurs nous ont demandé, effectivement, de regarder ce que toutes les personnes sont venues voir. Nous avons répondu à peu près à tout. Nous avons répondu en termes de coût, à équivalence, en termes de desserte du nombre de logements, en termes de desserte du nombre d'emplois, en termes de desserte des points essentiels. Si

la station est au milieu de l'avenue de Bagnères, c'est pour desservir le mieux possible le collège Marcel Pagnol en toute sécurité et pour éviter que les gens traversent. Cela n'a pas été conçu par nous. Cela a été travaillé avec la Ville. Il y a bien des points comme cela. Si nous ne sommes pas passés sur la place de Chine c'est parce qu'effectivement, c'était impossible. Les gens ne l'ont pas souhaité car nous aurions dû passer sous des immeubles et cela devenait impossible. Les commissaires enquêteurs nous ont demandé de le regarder. Donc, ils sont desservis par deux stations, la station Marcel Pagnol et celle qui se trouve à côté de Paul Fajon. Ce n'est pas quelque chose qui est fait au doigt mouillé. Tout a été étudié, y compris l'avenue de Toulouse. Ce n'est pas nouveau. Le même procès nous a été fait pour la ligne 2 et le Préfet nous a donné la déclaration d'utilité publique.

Là, je ne sais pas s'il nous la donnera mais ce que je regarde, après tout le travail qui a été fait en parfait accord entre la Ville et l'Agglomération, c'est que cela se termine par la commission d'enquête qui donne un avis favorable. Elle ne formule que trois recommandations. Ce ne sont pas des réserves, ce ne sont pas des remarques, ce sont des recommandations sur le déroulement de la réalisation de la ligne. Nous en tiendrons compte d'autant plus que la première est évidente. Nous allons bien commencer par le bouclage de la ligne 4 car elle permettra de mieux réguler la ligne 1. Nous le savons. Nous n'avons pas la compétence de certains, mais nous savons un certain nombre de choses. Là-dessus, lorsque nous avons regardé l'ensemble, la synthèse entre les quatre lignes existantes, le nombre de correspondances qu'il y aura, nous pouvons dire qu'effectivement nous desservons pratiquement 80 % de la population de Montpellier et 70 % des emplois. C'est considérable. Que je sache, lorsque nous nous promenons à Londres ou à Paris, il y a des métros mais il y a aussi des bus. Là, nous avons pris des engagements, en liaison avec Serge FLEURENCE et avec vous Madame le Maire, pour créer des voies protégées réservées aux bus afin de permettre aux étudiants de l'école d'agriculture par exemple, de se rendre à la gare. Nous allons donc améliorer l'A10 avec des voies réservées aux bus afin d'aller plus vite, des bus permettant d'aller sur les lignes 3, 2 ou 1. Tout cet ensemble est complètement cohérent avec le PDU. Nous l'avons regardé, cela n'est pas fait à l'économie. C'est un terme que je récus. Faire à l'économie une chose qui durera 40 ans à propos de laquelle les gens se demanderont chaque jour : « *Quel est l'idiot qui a conçu cet ouvrage ?* » est une interrogation insupportable.

Donc, ce n'est pas fait à l'économie mais en étudiant véritablement les différents emplacements, les différents besoins, les complémentarités possibles entre les uns et les autres et c'est cela que nous avons défendu auprès des commissaires enquêteurs. Je vous assure, que ce soit Serge FLEURENCE ou moi-même, qu'ils nous ont posé des questions, ce qui explique qu'effectivement, il y a eu des modifications importantes, notamment pour un centre commercial avenue de Bagnères, rue de Bugarel où il ne faut pas toucher aux places de parking. C'est curieux, ils ont entendu tout le monde parler du parc Montcalm et ils ont trouvé notre projet impeccable. Il ne coupe pas le parc Montcalm, il permet de le desservir. Nous l'avons vu avec vous, Madame le Maire. C'est comme cela tout le long. Au niveau des facultés, nous avons regardé avec Montpellier 1, Montpellier 2, l'Atrium, aidés par Michaël, où nous pouvions passer pour desservir le centre de recherche du CNRS un peu plus haut. Nous avons également travaillé avec la Région pour desservir Agropolis, etc. Tout cela a donc été regardé. Je n'ai pas dit que c'était exceptionnel. Je signale simplement que nous avons regardé les besoins des Montpelliérains, les possibilités de leur offrir un moyen de transport de qualité et à un coût raisonnable. Du reste, si ce dernier ne l'était pas, il n'y aurait pas 300 000 personnes qui l'emprunteraient chaque jour. S'il n'y avait pas de tramway, j'ignore ce que cela donnerait. Alors effectivement, si nous avions fait un autre schéma, il aurait peut-être 400 000 personnes. Mais nous ne refaisons pas l'histoire.

Un réel travail a été effectué, notamment avec la Ville de Montpellier dont je suis l'un des élus depuis 2001. Je ne suis pas élu de Ganges ni de Béziers, donc j'assume complètement mes responsabilités devant les citoyens que je rencontre tous les jours et que j'ai rencontrés lors des réunions de concertation avec Serge FLEURENCE. Du reste, il y en a qui font des observations et qui ne sont jamais venus. Ce n'est pas grave, c'est un acte citoyen. Nous l'avons fait en toute modestie, nous avons pris note des observations et je pense que nous avons fait un projet qui se tient et qui apportera un plus à Montpellier. Il nous est d'ailleurs envié, je crois, par beaucoup de villes.

Michaël DELAFOSSE : Robert SUBRA a dit beaucoup de choses. J'aimerais rappeler qu'un tracé de tramway est un compromis pour desservir des personnes qui vont de leur logement à leur travail ou leur lieu d'études. Cette ligne 5 de tramway a aussi vocation à desservir les grands espaces publics verts de Montpellier : le zoo du Lunaret, le bois de Montmaur, le Jardin des Plantes, la station positionnée devant le parc Clemenceau et deux

stations de tramway qui desserviront le parc Montcalm, une à l'entrée et une autre à proximité du Conservatoire, deux stations très étendues qui révèlent l'ampleur du parc. Nous voulons en effet que ce parc soit accessible à tous, comme nous souhaiterions que la mer, le littoral le soit. Il ne s'agit pas de reproduire l'erreur de ce rond-point où finit la ligne 3. Nous souhaitons que ce parc soit accessible à tous. C'est qui tous ? Ce sont les ados qui n'ont pas leur permis et qui, dans le futur parc, vont pouvoir mener leurs activités sportives. Michel, merci d'avoir rapporté l'avis des jeunes citoyens dynamiques de la ville de Montpellier, du CMJ. C'est aussi penser une ville du vieillissement où il y aura de plus en plus de gens de 90 ans qui n'utiliseront pas la voiture.

Nous avons de l'ambition pour ce parc. Nous ne voulons pas le classer N tout de suite, M. DUMONT, car nous voulons le transformer, l'améliorer. Nous voulons maîtriser le Lantissargues, cette grande dalle d'1 hectare qui empêche l'eau d'être contenue et qui réchauffe en ce moment. En ce moment, à cet endroit, nous ne nous posons pas au milieu pour pique-niquer. Nous la ferons disparaître et y planterons des arbres. Nous voulons mettre un peu de poésie en transformant le cours d'eau du Lantissargues pour maîtriser les inondations et y mettre ces trois moulins qu'il sera possible de visiter après les périodes de pluie et qui participeront de l'animation de ce parc. Ensuite, cela permet de desservir Bugarel, le stade d'Ovalie, si apprécié de 13 000 personnes qui se rendent au stade et qui pourront y aller en tramway sans avoir les nuisances de l'automobile, et puis Pagnol, le quartier de Paul Valéry. C'est donc cette ligne 5 qui se dessine, celle qui permet d'amener les personnes de leur domicile à leur travail ou à leur lieu d'études mais aussi de structurer des grands poumons verts existants et à venir de Montpellier.

Je termine sur un point : Robert SUBRA a raison de rappeler que le tramway fonctionne à Montpellier : 200 000 voyageurs. Il aide à la transformation de la ville, à la transformation des espaces publics. Regardez ce qu'est devenue la rue de la Saunerie grâce au passage de la ligne 3 du tramway, la transformation de l'ambiance du quartier Gambetta même si, Madame le Maire, vous avez dû positionner la police municipale pour tenter de faire respecter les règles à ceux qui se croyaient un peu au-dessus. Cette transformation du PLU est aussi cette promesse. Au-delà de la desserte, il s'agit de l'amélioration de la qualité des espaces publics et la promesse de la ligne 5 du tramway, c'est Bagnères reconfigurée ou c'est route de Mende, qui fait frontière entre deux universités, transformée pour nous faire un vrai campus. Voilà les illustrations. Les commissaires enquêteurs ont écouté tous les points de vue et de manière indépendante, ils ont rendu un avis et nous transcrivons leur avis dans le règlement.

Pour : 38

Contre : 11

Abstentions : /

Adopté à la majorité suffrages exprimés

5- Communication au Conseil Municipal de Montpellier du rapport retraçant l'activité de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour l'exercice 2012 sur la base de son compte administratif

Max LEVITA :

Conformément à l'article L 5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire de Montpellier et les délégués de la Commune présentent au Conseil Municipal le rapport retraçant l'activité de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, sur la base des comptes administratifs 2012. Les principaux éléments à retenir sont les suivants :

I) - Les grands équilibres financiers

- **Décomposition des dépenses d'équipement du budget consolidé :**

- Budget Principal : 185,18 M€ / Services Funéraires : 0,17 M€ / Assainissement : 11 M€ / Eau potable : 1,63 M€
- **Les 3 principaux postes de dépenses (investissement + fonctionnement) :**
- Transports urbains et voirie : 227 M€ / Culture, sports et solidarité : 111 M€ / Environnement : 76 M€
- **Les 3 principaux postes de recettes :**
- Dotation Globale de Fonctionnement: 87,6 M€ / Versement Transport : 76,9 M€ / Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères : 60,6 M€
- **Equilibre budgétaire :**

Le budget 2012 a été réalisé à hauteur de 90 %.

L'agglomération de Montpellier possède un taux d'épargne brute stable de 21 % des recettes de fonctionnement.

II) - Les réalisations 2012

1) Transports en commun et voirie :

- Montant : 56,7 M€ en fonctionnement + 105,1 M€ en investissement = 161,8 M€

L'année 2012 a été marquée par l'achèvement des travaux de construction des lignes 3 et 4 pour un montant de 89,7 M€

L'année 2012 a vu se poursuivre les études et l'acquisition foncière pour le projet de la ligne 5 pour un montant de 4,1 M€

En 2012, les interventions d'intérêt communautaire et du jalonnement directionnel s'élèvent à 5,15 M€

2) Aménagement de l'espace et développement économique

- Montant : 60,9 M€ en fonctionnement + 14,8 M€ en investissement = 75,7 M€

- L'action foncière (16,8 M€) :

En 2012, Montpellier Agglomération a poursuivi sa politique de réserves foncières en acquérant 60 hectares de terrain. Le total de ces réserves s'élève à 1 200 hectares.

- Les opérations à vocations économique

- ✓ Parc d'activités artisanales Descartes-Lavérune : versement d'une participation d'équilibre de 1,28 M€
- ✓ Montpellier International Business Incubator (MIBI) : versement du solde de l'opération de 7,3 M€
- ✓ Parc d'activité Garosud : lancement des travaux de viabilisation de l'extension

3) Assainissement et lutte contre les inondations et eau potable :

- Montant : 12 M€ en fonctionnement + 30,5 M€ en investissement = 42,5 M€

14,7 M€ d'investissement ont été réalisés en 2012 dans le cadre des travaux relatifs au Schéma Directeur d'Assainissement, de la lutte contre les inondations de la Vallée du Lez et de la réalisation d'opérations structurantes en matière d'assainissement et de distribution d'eau potable.

En 2012, 1,43 M€ ont été consacrés à l'amélioration de la gestion de l'eau potable à travers des travaux d'extension et de renforcement du réseau.

4) Gestion des déchets :

➤ Montant : 67,5 M€ en fonctionnement + 4,3 M€ en investissement = 71,8 M€

En 2012, l'Agglomération de Montpellier a poursuivi son action dans le développement des collectes sélectives et la prévention des déchets pour réduire les impacts sur l'environnement et faciliter la gestion ultérieure des déchets.

C'est dans ce cadre qu'un diagnostic complet des déchèteries a été réalisé en 2012 pour définir un programme pluriannuel de modernisation du parc.

L'année 2012 a été également marquée par la reprise du fonctionnement normal de l'unité de méthanisation Amétyst après la fin des travaux de reconstruction du hall de déshydratation sinistré par un incendie en septembre 2010.

5) Culture :

➤ Montant : 51,2 M€ en fonctionnement + 20,5 M€ en investissement = 71,7 M€

En 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a poursuivi les chantiers de grands équipements culturels :

- l'Opéra Comédie : achèvement de l'opération de rénovation et sécurisation de l'espace scénique (9,7 M€) ;
- l'Aquarium Mare Nostrum : achèvement de l'extension de 0,8 M€ ;
- Musée de l'histoire de France en Algérie : poursuite des travaux jusqu'en juin 2012 (1,2 M€) reprise des travaux à l'automne 2013.

6) Sport :

➤ Montant : 28,9 M€ en fonctionnement + 11,3 M€ en investissement = 40,2 M€

- Le stade de la Mosson : poursuite de la rénovation de certains équipements pour un montant de 3,6 M€
- Entretien et Réhabilitation des piscines pour 1,3 M€
- Stade Yves du Manoir : travaux de réfection pelouse, du contrôle d'accès et la réfection de l'éclairage du parvis pour 1,2 M€
- Poursuite de la construction d'une salle de réception au Palais des sports de René Bournol pour un montant de 0,9 M€

7) Services funéraires :

➤ Montant : 3,6 M€ en fonctionnement + 1,2 M€ en investissement = 4,8 M€

L'année 2012 a été marquée par le renouvellement de la certification « NF Services Funéraires ».

Pour l'exercice 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a explicité – au travers du rapport du compte administratif – le bilan financier de l'ensemble des actions et investissements réalisés sur le territoire de la communauté dans le champ de ses compétences.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte de ce rapport.

Mustapha MAJDOUL : Dans une agglomération où le chômage atteint 15,3 %, nous remarquons que la part réservée au développement économique n'est que de 60 M€, soit moins que la moitié du budget réservé à la culture et aux sports, ce qui est anormalement bas en comparaison avec le budget similaire dans les agglomérations soucieuses du soutien qu'elles peuvent apporter au développement économique de leur territoire et à l'emploi. Cette part est d'autant plus faible si on la compare avec la contribution des entreprises dans le budget de l'agglomération qui avoisine les 200 M€, rien qu'entre le versement transport de 77 M€ et la CFE d'un peu plus de 120 M€ après révision.

Christian DUMONT : M. Max LEVITA a raison de dire que ce document est succinct. Sur les bancs de l'opposition, nous aurions souhaité avoir quelques éléments concernant certains postes. Si dans ce document nous avons connaissance de certaines recettes et de certaines dépenses, il n'y a rien sur le taux d'endettement et l'emprunt. Pour nous, pour les Montpelliérains ainsi que pour les entreprises montpelliéraines, le fait marquant de l'activité de l'agglomération pour l'année 2012 est la bourde inimaginable sous l'époque FRECHE faite par le président MOURE et ses techniciens sur la CFE, ainsi que les dépenses exorbitantes de Montpellier Unlimited. Voilà ce que nous retiendrons pour l'année 2012 du rapport d'activité concernant la communauté d'agglomération de Montpellier.

Francis VIGUIE : Je ferai une première remarque car nous sommes intervenus à différentes reprises pour que les débats importants du Conseil d'agglomération soient au moins restitués au Conseil municipal de Montpellier. Je remarque ce n'est pas le cas. J'ai même demandé en début de séance à connaître le vote des groupes sur la question du vote qu'il y aura à l'Agglo. Il n'y a pas de groupe. Les personnes de l'Agglomération sont apolitiques. C'est une nouveauté. Donc, les membres apolitiques de l'Agglomération ne font que de la gestion comme le fait M. TONDUT ou d'autres et ne sont pas membres de partis politiques avec des responsabilités importantes. Nous souhaiterions néanmoins avoir parfois les éléments qui déterminent leur vote et, en tout cas, les débats importants. Pour nous, il y a plusieurs choses que nous considérons comme regrettables. C'est toute la logique des délégations de service public. Je serai succinct car il reste énormément de points à l'ordre du jour. Nous avons vu que même les services funéraires passaient en délégation de service public. Je passe sur l'eau et les transports. En ce qui concerne ces derniers, je vous invite à regarder la notion de gratuité sociale d'une ville comme Rennes, qui est dirigée par des personnes que vous connaissez bien. Ce serait, de notre point de vue, un grand pas en avant pour la ville de Montpellier.

En outre, il y a les questions que nous avons évoquées tout à l'heure sur le logement social. Pour nous, cette année aura été l'affaire d'Unlimited et nous considérons que c'est un gâchis d'argent public.

Je termine par une dernière chose : nous sommes surpris par l'importance des subventions attribuées aux clubs sportifs professionnels. Nous pouvons considérer qu'il y a un dépassement du seuil légal si nous tenons compte de l'ensemble. Mais, pour nous, il y a une priorité au niveau des sports amateurs, des sports dans les quartiers. Nous estimons que ce sont des millions d'euros extrêmement importants qui sont donnés aux trois principaux : le hand, le foot, le rugby. Ce sont des sommes assez considérables : 5 M€ pour le foot, 2 M€ pour le hand. Ce

sont des clubs professionnels et j'ai cru remarquer que leurs présidents ne sont pas parmi les moins riches car dans la liste qui a été donnée concernant les personnes les plus riches, figure M. ALTRAD. Il a en effet une fortune personnelle évaluée à 600 M€ M. NICOLLIN, lui, a 85 M€ Il y a donc des choses dont nous pouvons discuter concernant les subventions aux clubs professionnels qui, en tout cas, dépassent, selon nous, les choses que nous devons faire. La priorité doit être les clubs amateurs, les clubs de quartier qui très souvent, se débrouillent à partir du bénévolat. C'est tout à fait respectable mais les moyens que nous donnons pour l'animation de la ville sont tout aussi déterminants.

Jacques MARTIN : Madame le Maire, mes chers collègues, je suis littéralement stupéfait par ce que j'entends. Une telle méconnaissance de la situation me paraît quelque chose de terrifiant et d'aberrant. Notre confrère VIGUIE devrait savoir que tant qu'il n'y a pas de réforme des collectivités territoriales, nous sommes dans la situation qui est celle-ci. Il appartient aux élus de la Nation de faire en sorte qu'une réforme intervienne afin que les collectivités territoriales aient chacune leurs compétences bien définies. Sur ce que je viens d'entendre en particulier, je trouve désolant les attaques ad hominem contre Messieurs ALTRAD et NICOLLIN. L'un et l'autre sont des chefs d'entreprise et je trouve scandaleux que nous puissions livrer leur nom en pâture dans un conseil municipal.

Par ailleurs, il est particulièrement désagréable d'entendre dire que l'Agglomération ne soutient que les clubs de haut niveau. L'agglomération soutient 23 clubs et je vous invite à rencontrer par exemple quelqu'un qui travaille dans les quartiers avec la gymnastique rythmique et sportive, Mme PEREMARTI. Elle fait un travail considérable auprès des jeunes femmes dans le quartier de la Paillade et est soutenue par l'Agglomération. Mais cela, vous l'ignorez, vous ne voyez que la face apparente de l'iceberg. Vous centrez vos accusations absolument infondées sur le rugby, le handball et le football, étant précisé que nous sommes bien évidemment dans la légalité. Il y a aussi le club des échecs, le club de boules, le club de futsal du Petit Bard qui est aujourd'hui l'un des sports favoris des quartiers. Le futsal est un sport qui a pris une importance considérable. Il y a l'action conduite dans les piscines, en particulier dans le quartier Paul Valéry dont nous parlions précédemment, avec des stages qui sont proposés. C'est aussi le sport.

Par ailleurs, le sport et la culture sont de nature à créer des emplois. M. VIGUIE semble ignorer que lorsque nous passons des conventions avec des clubs prétendus de haut niveau, mais tous ne le sont pas, nous imposons des clauses sociales dans les conventions que nous passons avec eux, c'est-à-dire l'obligation de s'occuper des jeunes, d'aller les rencontrer dans les quartiers défavorisés. Tout cela, M. VIGUIE, feint de l'ignorer car il est emporté dans son intégrisme intellectuel et politique qui lui interdit de voir la vérité. Voilà la réalité, elle est tout autre que celle que vous avez définie. Je suis désolé d'une telle méconnaissance de la situation.

[Le Conseil Municipal prend acte.](#)

6- Convention conclue entre l'Etat et la Ville de Montpellier relative au fonctionnement de l'aire d'accueil des gens du voyage de Bionne Autorisation de signer l'avenant n° 12.

Max LEVITA :

La Ville de Montpellier dispose depuis 1995 d'une aire aménagée d'une capacité de 40 emplacements-caravanes, aire qui entre dans le cadre de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 qui fait obligation aux communes de plus de 5 000 habitants de disposer d'un terrain pour l'accueil des gens du voyage, selon le schéma départemental d'accueil de l'Hérault.

Cette aire située 514, avenue Léon Jouhaux, est destinée au stationnement des gens du voyage titulaires d'un titre de circulation, vivant en caravane et transitant sur le territoire de la commune. Cet équipement a été exploité depuis le 1^{er} janvier 2004 dans le cadre d'une Délégation de Service Public, renouvelée le

1^{er} janvier 2007 et le 1^{er} avril 2010, et ce, jusqu'au 31 décembre 2011. Depuis le 1^{er} janvier 2012, la gestion de l'aire est assurée en régie directe par la collectivité (DEP).

Le 14 janvier 2002, la Ville a signé avec le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, une convention relative aux conditions d'attribution de l'aide à la gestion des aires d'accueil. Cette convention prévoit que la Ville bénéficie pour les 40 places de caravanes d'une aide financière mensuelle. Le montant mensuel forfaitaire revalorisé par arrêté du 28 mai 2004 est maintenu à 132,45 € par place. Cette disposition s'applique aux aides dues à compter du 1^{er} janvier 2013. L'aide sera versée par la CAF de Montpellier. Pour bénéficier de cette aide, la Ville s'engage à fournir chaque année au Préfet et à la CAF les documents transmis par la CAF justifiant de l'activité de l'aire d'accueil.

Il nous est proposé par le Préfet de l'Hérault un avenant n° 12 à la convention initiale de 2002.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser Mme le Maire, ou M. l'Adjoint délégué, à signer l'avenant n° 12 à la convention relative au fonctionnement de l'aire d'accueil des gens du voyage ;
- d'autoriser Madame le Maire ou M. l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Christian DUMONT : Nous voyons bien que ces aires qui sont aménagées et prévues par les textes de loi sont insuffisantes et l'actualité récente l'a encore montré. Nous qui sommes des élus, nous voulons quand même indiquer que nous sommes dans un pays de droit et que la force doit rester à la loi. Il faut, de manière ferme, sans stigmatiser les uns et les autres, s'indigner et s'opposer à ces voies de fait caractérisées. Je note que dans l'envahissement des terrains de Grammont qui appartiennent désormais au club de football de Montpellier la Paillade, peu d'élus se sont exprimés à ce sujet. J'ai vu dans la presse d'aujourd'hui que le maire de La Grande Motte était également exposé à ce problème. Il y a un véritable problème. En tout état de cause, il faut que la loi soit respectée et elle doit l'être par tous. Il n'y a pas, à ce niveau, à faire d'exception. Je vous demande donc, si jamais nous devons être confrontés à de telles situations, de faire preuve de fermeté afin que la loi soit respectée dans notre pays. Il ne s'agit pas d'une question d'humanisme.

Jacques MARTIN : Je suis surpris d'entendre de telles inepties. Il est étonnant que l'avocat qu'est Maître DUMONT ne sache pas que les terrains sont la propriété de Montpellier Hérault Sport Club Football. Le Montpellier Hérault Sport Club Football est intervenu par voie de justice, par l'intermédiaire de son conseil qui s'est exprimé. Quel rôle pouvaient jouer les politiques ? S'il fallait suivre l'exemple donné par le maire de Cholet qui a exprimé son opinion de la façon suivante : comme quoi Hitler n'en a peut-être pas tué assez. C'est le genre de réflexion que vous n'entendrez jamais de notre part. Nous la laissons à ceux qui ont la responsabilité de l'exprimer. Le nécessaire a été fait par l'avocat et les dirigeants de Montpellier Hérault Sport Club Football et il ne nous appartenait pas de nous mêler d'un problème confié à l'autorité judiciaire que nous respectons.

Pour : 48

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

7- Association les Jeunes Européens-France

Attributions de subventions 2013

Service Jeunesse

Michel PASSET :

L'association Les Jeunes Européens-France rassemble dans toute la France des jeunes de moins de 35 ans désireux d'agir en faveur de la construction européenne. Elle organise chaque année, dans des villes différentes, une université d'été en septembre.

Cette université est un élément fondamental de l'association qui permet de réunir 120 jeunes durant 4 jours afin de lancer leur nouveau cycle d'activités qui correspond au cycle universitaire et d'enclencher leur campagne de formation auprès de leur adhérents.

Cette année, elle se tiendra du 5 au 8 septembre successivement à Toulouse et Montpellier avec comme thématique, la sensibilisation des citoyens sur l'incitation à aller voter aux prochaines échéances électorales européennes. Des membres de la section espagnole seront également présents.

Sur Montpellier les 7 et 8 septembre, l'association projette une animation en centre-ville et pour les administrateurs le 8, la tenue de leur Conseil d'Administration à la Maison de l'Europe.

Afin de permettre à l'association de mener à bien cette action, il est proposé d'aider l'association Les Jeunes Européens-France en lui attribuant une subvention de 1 200 €

Code	Associations	FM	Montant
	Association Les Jeunes Européens-France	M	1 200 €
<u>TOTAL GENERAL :</u>			<u>1 200 €</u>

LES CREDITS SERONT A PRELEVER SUR LA LIGNE 1937 NATURE 6574, CHAPITRE 924

« En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la lettre d'engagement ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de **1 200 euros** ;
- d'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire. »

Pour : 48

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

8- Conseil Montpelliérain de la Jeunesse **50^{ème} anniversaire jumelage Montpellier/Barcelone** **Réalisation d'un reportage par des étudiants de l'Ecole de Journalisme de Montpellier**

Michel PASSET :

A l'occasion du 50^{ème} anniversaire du jumelage entre Montpellier et Barcelone, le Conseil Montpelliérain de la Jeunesse (CMJ) a souhaité donner la parole aux jeunes Montpelliérains qui ont choisi, dans le cadre d'un programme universitaire ou pour des raisons personnelles, de séjourner à Barcelone quelques jours, quelques mois, une année ou plus.

Afin de recueillir leurs témoignages de ce choix, un appel à candidature a été lancé en mai auprès des étudiants de l'Ecole Supérieure de Journalisme de Montpellier (ESJ PRO), en vue de sélectionner une équipe pour réaliser un documentaire de portraits de jeunes Montpelliérains vivant à Barcelone.

Pendant deux jours en août, ces futurs journalistes sélectionnés par le CMJ vont ainsi parcourir la ville de Barcelone à la recherche d'images, de témoignages, et créer un reportage de 4 minutes que la Ville pourra exploiter sur ses supports de communication.

Le projet lauréat porté par Yoan Auffret et Benoît Lordelot s'intitule « *Faites-nous vivre Barcelone* ».

Afin de permettre la réalisation de ce projet, il est proposé une aide financière de 250 € par jeune qui sera prélevée sur le budget 2013 de la Ville (nature 6714, fonction 924222).

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accepter le projet lauréat de cette action du CMJ ;
- d'attribuer à chacun des lauréats une aide financière de 250 €, soit un total de 500 € sur le budget 2013 de la Ville (nature 6714, fonction 924222) ;
- d'autoriser Mme le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 46

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

9- Bourse Animation Jeunes **Attributions de subventions 2013**

Michel PASSET :

Dans le cadre du développement des actions de citoyenneté, de proximité et de solidarité, la Ville de Montpellier, par l'intermédiaire de son Service Jeunesse, et en partenariat avec le tissu associatif, met en place des actions de sensibilisation pour permettre aux jeunes d'être les acteurs de leur Ville.

La **Bourse Animation Jeunes** constitue une aide financière dont l'objectif est de soutenir les projets associatifs en direction des jeunes montpelliérains. Ces projets d'actions en faveur des 12/29 ans peuvent être proposés par les opérateurs tout au long de l'année.

Les projets doivent valoriser la place des jeunes dans la cité, dans la vie sociale.
Les actions menées doivent répondre à une exigence éducative.

Comme les années précédentes, les porteurs de projets associatifs ont élaboré des programmes correspondant à ces objectifs afin d'obtenir une aide financière de la Ville de Montpellier.

Pour assurer le suivi de chaque projet, un bilan est demandé à chaque association à l'issue de leur réalisation. Différentes associations montpelliéraines ont présenté des projets, dont le dossier est établi dans le respect des articles du règlement joint à la délibération du Conseil Municipal du 28 mars 2011.

Afin de permettre la réalisation des projets des associations retenues, il est proposé de prélever sur les crédits prévus au budget 2013 du Service Jeunesse la somme **5 700 euros** et de la répartir de la manière suivante:

Association OLAKETAL UKULELE SB2N

Association montpelliéraine créée en 2008.

Titre du projet: L'éphémère c'est pour demain !

Quartier: Croix d'Argent

Objectif:

L'association développe les activités artistiques pluridisciplinaires. Elle propose la réalisation d'une fresque murale éphémère sur le site de la future Cité de la Jeunesse.

Un tableau sera offert à la ville.

Montant proposé: 1 700 €

Association OAQADI

Association montpelliéraine créée le 13 septembre 2006.

Titre du projet: Correspondances radiophoniques Montpellier-Fès

Quartier: Petit Bard

Objectif :

L'association mène des actions en faveur des publics en difficultés. Elle réalise un projet pédagogique de correspondance radio entre une classe du collège Las Cazes à Montpellier et leurs homologues à Fès.

Montant proposé: 500 €

Association JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE DE MONTPELLIER ET JEUNE CHAMBRE INTERNATIONALE DE MONTPELLIER

Association créée 19 décembre 2012

Titre du projet: Osez citoyens!

Quartiers: Tous

Objectif :

L'association regroupe des jeunes citoyens qui s'investissent dans des actions pour le bien de leur cité et en vue d'amener des changements positifs. Elle organise une campagne d'affichage et un film qui valorisent le bénévolat.

Montant proposé: 1 500 €

Association AJPPN

Association créée en février 1985.

Titre du projet: Accès à la vie de la cité 2013

Quartier: Mosson

Objectif :

L'association met en places des activités pour les jeunes en rupture scolaire. Mise en place d'interventions afin d'intégrer les 12-30 ans aux activités socio-éducatives de la cité.

Montant proposé: 2 000 €

Code	Associations	FM	Montant
	OLAKETAL UKULELE SB2N	M	1 700 €
1810	OAQADI	M	500 €
2004	AJPPN	M	2 000 €
1084	JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE DE MONTPELLIER	M	1 500 €
<u>TOTAL GENERAL:</u>			<u>5 700 €</u>

LES CREDITS SERONT A PRELEVER SUR LA LIGNE 1937 NATURE 6574, CHAPITRE 924

« En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de **5 700 euros** ;
- d'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire. »

Pour : 46

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

10- Service Jeunesse

Cotisation à l'Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes (ANACEJ) pour l'année 2013

Michel PASSET :

Dans le cadre de sa politique jeunesse et en lien avec son Conseil Montpelliérain de la Jeunesse, la Ville de Montpellier a décidé d'adhérer à l'Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes.

Cette association est née il y a vingt-deux ans d'une volonté d'élus locaux. Elle a pour objectif de permettre aux enfants et aux jeunes d'exercer leur droit à la participation tel que défini par la Convention internationale des droits de l'enfant.

Aujourd'hui, c'est un espace de rencontre de toutes les initiatives et de tous les acteurs de cette participation dans leur diversité : de statut, de territoire, de lieu, de type et de taille de collectivités.

Elle permet également aux élus des collectivités territoriales (villes, intercommunalités, départements et régions) en charge de la délégation jeunesse, de se retrouver autour d'un réseau, afin de travailler ensemble sur les politiques publiques en direction des jeunes.

Les crédits seront à prélever sur le budget 2013 de la Ville, chapitre 924, nature 6281.

Chapitre	Nature	Organisme	Montant
924	6281	Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes (ANACEJ)	5 132,22 €

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- d'approuver l'adhésion de la Ville de Montpellier à l'Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes (ANACEJ) ;
- d'accepter le versement de cotisation à l'ANACEJ pour l'année 2013 ;
- de prélever la dépense pour un montant de 5 132,22 € sur le budget 2013 de la Ville aux imputations citées ci-dessus ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Michel PASSET : Cette association est très importante car elle regroupe plus de 80 villes et notamment les plus grandes de France. Elle regroupe aussi un certain nombre de départements et de régions. Nous avons vu combien il était appréciable pour les jeunes de Montpellier de communiquer avec ces autres villes. Cela leur a

permis, dans leur projet, de prendre en compte ce qui se faisait ailleurs. Il y aura une manifestation départementale à laquelle nous participerons au mois d'octobre, organisée par cette association. J'en profite pour ajouter que ce n'est pas pour cela que nous adhérons à cette association, mais elle a organisé la remise des prix à Nancy le 26 juin portant sur les politiques de jeunesse dans les villes. Le 27 juin, le Conseil montpelliérain de la jeunesse nous a remis le prix que la ville de Montpellier a reçu. En effet, la ville est arrivée première, désignée à l'unanimité, au niveau des projets innovants concernant la politique de la jeunesse. Et cela concerne plus particulièrement la cité de la jeunesse. Permettez-moi de féliciter les élus qui ont voté à l'unanimité pour ce projet et surtout, féliciter les jeunes du CMJ et Madame le Maire qui ont travaillé pendant quatre ans sur ce projet. Cette récompense montre sa valeur. Merci.

Pour : 46

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

11- Cotisation au réseau Cité des Métiers pour l'année 2013

Marc DUFOUR :

Le Réseau des Cités des Métiers, créé le 18 octobre 2001, a pour but :

- de fédérer les Cités des Métiers « labellisées » ;
- d'assurer le lien avec celles qui sont candidates au label ;
- d'assurer une représentation de ces structures auprès des institutions nationales et internationales ;
- d'organiser l'échange des pratiques entre les différentes cités des métiers ;
- de favoriser l'émergence et la conduite de projets communs ;
- d'apporter un appui aux projets de création de plates-formes ;
- de favoriser des études ou des actions de communication concernant l'insertion, la formation ou l'activité professionnelles.

En lien avec la création de la future Cité des Métiers de Montpellier, la Ville de Montpellier a obtenu le Label « Projet » auprès du Réseau Cité des Métiers d'Universcience.

Il est donc proposé d'adhérer au Réseau des Cités des Métiers et de valider le versement de la cotisation pour l'exercice 2013 d'un montant de 1 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'adhésion à l'association « Réseau des Cités des Métiers » ;
- d'accepter le versement de la cotisation au Réseau des Cité des Métiers d'un montant de 1 000 €;
- de prélever le montant de la dépense pour un montant de 1 000 € sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville au chapitre 925, nature 6281 ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 47

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

12- Convention d'occupation du domaine public - Montpellier Grand Tour - Désignation de l'occupant - Décision - Autorisation

Marc DUFOUR :

Un circuit touristique du centre historique de Montpellier est proposé au moyen du Petit Train de Montpellier, devenu une institution de la Ville. Le petit train touche une clientèle essentiellement familiale et souvent étrangère.

Le gérant de la société qui exploite le petit train, M. Lafalla a présenté à la Ville un projet de développer une offre touristique complémentaire au petit train. Il s'agit d'une visite de Montpellier organisée à bord d'un bus cabriolet de 19 places. Le circuit d'une heure environ permet de parcourir le centre élargi de Montpellier (Arceaux, Gambetta) ainsi que les quartiers plus récents de la Ville : Antigone et les rives du Lez, Port-Marianne.

Cette nouvelle offre vise une clientèle différente du petit train, tourisme d'affaires en visite à Montpellier, les couples et les touristes étrangers. Elle permet de diversifier l'offre touristique sur la ville et une découverte des nouveaux quartiers de la ville présentant un intérêt architectural fort.

Le départ du circuit aura lieu sur l'esplanade Charles de Gaulle, à proximité de l'office du tourisme qui détiendra l'exclusivité de la vente de billets pour Montpellier Grand Tour, donnant une visibilité importante à cette nouvelle prestation. Le prix des billets variera de 8 à 12 € par personne.

Ce projet permet de développer une offre touristique non présente jusqu'à présent et la Ville pourrait y répondre favorablement en confiant à M. Lafalla l'exploitation sous forme de convention d'occupation du domaine public.

Cette convention porte sur une durée de 6 ans et la redevance annuelle a été fixée à un montant de 5 % du chiffre d'affaires.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- de décider l'attribution de la convention du bus touristique de Montpellier à M. Lafalla ;
- d'approuver le projet de convention joint ;
- d'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document utile à cette affaire.

Marc DUFOUR : En fait, tous les Montpelliérains connaissent le petit train qui est maintenant devenu une institution de la ville. Son gérant, M. LAFALLA, a proposé à la Ville un projet d'exploitation d'un bus touristique dont le trajet débiterait à l'Esplanade, parcourrait le quartier Antigone, les rives du Lez, la nouvelle mairie, entre autres, c'est-à-dire élargi par rapport à ce que fait le petit train qui ne concerne que l'Écusson. Ce projet est donc complémentaire à l'offre du petit train touristique. Il prévoit de confier à M. LAFALLA une convention d'occupation du domaine public d'une durée de six ans et la redevance annuelle est fixée à 5 % du chiffre d'affaires. La commercialisation est faite exclusivement par l'Office du tourisme.

Jacques MARTIN : Lorsque nous avons évoqué précédemment le problème du petit train, j'avais évoqué que je souhaitais que soit insérée dans le cahier des charges la possibilité de faire en sorte que le véhicule, celui-ci comme celui qui nous est proposé aujourd'hui, soit un véhicule à énergie propre. Or, je n'ai pas le sentiment que cela a été pris en compte. Donc, puisqu'aujourd'hui nous votons pour l'arrivée d'un car touristique dans la ville – c'est une excellente chose et j'adhère au projet – mais là encore, j'aurais souhaité que nous tenions compte des exigences écologiques.

Christian DUMONT : En ce qui concerne cette question, si vous me le permettez, j'ai trois observations :

1 - **La méthode.** Vous nous demandez aujourd'hui d'approuver un projet et de vous autoriser, de décider de l'attribution de la convention, etc. Tous les Montpelliérains, depuis quelques jours, ont aperçu ce petit bus rouge décapoté qui contient une vingtaine de personnes et qui circule dans l'Écusson. Donc, il ne nous est pas demandé d'autoriser mais en réalité d'entériner une décision que vous avez déjà prise. Ce n'est pas un procédé

nouveau. Vous avez l'habitude d'agir ainsi et c'est quand même un manque de démocratie car le Conseil municipal est simplement mis devant le fait accompli.

2 – Le plan juridique. Dans cette affaire, vous demandez au Conseil municipal de voter cette délibération qui peut nous apparaître illégale dans la mesure où elle serait fondée sur une occupation du domaine public. Les autorisations du domaine public concernent les terrasses, les places des halles et des marchés. Nous estimons qu'il s'agirait plutôt d'une délégation de service public. Cette différence a son importance. Pourquoi ? Parce que depuis la loi Sapin, les délégations de service public sont soumises à une procédure particulière de mise en concurrence, contrairement aux occupations du domaine public. Dans ce cas, nous avons plusieurs éléments qui militent pour la délégation de service public. Il s'agit de toute évidence d'une activité d'intérêt général. Les mécanismes de contrôle de la personne publique, la fixation du prix, la fixation de l'activité particulière, le trajet, l'indice de l'existence ou de l'absence de prérogatives de puissance publique, tout cela milite pour une délégation de service public. Donc, cette délibération peut encourir une illégalité.

3 – L'aspect touristique. Il s'agit d'un élément qui me semble important et qui concerne la vie touristique de Montpellier. En préliminaire, Madame le Maire, vous avez expliqué qu'il fallait à tout prix valoriser l'économie touristique de Montpellier. Montpellier n'est pas connu pour son activité sur le marché de l'emploi ni pour ses entreprises. Elle est connue pour la vie étudiante, pour le tourisme qui est basé sur l'ensoleillement. Aujourd'hui, nous avons une population touristique extrêmement importante qui vient d'ailleurs du nord de l'Europe : l'Allemagne, les Pays-Bas, la Belgique. Il suffit de se promener dans les rues de Montpellier pour s'apercevoir que toutes les langues sont parlées. Souvent, vous comparez Montpellier à des villes qui sont un peu plus grandes, en particulier la ville à laquelle nous sommes jumelés, Barcelone. Je m'étonne du déphasage qu'il y a entre la réalité et votre virtualité. Nous avons fait des campagnes sur Montpellier dans le métro parisien, etc. Et à Montpellier, si nous voulons visiter la ville, il y a un petit train avec quatre ou cinq wagons qui se promène dans l'Écusson. Et aujourd'hui, en 2013, nous sommes tout contents que cet exploitant propose à la ville un petit bus impérial. Nous sommes loin de tous les bus impériaux que la Catalogne possède à Barcelone où, là-bas, c'est institutionnalisé. Pour les touristes qui veulent venir à Montpellier et avoir un aperçu de la ville, ce sont ce petit train et ce petit bus ? Mais nous sommes à l'échelle de la ville de Mende ou de Rodez, Madame le Maire. Pas du tout à l'échelle de la huitième ville de France.

Un dernier point à propos du trajet. Nous comprenons bien qu'il y a des problèmes parce qu'un petit bus ou plusieurs bus ne font pas très bon ménage avec le tramway. Est-il nécessaire de signaler aux touristes que s'ils veulent avoir un aperçu de la ville de Montpellier, ils doivent prendre les quatre lignes de tram ? Donc, le trajet c'est Antigone, les rives du Lez, Port Marianne. Nous avons oublié le quartier de la Paillade. Pour quelle raison ne voulez-vous pas que les Néerlandais, les Allemands, les Belges puissent visiter ce quartier populaire où il y a quand même le stade de la Mosson ? Nous pourrions dire en passant : « *Voyez le stade de la Mosson où nous avons été champions de France en 2011 ou 2012* ». Bien entendu, le commentateur ne devrait pas faire comme Georges FRÊCHE, en parlant de la Paillade, de Ouarzazate, des oreillons et des femmes voilées. Si vous avez honte de faire visiter la Paillade, il faut le dire. Moi, je défends la Paillade. Pour quelle raison nous n'allons pas visiter ce quartier ? À Barcelone, vous allez visiter le stade de football, vous allez dans les quartiers universitaires. Aucun quartier n'est occulté. À travers cette convention, il faudrait demander à M. LAFALLA d'aller faire son tour un peu plus haut, même si cela coûte 1 ou 2 € de plus, afin que les personnes puissent passer devant Pierre Vives, là où nous mettons nos archives. Faisons donc un tour complet et pas simplement Antigone, les rives du Lez.

Pour le reste, vous nous étonnerez sur la politique touristique de Montpellier car ce n'est pas comme cela que nous allons valoriser l'économie touristique. Voilà bien longtemps qu'il aurait fallu y avoir un réseau de bus pour faire en sorte que si tous les touristes qui viennent à Montpellier ont envie de voir la ville qu'ils aient véritablement une offre et non pas un petit train. Alors, qu'il soit propre ou pas, selon le vœu de mon confrère MARTIN, cela n'a pas beaucoup d'importance. C'est parler pour ne rien dire. Avec cinq petits wagons, ça fait, comme disent les jeunes, *cheap*.

Hélène MANDROUX : Pour visiter le centre, honnêtement, quand vous avez un centre qui date du Moyen Âge... Vous qualifiez ce train de petit par la taille, mais il est très grand par rapport à la qualité du trajet. Réellement, si vous voulez aller voir la place Saint-Roch ou le trompe-l'œil qui est devant la place Saint-Roch, je ne vois pas comment vous pourrez faire pour y aller autrement qu'avec ce petit train. Pourquoi le centre et

pourquoi pas Pierre Vives ? Effectivement, pourquoi pas ? Très souvent, lorsque nous allons dans une ville, la première chose que nous allons voir, c'est le centre. Quand on va à Paris, on va voir le Sacré-Cœur, Notre-Dame, les Champs-Élysées, on va directement au centre et pas à la périphérie. C'est peut-être une mauvaise habitude que nous avons, mais la première chose que nous faisons est d'aller visiter le centre. Pourquoi ? Parce que c'est l'âme d'une ville, c'est d'où la ville est partie. Notre ville est partie du Moyen Âge en 950. C'est au centre que nous retrouvons Saint-Roch, la faculté de médecine, le Jardin des Plantes, la cathédrale. C'est autant notre patrimoine historique que végétal et minéral. Donc, spontanément, on va vers le centre pour mieux connaître la ville et mieux saisir son âme. Après, en effet, pourquoi ne pas aller en périphérie ? Mais quand on va voir une ville, on commence par le centre car c'est ainsi que l'on comprend comment cette ville s'est bâtie. Lorsqu'on voit la Babotte, la Tour des Pins, on comprend ce qu'est la ville. C'est ce qui est important. Voilà pourquoi je pense que ce petit bus est parfaitement adapté à ce centre-ville moyenâgeux.

Stéphane MELLA : M. DUMONT mettait en cause la légalité de cette délibération au motif que selon lui, ce serait une délégation de service public. Même si M. DUMONT est avocat, je l'invite à reprendre ses études et regarder le droit administratif. Visiblement, il fait une confusion entre une délégation de service public, une autorisation temporaire d'occupation du domaine public et un marché public. Ce sont trois choses en droit administratif qui sont complètement différentes. Je l'invite donc à regarder le Code général de la propriété des personnes publiques. Selon ma modeste analyse, il s'agit bien d'une autorisation temporaire d'occupation du domaine public, la délégation de service public pouvant bien sûr s'appliquer à des missions telles que la délégation de service public d'une cantine scolaire que nous donnerions à une entreprise privée ou que le Conseil général, sur une mission obligatoire, par exemple le transport scolaire, pourrait donner à une entreprise privée de ramassage scolaire. En l'espèce, il ne s'agit pas d'une délégation de service public. La jurisprudence est constante là-dessus et le droit positif également.

Michel PASSET : Je suis un peu étonné par la passion que M. DUMONT met autour de ce petit bus. J'ai une autre préoccupation. C'est qu'effectivement, une ville qui a des atouts comme Montpellier doit être attractive au maximum. Je crois que personne ne dira le contraire. J'ai bien peur que dans votre tête, le tourisme ne masque pas une certaine réalité. Si le tourisme était la poule aux œufs d'or, comme vous avez cité Barcelone, l'Espagne ou la Grèce, ils ne seraient pas dans l'état où ils sont. En tout cas, ma première préoccupation n'est pas le bus, qu'il y en ait un, deux ou trois. J'espère simplement qu'un jour, il ne passera pas devant les cendres de l'entreprise Sanofi. Ce serait plus intéressant à débattre. Mais nous en parlerons tout à l'heure.

Pour : 49

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

13- Convention d'occupation du domaine public - Bar restaurant du théâtre Jean Vilar- Désignation de l'occupant- Décision – Autorisation

Marc DUFOUR :

Le théâtre Jean Vilar dispose d'un espace à usage de bar et de restauration de 20 m² et d'une cuisine de 16 m². Cet espace, lieu d'échange et de convivialité est ouvert lors des soirées de représentations une heure avant et après le spectacle, et durant l'entracte.

L'actuel concessionnaire du bar-restaurant ayant résilié la convention qui le liait à la Ville au 1^{er} juillet 2013, un avis d'appel à candidatures a été lancé en mai 2013 pour en désigner le nouvel occupant à compter de la prochaine saison théâtrale qui débute en septembre.

A la clôture de l'appel à candidatures le 6 juin 2013, un seul dossier a été déposé : la société « Mon Cuisinier » représentée par son gérant, Monsieur Emmanuel KASPERSKI.

Le projet a été analysé au regard des critères suivants indiqués dans l'appel à candidatures :

- expérience professionnelle dans le domaine commercial et la restauration et motivation ;
- connaissance et compréhension du milieu culturel ;
- politique tarifaire, gamme de produits proposés et horaires d'ouverture ;
- cohérence globale du projet ;
- viabilité économique du projet et investissements prévus.

Il ressort de l'examen de la candidature un projet adapté à celui du théâtre Jean Vilar. La société « Mon Cuisinier » est une société coopérative d'intérêt collectif, à but non lucratif déjà implantée sur le quartier Mosson. L'établissement de petite restauration, exploité à Pierre Vives emploie des habitants du quartier, dans l'objectif de permettre l'insertion par l'activité économique.

L'exploitation du bar-restaurant du théâtre constituerait pour la société « Mon Cuisinier » un complément d'activité, gage de viabilité financière du projet.

La large gamme de produits et les tarifs raisonnables proposés répondent bien aux critères de la consultation.

La concession porte sur une durée de 6 ans et le montant de la redevance est fixée à 1 080 € annuels, réévaluée de 3 % au 1^{er} janvier de chaque année.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- de décider l'attribution de la concession du bar-restaurant du théâtre Jean Vilar à « Mon Cuisinier » ;
- d'approuver le projet de convention joint ;
- d'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document utile à cette affaire.

Pour : 45

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

14- HALLES 4 SAISONS TRAVAUX DE REFECTION Exonération du loyer du 3^{ème} trimestre des Commerçants de la Halle - Décision – autorisation

Marc DUFOUR :

La Ville de Montpellier entreprend la dernière phase des travaux d'aménagement des Halles Quatre Saisons. Ceux-ci concerneront principalement une remise en état des façades extérieures, des réseaux d'assainissement et la réfection totale des sanitaires.

Une mise en valeur de l'intérieur des Halles sera également réalisée à travers la réfection des sols et un renforcement des éclairages. Ces travaux, même si la plupart des interventions auront lieu en dehors des horaires d'ouverture des étals et pendant la période estivale (du 24 juin 2013 au 31 août 2013) vont générer des nuisances pour les commerçants.

Les étals devront fermer pendant cinq jours par quart pour les travaux de réfection des sols, ainsi que trois jours pour les huit étals devant être raccordés au réseau d'assainissement. Compte tenu de l'impact occasionné sur l'activité de ces commerçants, il est proposé à la Ville d'accorder une mesure d'exonération des loyers du troisième trimestre pour les 34 commerçants des Halles.

La perte financière de ressource pour la Ville consécutive à cette mesure s'élève à 37 762,5 €

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'accorder une exonération d'un trimestre de loyers au troisième trimestre 2013 pour les 34 commerçants des Halles Quatre Saisons cités dans l'annexe 1 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 45

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

15- Avenant en diminution n°1 au marché 2H87400, relatif aux études de programmation architecturale, scénographique et technique – Projet Cité du Corps Humain

Jacques TOUCHON :

Le présent avenant a pour objet de modifier en diminution le contenu et le montant financier de la mission d'études de programmation architecturale et scénographique confiée au groupement solidaire Polyprogramme (mandataire), Abaque (co-traitant) par délibération du conseil municipal du 1^{er} octobre 2012.

A l'issue de la mission de scénographie générale et au vu de la complexité du propos scientifique à développer il est apparu au Maître d'ouvrage que la mission de scénographie détaillée pouvait être plus efficacement traitée par un collège de spécialistes scientifiques travaillant avec un scénographe. Cette question a été débattue avec le groupement et il a été convenu que le marché, tout en conservant le même objet et sans dénaturer les missions principales pour ce qui relève de la programmation architecturale et technique, serait réaménagé de la façon suivante :

Phase 2, mission 3 : annulation du restant de la mission programme scénographique ; remplacement du restant de cette mission par une mission de recherche de contenus scientifiques sur les trois thèmes suivants : corps et alimentation ; corps et milieux ; quel corps pour demain ?

Phase 3, mission 4 : annulation de la mission assistance en phase concours pour la partie scénographique ; maintien de la mission assistance et reprise de l'esquisse en phase concours pour la partie architecturale ;

Phase 4, mission 5 : la phase 4 « autres assistances en phase étude et réalisation » ne sera pas exécutée.

Le montant et la ventilation financière entre les membres du groupement seront également modifiés.

Montant total initial du marché : 193 130 euros HT

Montant de la diminution : 78 110 euros HT

Nouveau montant total du marché après diminution : 115 020 euros HT

Pourcentage de la diminution en référence au montant initial du marché : 40,44 %

La répartition des rémunérations sera ventilée comme suit :

Phase 2 :

Mission 2 Polyprogramme : 15 515 euros HT

Mission 3 Abaque : 11 560 euros HT

Phase 3 :

Mission 4 Polyprogramme : 22 530 euros HT

L'avenant en diminution et la nouvelle décomposition des prix par phase, mission et co-traitants sont portés en annexe de la délibération.

La durée d'exécution du présent contrat est portée à :

- achèvement au 15 octobre 2013 de la phase 2, mission 3 telle que redéfinie par l'avenant n°1 pour Abaque ;
- achèvement de la phase 3, mission 4 pour Polyprogramme.

Les clauses et conditions du contrat initial demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'adopter l'avenant en diminution n°1 au marché 2H874001, relatif aux études de programmation architecturale, scénographique et technique – Projet Cité du Corps Humain ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer cet avenant en diminution et tout document relatif à cette affaire ;
- de dire que cet avenant en diminution concerne le budget d'investissement 2013 de la Ville de Montpellier : Mission Grands Equipements – Chapitre 903.

Pour : 42

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

16- Cité du Corps Humain - Quartier Parc Marianne Lancement d'un dialogue compétitif en vue de la définition du projet muséographique des expositions permanentes et fixation des primes

Jacques TOUCHON :

Conformément à la délibération n°2011/636, approuvée par le Conseil Municipal du 16 décembre 2011, autorisant le lancement des études préalables au projet de Cité du Corps Humain, et afin de respecter le calendrier des études, il est nécessaire d'étudier la programmation scénographique des expositions permanentes de la Cité du Corps Humain.

En raison de sa complexité technique, -en ce sens que le concept même de Cité du Corps Humain met en jeu une multiplicité de disciplines et peut faire appel à des moyens de médiation, choix d'objets et illustrations très variés-, le programme muséographique n'a été que partiellement défini lors de la phase précédente. Les choix

que requiert sa finalisation nécessitent en effet une totale cohérence entre le fond (les contenus choisis) et la forme (la mise en scène de ces contenus). Or, sans confrontation préalable du fond avec les différents médias susceptibles d'en traduire la forme, le maître d'ouvrage n'est pas en mesure de déterminer a priori la meilleure formulation du programme.

Au vue de cette complexité, et pour aboutir à la formulation d'un projet muséographique complet, la Ville de Montpellier envisage de recourir pour la programmation scénographique des expositions permanentes à une procédure de dialogue compétitif en application des articles 67 et 36 du code des marchés publics.

A l'issue d'une phase de sélection des candidatures, cette procédure autorise la maîtrise d'ouvrage à engager le dialogue avec les équipes admises pour faire évoluer chacun des projets. Dans le cas présent il est proposé de sélectionner trois candidats admis à participer au dialogue compétitif. Au cours des différentes phases du dialogue il sera demandé aux trois candidats sélectionnés de produire de nombreux documents accompagnés de pré-chiffrages, de plans et d'esquisses. Dans ces conditions, il est proposé de verser à chacun des candidats admis une prime correspondant à l'importance de ces demandes. Compte-tenu de la complexité générale de cette étude, il est proposé de fixer cette prime à 20 000 euros TTC par candidat admis à dialoguer.

Sur le plan pratique, un catalogue raisonné, mais excédentaire, de thèmes, œuvres, médias, principes de jeux, sujets de débat, trames de synopsis, programmes didactiques, sera mis à disposition des candidats. Ce catalogue est le constituant principal du « projet partiellement défini » sur la base duquel s'engagera le dialogue.

Le dialogue compétitif aura comme objectif d'assurer le bon achèvement du programme muséographique en développant des solutions propres à assurer sa transcription scénographique dans le respect des contenus validés par le conseil d'orientation scientifique et dans celui de l'enveloppe financière allouée à la scénographie des expositions permanentes de la Cité du Corps Humain (5 millions d'euros).

En affinant le choix des thématiques, en mettant en scène les parcours, et en chiffrant les propositions développées, chacun des candidats invitera le maître d'ouvrage à infléchir les choix des moyens de médiation, œuvres, dispositifs ludiques et interactifs, en fonction de la tonalité générale apportée au projet (linéarité ou foisonnement des parcours, continuité ou ruptures dans les ambiances, place donnée au son, à l'image animée et aux attractions scéniques, moyens d'intéresser les différents publics et âges....). Cette succession d'échanges permettra au maître d'ouvrage de faire évoluer chacun des projets jusqu'au choix final.

A l'issue du dialogue compétitif, qui aura permis de choisir la solution adaptée au bon achèvement du projet muséographique, la prestation attendue dans le cadre de ce marché sera la suivante : la conduite des études scénographiques et production des lots scénographiques sur l'espace de présentation permanente, d'une superficie de 2 000 m² environ, lequel comprend d'une part un parcours muséographique de référence, et d'autre part un plateau d'expérimentation destiné notamment aux jeunes publics, avec dispositifs scéniques immersifs et interactifs. La mission de scénographie comprend la totalité du traitement de l'espace de présentation permanente, à partir des plateaux bruts livrés par la maîtrise d'œuvre bâtiment. La mission de scénographie consiste à accompagner le maître d'ouvrage pour achever la définition du projet en mettant en cohérence le programme de la présentation permanente avec le parti scénographique retenu suite au dialogue, puis à réaliser les études, le suivi de réalisation et la réception des lots scénographiques, qui seront confiés à des entreprises et prestataires spécialisés.

Conduite des études scénographiques et production des lots scénographiques :

La mission sera décomposée ainsi qu'il suit :

- Définition du parti scénographique (DPS)
- Avant-projet sommaire (APS)

- Avant-projet définitif (APD)
- Projet / Documents de consultation des entreprises (PRO/DCE)
- Assistance aux contrats de réalisation (ACR)
- Direction de l'exécution des réalisations (DER)
- Assistance aux opérations de réception (AOR)

La durée envisagée du marché est de 5 ans, y compris interventions en année de parfait achèvement.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser, en application des articles 67 et 36 du code des marchés publics, le lancement d'une procédure de dialogue compétitif portant sur la définition du projet scénographique des expositions permanentes de la Cité du Corps Humain. Cette procédure sera ouverte aux bureaux d'études spécialisés dans les domaines concernés par la mission ;
- de fixer à trois le nombre de candidats admis, après la phase de sélection, à participer à ce dialogue compétitif ;
- de fixer le montant de la prime verser à chacun des candidats ayant mené à bien le dialogue compétitif à 20 000 euros TTC ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget d'investissement 2013 de la Ville de Montpellier : Mission Grands Equipements – Chapitre 903 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur Jacques TOUCHON, adjoint délégué à la Culture Scientifique et Technique, à la Prévention, à la Santé, à l'Environnement et à la Biodiversité, à signer le marché avec le prestataire titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Jacques TOUCHON : Pour parvenir à résoudre la complexité du programme de la Cité du Corps Humain, il faut s'appuyer sur ce conseil scientifique ou sur un scénographe. Il est préférable de choisir le scénographe. Nous avons, conformément à la loi du marché public, pris l'idée de mettre en dialogue compétitif trois candidats scénographes qui, en collaboration avec le conseil scientifique, pourraient élaborer un projet. Pour leur permettre d'élaborer ce projet, nous proposons qu'une prime de 20 000 € soit donnée à chacun des trois candidats. Nous avons fixé à trois candidats le nombre nécessaire pour un vrai dialogue compétitif.

Ensuite, à l'issue de ce dialogue, nous aurons un projet qui correspondra tout à fait à ce qui avait été envisagé lors du vote du 16 décembre 2012 : un projet pour la représentation muséographique permanente, un projet cohérent qui corresponde à ce que nous avons voulu faire, Madame le Maire, en matière de Cité du Corps Humain. Donc, il s'agit, en application des articles 67 et 36 du code des marchés publics, de lancer cette procédure de dialogue compétitif, de fixer à trois le nombre de candidats, de fixer à 20 000 € la prime et cette dépense sera imputée sur le budget d'investissement 2013 de la Ville de Montpellier, dans le cadre des missions de grands équipements, chapitre 903.

Anne-Rose LE VAN : Je vais directement poser la question que beaucoup de Montpelliérains se posent. Ce projet n'est-il pas un projet inutile en cette période de crise ? J'avais cru comprendre qu'il y avait un projet émanant de l'université de médecine pour créer un musée dans le bâtiment actuel lorsque la nouvelle université sera construite. N'y a-t-il pas une question de doublon ? En plus, jusqu'ici, vous nous avez fait voter sur des études préalables mais là, 37 M€ sont imputés au budget de la Ville pour ce projet. Donc, nous commençons à rentrer vraiment dans le coût d'investissement que représentera ce projet qui est un coût très important. Franchement, nous nous posons des questions sur la fréquentation d'un tel musée. Les chiffres qui ont été présentés la dernière fois que l'on nous a remis des documents concernant ce musée correspondent à peu près au nombre de visiteurs annuels qu'il y a eu lors de la dernière exposition au musée Fabre. Les musées d'art sont

malheureusement plus fréquentés que les musées scientifiques. Il y a donc une question qui se pose sur la viabilité économique d'un tel projet.

Ensuite, sur la méthode, avons-nous demandé à la population son avis ? Y a-t-il eu une concertation publique sur ce projet ? Pour l'instant, nous sommes restés sur des débats internes à la mairie et au conseil municipal. Aujourd'hui, nous allons dépenser 60 000 € pour faire travailler trois équipes de scénographes. Ça commence à être vraiment « sérieux » et je me demande si nous ne faisons pas la démarche à l'envers, c'est-à-dire que nous laissons une équipe définir le projet et ensuite, nous choisirons. Nous sommes d'accord pour mettre en valeur les collections de l'université de médecine, mais il nous semble qu'il faudrait un projet plus modeste, un projet à vocation pédagogique qui serait moins coûteux pour les finances locales.

Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL : J'ai une interrogation qui ne met pas en cause l'opportunité ou la pertinence du projet dont nous parle Jacques TOUCHON. C'est par rapport au musée d'anatomie de Montpellier où se trouve une collection d'anatomies du corps humain qui a été cédée par l'université de Descartes et qui attend, à ma connaissance, dans le musée du Louvre pour être rapatriée à Montpellier. Il y a quelque temps, nous avons eu justement l'intervention de Jacques BRINGER, le doyen actuel, sur l'intervention de la ville afin que cette collection soit rapatriée. Alors pouvez-vous nous informer ? Où en est cette démarche ? Le rapatriement de cette collection ferait justement du musée de la faculté de médecine le premier au monde, d'après ce que j'ai entendu. Il serait donc dommage de faire des dépenses, comme cela a été cité juste avant, alors qu'en parallèle il existe une collection qui attend dans le musée du Louvre. Ce serait dommage pour l'intérêt et l'importance de la faculté de médecine qui fut la première à exister et qui est reconnue à l'échelle internationale, que son musée d'anatomie ne soit pas complété. Pouvez-vous nous informer par rapport à cela ?

Hélène MANDROUX : Je vais passer la parole à M. TOUCHON, mais ce que vous n'avez pas saisi c'est qu'il y a une complémentarité entre les deux, entre l'exposition permanente et l'exposition temporaire. Ça n'a rien à voir, c'est tout à fait différent. Sachez qu'aujourd'hui, l'exposition qui est à la fac de médecine, personne ne la voit. Jacques et moi l'avons vue, mais les Montpelliérains qui vont à la fac de médecine pour voir le musée sont peu nombreux.

Jacques TOUCHON : J'aimerais d'abord préciser à Mme LE VAN que « projet » signifie se lancer vers l'avant. À l'entendre régulièrement dans ses interventions, nous sommes plutôt dans le cadre des grincheux, des esprits chagrins. Vous auriez été certainement contre l'orchestre de Montpellier, contre le Corum, contre la serre amazonienne, contre la piscine, contre l'aquarium, contre le tram, contre tout ça. Cela ne m'étonne pas et ne m'inquiète pas non plus.

Pour répondre à la remarque de Mme BENOUGHARGHA-JAFFIOL, cela n'a rien à voir. Je peux vous proposer de faire des réunions d'information, comme nous en avons faites lors de la Comédie de la Santé, d'une part sur ce qu'est la faculté de médecine et d'autre part, sur ce que sont le projet du musée d'anatomie et le projet de la Cité du Corps Humain. Ce sont deux choses totalement différentes et complémentaires. Justement, dans notre réflexion, nous avons envisagé l'existence des collections et pas seulement le musée d'anatomie et les cires de Fontana, l'existence de toutes les collections liées aux trois universités et à cette Cité du Corps Humain. Quant à la collection de la rue des Saints-Pères, effectivement, nous avons là une opportunité – qui a su être saisie – de récolter cette collection qui est remarquable et qui va enrichir la collection de l'actuel musée d'anatomie. Mais le projet dont parle Jacques BRINGER – j'en sais quelque chose car j'ai participé à sa conception – ne sera pas du tout concurrentiel. Ce sera quelque chose de complémentaire et le lieu ne peut pas être hors des lieux universitaires. Nous trouverons un accueil pour cette collection de la rue des Saints-Pères. Nous avons même pensé que, de façon provisoire, certaines pièces de la collection Fontana comme de la collection de la rue des Saints-Pères qui rejoindra Montpellier, pourraient participer soit aux salles de curiosité, soit aux expositions temporaires sur des thèmes bien précis. Donc, il existe une vraie complémentarité.

Pour : 40

Contre : 2

Abstentions : 4

Adopté à la majorité des suffrages exprimés

17- Installations Classées pour la Protection de l'Environnement TOTAL RAFFINAGE MARKETING Consultation du public

Jacques TOUCHON :

Par Arrêté Préfectoral n° 2013-1-961 en date du 24 mai 2013, Monsieur le Préfet de l'Hérault a ordonné l'ouverture d'une consultation du public, qui se déroulera du lundi 24 juin 2013 au lundi 22 juillet 2013 inclus, à l'égard de la demande formulée par Monsieur PROST, Responsable Service Méthodes, Ingénieries et Back Office de la société TOTAL RAFFINAGE ET MARKETING, dont le siège social est situé à Puteaux- La Défense (92069), 24 cours Michelet, La Défense 10. Elle concerne la demande d'enregistrement au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, (ICPE), déposée par la société TOTAL RAFFINAGE ET MARKETING pour l'exploitation d'une station-service de distribution de carburant, Relais d'Aiguelongue, sis 459 avenue de la Justice de Castelnau (reconstruction d'une installation existante) à Montpellier.

Cette exploitation est soumise à enregistrement et relève du titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement, sous les rubriques 1412, 1432 et 1435 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier doit rendre un avis concernant l'enregistrement de cette ICPE située sur le territoire communal sis 459 avenue de la Justice de Castelnau (reconstruction d'une installation existante).

Sous réserve des prescriptions techniques suivantes :

- ♦ que la tranquillité du voisinage (respect de la réglementation en vigueur) soit assurée 7j/7 et 24h/24, pour l'activité de lavage des véhicules légers,
- ♦ que de nouvelles mesures sonométriques soient réalisées, en périodes plus critiques, (trafic routier faible) afin de s'assurer du respect de la réglementation en vigueur,
- ♦ que les installations permettant de prévenir les pollutions, de type débourbeur-séparateur d'hydrocarbures, détecteur de fuites des cuves, récupérateur de vapeur, soient en état de fonctionnement optimal permanent,
- ♦ que l'étanchéité des cuves de stockage d'hydrocarbures soit totale et contrôlée,
- ♦ que les prescriptions du Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault soient scrupuleusement respectées,

et après examen du dossier, dont les conclusions techniques sont annexées à la présente,

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'émettre un avis favorable à l'exploitation de ces installations.

Pour : 48

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

18- Exercice 2013 - Affectation des résultats 2012 au Budget Principal et au Budget annexe du parking de l'Hôtel de Ville

Max LEVITA :

L'instruction comptable M14 précise que l'affectation du résultat de l'exercice clos doit faire l'objet d'une délibération du Conseil Municipal.

Les résultats du Budget Principal et du Budget Annexe du Parking de l'Hôtel de Ville sont retracés dans la délibération en date du 17 juin 2013 portant adoption du Compte Administratif 2012.

I- Budget principal

Le résultat de fonctionnement 2012 constaté est de 44 229 425,12 euros. Il est proposé de l'affecter sur l'exercice 2013 :

- pour 9 998 327,86 euros en section de fonctionnement ;
- pour 34 231 097,26 euros en section d'investissement.

Le besoin de financement 2012 de la section d'investissement constaté est de 17 569 932,56 euros, il est proposé de l'affecter sur l'exercice 2013 :

- pour 17 569 932,56 euros en section d'investissement.

II- Budget annexe parking de l'Hôtel de Ville

Le résultat d'exploitation 2012 constaté est de 521 018,83 euros. Il est proposé de l'affecter sur l'exercice 2013 :

- pour 521 018,83 euros en section d'exploitation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter l'affectation du résultat 2012 au Budget Principal ;
- adopter l'affectation du résultat 2012 au Budget Annexe du Parking de l'Hôtel de Ville.

Pour : 46

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

19- Exercice 2013 - Création et modification des Autorisations de Programme

Max LEVITA :

Par délibération n° 2012/632 du 17 décembre 2012, la Ville a adopté le règlement de gestion financière des dépenses d'équipement en Autorisation de Programme (AP) /Crédits de Paiement (CP).

Comme indiqué dans ce règlement, les créations, modifications ou suppressions d'AP doivent faire l'objet d'un vote par le Conseil Municipal par le biais d'une délibération distincte de celle du budget mais concomitante à une délibération budgétaire.

Par délibération n° 2013/2 du 4 février 2013, le Conseil Municipal a approuvé la création des AP ci-dessous au titre de l'exercice 2013.

Dans le cadre du Budget Supplémentaire, la Ville souhaite, d'une part, revoir le montant de certains programmes, et d'autre part, décide d'en créer deux nouvelles, la première pour la réhabilitation de la cuisine centrale et la seconde pour la construction des vestiaires de Grammont.

Le montant de chacune des Autorisations de Programme pour 2013 est arrêté à la somme de :

N°	Programme	AP globale au BP 2013	Variation AP au BS 2013	AP globale et proposée 2013
2013I01	PLAN ECOLE REUSSITE	2 260 000		2 260 000
2013I02	RENOVATION ECOLES DAVILER / KERGOMARD	1 000 000		1 000 000
2013I03	CRECHE DES ARCEAUX	1 830 000		1 830 000
2013I04	RENOVATION SALLE LOUIS FEUILLADE	650 000		650 000
2013I05	MISE EN CONFORMITE ACCESSIBILITE	625 000		625 000
2013I06	HALLES DES 4 SAISONS	883 100		883 100
2013I07	ACCOMPAGNEMENT TRAVAUX EDF	500 000		500 000
2013I08	RENOVATION TUNNEL COMEDIE	3 224 680		3 224 680
2013I09	PLAN LOCAL DE DEPLACEMENT	6 700 000	-700 000	6 000 000
2013I10	SCHEMA VERDANSON	1 100 000		1 100 000
2013I11	RUE PAUL RIMBAUD PLUVIAL	1 193 263		1 193 263
2013I12	REQUALIFICATION CITE GELY	5 077 612		5 077 612
2013I13	MODERATION VITESSE ABORDS ECOLES	2 505 000		2 505 000
2013I14	VOIES DESSERTE ILOTS PRIORITAIRES	2 000 000		2 000 000
2013I15	RUE PAUL RIMBAUD ANRU CEVENNES	1 435 000		1 435 000
2013I16	ACCESSIBILITE ESPACES PUBLICS	2 103 000		2 103 000
2013I17	PISTES CYCLABLES	2 060 000		2 060 000
2013I18	AVENUE DU PONT TRINQUAT	2 685 000		2 685 000
2013I19	ERP DARWIN	7 285 000		7 285 000
2013I20	BD JEU DE PAUME	5 600 000	-3 500 000	2 100 000
2013I21	OPAH COPRO LES CEVENNES	1 799 555		1 799 555
2013I22	PRU CEVENNES SUBVENTIONS	6 491 055		6 491 055
2013I23	PLACE TRITONS	1 265 000		1 265 000
2013I24	ALLEE DU TIERS ETAT	757 211		757 211
2013I25	SUBVENTION CG BLAYAC	2 100 000		2 100 000
2013I26	OPERATION CAMPERIOLS	600 000		600 000
2013I27	ACTION FONCIERE	10 000 000		10 000 000
2013I28	RAVALEMENT SUBVENTIONS	600 000		600 000
2013I29	OPAH ANIMATION	1 039 000		1 039 000
2013I30	PRU CENTRE	747 000		747 000
2013I31	PONT VIALLETON	1 500 000		1 500 000
2013I32	REHABILITATION CUISINE CENTRALE		5 000 000	5 000 000
2013P01	ECOLE BEETHOVEN -LES GRISETTES	7 083 756	-350 000	6 733 756
2013P02	ECOLE CHENGDU -REPUBLIQUE	7 010 000	-280 000	6 730 000
2013P03	GESTION ELECTRONIQUE DES ARCHIVES	500 000		500 000
2013P04	ACQUISITION ET TRAVAUX ARCHIVES	7 000 000		7 000 000
2013P05	CITE DE LA JEUNESSE	6 000 000		6 000 000
2013P06	CITE DES METIERS	500 000		500 000
2013P07	CITE DU CORPS HUMAIN	37 032 946		37 032 946
2013P08	PROJET URBAIN	530 000		530 000
2013P09	PV ELECTRONIQUES	598 600		598 600
2013P10	VIDEO PROTECTION	533 000	180 000	713 000
2013P11	BD NINA SIMONE ZAC PARC MARIANNE	16 100 000		16 100 000
2013P12	AVENUE RAYMOND DUGRAND ZAC PARC	9 305 429		9 305 429
2013P13	ZAC NOUVEAU ST ROCH	10 360 731		10 360 731
2013P14	PAE MARQUEROSE	3 001 326		3 001 326

2013P15	PAE AQUEDUC RUE DENIZOT	1 250 743		1 250 743
2013P16	EAI	16 640 600		16 640 600
2013P17	GARE ST ROCH	6 237 199		6 237 199
2013P18	ST CHARLES TRAVAUX	1 435 000		1 435 000
2013P19	PAE ST LAZARE	3 067 000		3 067 000
2013P20	ZAC NOUVEAU ST ROCH PARKING	22 724 000		22 724 000
2013P21	PONT DE LA REPUBLIQUE ZAC RIVE GAUCHE	7 992 000		7 992 000
2013P22	CONCESSION AMENAGEMENT GRAND	7 685 000		7 685 000
2013P23	VESTIAIRES DE GRAMMONT		2 150 000	2 150 000
Total		250 202 806	2 500 000	252 702 806

La ventilation des Crédits de Paiement par Autorisation de Programme est indiquée à titre informatif en annexe.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification du montant des Autorisations de Programme votées en Conseil Municipal du 4 février 2013 ;
- approuver la création des Autorisations de Programme n°2013I32 et 2013P23 ;
- autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Francis VIGUIE : Comme dirait M. TOUCHON, nous devons aller de l'avant. Donc, nous considérons qu'il nous faut être extrêmement responsables et que, compte tenu que nous sommes contre la Cité du Corps Humain, nous avons 37 M€ disponibles pour les ventiler différemment. Nous sommes intervenus à différentes reprises sur la Cité du Corps Humain et nous pensons qu'il peut y avoir des projets d'un autre type et qu'en tout cas, cet argent est nécessaire que ce soit pour le logement social, pour le sport dans les quartiers, pour les logiques de solidarité d'une manière générale. Nous sommes surpris car à côté de cela, nous voyons que par exemple d'un côté, nous avons 37 M€ pour la Cité du Corps Humain alors que pour le Plan Ecole Réussite, cette année, il y a eu un certain nombre de problèmes dans les écoles et en particulier dans les écoles du centre où il y avait des problèmes de classe surchargée, des problèmes de locaux. Donc, il y a un déséquilibre et cela peut être le moment de faire des choix politiques assez importants. Je ne reviens pas sur la vidéoprotection car c'est un sujet régulier de ce conseil municipal. Nous sommes contre. Donc nous sommes également contre l'augmentation de ce choix. Déjà que nous étions contre le budget, nous ne pouvons pas voter cela. J'en profite pour faire un point sur le n° 20 que va introduire tout de suite M. LEVITA. Nous remarquons qu'il y a beaucoup de moins, en particulier dans les dépenses d'investissement sur le sport et jeunesse - 980 000 € Cela se répercute ensuite sur la dépense de fonctionnement sport et jeunesse - 154 800 € Nous souhaiterions avoir des éclaircissements sur cette question. Nous ne doutons pas que nous les aurons.

Je termine en disant à M. Jacques MARTIN que je ne souhaite pas qu'il fasse uniquement des effets de manche. Compte tenu qu'il est juriste, je le renvoie afin qu'il agisse directement contre le journal le Midi Libre qui, dans le cadre d'un article dont le titre est « Le classement de ces riches qui ne connaissent pas la crise », dénonce tous les riches que nous avons dans notre région. S'il veut la liste complète, il doit lire le magazine Challenges où il y a l'ensemble de la liste dont Midi Libre a tiré son article pour le jeter en pâture à tous les Montpelliérains qui, impatients, ne pensent qu'à savoir combien d'argent ont Messieurs ALTRAD ou NICOLLIN.

Jean-Louis ROUMEGAS : Concernant l'affaire 19, M. LEVITA n'a pas précisé sur quel programme le Plan Local de Déplacement subissait une baisse de 700 000 € C'est la première chose. Ma deuxième remarque porte sur le stationnement. Je suis très surpris du coût du parking du Nouveau Saint-Roch. Il s'agit d'un parking qui est prévu pour 800 places et dont le coût est de 22 524 000 € Si nous ramenons cela au mètre carré et à la place, cela signifie que nous produisons des places de parking à peu près au prix d'un logement. Car c'est de la production qui revient à environ 2 500 € le mètre carré, étant entendu qu'il n'y a pas de parquet, pas de salle de bains, etc. Cela me paraît extrêmement élevé. Je ne comprends et pas j'aimerais que l'on nous explique cela.

Pour : 42

Contre : 2

Abstentions : 2

Adopté à la majorité des suffrages exprimés

20- EXERCICE 2013-BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2013 DE LA VILLE DE MONTPELLIER BUDGET PRINCIPAL ET BUDGET ANNEXE

Max LEVITA :

Depuis le vote du Budget Primitif 2013 adopté le 4 février 2013 et de la Décision Modificative du 25 mars 2013, il convient d'ajuster certains crédits dans le cadre du Budget Supplémentaire.

Ce dernier permet en outre reprendre les reports de crédits ainsi que le résultat de l'exercice 2012.

Le Budget Supplémentaire 2013 se présente de la façon suivante :

I- BUDGET PRINCIPAL

Le Budget Supplémentaire du Budget Principal s'élève à **147 125 485,74** euros.

- **Section d'investissement**

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à **132 757 769,58** euros.

Le détail de cette section est présenté dans les tableaux ci-après :

Chapitre	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2013
900	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUE LOCALES	6 193 378,80	-1 284 519,66	4 908 859,14
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	432 216,33	423 400,00	855 616,33
902	ENSEIGNEMENT FORMATION	3 881 200,41	3 105 283,66	6 986 484,07
903	CULTURE	1 647 557,27	-66 000,00	1 581 557,27
904	SPORT ET JEUNESSE	1 964 436,76	-980 000,00	984 436,76
905	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	58 580,92	261 000,00	319 580,92
906	FAMILLE	580 147,23	-30 000,00	550 147,23
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	19 736 126,42	828 467,49	20 564 593,91
909	ACTION ECONOMIQUE	188 711,19	100 000,00	288 711,19
910	OPERATIONS PATRIMONIALES		67 084 509,00	67 084 509,00
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES		10 031 500,00	10 031 500,00
914	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS		1 001 374,00	1 001 374,00
917	OPERATIONS SOUS MANDAT	30 467,20		30 467,20
001	SOLDE DE L'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE		17 569 932,56	17 569 932,56
TOTAL		34 712 822,53	98 044 947,05	132 757 769,58

Chapitre	RECETTES D'INVESTISSEMENT	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2013
900	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUE LOCALES	1 979,40	-345 000,00	-343 020,60
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	10 000,00	21 869,58	31 869,58
902	ENSEIGNEMENT FORMATION	22 142,50	70 000,00	92 142,50
903	CULTURE	1 313 640,20	-67 816,00	1 245 824,20
904	SPORT ET JEUNESSE	200 000,00	38 849,00	238 849,00
906	FAMILLE	822 347,00	133 810,24	956 157,24
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	2 381 548,73	6 915 830,51	9 297 379,24
909	ACTION ECONOMIQUE	300 000,00		300 000,00
910	OPERATIONS PATRIMONIALES		67 084 509,00	67 084 509,00
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	13 000 000,00	-7 971 095,80	5 028 904,20
912	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES		32 983 408,26	32 983 408,26
914	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS		5 198 368,00	5 198 368,00
919	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		6 643 378,96	6 643 378,96
95	PRODUITS DE CESSIONS D'IMMOBILATIONS		4 000 000,00	4 000 000,00
TOTAL		18 051 657,83	114 706 111,75	132 757 769,58

- **Section de fonctionnement**

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à **14 367 716,16** euros.

Le détail de cette section est présenté dans les tableaux ci-après :

Chapitre	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2013
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	144 400,00	1 337 926,00	1 482 326,00
921	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES		-27 148,00	-27 148,00
922	ENSEIGNEMENT-FORMATION	74 669,00	572 620,00	647 289,00
923	CULTURE	14 600,00	131 000,00	145 600,00
924	SPORT ET JEUNESSE	352 137,00	-154 800,00	197 337,00
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	92 394,00	140 000,00	232 394,00
926	FAMILLE		322 500,00	322 500,00
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	12 465,00	671 293,20	683 758,20
929	ACTION ECONOMIQUE	12 000,00	62 000,00	74 000,00
931	OPERATIONS FINANCIERES		-1 200 000,00	-1 200 000,00
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES		-7 087,00	-7 087,00
934	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS		5 198 368,00	5 198 368,00
936	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS		-25 000,00	-25 000,00
939	VIREMENT A LA SECTION		6 643 378,96	6 643 378,96

	D'INVESTISSEMENT			
Total		702 665.00	13 665 051,16	14 367 716,16

Chapitre	RECETTES DE FONCTIONNEMENT	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2013
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES		362 114,00	362 114,00
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE		30 000,00	30 000,00
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT		542 891,80	542 891,80
931	OPERATIONS FINANCIERES		60 219,50	60 219,50
932	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES		3 079 161,00	3 079 161,00
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES		-706 372,00	-706 372,00
934	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS		1 001 374,00	1 001 374,00
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE		9 998 327,86	9 998 327,86
TOTAL		0.00	14 367 716,16	14 367 716,16

II- BUDGET ANNEXE D'EXPLOITATION DU PARKING DE L'HOTEL DE VILLE

Le Budget Supplémentaire du Budget annexe du parking de l'Hôtel de Ville s'élève à **696 018** euros.

- **Section d'exploitation**

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à **521 018** euros.

Le détail de cette section est présenté dans les tableaux ci-après :

Chapitre	DEPENSES D'EXPLOITATION	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2013
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL		10 000,00	10 000,00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES		30 000,00	30 000,00
68	DOTATIONS AUX PROVISIONS		306 018,00	306 018,00
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT		175 000,00	175 000,00
Total		0.00	521 018,00	521 018,00

Chapitre	RECETTES D'EXPLOITATION	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2013
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE		521 018,00	521 018,00
Total		0.00	521 018,00	521 018,00

- Section d'investissement

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à **175 000,00** euros.

Le détail de cette section est présenté dans les tableaux ci-après :

Chapitre	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2013
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES		175 000,00	175 000,00
Total		0.00	175 000,00	175 000,00

Chapitre	RECETTES D'INVESTISSEMENT	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2013
021	VIREMENT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		175 000,00	175 000,00
Total		0.00	175 000,00	175 000,00

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2013 du Budget Principal par chapitre en section d'investissement et en section de fonctionnement ;
- approuver le Budget Supplémentaire 2013 du Budget Annexe par chapitre en section d'exploitation et en section d'investissement ;
- autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Hélène MANDROUX : Je pense que lorsque nous aurons franchi l'affaire n° 20, nous aurons certainement traité les affaires les plus importantes avant le vœu que nous aurons à la fin du conseil municipal. Je vous remercie de votre patience. Nous allons maintenant voir le budget supplémentaire qui est une chose très importante après le budget primitif et vous verrez que M. LEVITA vous démontrera que nous aurons une diminution de recours à l'emprunt de l'ordre de 11 M€, ce qui n'est pas rien. En termes de propositions nouvelles, il y en a pour environ 2,4 M€ Il fera ressortir également que les dépenses d'équipement sont à peu près stables par rapport à 2012. Dans le contexte actuel, c'est quelque chose que nous devons mettre en évidence. Vous verrez que l'effort qui est fait sur les dispositions nouvelles concerne essentiellement la vidéoprotection, la réhabilitation de la cuisine centrale et les vestiaires de Grammont.

Max LEVITA : Madame le Maire, vous avez dit l'essentiel de ce budget. Il s'agit d'un budget d'ajustement donc, au total, en ce qui concerne les opérations réelles, le budget s'élève à 480 810 000 € Nous partions de 413 M€ en budget réel, nous ajoutons 67 M€ et nous obtenons 480 M€ Je dois ajouter le budget annexe concernant le parking. Au total, cela nous donne des modifications mineures sur les dépenses de l'exercice 2013 que vous avez sur cette présentation, avec 19 M€ dans nos domaines de prédilection, à savoir la jeunesse, le renouvellement et le développement urbain et la solidarité. Ces trois postes représentent pratiquement la moitié des crédits de l'exercice.

Sur les recettes totales, nous vous présentons les ressources de ce budget. En fiscalité directe, vous voyez un peu plus de 40 %, les dotations et les compensations de l'État, ce qui montre l'inquiétude que nous avons pour l'avenir car ces dotations sont appelées à diminuer. Cela nous permet également de retracer la chaîne de l'épargne avec des modifications introduites par ce budget. En recettes de fonctionnement, nous ajoutons 3,4 M€ soit une augmentation de 20 %. Les dépenses de fonctionnement hors intérêts, nous ajoutons 3 M€ soit de l'ordre de 1 %. L'épargne de gestion s'établit donc maintenant à 41 M€, soit une augmentation de 1 %. Les intérêts, mes chers collègues, vous pouvez noter qu'ils vont diminuer. C'est dû à la situation exceptionnelle dans notre pays aujourd'hui où les taux d'intérêt sont très bas car nous pouvons souscrire des taux variables < 1 %.

« *Pourvu que ça dure* » comme le disait quelqu'un de célèbre. Donc au total, nos intérêts diminuent de 14 %, ce qui fait que notre épargne brute augmente de 5 %. Même topo en ce qui concerne le remboursement du capital de la dette qui a diminué, ce qui fait que notre remboursement diminue de 3 % et notre épargne nette augmente de 9 %. Cocorico ! Nous sommes sur un bon trajet.

Sur le budget supplémentaire, quelques chiffres : Madame le Maire, vous venez de l'indiquer, les opérations d'ordre, nous les laissons passer. Les virements en ce qui concerne le budget de fonctionnement : au budget d'investissement, les propositions nouvelles sont de l'ordre de 2 390 000 €. Sur le tableau, si vous l'avez regardé, M. DUMONT, mais ça m'étonnerait que vous l'avez regardé, vous aurez vu qu'il y a des opérations d'ordre à hauteur de 72 M€ qui sont assez compliquées à expliquer mais que je vous explique néanmoins à condition que vous acceptiez mon raisonnement. Cela est dû au fait que nous sommes tenus à une comptabilité patrimoniale et qu'aujourd'hui, notre patrimoine s'élève dans notre bilan à 1 485 000 000 €. Afin de pouvoir comptabiliser les résultats de cette délibération dans le logiciel Hélios qui est utilisé par le trésorier municipal, ce dernier nous a demandé de passer des écritures budgétaires à hauteur de 71 M€ mais qui n'obèrent en rien le fonctionnement de la structure de notre budget. C'est une opération comptable qui permet d'inscrire l'actif dans le logiciel de gestion. Retenez quand même que notre patrimoine s'élève à 1 485 000 000 €.

Dans la section de fonctionnement, les propositions nouvelles 2013 sont de l'ordre de 3 370 000 € en ce qui concerne les recettes et les 9 990 000 € que je vous ai demandé d'affecter. Cela nous donne donc un résultat de 44 M€ que je vous demande d'affecter à 9,9 € pour le budget de fonctionnement et à 34 M€ pour le budget d'investissement. Le solde est de - 17 M€, vous voyez de cette façon qu'il est couvert par cette affectation. Dans la section de fonctionnement, 1 820 000 € d'opérations nouvelles avec 700 000 € d'opérations report. Dans le budget d'investissement, propositions nouvelles 2 740 000 €. Notre recours à l'emprunt pour équilibrer s'élèvera dorénavant à 32 M€, ce qui nous permet donc de le diminuer de 11 200 000 € en intégrant les reports de 2012.

Dans le tableau qui vous est donné, les tableaux totaux et dépenses d'équipement 123 M€ pour le budget 2013, vous pouvez voir que nous nous situons à un niveau extrêmement élevé, ce qui permet de soutenir la conjoncture dans la mesure de nos moyens. Donc, 123 M€ dont 91 M€ en autofinancement, soit 74 %, un petit peu moins de 26 % étant financé par l'emprunt à hauteur de 32 M€. Je conclus en vous montrant l'évolution des dépenses d'équipement depuis la moyenne des années 1997-2002. Vous le voyez, nous nous situons toujours à un niveau extrêmement élevé. C'est le maximum de ce que nous pouvons faire et je pense que c'est le maximum de ce que nous ferons dans l'avenir. Nous n'atteindrons pas ces niveaux parce que les ressources vont diminuer. En attendant, ayez le plaisir de constater que nous sommes toujours à un niveau extrêmement important.

En détail, en ce qui concerne les opérations d'investissement, il y a la réhabilitation de la cuisine centrale et les vestiaires de Grammont que nous mettons en AP. Je vous ferai voter sur la vidéoprojection les 180 000 € nécessaires pour terminer le plan. L'école de Chengdu, Beethoven est en diminution ainsi que je vous l'ai démontré tout à l'heure. Au total, il y a en tant qu'opérations nouvelles, 1 400 000 € qui seront alloués à M. THINES qui a beaucoup demandé. Nous avons pu faire cet effort supplémentaire, absolument nécessaire dans le domaine de la voirie, sans quoi vous ne l'auriez pas obtenu.

Jean-Louis ROUMEGAS : Madame le Maire, Monsieur l'adjoint aux finances, tout d'abord, j'ai de la suite dans les idées, j'ai bien refait l'opération : la place de parking dont je vous parlais revient à 28 000 € la place. Vous vous êtes trompé d'un zéro. Pour un adjoint aux finances, ce n'est pas bien. L'instituteur vous donne une leçon, je suis désolé. Donc, 28 000 € la place, par rapport au coût d'achat d'une place de parking en ville, c'est extrêmement cher. C'est plus du double du prix moyen d'un parking fermé en ville.

En ce qui concerne le budget supplémentaire, vous connaissez notre position sur le budget primitif, sur le budget supplémentaire nous aurons la même. Nous ne l'avons pas construit avec vous, nous nous sommes abstenus et de façon bienveillante nous nous abstiendrons sur celui-ci également. Simplement, une remarque : vous mettez en avant, Monsieur l'adjoint, le tarissement des ressources et les difficultés financières auxquels la Ville, en particulier les collectivités en général, doivent se préparer. Donc, nous revenons à une question précédente. Dans ce contexte-là, un projet comme la Cité du Corps Humain est-il une priorité ? Il représente en effet 37 M€ d'investissement, alors que nous connaissons les contraintes que nous aurons. Je ne conteste pas l'intérêt du projet, mais vraiment, la question dans le contexte actuel, de ces projets qui ne sont pas absolument indispensables, se pose. Il est inutile de dire que cela créera de l'emploi. Nous aurons des choix budgétaires à

faire. Donc, je suppose que nous ne supprimerons pas des crèches, des projets d'école, cela me paraît évident, enfin je l'espère. Dans un contexte comme celui-ci, ne sommes-nous pas obligés d'envisager de différer des projets qui ne sont pas prioritaires ? La question reste posée, nous verrons dans les mois à venir de quelle façon nous trancherons.

Christian DUMONT : Madame le Maire, nous n'avons pas voté le budget principal, donc nous ne voterons pas ce budget supplémentaire. Si nous pouvons nous satisfaire de certains points, notamment concernant la baisse du budget de fonctionnement des groupes d'élus et sur la baisse du budget personnel par rapport aux prévisions du budget primitif, nous constatons, au niveau de l'opposition, une baisse dans ce budget supplémentaire du budget de la police municipale. Nous avons bien vu, à travers le billet de 100 € qui a été découpé, qu'il ne fait pas partie de vos priorités car, 2 € sont encore une baisse. Il y a également une diminution des équipements de voirie et une diminution du budget pour les actions contre la pollution. Voilà donc, Madame le Maire, les réflexions que nous inspire ce budget supplémentaire.

Si vous me le permettez, à ce moment du conseil car il est maintenant 20 h 30 et que cela fait quatre heures que nous débattons, je vous informe que les élus de l'opposition ne sont pas du tout hostiles à ce que, pour une fois, vous fassiez une entorse à l'orthodoxie du bon fonctionnement du conseil municipal. Ainsi, nous souhaiterions que le vœu que vous nous soumettez et qui est la délibération n° 100, puisse être débattu maintenant. Pourquoi ? Parce qu'il y a quand même derrière, des hommes et des femmes qui ont des vies de famille, en dehors du combat qu'ils mènent. Je pense que cela relève de votre pouvoir donc vous pouvez le faire. Au minimum, faisons donc en sorte que ce vœu puisse être évoqué maintenant pour éventuellement, ne pas infliger encore quatre heures de débat à ces hommes et femmes. Si nous avions été maire, nous aurions abordé la question du vœu en priorité.

Jean-Louis GELY : J'attendais que le budget supplémentaire soit évoqué pour répondre à notre ami VIGUIE. Tout d'abord, j'aimerais dire que sur le plan générique, se poser la question des contraintes et des priorités par rapport à la conjoncture qui est la nôtre, c'est, comme le disait Georges MARCHAIS, une bonne question. Après cette préférence qui fera plaisir à certains, je l'espère – c'était quelqu'un que j'appréciais personnellement –, j'aimerais ajouter simplement que nous examinons ici des autorisations de programme dans le cadre du budget supplémentaire, des ajustements, car un budget supplémentaire est toujours un ajustement de la prévision du budget primitif. Nous aborderons en fin d'année le budget primitif 2014 et j'aimerais, d'ores et déjà, faire un effet d'annonce. Il s'agit plutôt de quelque chose qui est en cours de préparation, en relation directe avec les intéressés. Il y aura dans les autorisations de programme 2014 un programme de revisite, de rénovation des écoles Jules Ferry, notamment par rapport à celles qui ont le plus de besoins dans leurs parties communes, c'est-à-dire l'école Sévigné, l'école Anatole France en rapport avec l'autorisation de programme qui inclura, à l'horizon 2016-2017, un groupe scolaire sur le Nouveau Saint-Roch et école Louis Figuiet pour laquelle – je m'y étais engagé auprès de la direction et des parents d'élèves – nous mettons en place, dès ce budget supplémentaire dans les crédits globalisés, une étude de préfiguration et de mise en place de chantier de 250 000 €. Louis Figuiet aura bien sûr une autorisation de programme sur trois ans pour la rénovation et l'agrandissement de l'école. Je pense que, à l'intérieur des contraintes qui sont les nôtres, il s'agit de faire des choix qui correspondent à la priorité qui a été affichée. Je le dis franchement, nous pouvons toujours faire plus et toujours faire mieux, je suis d'accord. Mais lorsque nous serons amenés à faire le bilan de ce qui aura été fait durant les six années de mandat, nous n'aurons pas à rougir et je pense qu'ensuite, nous aurons le loisir de faire des propositions, y compris sur un plan structurel pour la période qui suivra.

Philippe THINES : Madame le Maire, chers collègues, je voulais vous remercier car nous avons tous su entendre la demande des Montpelliérains qui est d'investir davantage sur le réseau routier de la ville de Montpellier. Aujourd'hui, cela représente 1 M€ supplémentaire. Je le dis à mes collègues avant d'être assailli de demandes demain. 1 M€ qui est déjà prévu en investissement car il est vrai que nous avons beaucoup de demandes dans ce domaine. Aujourd'hui, nous allons pouvoir améliorer les conditions de vie des Montpelliérains en passant par la voirie. Merci.

Francis VIGUIE : Je serai bref. Cela peut paraître surprenant, mais je suis d'accord avec la proposition de M. DUMONT. Elle me semble de bon sens. Le personnel et les syndicalistes de Sanofi sont là depuis un moment. Ils mènent une lutte longue et d'ampleur depuis longtemps, voilà quatre heures et demie qu'ils écoutent

nos débats, peut-être auront-ils appris des choses. Je ne sais pas s'ils considèrent que c'est passionnant, mais je pense qu'il serait bien de considérer qu'ils ont fait leur temps en passant maintenant à l'étude de ce vœu.

J'ajoute une dernière chose à M. LEVITA. Nous avons posé des questions sur la baisse des budgets concernant le sport et la jeunesse. Nous souhaiterions avoir une réponse. D'autre part, l'affaire de la Cité du Corps Humain est un point important car il s'agit d'un budget de 37 M€ Dans la situation politique présente de crise que nous connaissons, de baisse des dotations des collectivités et des choix politiques à opérer, ce n'est pas une petite affaire que de savoir si nous avons les moyens et les possibilités nous permettant des marges de manœuvre différentes sur des priorités sociales.

Pour : 42

Contre : 8

Abstentions : 2

Adopté à la majorité des suffrages exprimés

100- Vœu contre la précarisation de l'emploi dans l'enseignement supérieur et la recherche, et renouvellement du soutien au personnel de Sanofi

Madame TROADEC-ROBERT :

Le Conseil municipal de Montpellier renouvelle ses vives préoccupations à l'égard de la situation de l'emploi dans l'enseignement supérieur et la recherche.

Chez Sanofi, principale entreprise privée de la Région, le nouveau plan de suppression du secteur Recherche présenté par la Direction au début de ce mois, après l'annulation du précédent plan à la suite de sa mise en cause par les organisations syndicales, continue de prévoir la suppression d'environ 250 emplois sur le site de Montpellier, par mutations, mobilités, reclassements contraints, ouvrant ainsi la voie à une liquidation de l'ensemble de la recherche locale. Il faut rappeler que l'occupation des parties du site laissées vacantes par des "start-up" éphémères ne permettrait que d'aggraver la précarité tout en compromettant les coopérations existantes avec CHU, IUT et Universités.

Le Conseil municipal rappelle son vœu antérieur du 1^{er} octobre 2012, unanime, sur la mobilisation de tous les Montpellierains en vue de la défense de l'emploi chez Sanofi, et sur la nécessité urgente de mettre en discussion une loi empêchant les suppressions d'emplois à visée boursière.

Au niveau de l'enseignement et de la recherche publics, la situation créée par l'inefficacité de la loi dite Sauvadet de 2010 est patente. En effet, cette loi ouvre la possibilité, pour des agents contractuels, de devenir agents titulaires à l'issue d'une procédure ad hoc. Dans l'enseignement supérieur et la recherche, le nombre d'emplois précaires a très fortement augmenté ces dernières années, en particulier chez les chercheurs. En général, les doctorants ou les jeunes docteurs exercent leur activité de recherche en cumulant les CDD de trois ans. C'est l'une des conséquences de l'autonomie des universités et du transfert des charges de personnel, de la systématisation de la recherche par appels d'offres et de l'application de la révision générale des politiques publiques (RGPP). Les non-reconductions des contrats de ces jeunes doctorants ou jeunes docteurs multipliées par les directions des Etablissements Publics à caractère Scientifique et Technique afin d'éviter qu'ils bénéficient d'ancienneté, les mettent dans une situation très précaire. La fin de cette année universitaire voit s'accroître pour eux le risque de devenir chômeurs. Il faut ajouter aussi la précarisation des autres personnels indispensables à la recherche (administratifs, techniciens...). Cette pratique va non seulement à l'encontre de l'objectif de résorption de la précarité, mais elle prive nos laboratoires de l'expérience et du savoir accumulés par ces personnels. Sur Montpellier, on peut estimer le nombre des précaires de l'enseignement supérieur et de la recherche à environ 1000 emplois (soit environ un emploi sur dix du secteur), situation qui a suscité plusieurs manifestations publiques. Si l'on prend en compte la difficile situation financière des nos universités, il est difficile d'envisager une solution purement locale.

Comme le montre l'exemple de notre collectivité, qui a su créer des emplois pour transformer plusieurs centaines de CDD en CDI, il est possible de mettre un terme à une situation insupportable pour tant de jeunes

dont on bouche ainsi l'avenir.

C'est de plus un pôle public de recherche prenant en compte l'ensemble du potentiel actuel de notre ville qui est nécessaire pour répondre aux besoins de la santé de tous.

Le Conseil municipal s'engage à intervenir auprès des pouvoirs publics en vue de programmer dans un délai rapide des négociations avec les organisations syndicales et les collectifs de précaires, en vue d'un programme de résorption du précarat.

Jean-Louis ROUMEGAS : Madame le Maire, bien entendu, nous soutiendrons ce vœu car je crois que tout est bon à prendre, toutes les actions, les interventions et la pression des élus locaux sont absolument indispensables. J'aimerais quand même ajouter que nous serions dans une meilleure situation si une loi avait été adoptée, une loi qui n'est pas issue de mon groupe mais que j'ai soutenue et qui visait à pénaliser les entreprises qui abusent de la notion de licenciement économique et qui pratiquent les licenciements boursiers. Nous sommes exactement dans ce cas car – cela a été dit – Sanofi réalise 8 Mds € de bénéfices et licencie en même temps en utilisant abusivement la notion économique. En effet, c'est soi-disant pour restructurer et envisager de mieux préparer l'avenir. Or, avec une notion extensible comme cela, nous pouvons justifier n'importe quoi. Cette loi prévoyait de sanctionner et donc de demander le remboursement des crédits d'impôt recherche car Sanofi a touché des aides publiques à la recherche sous forme de crédits d'impôt notamment ou bien alors des crédits d'impôt compétitivité, là aussi qui sont malheureusement prévus sans condition. Nous pensons qu'ils doivent être conditionnés au respect des engagements en termes d'emploi. A la suite de l'expérience montpelliéraine, j'avais d'ailleurs déposé un amendement qui a été retenu par le rapporteur, l'auteur de la loi, M. CHASSAIGNE, qui visait à ce que les aides publiques des collectivités locales – et c'est le cas pour Sanofi qui a touché des aides de l'Agglomération et de la Ville – soient aussi sujettes à remboursement lorsqu'une entreprise pratique des licenciements boursiers. Malheureusement, cette loi n'a pas eu de majorité à l'Assemblée nationale et je le regrette car sinon, nous serions dans une autre situation pour lutter contre ces licenciements abusifs.

Malgré tout, nous devons continuer à nous battre car nous sommes dans un secteur stratégique qui est celui du médicament où nous ne pouvons pas accepter la logique purement mercantile. Vous le savez, vous êtes médecin, la question du médicament est une question stratégique. Nous en avons besoin pour répondre à la demande de la population. Aujourd'hui, au nom du profit, Sanofi est en train de délocaliser certains vaccins qui sont absolument indispensables afin de les faire fabriquer dans des pays comme l'Inde ou les États-Unis. Ce n'est pas acceptable non plus sur le plan sanitaire. Il s'agit de l'indépendance sanitaire et de la sécurité de notre pays qui est en jeu. Au même moment, il faut le dire, cette même entreprise qui délocalise des productions de médicaments absolument stratégiques et qui licencie en même temps, est en train d'investir dans des boissons énergisantes qui sont des produits néfastes pour la santé. Tous les diététiciens l'affirment aujourd'hui. Ils sont aux côtés de Coca-Cola pour faire entrer dans nos pharmacies la distribution de boissons énergisantes. Et tout cela au nom du profit. Nous sommes vraiment, et sur le plan social, et sur le plan sanitaire, devant une entreprise qui est en train de dériver vers une logique de profit. Cela, nous devons le dénoncer et je crois que tous les politiques doivent se mobiliser pour refuser cela. Nous ne devons pas nous contenter de le faire à Montpellier. Il faudra surtout convaincre au moins un ministre qui, pour l'instant, bien que ce soit sa prérogative, ne fait pas preuve de suffisamment de combativité là-dessus. Je parle de Monsieur MONTEBOURG. Il faut que les choses soient claires, il a l'air d'accepter le discours de M. LAJOUX, le PDG de Sanofi France pour argent comptant. Il accepte cette espèce de compromis et je crois que nous devons politiquement interpeller notre Gouvernement, celui que nous soutenons, afin qu'il retrouve davantage de combativité sur ce dossier. Merci.

Hélène MANDROUX : Vous avez souligné une chose effectivement importante. La recherche est souvent étroitement liée au fait qu'il y a un centre universitaire hospitalier conséquent. Le centre hospitalier de Montpellier est le quatrième de France. Il est vrai que nous ne comprenons pas que la recherche soit séparée. Il n'y a aucune raison que les chercheurs qui sont ici à Montpellier soient séparés du centre hospitalier. C'est inacceptable. Ce n'est pas en faisant du développement que nous allons contrebalancer la perte des emplois. Je suis entièrement d'accord avec vous. La direction affirme que les profits seront bien sûr réutilisés. Nous savons très bien que c'est absolument faux et ils se servent du personnel comme variable d'ajustement. C'est absolument inacceptable. Ils veulent faire partir les vaccins à Lyon. Voilà

actuellement où ils en sont dans leur reconfiguration. Nous n'avons pas le droit, effectivement, par rapport à la recherche, de faire partir des chercheurs du jour au lendemain.

Fanny DOMBRE-COSTE : Je voterai bien sûr ce vœu avec beaucoup de réalisme mais en même temps, d'envie de me battre. Ce qui se passe à Sanofi ne laisse personne indifférent, au-delà des enjeux stratégiques pour notre pays, puisqu'il s'agit bien d'un sujet de santé publique mais aussi d'un secteur innovant, la recherche, créateur d'emplois, irrigation d'une filière à fort potentiel. Nous ne pouvons pas nous désengager de cette question fondamentale à la hauteur de notre pays. Ensuite, sur le territoire de Montpellier, ce groupe Sanofi irrigue également, à travers le site de recherche et de développement, un certain nombre d'entreprises et de sous-traitants. La défense de ce site doit donc tous nous mobiliser, les élus mais également l'ensemble des acteurs économiques de ce territoire de Montpellier, puisque l'impact d'une fermeture éventuelle de ce site, ou en tout cas de son affaiblissement, mettrait véritablement en grande difficulté la ville de Montpellier. C'est pour cette raison que face au projet de restructuration annoncé par le groupe Sanofi, nous fûmes un certain nombre d'élus à se mobiliser auprès des salariés du site et de leur organisation syndicale.

La semaine dernière, au lendemain d'une réunion nationale de négociations, je les ai rencontrés, j'ai rencontré également les organisations syndicales avec mes collègues Anne-Yvonne LE DAIN et Jean-Louis ROUMEGAS pour une réunion de travail. Ils nous ont renouvelé à cette occasion leur inquiétude quant à l'avenir du site de Montpellier, forts des éléments du dossier portés à leur connaissance à la suite de cette réunion. En effet, d'une part, la direction de Sanofi envisage de transférer les fonctions support à Lyon et d'autre part, plus inquiétant encore, la suppression de la recherche car le site de Montpellier est en effet, comme cela a été dit, voué à devenir seulement un site de développement. Nous le savons tous, le développement sans la recherche menace véritablement la pérennité de ce site et surtout sa rentabilité. C'est bien là la question car c'est manifestement la rentabilité qui guide aujourd'hui les choix de la direction du groupe Sanofi. Il est annoncé effectivement, et vous l'avez précisé Madame le Maire, l'ouverture du bâtiment pilote pour accueillir des start-up et créer une sorte de pépinière d'entreprises. Pour ma part, je considère que ce ne serait pas qu'un rideau de fumée pour masquer le désengagement progressif du groupe Sanofi à Montpellier.

Je partage donc totalement l'inquiétude des salariés. Nous avons prévu de nous retrouver le 27 septembre, au lendemain d'une nouvelle réunion nationale pour faire le point. C'est du concret et le cas échéant, pour mobiliser évidemment tous les acteurs de ce territoire et bien au-delà, les acteurs au niveau national afin de soutenir les salariés et surtout, défendre le maintien durable du site Sanofi. Nous sommes en lien évidemment avec les différents ministères et ne croyez pas que MONTEBOURG soit désintéressé de cette question ni même qu'il ne se bat pas, c'est bien tout le contraire. Nous relayons cette nécessaire mobilisation au niveau des ministères à Bercy et chez MONTEBOURG. Merci.

Philippe THINES : Au nom du parti radical de gauche, nous voterons complètement le vœu en question et ce, pour quatre raisons. La première est la perte de l'indépendance de la France au niveau de la recherche qui est inacceptable. C'est évidemment l'emploi en France et notamment sur Montpellier. Nous ne pouvons pas laisser disparaître des emplois sans réagir, surtout avec des fonds – cela a été rappelé par M. ROUMEGAS –, qui ont été attribués par les collectivités. Supprimer la recherche à Montpellier, c'est enlever un maillon essentiel à la pérennité des universités et de la recherche à Montpellier. C'est donc quelque chose qui est inacceptable car sans ce maillon, nos universités perdront de leur valeur. Et qui dit perte de valeur, dit automatiquement des pertes d'emplois dues à Sanofi. Qui plus est, le fait de mettre des pépinières d'entreprises n'est pas incompatible avec le fait de garder la recherche. Au contraire, ce sera un maillon supplémentaire. Après en avoir discuté avec les salariés, ils ne sont pas du tout opposés à l'implantation de pépinières d'entreprises, à partir du moment où ce n'est pas à leur place mais bien en complémentarité pour augmenter le nombre de chercheurs sur le site de Sanofi. Il y a en effet suffisamment de place pour cela. Donc, la position de la direction de Sanofi est inacceptable et en outre, ils mentent à tout le monde. Il y a des bénéfices qui sont importants et ils doivent être réinvestis dans la recherche et certainement pas pour fermer des sites et les envoyer aux États-Unis car la recherche ne doit pas devenir complètement anglo-saxonne mais doit bien rester française.

Francis VIGUIE : Nous connaissons tous la situation et l'urgence qu'elle représente. Le point de vue que nous devons avoir aujourd'hui à ce conseil municipal – il y a des points que nous avons traités en octobre dernier et des mois ont passé depuis – c'est de faire passer le message suivant : ils doivent gagner. Le personnel de Sanofi et leur intersyndicale doivent gagner cette bataille de l'emploi, de la recherche et de la défense du site. Pour cela, nous devons prendre la mesure de la chose car un nouveau projet a été soumis. Le premier avait été plus ou moins annulé. Le nouveau projet maintient un nombre de suppressions d'emplois important et surtout, il maintient la suppression de la recherche. Nous devons donc entendre ce que disent les salariés de Sanofi sur la question du maintien du site. Car sur ce site il y a aussi des responsabilités. Ce site a été donné à un si bas prix car il y avait un projet qui comptait 1 800 emplois. Ce site est grand car les collectivités avaient fait une démarche pour cela et nous pouvons considérer qu'il y a eu des aides publiques attribuées lors de l'installation de ce site, au vu de l'enjeu du nombre de personnel et de la place qu'il occupait.

Aujourd'hui, les collectivités locales, au-delà du débat politique plus général sur la suppression des emplois, la recherche publique, leur engagement propre à un moment donné avec l'arrivée de Sanofi, ont leur mot à dire concernant ces questions. Nous avons donc voté pour une loi d'interdiction des licenciements boursiers. Pour le moment, ce n'est pas fait. Je souhaite que cela se fasse le plus rapidement possible. Mais nous avons quand même un problème : pour convaincre le Gouvernement, quel rapport de force pour décider de cette loi ? Je me souviens très bien du rassemblement devant le Corum. Il faisait beau, c'était le début de l'automne, Madame le Maire, à juste raison, nous prévenait : « *Vite, votez une loi interdisant les licenciements boursiers* ».

Plusieurs mois plus tard, un nouveau plan a été donné, des menaces très sérieuses subsistent et pour le moment, la loi n'est pas votée. Évidemment, nous allons voter ce vœu et tout ce qui va dans le sens de ce rapport de force, mais comment faisons-nous aujourd'hui pour qu'ils gagnent ? Nous devons discuter très sérieusement avec les syndicats et le personnel en ce qui concerne leurs attentes sur cette question précise. Quelles sont leurs attentes ? Je sais qu'ils ont un agenda en termes d'initiative, de rencontres avec d'autres entreprises. Quelle aide pouvons-nous apporter en termes de matériel et de finances ? Cela a-t-il du sens pour eux si nous faisons une conférence de presse au niveau du conseil municipal avec l'intersyndicale de Sanofi pour exiger rapidement une loi du Gouvernement portant sur le licenciement boursier ? Je ne déciderai pas à la place du personnel en lutte. Je pense qu'il mène une lutte exemplaire depuis le début, pleine de créativité et d'initiatives avec une capacité à rester unis et avoir un rapport de force puissant. Mais il faut maintenant considérer que nous sommes dans un moment décisif, tout le monde le sait. Les luttes durent mais à un moment donné, cela devient compliqué. Donc, nous devons exiger qu'ils sortent de là vainqueurs. Pour cela, le Gouvernement a une responsabilité incontournable en termes de décisions, en termes de loi et sur le pôle public de la santé et de la recherche. Ce sont des choses décisives. Continuons à apporter tout notre soutien et voyons avec eux comment ce soutien peut se concrétiser, faire des pas en avant et le marquer clairement dans tout ce qui peut faire bouger les choses dans leur sens. Par rapport à la précarité dans la recherche, je suis d'accord avec ce qui est écrit. La loi Fioraso perpétue simplement la LRU Pécresse et ne va pas dans ce sens. C'est pour cela que cette bataille est considérée également, en ce qui concerne la recherche, comme une bataille globale.

Christian DUMONT : Pour respecter les personnes, il convient de leur tenir un discours de vérité. Déjà, je note que ce vœu est essentiellement contre la précarisation de l'emploi dans l'enseignement supérieur et la recherche et nous pourrions dire, même si le thème n'est pas indiqué, accessoirement le renouvellement de notre soutien au personnel de Sanofi. Sur la première partie du vœu, le pouvoir politique peut véritablement intervenir. Lorsque vous nous dites qu'il y a nécessité urgente de mettre en discussion une loi empêchant les suppressions d'emplois à visées boursières, quand vous parlez de nécessité urgente, celle-ci était à l'automne dernier. Que n'avez-vous fait, qu'ont fait nos députés ? Qu'ont fait nos députés pour faire pression auprès de leurs collègues afin que ces derniers fassent pression à leur tour auprès du ministre et auprès du Gouvernement pour mettre en place cette loi que vous souhaitez contre les suppressions d'emplois à visées boursières ? Vous êtes des députés, des représentants de la Nation, vous devez nous communiquer autre chose que votre réponse personnelle et ce, indépendamment de ce que vous venez de déclarer, parce que c'est toujours le même schéma lorsque nous vous posons des questions. J'entendais tout à l'heure Mme DOMBRE-COSTE affirmer : « *Oui, je me suis saisi du problème, oui, j'ai rencontré les syndicats, oui, maintenant je connais le problème et je vais intervenir* ». Mais ce n'est pas ce

qu'ils vous demandent. Ils attendent de vous des actes, du concret et non pas une compréhension de leurs problèmes. Alors, lorsque j'entends M. ROUMEGAS reconnaître qu'il n'est pas satisfait, contrairement à Mme DOMBRE-COSTE, de l'implication du ministre et qui déclare nécessaire d'interpeller le Gouvernement, je me demande pourquoi vous ne l'avez pas fait depuis le mois de septembre ou d'octobre 2012 ? Donc, ce vœu d'aujourd'hui est en réalité l'aveu d'impuissance du premier vœu d'octobre 2012. Et cela, c'est de votre responsabilité, vous qui avez tous les pouvoirs. Par conséquent, vous devez prendre à bras-le-corps le combat des gens qui sont derrière nous, qui veulent sauvegarder leur emploi et vous devez faire le maximum, pas uniquement des conférences de presse, pas uniquement des lettres.

Lorsque nous voyons la conclusion de ce vœu, elle est affligeante : « *Le Conseil municipal s'engage à intervenir auprès des pouvoirs publics* » Qui sont les pouvoirs publics ? C'est le Gouvernement. « *En vue de programmer dans un délai rapide* », tout à l'heure vous parliez de nécessité urgente, « *Dans un délai rapide des négociations avec les organisations syndicales et les collectifs de précaires en vue d'un programme de résorption du précaire* ». Mais tout cela, c'est du vent. Les personnes qui sont derrière nous veulent du concret, elles ne savent pas de quoi sera fait leur avenir, elles ont des enfants, des prêts sur le dos, etc. Pas ce genre de conclusion. C'est vous qui êtes au pouvoir. Nous n'avons aucune responsabilité. Vous avez la possibilité de le faire concernant ce problème de précarisation de l'emploi dans l'enseignement supérieur.

En ce qui concerne le problème de Sanofi, nous avons toujours dit, nous ici, que Sanofi est une entreprise privée. C'est une stratégie certainement blâmable. MONTEBOURG a peut-être compris qu'il ne devait être en conflit ouvert, comme il l'a fait dans d'autres circonstances pour faire parler de lui. Le problème de MONTEBOURG est qu'il n'ose pas se mettre contre le patron de Sanofi pour défendre les salariés. Ce n'est pas de notre faute si nous avons un mauvais ministre. Ce n'est pas nous qui l'avons désigné. S'il préfère être à la une en marinière pour faire sa publicité, c'est le problème du Gouvernement. Ce n'est pas le nôtre et ce n'est pas le leur non plus. Ils vous demandent d'être efficaces. Donc, terminez les vœux car ils ne servent à rien. Il faut le leur dire. En revanche, vous devez être avec eux sur le terrain pour faire pression et établir un rapport de force. Je le déclare aux délégués syndicaux, ceux qui connaissent les luttes mieux que nous certainement : un combat peut être gagné lorsqu'un rapport de force est institué. Si ce dernier, vous n'êtes pas capables de l'instituer, vous perdrez le combat.

Michel PASSET : Merci Madame le Maire. Comme nous le disons, j'en tombe sur le cul en écoutant M. DUMONT. M. ROUMEGAS a évoqué la proposition de loi déposée par André CHASSEIGNE demandant d'interdire les licenciements boursiers. M. DUMONT, deux ou trois ans avant, il y avait eu une proposition de loi qui n'était pas déposée par M. André CHASSEIGNE mais par M. Alain BOCQUET, alors président d'un groupe communiste très connu. Il sait ce qu'est la lutte. Savez-vous de quoi l'ont traité les députés de la majorité ? Savez-vous comment l'a traité votre Premier ministre ? « *Mais enfin M. BOCQUET, vous voulez soviétiser les entreprises ! Vous êtes un assassin.* » Voilà la réponse des députés de l'UMP. Vous avez le compte rendu des débats au Sénat concernant cette proposition de l'Assemblée nationale, les interventions des députés UMP. Tous traitent cette loi de folie. C'est dément, inacceptable. Reprenez et distribuez sur Montpellier les déclarations de l'UMP. La proposition de loi qui a été développée doit être remise sur le terrain car la première mouture n'est pas tout à fait correcte au niveau de l'interdiction des licenciements, cela allait plus loin que les licenciements boursiers. Ce sont notamment les salariés de Sanofi qui ont fait modifier le texte de la loi en disant : « *Limitez-la à ce point précis, nous allons essayer de la faire passer comme ça* ». Et ils avaient raison. Lorsqu'un vœu est déposé, il doit être suivi par des propositions de loi pour faire avancer les choses. Ils avaient raison car cela cible vraiment un type très particulier d'entreprises qui sont des entreprises voyous, à la fois dans la façon de faire travailler leurs salariés et d'utiliser ce qui appartient à leurs salariés, c'est-à-dire leurs compétences et leur travail. Nous devons arrêter cela. Afin que cela ne devienne pas un vœu pieux, il y a une chose à faire, c'est demander de le remettre à l'Assemblée nationale car il doit passer maintenant. Tout le monde peut se tromper une première fois, mais pas la deuxième fois, d'autant plus que pour Sanofi, si cette loi ne passe pas, si nous ne disons pas stop, il n'y aura plus de Sanofi demain à Montpellier. Ce n'est pas seulement la recherche qui partira.

Ensuite, pour le rapport de force, c'est aux organisations syndicales de bouger. Je ne mène pas la lutte à leur place. Je n'ai pas de leçon à leur donner. C'est d'abord à eux de décider. Ensuite, je décide politiquement de quelle façon les appuyer au maximum.

D'autre part, la situation de la recherche à Sanofi est très liée à la situation de la recherche, notamment dans l'enseignement public. D'un côté, nous laissons les entreprises privées piller la recherche française et d'un autre côté, à travers une loi qui a été votée par votre Gouvernement M. DUMONT, on détruit la recherche publique. Que va-t-il rester à la France ? La recherche publique s'appuie sur la recherche privée et la recherche privée devrait s'appuyer sur la recherche publique. Restera-t-il des start-up à Montpellier ? Allons-nous sacrifier la recherche de Sanofi ou d'autres entreprises ? Allons-nous précariser au maximum la recherche publique ? Et finalement, en fonction de quelques études qui seront nécessaires, nous donnerons à d'autres chercheurs, dont je ne conteste pas les qualités – je ne dis pas que les chercheurs français sont meilleurs que les chercheurs chinois, ce n'est pas mon propos. Mais ils ne conduiront pas à une recherche fondamentale si nécessaire au développement d'un pays.

Dernier point que je dois déclarer au Gouvernement – et je le dis haut et fort – après le coup de la Ligne à Grande Vitesse, nous ne pouvons pas tuer le Languedoc-Roussillon. C'est quand même fort à avaler. Je comprends les difficultés gouvernementales, je comprends la crise, mais il ne faut pas exagérer. Non contents de détruire les infrastructures nécessaires au développement d'une région mais ensuite, nous sacrifions l'une des activités qui nous faisaient le plus vivre, en l'occurrence la recherche. Le Gouvernement doit faire très attention.

Nous venons de vivre quelques expériences dans la santé où nous voyons que des laboratoires jouent aux apprentis sorciers et ont mis en danger des dizaines et des centaines de vies. C'est un vrai problème de société que celui-ci. Nous avons la nécessité de contrôler, de développer et d'exiger une santé de qualité, ce que sont en capacité de faire les 200 chercheurs de Sanofi avec les autres et ce serait un grave préjudice pour tout être humain de laisser le secteur santé à la dérive de certains magouilleurs dont je ne citerai pas le nom aujourd'hui.

Stéphane MELLA : J'aimerais intervenir pour déclarer que M. DUMONT a très bien démarré son intervention. Il a tout à fait raison quand il rappelle que nous devons respecter les personnes qui sont ici présentes car demain, elles perdront peut-être leur emploi. Si nous voulons les respecter, nous devons être honnêtes. Nous devons leur dire la vérité. Ces personnes sont des adultes. L'UMP, rappelons-le, était aux affaires il y a très peu de temps et le président SARKOZY venait à Florange et certifiait : « *Ne vous inquiétez pas, je vais sauver l'entreprise* ». Le candidat Hollande dit la même chose. Rien n'a été fait. Cela doit être extrêmement compliqué. Pourquoi ? Parce que chacun sait très bien qu'au-delà de l'entreprise, tout le monde aurait envie de nationaliser l'établissement. C'est le réflexe qui nous vient à l'esprit très facilement. Mais nous savons que dans une économie mondialisée, hélas, si jamais nous faisons cela – je ne peux pas croire qu'aucun gouvernement ne l'a fait –, nous enverrions des signaux extrêmement négatifs. Telle est sûrement la raison pour laquelle cela n'a pas été fait. Nous devons être honnêtes envers eux et nous devons leur dire que la situation est extrêmement difficile.

En revanche, je ne peux me résigner au fait que nous ne puissions rien faire. Je crois que les méthodes à l'ancienne, c'est-à-dire soviétiser ou libéraliser à l'extrême, ne sont pas des solutions pertinentes. En revanche, à l'intérieur du capital, je crois qu'en France nous sommes naïfs, nous sommes des petits garçons et nous n'avons pas encore compris comment fonctionnent les lois du capitalisme. Dans ce genre d'affaire, il convient d'utiliser les lois du capitalisme contre les capitalistes. Par exemple, nous savons qu'un certain nombre de collectivités – je le rappelle à nos amis parlementaires ici présents, à nos amis conseillers communautaires, aux autres collègues du conseil municipal – mettent à disposition (tel est le cas avec IBM et d'autres entreprises) des terrains pour permettre une attractivité générant des emplois. À ce moment-là, il convient de raisonner comme une société privée le ferait, c'est-à-dire que l'on pourrait donner des terrains avec une clause de réserve de propriété ou avec une clause résolutoire et le jour où l'entreprise ne joue pas le jeu, il convient d'utiliser toutes nos prérogatives administratives et réglementaires légales afin de leur mener la vie dure. Cela peut passer par le fait de préempter leur terrain, cela peut passer par une modification du PLU, cela peut passer par un certain nombre de choses, au moins pour les entreprises à venir, parce que là, malheureusement, ce n'est pas nous qui étions sur ces affaires, il y a 40 ou 50 ans.

En revanche, nous devons tous travailler. Je demande que nous montions un groupe de travail. Ainsi, au lieu de dire que c'est l'État, chaque collectivité à son niveau doit monter de travail pour réfléchir à tous les moyens à droit constant, sans parler de faire une loi sur ceci ou cela, sur ce qu'il est possible de faire pour leur mener la vie dure. Il n'est pas normal qu'avec 8 Mds € de bénéfices, nous sommes tous d'accord, de licencier des gens. C'est ignoble. C'est minable. En revanche, nous savons que, hélas, la Cour de Cassation valide ce genre de licenciement parce que les patrons disent toujours : « *Oui mais c'est de la stratégie, je dois faire un mouvement de défensive car je vais me faire attaquer pour les Japonais ou je ne sais qui* ». Chacun à notre niveau, nous devons travailler là-dessus et avec nos petits moyens, nous devons mener la vie impossible à ces entreprises lorsqu'elles procèdent de cette façon. Je vous remercie.

Claudine TROADEC-ROBERT : Déjà, je pense que si cette discussion a pu avoir lieu ici au conseil municipal à Montpellier, c'est grâce à la lutte des salariés de Sanofi. Pour ceux qui parlent de rapports de force, d'action, de lutte, etc., c'est une belle leçon qu'ils nous donnent pour savoir comment, effectivement, nous continuons à avancer. En même temps, beaucoup l'ont signifié, il y a urgence. Ici, nous ne ferons pas de débat du Parlement. Mais nous avons des députés à Montpellier qui peuvent influencer, y compris sur des décisions à prendre. Je crois que beaucoup de propositions ont été faites et qu'effectivement, aujourd'hui, comme certains l'ont dit, il y a une urgence en ce qui concerne le vote de la loi contre les licenciements boursiers.

Dans le même temps, ne restons pas l'arme au pied. Si les collègues de Sanofi sont venus ici nous interpeller, c'est qu'ils souhaitent un vote à la hauteur de leur lutte afin de sauver l'emploi, la recherche et le développement au niveau de Sanofi. Cela signifie qu'aujourd'hui, ils attendent de nous une action concrète et pas uniquement un vœu. Quelle est la répercussion d'un vœu ? Individuellement et collectivement, tous ici sommes en capacité de faire pression au niveau des députés, au-delà de l'Hérault, de la région et au-delà de ça, nous sommes en lien avec des collègues d'autres villes. Je pense qu'au niveau de l'Association des maires des grandes villes et autres, nous pouvons interpeller pas mal de représentants du Parlement pour avancer. Des erreurs peuvent être faites. En tout cas, nous ne fléchirons pas et nous poursuivrons l'action jusqu'à l'aboutissement des revendications du personnel de Sanofi car dans le même temps, c'est dans notre intérêt. Il s'agit de notre santé et de l'avenir de la santé publique. Je souhaite que tout le monde, pour des raisons diverses – et nous acceptons de nous écouter dans la diversité –, nous puissions être unanimes sur une proposition concrète contre des suppressions d'emplois et contre la précarité de l'emploi.

Pour : 57

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

21- Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre de la solidarité Exercice 2013

Christiane FOURTEAU :

La Ville développe depuis de nombreuses années un partenariat actif avec les associations œuvrant dans le champ de la solidarité.

Ces structures assurent une présence de proximité sur les quartiers. Les actions, menées tout au long de l'année, permettent le renforcement du lien social et facilitent les échanges et les rencontres intergénérationnelles dans le quartier. Elles interviennent par ailleurs auprès d'un public en difficultés sociales en leur proposant différentes activités et temps de rencontres.

Dans le cadre de la politique de solidarité menée par la Ville de Montpellier et afin de permettre aux structures ci-dessous de développer l'ensemble de leurs activités, il est proposé d'attribuer une subvention aux associations suivantes :

N° asso	Association	Nature	Montant
4636	Le Peyrou les Séniors en Action	Fonctionnement	500 €
1033	Association PACIM	Projet	3 000 €
5500	Amicale des retraités de Paul Valéry	Fonctionnement	1 000 €
4901	Association pour la Promotion des Activités des Comités d'Entreprises	Fonctionnement	20 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature de la lettre d'engagement ou de la convention ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur l'imputation budgétaire : 6574/925/21497, pour un montant de 24 500 €;
- d'approuver la lettre d'engagement ou la convention type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 54

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

22- Convention cadre définissant la répartition des attributions relatives à la voirie routière départementale sur le territoire de la commune de Montpellier

Philippe THINES :

La répartition des attributions sur la voirie départementale est établie conformément aux pouvoirs de police détenus par le Président du Conseil Général et aux pouvoirs de police du maire.

La présente convention cadre a pour objet de déterminer la répartition des attributions exercées respectivement par le département de l'Hérault et la commune de Montpellier sur le domaine public routier départemental.

Cette convention cadre clarifie les obligations et les responsabilités de chaque collectivité :

- en matière d'entretien et d'exploitation de la voirie départementale – chaussées et ouvrages d'art – et de ses dépendances et équipements – trottoirs, plantations, éclairage public, signalisation routière ;
- à l'intérieur comme à l'extérieur de l'agglomération au sens du code de la route.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention cadre annexée à la présente délibération et définissant la répartition des attributions relatives à la voirie routière départementale ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à l'exécution de cette convention.

Pour : 49
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

23- Déplacement de l'autoroute A9

Conventions relatives aux rétablissements de communications

Autorisation de signer

Philippe THINES :

Par décret en date du 30 avril 2007, la construction du dédoublement de l'autoroute A9 au droit de la ville de Montpellier et de son agglomération a été déclarée d'utilité publique. Par décision ministérielle en date du 9 mai 2012, l'Etat a approuvé l'avant-projet sommaire de la construction du déplacement de l'autoroute A9 au droit de la Ville de Montpellier et de son agglomération. L'Etat a concédé l'infrastructure de l'autoroute A9 aux ASF par convention de concession en date du 10 janvier 1992.

Dans le cadre du déplacement de l'autoroute A9, les ASF doivent à la collectivité le rétablissement des différentes voies de communication préexistantes et traversées par la nouvelle infrastructure. A ces fins, il convient de définir les conditions techniques, financières et administratives des ouvrages rétablis dans le cadre de l'opération.

Route de Vauguières

ASF rétablit cette voie communication par la construction d'un passage supérieur: la ville sera propriétaire et gestionnaire de la voie, des rampes d'accès au pont et gestionnaire des dépendances du pont; ASF sera propriétaire et gestionnaire du pont (hors dépendances).

Avenue Bachaga Boualem

L'avenue Bachaga Boualem est interceptée par la réalisation des travaux de l'autoroute A9. Dans le cadre de ces travaux, l'avenue Bachaga Boualem conserve strictement son tracé actuel; elle est mise en impasse de part et d'autre de la nouvelle infrastructure et permet de desservir l'ensemble des parcelles propriétés riveraines actuelles. Cette mise en impasse représente pour les riverains concernés situés dans la partie en impasse de la voie un rallongement de parcours maximum de l'ordre de 1 500 m.

Rue du Mas Rouge

ASF rétablit cette voie de communication par la construction d'un passage inférieur: la ville sera propriétaire et gestionnaire de la voie, des rampes d'accès au passage inférieur et gestionnaire des dépendances de ce passage inférieur; ASF sera propriétaire et gestionnaire de l'ouvrage (hors dépendances).

Rue de la Fontaine de la Banquière

La rue de la Fontaine de la Banquière est interceptée par la réalisation des travaux de l'autoroute A9. Dans le cadre de ces travaux, la rue de la Fontaine de la Banquière conserve strictement son tracé actuel ; elle est mise en impasse de part et d'autre de la nouvelle infrastructure et permet de desservir l'ensemble des parcelles propriétés riveraines actuelles. Cette mise en impasse représente pour les riverains concernés situés dans la partie en impasse de la voie un rallongement de parcours maximum de l'ordre de 1 700 m en empruntant des voies existantes : avenue Georges Frêche, avenue des Platanes et chemin du Mas Rouge situées sur la Commune de Lattes.

Rue Montels l'Eglise

ASF rétablit cette voie communication par la construction d'un passage inférieur : la Ville sera propriétaire et gestionnaire de la voie, des rampes d'accès au passage inférieur et gestionnaire des dépendances de ce passage inférieur ; ASF sera propriétaire et gestionnaire de l'ouvrage (hors dépendances).

Avenue Etienne Méhul et Rieucoulon

ASF rétablit cette voie communication par la construction d'un passage inférieur: la Ville sera propriétaire et gestionnaire de la voie ainsi que du Rieucoulon, des rampes d'accès au passage inférieur et gestionnaire des dépendances de ce passage inférieur; ASF sera propriétaire et gestionnaire de l'ouvrage (hors dépendances).

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver les conventions relatives aux rétablissements de communications dans le cadre des travaux réalisés par ASF pour le déplacement de l'autoroute A9 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire, notamment les conventions suscitées.

Jean-Louis ROUMEGAS : Vous connaissez notre position quant au doublement de l'A9. Compte tenu de l'heure, je ne vous infligerai pas une nouvelle démonstration. Il faudra rétablir les voies perpendiculaires quand le doublement de l'A9 sera réalisé. Malheureusement, ce n'est pas notre choix et nous ne participerons pas à ce vote.

Pour : 45

Contre :

Abstentions : 4

Adopté à l'unanimité

24-Dénomination de voies et d'espaces publics

Philippe THINES :

La Ville de Montpellier propose les dénominations suivantes de la voirie communale.

QUARTIER MOSSON

- MOSSON

La voie d'accès qui permet d'accéder à l'Espace Mosson depuis la Place Robert SCHUMAN n'est pas dénommée, **nous proposons de dénommer cette voie :**

**Rue Mama OUATTARA
(1951-2004)
Footballeur ivoirien**

Mama OUATTARA est un joueur de football. Après avoir brillé dans le Championnat ivoirien avec le Stade d'Abidjan, il part jouer en France.

Il signe d'abord au Nîmes Olympique de 1972 à 1973 puis s'engage en 1974 au Montpellier Paillade SC alors en Division d'Honneur. Il va alors connaître l'ascension du club : 3^{ème} division en 1976, 2^{ème} division en 1978, et même l'Elite.

Après s'être occupé du centre de formation de Montpellier, il s'engage avec la Fédération ivoirienne de football. En 2003, entraîneur de la sélection espoir, il atteint les finales de la Coupe d'Afrique des nations junior.

La même année, il participe à la Coupe du monde des espoirs.

Il devient ensuite adjoint d'Henri MICHEL, entraîneur de la sélection ivoirienne en vue de la qualification pour la CAN 2006.

QUARTIER CENTRE

- FIGUEROLLES

Le programme de logements « Résidence Django REINHARDT » est réalisé par ACM sur l'emplacement de l'ancien terrain de football A. HERMANDEZ. Ce programme sera desservi par des voies non dénommées. **Nous proposons d'une part de prolonger la rue Joachim du BELLAY** en limite sud du projet.

~

Une rue reliera cette dernière à la rue Rojè Maria de HEREDIA, **nous proposons de la dénommer :**

**Rue Stéphane GRAPPELLI
(1908-1997)
Musicien français**

Stéphane GRAPPELLI est un violoniste, pianiste, et jazzman français. Il fait partie des plus grands violonistes de jazz du XXème siècle et créa le « Quintette du Hot Club de France » avec Django REINHARDT. Il est aussi le compositeur et interprète des morceaux originaux constituant la bande-son du film *Les Valseuses* de Bertrand BLIER sorti en 1974, ainsi que de la musique de *Milou en mai*, film de Louis MALLE de 1989. Il participera à de nombreux quartets ou trios avec guitares.

~

Une autre rue interne est créée, elle est reliée à la rue Stéphane Grappelli, **nous proposons de la dénommer :**

**Rue Patrick SAUSSOIS
(1954-2012)
Jazzman français**

Patrick SAUSSOIS est un guitariste de Jazz manouche autodidacte avec la particularité d'être gaucher et de jouer sur une guitare pour droitier. En 1976, il débute dans des bals où il joue en trio. Il commence une carrière professionnelle en 1977 et travaille avec Gilbert LEROUX et Daniel GARCIA. En 1980, il rencontre Didier ROUSSIN, avec lequel il jouera en duo pendant 9 ans et enregistre son premier album *Si tu savais* en 1982. Vers 1988, Patrick SAUSSOIS crée sa propre maison de disques Djaz Records. En 1996, il crée sa formation Alma Sinti. Il vivait à Montrouge, où il organisait chaque année une Nuit du jazz manouche. En mars 2009, il est victime d'un accident vasculaire cérébral, qui génère un syndrome d'enfermement, le laissant dans l'incapacité de poursuivre sa carrière.

QUARTIER PORT MARIANNE

- PORT MARIANNE

La place Ernest Granier est située à la croisée des ZAC Richter, Jacques Cœur, Parc Marianne et de la Baume. Cette place comprend quatre parkings. Pour en faciliter la localisation, notamment pour les services de secours, il est nécessaire de les dénommer.

Nous proposons de dénommer le parking situé au Nord Est de la place :

Parking des Acilius

Nous proposons de dénommer le parking situé au Sud Est de la place :

Parking des Agapanthias

Nous proposons de dénommer le parking situé au Nord-Ouest de la place :

Parking des Anthaxias

Nous proposons de dénommer le parking situé au Sud-Ouest de la place :

Parking des Aromias

~

La ZAC Port Marianne – Parc Marianne est une opération localisée autour du parc public Georges Charpak, entre l'avenue Raymond Dugrand, l'avenue du Mondial 98, la rue Joan Miro et l'avenue Nina Simone. Elle s'inscrit dans la continuité des ZAC de Port Marianne et s'intègre dans son schéma directeur paysager ainsi que dans le plan de composition de l'avenue Raymond Dugrand établi par Architecture Studio.

Dans le projet lauréat, dessiné par le cabinet Architecture Studio (Paris) associé à IMAGINE et CARRE VERT, les implantations d'immeubles résultent d'une conception alliant ouverture vers le parc et constitution de façades urbaines sur les grandes voiries.

Une passerelle permet de franchir La Lironde qui traverse l'ensemble du projet, **nous proposons de la dénommer :**

Passerelle Robert DELAUNAY (1885-1941) Peintre français

Robert DELAUNAY est né le 12 avril 1885 à Paris et décédé le 25 octobre 1941 à Montpellier. Il est le fondateur et le principal artisan du mouvement orphique, branche du cubisme et important mouvement d'avant-garde du début du XX^{ème} siècle. Ses travaux sur la couleur prennent pour origine plusieurs théories de la loi du contraste simultané des couleurs, formulées par Michel-Eugène CHEVREUL. Par un travail concentré sur l'agencement des couleurs sur la toile, il cherche l'harmonie picturale.

Il est très lié (en correspondance, en art, voire en amitié) avec les poètes Guillaume APOLLINAIRE et Blaise CENDRARS, les peintres russes Vassily KANDINSKY et Michel LARIONOV, les peintres allemands August MACKE ou Franz MARC. Il est considéré à cette époque comme le peintre le plus influent, avec Pablo PICASSO.

Après la guerre, il se lie d'amitié avec les artistes du mouvement surréaliste, dont il réalise plusieurs portraits, sans pour autant adopter leurs points de vue et leurs visions artistiques. Il aura notamment une amitié forte et durable avec le poète Tristan TZARA.

Son nom est également associé à la tour EIFFEL, dont il a vu l'érection alors qu'il avait quatre ans et qu'il a peinte de nombreuses fois dans sa carrière, en utilisant des méthodes différentes, d'abord néo-impressionniste puis cubiste et ensuite avec sa méthode simultaniste.

~

La piste cyclable qui relie l'avenue de la Pompignane à l'avenue Albert Einstein parallèlement à l'avenue Pierre Mendès France n'est pas dénommée, **nous proposons de la dénommer :**

Allée Louis MAZAS (1843-1926) Inventeur

Louis MAZAS est un des inventeurs qui ont participé à la genèse de la bicyclette moderne. Il améliore le pédalier inventé par Pierre MICHAUX (qui avait ajouté une manivelle à la roue avant d'une draisienne et inventa ainsi la pédale). Louis MAZAS mit au point un ingénieux système de transmission vers les roues arrières libérant la roue directrice. Faute de moyens financiers, il ne put protéger son invention que pendant 10 ans.

- GRAMMONT

Le lotissement « Le Clos Marguerite » est en cours de création. Il va s'accompagner de la création d'une voie d'accès ainsi que d'une place. Ces voies ne sont pas dénommées.

Nous proposons de dénommer la voie :

Rue James BALDWIN

(1924-1987)
Ecrivain américain

James BALDWIN est né en 1924, il ne connut jamais l'identité de son père biologique. La famille était pauvre et les relations avec son père adoptif n'étaient pas bonnes. James devint membre de l'église pentecôtiste de Harlem où il commença à prêcher dès l'âge de quatorze ans. Alors que son père s'opposait à ses aspirations littéraires, BALDWIN trouva un soutien auprès d'un professeur ainsi qu'auprès du maire de New York. Au début des années 40, il abandonna sa foi religieuse pour la littérature. Ces premiers textes furent ensuite publiés dans *Notes of a Native Son* en 1955.

Entretemps BALDWIN avait fini par prendre conscience de son homosexualité. En 1948, écœuré par les préjugés contre les noirs et les homosexuels, il quitta les États-Unis pour Paris, où il devait passer pratiquement le reste de son existence.

Nous proposons de dénommer la place :

Place Marguerite BOUET
(1913-2003)
Montpelliéraine

Marguerite BOUET est née à Paris le 14 septembre 1913 et est décédée à Montpellier le 28 juillet 2003, elle a toujours vécu dans ce quartier. Elle exploitait, jusqu'au décès de son mari, la vigne qui se trouvait sur ce terrain. C'était une personne remarquable par sa discrétion, sa bonté, sa disponibilité et son dévouement. Elle était estimée de tout le voisinage.

QUARTIER HOPITAUX FACULTES

- AIGUELONGUE

Au détour des berges du Lez, au droit de la rue de la Draye, une allée piétonne a été dénommée :

Allée Nicole MOSCHETTI-STAMM
(1944-2012)
Géographe et élue montpelliéraine

A la demande de la famille, il est proposé de compléter cette dénomination en faisant référence à l'engagement écologiste de Madame MOSCHETTI-STAMM, **nous proposons de renommer cette allée :**

Allée Nicole MOSCHETTI-STAMM
(1944-2012)
Géographe, écologiste et élue montpelliéraine

Nicole MOSCHETTI-STAMM était une géographe de profession et mère de trois enfants. Elle avait participé à la création du groupe des Verts à Montpellier en 1984. Conseillère municipale Verts dès 1989, c'est avec Georges FRECHE en 2001, puis aux côtés d'Hélène MANDROUX en 2004 qu'elle va mener bataille pour que les questions environnementales soient l'un des principaux axes de la politique de la Ville ; elle y parviendra avec succès puisqu'en 2011, Montpellier décrochera le titre de capitale européenne de la biodiversité.

- HOPITAUX FACULTES

La nouvelle faculté de médecine sera implantée fin 2015 sur le campus Arnaud de VILLENEUVE. Elle permettra de regrouper le premier cycle de médecine actuellement implanté en centre-ville avec le second cycle déjà présent sur le site. La proximité avec les infrastructures hospitalières créera de nombreuses synergies. Le plan de composition propose l'insertion de la « diagonale de référence » identifiée par l'opération CAMPUS qui permet les connexions du pôle médical A. de VILLENEUVE avec le site de Saint PRIEST à l'ouest et

l'ensemble universitaire Paul VALERY, Triolet et Balard à l'est. De nombreux aménagements publics seront réalisés.

Nous proposons de dénommer le futur parvis de l'université :

**Parvis Pierre MAUROY
(1928-2013)
Homme politique français**

Diplômé de l'Ecole Normale Supérieure de Cachan, Pierre MAUROY se lance très vite dans la vie militante avec les jeunesses socialistes (1944) dont il devient secrétaire général (1950-1958).

Fondateur des Club Léo LAGRANGE (1951), il intègre le bureau du parti socialiste SFIO en 1963 qui le désigne secrétaire général adjoint en 1966. Dans sa région natale du Nord, il est élu conseiller général (1967), puis député du Nord (1973-1992), puis maire de Lille (1973), mandat qu'il occupe jusqu'en 2001. Il joue un rôle central dans la mise en œuvre de l'Union de la gauche qui permet à François MITTERRAND d'être élu président de la République en 1981.

Il est nommé Premier ministre du premier gouvernement de la gauche (mai 1981-juillet 1984). Il occupe ensuite les fonctions de Premier secrétaire du Parti socialiste (1988-1992). Il est élu président de la communauté urbaine de Lille (1989). Elu sénateur du Nord en 1992, il préside également l'Internationale socialiste.

En 2001, il passe le flambeau de la mairie de Lille à Martine AUBRY.

~

Nous proposons de dénommer le mail central :

**Mail GUILHEM VIII
(1157-1202)
Seigneur de Montpellier**

Il est seigneur de Montpellier, ville alors en plein essor, déjà célèbre pour sa prospérité, son artisanat et son enseignement de la médecine et du droit. La dynastie des GUILHEM est aussi connue pour sa tolérance et la ville est déjà une terre d'accueil où se croisent des personnes de toutes origines.

Il épouse successivement Eudoxie COMNENE et Agnès de CASTILLE. Il entretient une petite cour où fleurit la poésie courtoise de langue d'oc.

C'est en 1181 que GUILHEM VIII édicte une loi qui va infléchir le destin de Montpellier : il y proclame la liberté d'enseigner la médecine, quelles que soient son origine et sa foi. Cette mesure va formidablement accélérer l'essor intellectuel de la cité. Car Montpellier, déjà, est un creuset de migrations : fuyant l'Espagne des Almohades, de nombreux médecins juifs s'y réfugient depuis 1148, y rencontrant d'autres maîtres versés dans les médecines salernitaines et maure. Dès lors, les écoles médicales de la ville vont rayonner sur l'ensemble du monde connu.

~

Au carrefour de la rue de la Croix de Lavit et de la rue de la Galéra, une place est aménagée, **nous proposons de la dénommer :**

**Place Camille PELLETAN
(1846-1915)
Homme politique français**

Charles Camille PELLETAN est né le 28 juin 1846. Il est le fils d'Eugène PELLETAN (1813-1884).

Il fut diplômé en droit et ancien élève de l'Ecole nationale des Chartes. A vingt ans, il devint journaliste, il fut très impliqué dans la critique du régime de l'Empereur NAPOLEON III. Après la fin de la guerre de 1870, il est l'un des meneurs des radicaux et s'oppose aux républicains dits « opportunistes » qui perdurent la politique de

Léon GAMBETTA.

A partir de l'année 1880, il travaille, avec succès, à la révision des peines des républicains impliqués dans le soulèvement de la Commune de Paris en 1871. Il est élu député des Bouches-du-Rhône de 1881 à 1912, puis sénateur de ce même département de 1912 à 1915. Il devient alors membre du Parti-radical-socialiste dès sa création.

Il devient ministre de la Marine. L'exercice de son ministère fut très critiqué à l'époque. En 1904, pendant les grandes grèves de Marseille, il montra beaucoup de sympathie pour les grévistes et les méthodes socialistes qu'ils affichaient. Une violente polémique s'en suivit, et les caricaturistes s'en donnèrent à cœur joie pour le brocarder.

QUARTIER LES CEVENNES

- **LA MARTELLE**

Le parvis de la Maison Pour Tous André CHAMSON n'est pas dénommé, **nous proposons de le dénommer**

**Parvis Ambroise CROIZAT
(1901-1951)
Homme politique français**

De père ouvrier et de mère employée dans un tissage de velours, Ambroise CROIZAT est député communiste de la Seine de 1936 à 1940. Après avoir purgé une peine de prison pour son appartenance au PC, interdit sous le gouvernement de Vichy, il est transféré en Algérie.

Libéré, il devient membre de l'Assemblée consultative d'Alger dans laquelle il représente la CGT. À la Libération, il est élu membre des deux Assemblées constituantes puis de l'Assemblée Nationale de 1946 à 1951. Il sera Ministre du Travail du Général de GAULLE du 21 novembre 1946 au 4 mai 1947 (fin de la participation communiste au gouvernement).

Surnommé le « ministre des travailleurs », son nom reste attaché aux grandes lois relatives à la Sécurité sociale (Mise en place de celle-ci, organisation administrative des caisses et des élections aux conseils d'administration des caisses et régimes des fonctionnaires), son influence s'exerce aussi sur les projets concernant les comités d'entreprise, le statut des délégués du personnel, les conventions collectives, la prévention et la réparation des accidents du travail, le régime des prestations familiales. En vingt-huit mois, il accomplit ainsi une œuvre considérable.

Il fut secrétaire Général de la Fédération CGT des travailleurs de la métallurgie et siégea au Comité central du Parti communiste français.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'adopter ces propositions de dénomination de voies ;
- d'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Frédéric TSITSONIS : Juste pour aller dans le sens de Philippe THINES sur les noms des parkings. Nous nous apercevons trop souvent que dans les nouveaux quartiers, les personnes ont du mal à s'approprier les lieux de parking. Nous avons souvent des problèmes par rapport à cela. Donc, c'est une très bonne idée de nommer les parkings, il faudra le généraliser dans les nouveaux quartiers et communiquer là-dessus afin que les gens retiennent leur espace de stationnement dans leur quartier, au sens large.

Nancy CANAUD : Nous demandons à nouveau pour M. le Recteur RICHARD, grande figure montpelliéraine. Je vous ai sollicités depuis le mois d'octobre afin de savoir si nous pouvions lui attribuer une rue.

Michel PASSET : J'aimerais faire une demande maintenant que les passions sont apaisées. Quand nous relisons ses livres, ce qu'il a écrit à cette époque-là a hélas été vérifié par l'histoire. Je ferai une proposition afin d'avoir une **rue X (4 :49 :25)** à Montpellier. Merci.

- Contre : /
- Abstentions : /
- Adopté à l'unanimité

25- PAE MARQUEROSE

Aménagement boulevard Paul Valéry et rue de la Marqueroise

Marché à procédure adaptée

Autorisation de signer les marchés

Philippe THINES :

Le PAE multi-sites Marqueroise, a été approuvé par délibération du Conseil Municipal le 6 novembre 2006, pour urbaniser le secteur compris entre l'avenue Villeneuve d'Angoulême, la voie ferrée et le boulevard Paul Valéry par la construction d'un programme d'environ 140 logements.

De nombreux programmes de logements sont aujourd'hui réalisés ainsi que les réseaux nécessaires à la desserte de ces logements.

Les premières acquisitions de terrain par la Ville permettent d'envisager une première tranche d'aménagement de voirie.

La première tranche de travaux concerne la desserte des bâtiments réalisés le long de la rue de la Marqueroise et du boulevard Paul Valéry entre la rue Joseph Guerre et la rue Gaston Bachelard.

Le projet comprend l'aménagement d'une zone 30 dans le quartier avec les caractéristiques suivantes :

Rue de la Marqueroise (10,50 m d'emprise) :

- une chaussée neuve de 5,50 m de largeur ;
- côté Nord de la rue de la Marqueroise : la continuité de la piste cyclable existante à double sens de 2,50 m de largeur ;
- côté sud de la rue de la Marqueroise : un trottoir accessible aux PMR de largeur variable ;
- l'enfouissement de tous les réseaux ;
- l'implantation de l'éclairage public sur le trottoir sud.

Boulevard Paul Valéry (15,00 m d'emprise) :

- une chaussée de 5,50 m de large ;
- côté Nord du boulevard : la continuité de la piste cyclable de la rue de la Marqueroise sur trottoir partagé de 5,00 m de largeur ;
- côté Sud du boulevard : un trottoir accessible aux PMR de 2,00 m largeur ;
- une rangée de plantations sur le trottoir nord du boulevard ;
- une dizaine de places de stationnement le long du trottoir nord du boulevard ;
- la création de murs de soutènement au droit des propriétés alignées ;
- l'enfouissement de tous les réseaux ;

- l'implantation de l'éclairage public fonctionnel sur le trottoir sud complété par un éclairage piétonnier entre les arbres sur le trottoir nord.

Pour réaliser l'ensemble de ces travaux, une consultation d'entreprises dans le cadre d'un marché à procédure adaptée conformément à l'article 28 du code des marchés publics a été lancée avec 3 lots (lot 1 voirie réseau pluvial, lot 2 éclairage public, lot 3 espaces verts) selon les critères suivants :

- critères relatifs à la candidature :
 - garanties techniques et financières,
 - références professionnelles ;
- critères intervenant pour le jugement des offres :
 - valeur technique de l'offre (60 %),
 - prix des prestations (40 %).

La Commission d'appel d'offres, au cours de sa séance du 9 juillet 2013, a retenu les entreprises suivantes :

- Lot 1 Voirie : l'entreprise MALET pour un montant de travaux de 546 107,09 €HT ;
- Lot 2 Eclairage public : l'entreprise SPIE SUD-OUEST pour un montant de 166 484,20 €HT ;
- Lot 3 Espaces Verts : l'entreprise POUSSE CLANET pour un montant de travaux de 15 847,00 €HT.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Ville, nature 2315, fonction 908-241, programme 2013, AP 14.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver cette opération ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'appel d'offres et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Pour : 48

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

26- Réfection des revêtements de sols Espace Mousseron, rue de l'Herberie et rue Draperie Rouge Demande de permis d'aménager

Philippe THINES :

Dans le cadre de la maintenance de son patrimoine de Voirie, la Ville a décidé de renouveler les revêtements de sols aux abords des halles Castellane et devant le Palais de Justice (rue Foch).

S'agissant de travaux réalisés à l'intérieur du périmètre de la ZPPAUP (zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager) de l'Ecusson, la Ville a décidé de retenir des matériaux de qualité afin de réaliser ces travaux de maintenance :

- le pourtour des bâtiments existants sera marqué par des dalles de pierre calcaire ocre clair ;
- les revêtements restants seront réalisés en béton désactivé de teinte ocre clair.

Pour être réalisés comme prévu, ces travaux nécessitent le dépôt d'un permis d'aménager qui sera soumis à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'autoriser la demande de permis d'aménager ;
- d'approuver les principes retenus pour les réfections des abords des halles Castellane et du Palais de Justice ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire, notamment la demande de permis d'aménager.

Philippe THINES : C'est devant la place Castellane qui était aussi très demandée par les habitants. Donc, nous allons procéder à la réfection de cet emplacement car compte tenu que nous amenons les élèves de l'école d'architecture, cela correspond à ce qu'il ne faut vraiment pas faire en termes d'aménagement dans une ville. C'est dommage de l'enlever mais c'est nécessaire.

Pour : 48

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

27- Prestations topographiques et missions de géomètres

Autorisation de signer les marchés

Philippe THINES :

La Ville de Montpellier a décidé de se doter de nouveaux marchés à bons de commandes concernant les prestations topographiques et de missions de géomètres.

Un appel d'offres ouvert a été lancé selon les dispositions des articles 33 et 57 à 59 du Code des Marchés Publics, avec 2 lots géographiques :

- Lot 1 : Quartier Centre ;
- Lot 2 : Hôpitaux Facultés, Mosson, Cévennes, Croix d'Argent, Près d'Arènes, Port Marianne.

Ces marchés sont d'une durée d'1 an renouvelable deux fois avec les critères de sélection suivants :

- Les critères relatifs à la candidature sont :
 - garanties techniques et financières,
 - références professionnelles.
- Les critères intervenant pour le jugement des offres sont :
 - valeur technique de l'offre appréciée à l'appui d'un cadre de mémoire technique, à compléter par l'entreprise (60 %),
 - niveau de prix (40 %).

Le montant total des commandes pour la durée initiale du marché est compris par lot entre un minimum de 5 000 €HT et un maximum de 200 000 €HT.

La Commission d'appel d'offres, lors de la séance du 9 juillet 2013, a retenu les entreprises suivantes :

- le groupement d'entreprises BILICKI-DHOMBRES-OSMO/SIRAGUSA/PAGES TIP pour réaliser les missions du lot n° 1 « Quartier Centre » ;
- le groupement d'entreprises BILICKI-DHOMBRES-OSMO/SIRAGUSA/PAGES TIP pour réaliser les missions du lot n° 2 « Quartier Hôpitaux Facultés, Mosson, Cévennes, Croix d'Argent, Près d'Arènes, Port Marianne ».

Le financement nécessaire à la réalisation des prestations incluses dans ces marchés à bons de commandes est inscrit au budget de la Ville.

En conséquence, nous vous demandons :

- d'approuver l'attribution et la signature des marchés n° 3D0142239 avec :
 - le groupement d'entreprises BILICKI-DHOMBRES-OSMO/SIRAGUSA/PAGES TIP, pour le lot n° 1,
 - le groupement d'entreprises BILICKI-DHOMBRES-OSMO/SIRAGUSA/PAGES TIP, pour le lot n° 2 ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 48

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

28- Fourniture de lanternes d'éclairage public type tramway - appel d'offres ouvert - Autorisation de signer le marché

Philippe THINES :

Le présent marché a pour objet la fourniture de lanternes d'éclairage public type tramway, sur la commune de Montpellier.

Il s'agit d'un marché à bons de commande passé selon une procédure adaptée ouverte, en application des articles 33-3 al. et 57 à 59 du Code des marchés publics.

Les prestations sont rémunérées sur la base de prix unitaires et font l'objet de bons de commande passés en application de l'article 77 du Code des marchés publics.

Les bons de commande seront notifiés sur le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Le marché est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa notification, reconductible 3 fois par périodes successives d'un an, ce qui porte la durée maximale du marché à 4 ans.

Le montant total des commandes pour la durée initiale du marché est de 195 000 €HT au maximum ;

Le jugement des offres se fonde sur les critères suivants :

➤ au niveau des candidatures :

- garanties techniques et financières,
- références professionnelles : qualifications et références de l'entreprise ;

➤ au niveau des offres :

- valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique (60 %) ;
- prix des prestations (40 %).

La Commission d'Appel d'Offres, au cours de sa séance du 9 juillet 2013, a retenu l'offre économiquement la plus avantageuse de l'entreprise RAGNI.

Les crédits nécessaires à l'exécution de ce marché sont inscrits au BP 2013 nature 90814 23 15 (fonction investissement).

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'attribution du marché n° 3D00802400 à l'entreprise RAGNI pour un montant maximum de 195 000 €H.T. ;
- d'autoriser le prélèvement de cette dépense sur les imputations budgétaires citées ci-dessus ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les documents ou actes relatifs à cette affaire.

Pour : 49

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

**29- Délégation de service public
Fourrière automobile
Avenant n° 2
Modification tarifs 2013**

Max LEVITA :

Par délibération du 07 novembre 2011, le Conseil municipal a approuvé le choix du délégataire pour la gestion du service public de la fourrière automobile. La Ville de Montpellier a confié à EFFIA Stationnement l'exploitation du service par convention de Délégation de Service Public pour une durée de six ans à compter du 1^{er} janvier 2012.

La convention de délégation précise dans son article 46 que les tarifs de fourrière sont fixés sur la base de l'arrêté interministériel du 2 avril 2010 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles. En cas de nouvel arrêté interministériel, il est prévu que les tarifs seront modifiés en conséquence.

Par délibération en date du 29 mai 2012, un avenant n° 1 a été passé afin d'actualiser les tarifs fourrière suite à la publication au Journal officiel de l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles.

La présente délibération a pour objet la passation d'un avenant n° 2 suite à la publication au Journal officiel de l'arrêté du 21 mai 2013 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles afin d'actualiser les tarifs fourrière 2013.

La revalorisation des tarifs réglementés, proposé par cet arrêté, concernent les frais d'enlèvement et de garde journalière pour les voitures particulières :

- Frais d'enlèvement ancien tarif 113,00 €/ nouveau tarif 115,10 €
- Frais de garde journalière ancien tarif de 6,00 €/ nouveau tarif 6,10 €

Les nouveaux tarifs seront applicables à compter de la notification de l'avenant.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver les termes de l'avenant n° 2 à la convention de délégation de service public pour l'exploitation de la fourrière municipale, tel qu'annexé à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué à signer cet avenant n° 2 ainsi que tous les documents se rapportant à cette affaire.

Pour : 47

Contre : 2

Abstentions : /

Adopté à la majorité des suffrages exprimés

30- Attribution d'une subvention à l'association Festival International du Cinéma Méditerranéen. Convention de partenariat. Exercice 2013

Philippe SAUREL :

Dédiée à la connaissance des cinémas du bassin méditerranéen, de la mer Noire, du Portugal et de l'Arménie, l'association Festival International du Cinéma Méditerranéen organise sa 35^{ème} édition qui se déroulera du 25 octobre au 2 novembre 2013 au Corum et au Centre Rabelais.

Le Festival aborde non seulement le patrimoine cinématographique mais entre de plain-pied dans l'actualité, parfois féroce, et dans des sociétés en pleine métamorphose. Il participe ainsi à l'expression d'une difficile émancipation tournée vers la recherche de la démocratie et d'une vie plus juste. Articulant ainsi le passé et le présent, le Festival International du Cinéma Méditerranéen se projette résolument du côté de l'avenir.

La Ville de Montpellier est un partenaire essentiel de la manifestation et a permis, dès les années 1980, de lancer et de développer cette manifestation. Ce sont plus de 220 films qui sont projetés représentant plus de 30 nationalités. L'édition 2012 a accueilli 80 000 spectateurs, public majoritairement montpelliérain, qui a largement plébiscité la richesse et la qualité des productions cinématographiques récentes du bassin méditerranéen.

De nombreux prix sont décernés durant le festival et certains couronnent le travail effectué durant l'année. Parmi les plus importants concernant les longs métrages le Prix Antigone d'Or : 15 000 euros de récompense et une aide à la diffusion ainsi que des prestations techniques d'un montant de 15 000 euros. Pour les courts métrages, le Grand prix d'un montant de 4 000 euros. Le Prix du jeune public de la Ville de Montpellier de 2 000 euros.

Au-delà des productions méditerranéennes inédites, des compétitions longs métrages, courts métrages et documentaires, des panoramas et des avant-premières, l'édition 2013 mettra à l'honneur : le comédien et réalisateur **Daniel Auteuil**, le réalisateur **Paolo Sorrentino** ainsi que la comédienne espagnole **Marisa Paredes**. **Les studios du Caire** seront aussi à l'honneur. Par ailleurs, les nombreuses projections inédites permettent de rencontrer les équipes de film en collaboration avec les grands distributeurs et les exploitants locaux.

Pour la seconde année consécutive, le festival et ses partenaires mettent en place **un dispositif « Produire en Méditerranée »** afin de positionner Montpellier comme une plate-forme essentielle à la production de films sur le bassin Méditerranéen, **formations, journées de coproduction, colloques, rencontres professionnelles**. Ce programme, construit avec les associations Eurodoc et Languedoc-Roussillon Cinéma, constitue aux yeux de la ville de Montpellier un élément déterminant dans le développement et la professionnalisation du festival.

La contribution de la Ville au Festival du Cinéma Méditerranéen est majeure. Elle se décline non seulement en termes de subventions versées mais aussi en termes d'aide en nature.

Ainsi la Ville de Montpellier met à disposition de l'association d'une part, **le Centre Rabelais** et son personnel pendant les 10 jours du Festival pour une valeur de 15 200 euros et, d'autre part, les locaux sis au **Moulin de l'Évêque** destinés à l'administration à l'année du Festival d'une valeur de 36 400 euros. L'emplacement privilégié et la superficie de ces locaux de 330 m² sur trois étages constituent un atout pour le fonctionnement et la visibilité du festival. Leur accès est de premier ordre : à huit minutes de l'aéroport, proche de la gare, desservi par deux lignes de tramway et par le réseau des bus de la ville. Pour la première année, la salle principale de la **Maison des Relations Internationales** sera également mise à disposition 3 jours pour accueillir une partie du dispositif « Produire en Méditerranée » et une soirée cocktail dinatoire réunira les différents producteurs, réalisateurs, experts, journalistes et diffuseurs issus des pays méditerranéens jumelés avec Montpellier (environ 80 personnes). Ces mises à disposition gratuites constituent des aides en nature valorisables.

Considérant ainsi que cette manifestation contribue au développement de la culture cinématographique, domaine important de la politique culturelle de la Ville et de son rayonnement, la Ville de Montpellier propose d'attribuer à l'association Festival du Cinéma méditerranéen une subvention de 260 000 euros pour l'organisation du festival, le dispositif Produire en Méditerranée, le prix jeune public, l'opération Hors les murs ; de passer une convention de partenariat, jointe en annexe, avec ladite association. Le budget prévisionnel est également joint en pièce annexe. A noter que la Ville a par ailleurs attribué une subvention de 7 000 € au titre du Festival Jeune Public au Conseil Municipal du 04/02/13.

Comptes de résultats simplifiés exercice 2012 et budget prévisionnel 2013

Charges			Produits		
	CR 2012	BP 2013		CR 2012	BP 2013
Charges d'exploitation	873 532	939 400	Produits d'exploitation	270 555	174 500
Salaires et charges	347 528	377 500	Subventions totales	957 400	1 113 400
Impôts et taxes	15 393	11 200	<i>Etat</i>	12 500	12 500
Dotations aux amortis ^{ts}	7 373	8 000	<i>Région</i>	78 000	90 000
Charges financières	0	-	<i>Ville Mtp</i>	267 000	313 000
Charges exceptionnelles	105	-	<i>Conseil Général</i>	4 900	4 900
-	-	-	<i>Agglomération</i>	460 000	470 000
-	-	-	<i>CNC</i>	57 000	100 000
-	-	-	<i>CEE</i>	50 000	100 000
-	-	-	<i>ACSE</i>	10 000	15 000
-	-	-	<i>Autre</i>	18 000	8 000
-	-	-	Mécénat	-	30 000
-	-	-	Reprises sur provisions	-	18 200
-	-	-	Produits financiers	4	-
-	-	-	Produits exception ^{ts}	367	-
Total	1 243 931	1 336 100	Total	1 228 326	1 336 100
Pertes d'exploitation	15 605				

Tableau d'attribution

Code	Nom association	F/M	Montant
105	Festival International du Cinéma Méditerranéen de Montpellier	F	260 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'attribution et de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat ;

- d'approuver la mise à disposition des locaux précités qui constituent des aides en nature et dire que les montants valorisés de ces aides seront ainsi inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 260 000 €;
- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 50

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

31- Convention de partenariat entre l'association Halte Pouce et le cinéma municipal Nestor Burma.

Philippe SAUREL :

L'association Halte Pouce dont l'objet porte sur le soutien aux familles ayant des enfants handicapés organise depuis 2012 un programme de projections au cinéma municipal Nestor Burma. Agissant dans le cadre de l'association nationale « Ciné-ma différence », l'enjeu est de promouvoir partout en France l'accès des personnes en situation de handicap au monde de la culture et des loisirs et en particulier l'accès aux cinémas.

Ces séances de cinéma se déroulent en règle générale tous les 3^{èmes} dimanche de chaque mois. Elles sont ouvertes à tous, comme une séance classique, mais aménagées pour un public particulier, généralement exclu des loisirs culturels. Les séances « Ciné-ma différence » seront proposées au tarif unique de 3 euros par personne et les responsables et bénévoles assurant l'accueil pourront assister à ces séances à titre gratuit.

Fort d'une collaboration efficace au cours de l'année 2012-2013 qui a réuni autour de 13 films 870 spectateurs et considérant que ces actions s'intègrent dans le champ de la politique culturelle de la Ville en faveur de l'accès des personnes en situation de handicap, il est décidé de renouveler ces séances au cinéma municipal Nestor Burma en lien avec l'association Halte Pouce au travers d'une convention de partenariat.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- d'inscrire le tarif de 3 € pour les séances « Ciné-ma différence » dans la grille des tarifs municipaux pour l'année 2013 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer cette convention et tout document relatif à l'affaire.

Pour : 50

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

32- Attribution d'une subvention à l'établissement public CROUS. Convention de partenariat. Exercice 2013

Philippe SAUREL :

Le CROUS, Établissement public administratif sous tutelle du Centre national des œuvres universitaires et scolaires et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche dispose d'un service culturel qui coordonne plusieurs dispositifs dont le Pass'Culture mis en place il y a 11 ans. Ce dispositif permet aux étudiants âgés de 30 ans maximum d'avoir accès à une offre culturelle riche et variée grâce à une politique tarifaire leur permettant ainsi d'assister à de nombreux spectacles. Au-delà de la facilitation de l'accès des étudiants aux lieux culturels, l'un des enjeux principal est de faciliter la rencontre entre étudiants et création artistique. Pour ce faire, le service culture cherche à mettre en œuvre des actions de médiation et de sensibilisation.

Bien que la saison 2012-2013 connaisse une baisse de 16 % des adhésions au Pass'Culture ainsi qu'une baisse des places vendues, la Ville souligne surtout l'augmentation de l'écart de fréquentation entre les lieux de spectacles vivants, tous fortement impliqués dans le dispositif, et les cinémas de la ville bénéficiant majoritairement de l'action (80 % pour le cinéma contre 20 % pour le spectacle vivant). Si le cinéma est certes une offre attractive pour les étudiants, sa plus-value pour le spectacle vivant est insuffisamment exploitée. Un travail de prescription, de médiation et sensibilisation du public étudiant est certainement à renforcer. De plus, depuis quelques années, la Ville de Montpellier incite également le CROUS à solliciter les autres financeurs institutionnels sur cette opération.

Néanmoins, considérant que le projet porté par le CROUS contribue au développement de sa politique en matière d'accès de tous les publics à la culture et qu'il présente ainsi un intérêt local non seulement pour les étudiants mais également pour les lieux culturels partenaires de l'opération, la Ville de Montpellier a décidé de renouveler son soutien financier et propose d'attribuer à l'Établissement public administratif CROUS (n° de dossier 000030) une subvention d'un montant de 20 000 euros pour le dispositif Pass'Culture et de passer avec celui-ci une convention de partenariat, jointe en annexe.

Le budget prévisionnel du projet Pass'Culture est également joint en annexe.

Ci-après exécution budgétaire exercice 2011 et budget prévisionnel 2013 pour le Pass'Culture

Pass'Culture : Exécution budgétaire 2011 et budget prévisionnel 2013					
Charges			Produits		
	CR 2011	BP 2013		CR 2011	BP 2013
Charges d'exploitation	353 849	352 685	Produits d'exploitation	321 155	325 610
Services extérieurs	59 707	34 000	CROUS Montpellier	100 503	-
Taxes et Impôts		6 000	Ville Montpellier	40 000	40 000
Salaires et charges	117 040	115 000	Etat		148 645
Dotations amortissements	-	12 300	Universités de Montpellier	59 304	
-	-	-	Ecoles et établissements enseignement supérieurs	4706	5 730
-	-	-	Divers	4 928	-
Total	530 596	519 985	Total	530 596	519 985

Tableau d'attribution :

Code	Établissement public administratif	FM	Montant
3671	CROUS	M	20 000 €
	TOTAL		20 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 20 000 €;
- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Anne-Rose LE VAN : J'aimerais intervenir parce que l'année dernière, les membres du conseil municipal étaient interpellés par les associations de jeunes, les associations culturelles et les syndicats étudiants car il y avait eu une baisse de la subvention de 40 000 € à 20 000 €. M. SAUREL avait reçu les membres de ces associations et syndicats et leur avait promis que la subvention serait entre 20 et 40 000 € en fonction des besoins. Cette année, je vois que nous sommes à nouveau sur 20 000 €. C'est un peu dommage que la mairie fasse des économies de bout de chandelle sur le dos des étudiants et des professionnels de la culture pour 20 000 €. C'est dommage.

Philippe SAUREL : Mme LE VAN, c'est de la mauvaise foi. En effet, l'an passé, j'avais clairement expliqué, et nous en avons convenu, que nous versions 20 000 € et réservions 20 000 € supplémentaires si le besoin s'en faisait sentir. Force est de constater cette année que la demande du CROUS, que nous avons rencontré ainsi que l'ensemble des syndicats et des représentants d'étudiants, est uniquement à hauteur de 20 000 €. Voilà. Je réitère la même chose pour l'an prochain. Nous mettons 20 000 € au budget et si d'aventure il y avait des demandes supplémentaires, il y aura une enveloppe ouverte jusqu'à 40 000 € en tout. C'est exactement ce qui avait été promis l'an dernier et qui a été tenu.

Pour : 49

Contre : /

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité

33- Convention de partenariat et attribution d'une subvention à l'association Chambre Syndicale des Céramistes et Ateliers de France

Philippe SAUREL :

L'association Chambre Syndicale des Céramistes et Ateliers de France est un syndicat professionnel institué sous le couvert de la loi du 21 mars 1884 autorisant la libre association des syndicats professionnels.

Leader dans le domaine des métiers d'art, elle réunit 5 600 adhérents : artisans d'art, artistes et manufactures d'art dans tout l'Hexagone. L'association Chambre Syndicale des Céramistes et Ateliers de France a pour objet la valorisation, la représentation, la défense et le développement économique des ateliers d'art. Ces actions de promotion passent par l'organisation de salons et programmes d'exports en vue de soutenir la commercialisation des créations, l'organisation d'événements culturels pour encourager l'avant-garde de la création et la promotion des métiers d'art ainsi que l'édition d'une revue dédiée aux arts décoratifs à la création et au design.

Dotés sur Paris de bureaux, de boutiques, de galeries ainsi que d'ateliers, l'association Chambre Syndicale des Céramistes et Ateliers de France ouvrira un nouveau lieu à Montpellier pour rayonner dans le sud de la France. Regroupant ainsi plusieurs activités, ce lieu sera à la fois boutique, galerie, lieu de conservation de films (2 000 films) et lieu de formation.

Cette implantation à Montpellier a fait l'objet d'une convention cadre de partenariat en faveur du développement de l'artisanat d'art entre la ville et l'association Chambre Syndicale des Céramistes et Ateliers de France, votée au Conseil Municipal du 3 octobre 2011. Dans cette convention, la ville s'engage à soutenir différentes actions, dont l'un des événements culturels majeurs piloté par l'association Chambre Syndicale des Céramistes et Ateliers de France depuis 1998 et qui se tient à Montpellier : le "Festival International Films Argiles et Verres" (FIFAV).

À cet effet, l'association Chambre Syndicale des Céramistes et Ateliers de France demande une subvention de 27 500 euros (n° dossier 001719) en vue d'organiser le FIFAV 2014 qui aura lieu du 7 au 9 mars au Corum.

Nous proposons d'attribuer cette subvention cette année afin de permettre aux organisateurs de préparer la manifestation FIFAV 2014, d'autant que l'année 2013 est importante puisque le festival concernera l'ensemble

des métiers d'Art, et non plus seulement l'argile et le verre, et que des liens seront tissés avec le milieu associatif, culturel et artistique de Montpellier.

Considérant que les objectifs de l'association Chambre Syndicale des Céramistes et Ateliers de France et de son projet FIFAV 2014 contribuent au développement de sa politique en matière de soutien au cinéma et à l'audiovisuel et qu'elle présente par la complémentarité de ses missions un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier et propose de lui attribuer une subvention de 20 000 euros et de passer une convention de partenariat, jointe en annexe. Le budget prévisionnel de l'opération est également joint en annexe.

Tableau attribution

Code	Association	F/M	Montant
5736	Association des Céramistes et Ateliers de France (FIFAV)	M	20 000 €
		TOTAL	20 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'attribution et de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 20 000 €;
- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Philippe SAUREL : Cela va dans le sens de la convention que nous avons passée avec eux pour cet atelier de céramiste et également pour la convention que nous passons avec eux dans le cadre de l'occupation de la chapelle de la Visitation.

Pour : 53

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

34- Attribution d'une subvention à l'association Jam Jazz Action Exercice 2013

Philippe SAUREL :

L'association Jam Jazz Action - JAM - est à la fois le seul centre de formation conventionné pour la région Languedoc-Roussillon et aussi un lieu unique, sur la Ville de Montpellier. Il est doté d'une salle de concerts de 400 places, de locaux de répétitions, d'un lieu de résidence, de création et studio d'enregistrement.

Créé en 1978, le JAM n'a cessé de se développer en soutien des musiciens locaux et régionaux tout en invitant régulièrement des artistes de réputation internationale. Le JAM pratique une réelle politique tarifaire permettant l'accès à la formation jazzistique et aux concerts pour le plus grand nombre.

Sur la saison 2011-2012, le JAM a produits 83 concerts soit en direct soit avec des partenaires. Chaque jeudi, des groupes émergents se produisent au cours de concerts ouverts à tous et gratuits. En 2012, il a reçu plus de 220 élèves et plus de 26 000 personnes sont venues assister aux différents concerts. Les projets ne manquent pas comme celui de créer, en mars, au niveau régional, un festival de jazz qui à l'évidence fait défaut.

Ses activités musicales doivent bien entendu pouvoir se développer sans occasionner de gêne pour le voisinage. En conformité au Code de l'Environnement dans ses articles R. 571-25 et suivants concernant « les établissements ou locaux recevant du public et diffusant à titre habituel de la musique amplifiée », le JAM doit aujourd'hui faire réaliser une étude d'impact des nuisances sonores et se doter d'un limiteur de pression acoustique. Le montant établi sur devis de cette opération nécessaire au bon fonctionnement du Jam Jazz Action s'élève à 3 834 euros.

Considérant que l'ensemble des activités de l'association Jam Jazz Action contribuent à la réputation de la ville tant au niveau régional qu'international ; qu'elles s'inscrivent dans sa politique culturelle au plan musical, et qu'elle présente donc un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter son soutien afin de l'aider à faire le nécessaire pour se mettre aux normes acoustiques et propose en conséquence de lui attribuer une subvention de 3 834 euros pour assurer son bon fonctionnement.

Tableau attribution

Code	Association	F/M	Montant
154	Jam Jazz Action	F	3 834 €
		TOTAL	3 834 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention type ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 3 834 euros.
- d'approuver la convention type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 52

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

35- Agora des savoirs

Avenant à la convention de partenariat de co-production de conférences filmées

Philippe SAUREL :

La Ville de Montpellier, par délibération en date du 12 novembre 2012, a adopté la convention de partenariat avec le Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur Sud de France (P.R.E.S. sud de France) agissant pour le compte de la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier en vue de réaliser la captation et l'enregistrement audio et vidéo des conférences de l'Agora des Savoirs pour la saison4, qui se tiennent au centre Rabelais les mercredis à 20 h 30.

Souhaitant donner encore plus de visibilité à ces conférences et répondre aux vœux formulés par de nombreux montpelliérains, la ville a confié à la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier, dans la continuité des retransmissions en différé, la diffusion en direct des conférences sur internet et plus particulièrement sur le site de Dailymotion pour la saison 4.

Il convenait donc de préciser par un avenant, joint en pièce annexe, les modalités du processus de captation et de diffusion des images effectuées par la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier à destination de Dailymotion – fournisseur de la Ville – pour diffusion en direct sur internet et le montant des captations pris en charge par la Ville, lequel s'élève à 3 622,95 euros.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'adopter l'avenant à la convention de partenariat de co-production de conférences filmées pour l'Agora des Savoirs ;
- de prélever cette somme sur la ligne de crédit 14499 CRB 12500, inscrite au budget 2013 de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer l'avenant et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 52

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

36- Convention de partenariat entre les musées d'archéologie et d'histoire de Montpellier et ses environs Avenant n° 1

Philippe SAUREL :

Par délibération n° 2012/286 en date du 25 juin 2012, la Ville a approuvé la signature de la convention de partenariat entre les musées d'archéologie et d'histoire de Montpellier et ses environs. Par le biais de cette convention, les musées signataires affichent leur volonté de valoriser leurs collections et d'accroître leur visibilité grâce à diverses actions concertées ; ils s'engagent notamment à proposer, pour leurs prestations payantes, leur tarif réduit à tout visiteur de présentant dans leur musée avec un billet d'entrée de l'un des autres musées partenaires ou sur présentation de la *city card* de l'office du tourisme de Montpellier.

Les 8 musées partenaires sont le Site archéologique Lattara musée Henri Prades de Montpellier Agglomération, le Musée Paul Soyris de Murviel-lès-Montpellier, le Musée de site gallo-romain Villa Loupian, Ambrussum Site archéologique et musée, le Musée du Pic Saint-Loup, le Parcours muséographique de la ville de Montpellier (Musée du Vieux Montpellier, Crypte de Notre Dame des Tables, et Apothicairerie de la Miséricorde), le Musée des Moulages de l'Université Paul Valéry de Montpellier, le Musée Languedocien Société archéologique de Montpellier.

L'Université Montpellier 1 (Conservatoire d'Anatomie de la faculté de Médecine et Droguier de pharmacie de la faculté de Pharmacie) et Argileum, la Maison de la Poterie de l'Office de tourisme intercommunal de Saint Guilhem-le-Désert – Vallée de l'Hérault, ont fait part de leur volonté d'intégrer ce réseau. L'ensemble de leurs membres ayant approuvé cette intégration, il convient d'établir un avenant n° 1 à cette convention pour acter ces deux nouvelles adhésions.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la signature de l'avenant n°1 à la convention de partenariat entre les musées d'archéologie et d'histoire de Montpellier et ses environs, joint en annexe ;
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 52

Contre : /

37- Mise à disposition de locaux associatifs
Approbation de redevance minorée
Autorisation de signer la convention de mise à disposition à l'association Tin
Hinan

Philippe SAUREL :

Créée en 1999, l'association Tin Hinan apporte son soutien aux femmes du quartier la Paillade à Montpellier en proposant diverses activités. L'enjeu principal est l'alphabétisation des 200 adhérentes. Hébergée dans la salle Louis Feuillade depuis 2007, l'association propose, du lundi au vendredi, des cours de 9 h à 11 h et de 14 h à 16 h 30.

Soucieuse de soutenir cette initiative, la Ville de Montpellier, propose de renouveler à compter du 1^{er} juillet 2013 jusqu'au 31 décembre 2013 la mise à disposition de locaux pour l'association Tin Hinan.

Au vu de l'intérêt communal attaché à l'activité de l'association, une redevance minorée d'un montant de 35 € annuels est proposée. Compte tenu de la valeur locative annuelle de ce local représentant 1 800 €, il ressort une subvention en nature d'un montant de 1 765 € au profit de l'association. Ces montants seront portés au compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de mise à disposition annexée à la présente délibération ;
- d'approuver la redevance minorée proposée ;
- de porter au compte administratif de la Ville le montant de cette aide en nature ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

38- Mise à disposition de locaux associatifs
Approbation de redevance minorée
Autorisation de signer la convention de mise à disposition à l'association
Technicien du Spectacle Vivant TSV

Philippe SAUREL :

La salle Louis Feuillade a hébergé de 2007 à 2011 une formation longue « Technicien du Spectacle Vivant », qui se déroulait sur 10 mois et qualifiait les ouvriers compétents du spectacle tout en leur assurant en très bonne insertion professionnelle. Cette formation était gérée administrativement par l'association Illusion et Macadam, avec laquelle la Ville avait signé une convention de mise à disposition à titre gratuit d'une partie de la salle Louis Feuillade pour la tenue de cette formation reconnue en région pour la qualité de son enseignement.

En 2011, l'équipe pédagogique décide de prendre son envol et de créer l'association TSV pour lancer des modules courts complémentaires, dans une logique de formation permanente.

Soucieuse de continuer à soutenir cette initiative, et au vu de l'intérêt local attaché à cette association, la Ville de Montpellier souhaite faciliter la tenue de ces stages en permettant à l'association TSV d'organiser ces modules courts à la salle Louis Feuillade d'août à décembre 2013 moyennant un loyer minoré d'un montant de 35 € Compte tenu de la valeur locative annuelle de ces locaux qui s'élève à 1 800 €, ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature de 1 765 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de mise à disposition annexée à la présente délibération ;
- d'approuver la redevance minorée proposée pour cette occupation ;
- de porter au compte administratif de la Ville le montant de cette aide en nature ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 52

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

39- Théâtre Jean Vilar

Demande de subvention auprès de l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication)

Philippe SAUREL :

Le théâtre Jean Vilar est depuis le 1^{er} janvier 2011 un service municipal, rattaché à la Direction de la Culture et du Patrimoine).

Les activités en milieu scolaire organisées par le théâtre sont susceptibles d'être subventionnées par l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication). Il convient donc de déposer la demande de subvention auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Languedoc-Roussillon.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser le dépôt d'une demande de subvention auprès de l'Etat (ministère de la Culture et de la Communication) dans le cadre des actions menées par le théâtre Jean Vilar dans le domaine de l'éducation artistique pour l'année 2013-2014 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 51

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

40- QUARTIER CEVENNES (PETIT BARD - PERGOLA)

PROJET DE RENOVATION URBAINE

Plan de Sauvegarde du Petit Bard

Attribution de subventions en parties privatives

Christian BOUILLE :

Par délibération en date du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a approuvé la participation de la Ville de Montpellier au plan de sauvegarde du Petit Bard qui s'inscrit dans le Projet de Rénovation Urbaine pour le quartier Cévennes.

Cet engagement de la Ville de Montpellier a fait l'objet d'une convention, signée le 28 décembre 2007 avec l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le Conseil Général de l'Hérault. Agissant dans le cadre de la concession d'aménagement, signée avec la Ville le 9 mai 2007, la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM) fournit assistance aux propriétaires ou syndics pour le montage des dossiers d'investissement et l'obtention des subventions.

Conformément au règlement d'intervention approuvé par délibération du Conseil municipal le 30 mars 2009, modifié par avenants le 9 novembre 2009, le 16 novembre 2011 et le 12 novembre 2012, la Ville de Montpellier a mis en place et a financé sur son budget, au titre du financement de l'action d'amélioration de l'habitat, un fonds communal d'aides à la réhabilitation privée, destiné à favoriser et accompagner la réalisation de travaux de réhabilitation en y introduisant de manière prioritaire une thématique de mises aux normes thermiques, électriques et acoustiques luttant ainsi contre la précarité énergétique. A ce titre, la Ville de Montpellier apporte, pour les parties privatives des immeubles, une prime de 10 % du montant des travaux subventionnables par l'ANAH en fonction de leurs ressources.

Après validation du programme de travaux réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier, il est proposé de subventionner les travaux suivants :

Bénéficiaires	Monsieur et Madame HAMZAOU
Bâtiment	D12
Résidence	Le Régnier
Type logement	F4
Caractéristiques de l'opération	Partie privative
Nature des travaux	Mise aux normes de l'électricité
Adresse	8, square Henri de Régnier Bâtiment D12 (3 ^{ème} étage)
Dépense subventionnable	2261,25 €
Subvention Ville	226,13 €

Conformément au règlement attributif de subventions de la Ville de Montpellier, en cas de non-réalisation du programme retenu ou de non respect des engagements souscrits, le versement de l'aide pourra être suspendu et un courrier sera adressé au propriétaire rappelant les conditions à satisfaire pour le paiement de l'aide. En cas de refus d'obtempérer dans un délai de deux mois, la Ville pourra décider de l'annulation de l'aide. Après versement de l'aide, la Ville de Montpellier se réserve la possibilité de procéder à tout contrôle lui permettant de s'assurer du respect des engagements souscrits par le propriétaire occupant.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'attribuer une subvention de 226,13 € à Monsieur et Madame HAMZAOU ;
- de dire que la dépense est imputée sur le budget de la Ville (Nature 20422/numéro de ligne 22 861) ;
- de dire que le paiement de la subvention s'effectuera sur présentation par les propriétaires occupants des pièces justificatives prévues au règlement attributif de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 51

Contre : /

Abstentions : /

41- QUARTIER DES CEVENNES
Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH)
Copropriété Cévennes 1
Attribution d'une subvention
en partie commune pour le bâtiment K

Christian BOUILLE :

Par délibération en date du 03 mai 2010, la Ville de Montpellier a signé, en partenariat avec l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), la Communauté d'Agglomération de Montpellier, une convention d'Opération Programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) –Copropriété dégradée Cévennes 1. Ce dispositif permet la mise en œuvre d'un programme de réhabilitation des parties communes et privatives de la copropriété et acte les engagements des différents financeurs.

Pour la mise en œuvre de ses interventions, la Ville de Montpellier a mis en place et a financé sur son budget, au titre du financement de l'action d'amélioration de l'habitat, un fonds communal d'aides à la réhabilitation privée, destinée à favoriser et accompagner la réalisation de travaux de réhabilitation en y introduisant de manière prioritaire une thématique de mises aux normes thermiques, électriques et acoustiques luttant ainsi contre la précarité énergétique.

Conformément au règlement d'intervention, la Ville de Montpellier apporte pour les parties communes des bâtiments son soutien à la copropriété par une aide de 10 % du montant des travaux subventionnables par l'ANAH. L'enveloppe éligible étant plafonnée par la convention d'OPAH.

La Ville de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours aux travaux de réhabilitation de la copropriété de 90 logements nommée «La Caze» (bâtiment K). Ces travaux, dont le financement fait l'objet de la présente délibération, concernent la réhabilitation complète des parties communes (réfection de l'étanchéité et isolation de la façade et de la toiture, reprise de l'intégralité des menuiseries, mise aux normes électriques, ...) permettant une meilleure maîtrise des consommations énergétiques et la mise en sécurité des bâtiments concourant à leur pérennisation.

Par délibération de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat (CLAH) en date du 27 mai 2013, l'ANAH a décidé de réserver pour le bâtiment K une subvention d'un montant de 600 000 €. Sur cette base et conformément à son engagement inscrit dans la convention pluriannuelle d'OPAH, la Ville de Montpellier apporte son concours pour un montant de 104 967 € correspondant à 10 % du montant des travaux subventionnables soit 1 166,3 € par logement. Ces travaux concernent la réhabilitation globale du bâtiment K.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'attribuer une subvention de 104 967 € à la copropriété des Cévennes 1 pour son bâtiment K ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier : ligne OPAH copro Cévennes, chapitre 908 241 ;
- de dire que le paiement de la subvention s'effectuera sur présentation par le syndic, des pièces justificatives prévues au règlement d'intervention et après achèvement des travaux ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 50

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

42- QUARTIER DES CEVENNES
Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH)
Copropriété Cévennes 1
Attribution d'une subvention
en partie commune pour le bâtiment M

Christian BOUILLE :

Par délibération en date du 03 mai 2010, la Ville de Montpellier a signé, en partenariat avec l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), la Communauté d'Agglomération de Montpellier, une convention d'Opération Programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) –Copropriété dégradée Cévennes 1. Ce dispositif permet la mise en œuvre d'un programme de réhabilitation des parties communes et privatives de la copropriété et acte les engagements des différents financeurs.

Pour la mise en œuvre de ses interventions, la Ville de Montpellier a mis en place et a financé sur son budget, au titre du financement de l'action d'amélioration de l'habitat, un fonds communal d'aides à la réhabilitation privée, destinée à favoriser et accompagner la réalisation de travaux de réhabilitation en y introduisant de manière prioritaire une thématique de mises aux normes thermiques, électriques et acoustiques luttant ainsi contre la précarité énergétique.

Conformément au règlement d'intervention, la Ville de Montpellier apporte pour les parties communes des bâtiments son soutien à la copropriété par une aide de 10 % du montant des travaux subventionnables par l'ANAH. L'enveloppe éligible étant plafonnée par la convention d'OPAH.

La Ville de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours aux travaux de réhabilitation de la copropriété de 24 logements nommée « Millau» (bâtiment M). Ces travaux, dont le financement fait l'objet de la présente délibération, concernent la réhabilitation complète des parties communes (réfection de l'étanchéité et isolation de la façade et de la toiture, reprise de l'intégralité des menuiseries, mise aux normes électriques, ...) permettant une meilleure maîtrise des consommations énergétiques et la mise en sécurité des bâtiments concourant à leur pérennisation.

Par délibération de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat (CLAH) en date du 27 mai 2013, l'ANAH a décidé de réserver pour le bâtiment M une subvention d'un montant de 204 000 €. Sur cette base et conformément à son engagement inscrit dans la convention pluriannuelle d'OPAH, la Ville de Montpellier apporte son concours pour un montant de 27 991 € correspondant à 10 % du montant des travaux subventionnables soit 1 166,3 € par logement. Ces travaux concernent la réhabilitation globale du bâtiment M.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'attribuer une subvention de 27 991 € à la copropriété des Cévennes 1 pour son bâtiment M ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier : ligne OPAH copro Cévennes, chapitre 908 241 ;
- de dire que le paiement de la subvention s'effectuera sur présentation par le syndic, des pièces justificatives prévues au règlement d'intervention et après achèvement des travaux ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 49

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

43- Quartier Croix d'Argent

Boulevard Paul Valéry

Vente de logements sociaux par la SFHE à ses locataires

Christian BOUILLE :

Le code de la construction et de l'habitat entend favoriser la cession de logements d'habitation, propriétés d'un bailleur social, à ses locataires sous certaines conditions inscrites à la fois dans son article L443-7 qui vise la possibilité pour les organismes d'habitations à loyer modéré d'aliéner, à certains locataires HLM, des logements construits ou acquis depuis plus de dix ans par un organisme public social et dans son article L443-12 précisant que le prix de vente est fixé par l'organisme propriétaire, après avis du maire de la commune d'implantation du logement vendu.

Conformément à ces articles, la Ville de Montpellier est consultée en tant que commune d'implantation des logements.

Dans ce cadre, la SFHE – Groupe Arcade a adressé à la Ville de Montpellier, une demande l'autorisant à vendre à ses locataires 33 logements collectifs de la résidence « Les Jardins de Vanières », sise 2312 boulevard Paul Valéry, parcelle IT 129, dans le quartier Croix d'Argent.

Cette résidence est composée de 33 logements répartis en 3 cages d'escalier A, B et C, bâtiments en R+5 avec ascenseurs, parkings extérieurs et garages en sous sol.

La valeur des biens en cause dont il est prévu la mise en vente au profit des locataires en place, est estimée sur une base d'un prix unitaire de 2 150 €/m² de Surface Utile.

Sur cette base, la SFHE – Groupe Arcade a effectué, conformément aux articles article L443-12 et suivants, une remise de 6 à 15 % selon les années d'occupation des logements :

Typologie	T2	T3	T4	T5
Surface moyenne	50 m ²	65 m ²	79 m ²	109 m ²
Domaines	107 500 €	139 750 €	169 850 €	234 350 €
Remise 6 %	101 050 €	131 365 €	159 659 €	220 289 €
Remise 15 %	91 375 €	118 787 €	144 372 €	199 197 €

La cession envisagée est en adéquation avec les objectifs du Plan Local de l'Habitat et constitue pour le locataire une réelle opportunité dans un contexte où l'accession à la propriété se révèle difficile pour une partie des ménages. La vente de ces logements aux locataires en place favorise le parcours résidentiel des occupants du parc social et l'accession sociale à la propriété.

En conséquence, il est proposé :

- d'approuver la vente par la SFHE – Groupe Arcade à ses locataires, de 33 logements collectifs de la résidence « Les Jardins de Vanières », sise 2312 boulevard Paul Valéry, parcelle IT 129, dans le quartier Croix d'Argent ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 49

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

44- Quartier Mosson Celleneuve - Rue Georges Briquet Vente de logements sociaux par la SFHE à ses locataires

Christian BOUILLE :

Le code de la construction et de l'habitat entend favoriser la cession de logements d'habitation, propriétés d'un bailleur social, à ses locataires sous certaines conditions inscrites à la fois dans son article L443-7 qui vise la possibilité pour les organismes d'habitations à loyer modéré d'aliéner, à certains locataires HLM, des logements construits ou acquis depuis plus de dix ans par un organisme public social et dans son article L443-12 précisant que le prix de vente est fixé par l'organisme propriétaire, après avis du maire de la commune d'implantation du logement vendu.

Conformément à ces articles, la Ville de Montpellier est consultée en tant que commune d'implantation des logements.

Dans ce cadre, la SFHE – Groupe Arcade a adressé à la Ville de Montpellier, une demande l'autorisant à vendre à ses locataires 17 logements collectifs de la résidence « L'Archelle », sise 82 rue Georges Briquet, parcelle KX 405, dans le quartier Mosson - Celleneuve.

Cette résidence est composée de 17 logements, bâtiments en R+3. Au rez-de-chaussée, les appartements disposent de jardinets.

La valeur des biens en cause dont il est prévu la mise en vente au profit des locataires en place, est estimée sur une base d'un prix unitaire de 2 000 €/m² de Surface Utile.

Sur cette base, la SFHE – Groupe Arcade a effectué, conformément aux articles L443-12 et suivants, une remise de 6 à 15 % selon les années d'occupation des logements :

Typologie	T1	T2	T3
Surface moyenne	28 m ²	48 m ²	64 m ²
Domaines	56 000 €	96 000 €	128 000 €
Remise 6 %	52 640 €	90 240 €	120 320 €
Remise 15 %	47 600 €	81 600 €	108 800 €

La cession envisagée est en adéquation avec les objectifs du Plan Local de l'Habitat et constitue pour le locataire une réelle opportunité dans un contexte où l'accession à la propriété se révèle difficile pour une partie des ménages. La vente de ces logements aux locataires en place favorise le parcours résidentiel des occupants du parc social et l'accession sociale à la propriété.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la vente par la SFHE – Groupe Arcade à ses locataires, de 17 logements collectifs de la résidence « L'Archelle », sise 82 rue Georges Briquet, parcelle KX 405, dans le quartier Mosson – Celleneuve ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 49

Contre : /

Abstentions : /

45- MONTPELLIER GRAND CŒUR

Opération programmée d'amélioration de l'habitat

Attribution de subventions

Christian BOUILLE :

Dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, mises en place dans le quartier Centre, des subventions de la Ville sont accordées en application des conventions signées notamment avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et la Communauté d'agglomération de Montpellier.

Après validation du programme de travaux, ou contrôle des travaux, réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur, les subventions suivantes sont engageables :

- Synd cop 55 rue Fbg Figuerolles, chez FONCIA LMG (parties communes) – complément	125,00 €
COPRO Le Mercure S/C Cabinet PECOUL, 14 rue du Commerce (parties communes)	3 692,00 €
M. Adrien TREFFRE, 31 rue Saint Guilhem (propriétaire occupant)	3 603,00 €
Mlle ORTEGA R ou M. MARTY J, 17 rue de la Méditerranée (propriétaire occupant)	4 000,00 €
Total :	7 817,00 €

Conformément au règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de ces OPAH, le versement de la subvention engagée ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle des travaux réalisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser les paiements des subventions d'un montant total de 7 817,00 € correspondant aux 4 immeubles listés ci-dessus ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Fonction 824 / Chapitre 908) ;
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 49

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

46- Attribution de subventions à diverses associations

dans le cadre de la thématique Droits des femmes

Exercice 2013

Françoise PRUNIER :

Engagée dans le domaine des droits des femmes, la Ville de Montpellier développe depuis de nombreuses années un partenariat actif avec les associations œuvrant dans ce domaine.

Ces associations mettent en place des actions de sensibilisation et d'information auprès de la population afin de permettre aux femmes de s'approprier leurs droits. Elles visent par ce biais à l'émergence de la parole des femmes et à la lutte contre toutes formes de discrimination.

Dans le cadre de la politique des droits des femmes menée par la Ville de Montpellier et afin de permettre aux structures ci-dessous de développer l'ensemble de leurs activités, il est proposé d'attribuer une subvention aux associations suivantes :

N° asso	Association	Nature	Montant
777	Mouvement Français pour le Planning Familial	Fonctionnement	5 000 €
5566	Association Femme et Leader	Fonctionnement	500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature de la lettre d'engagement ou de la convention ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur l'imputation budgétaire : 6574/925/1963, pour un montant de 5 500 €;
- d'approuver la lettre d'engagement ou la convention type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 49

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

**47- Relocalisation et extension de la crèche Sophie Lagrèze-Quartier Arceaux-
Autorisation de signer la déclaration de travaux-Demande de subventions
FEDER, CAF, Conseil Général de l'Hérault**

Françoise PRUNIER :

L'opération de relocalisation et d'extension de la capacité d'accueil de la crèche Sophie Lagrèze actuellement située au 9 rue Draparnaud, dans un bâtiment acquis en vente en état futur d'achèvement (VEFA) situé 6 rue Boussinesq, correspond à la fois à la nécessité de réhabiliter la crèche actuelle de 60 places et de créer 41 nouvelles places d'accueil.

Ce projet contribue également à faciliter le retour à l'emploi, particulièrement pour les familles en démarche d'insertion, pour lesquelles la difficulté d'obtenir un mode d'accueil pour les jeunes enfants a été identifiée comme un frein à l'accès à l'emploi. A ce titre, ce projet est inscrit au Programme Urbain Intégré FEDER

2007-2013 de Montpellier Agglomération dans le cadre de l'axe stratégique 3 « Lever les freins à l'emploi et développer l'accès aux services ».

Le projet de l'établissement est organisé selon des principes originaux, afin de répondre aux objectifs d'accompagnement des familles en démarche d'insertion :

1. Augmenter la capacité d'accueil : le nouvel établissement offrira 89 places en collectif et 12 places en accueil familial chez des assistantes maternelles, soit 101 places, au lieu de 60 places. Les dépenses éligibles au FEDER concernent les 41 places ainsi créées, soit 40 % des places totales du futur établissement.
2. Elargir le secteur de recrutement des familles : le futur établissement, situé à proximité immédiate de la ligne 3 de tramway, sera donc accessible rapidement à partir de plusieurs quartiers identifiés comme socialement prioritaires. Des aménagements de voirie permettront un accès facilité et sécurisé à l'établissement.
3. Adapter le projet d'accueil aux besoins des familles en démarche d'insertion : sur les 41 places créées, 30 seront prioritairement mobilisées pour les familles en insertion, avec des contrats d'accueil des enfants à temps partiels ou irréguliers, en fonction des besoins de formation et de recherche d'emploi des parents.
4. Articuler l'accueil collectif et familial : le nouvel établissement offrira 12 places en accueil familial chez des assistantes maternelles dépendant de l'établissement. Cela permettra de mixer les deux modes d'accueil pour plus de souplesse et de répondre aux besoins de socialisation croissants des enfants.
5. Ouvrir sur la vie du quartier : la salle associative contigüe à l'établissement permettra une ouverture sur le quartier et facilitera la participation des enfants à certaines activités, notamment intergénérationnelles ou culturelles.

La maîtrise d'œuvre relative aux travaux d'aménagement intérieur de la crèche et du local associatif sera confiée à la Direction Architecture et Immobilier.

Les travaux seront exécutés après appel d'offres ouvert par lots séparés conformément aux règles de Code des marchés publics.

Le coût total de cette opération est estimé à 3 399 394 €HT, selon le plan de financement suivant :

DEPENSES				RESSOURCES			
Montant HT dépenses totales	Clé FEDER	Base éligible FEDER		Montant total ressources HT	Base éligible FEDER		
Vente en Etat Futur d'Achèvement	1 297 659 €	40 %	Vente en Etat Futur d'Achèvement 519 064 €	FEDER	558 630,6 €	Subvention FEDER	558 630,6 € 46,7 %
Aménagements crèche	1 300 000 €	40 %	Aménagements crèche 520 000 €	CAF	821 200,0 €	Subvention CAF places créées	377 200,0 € 31,6 %
Aménagement local associatif	156 000 €	100 %	Aménagement local associatif 156 000 €	Départ. Hérault	40 000,0 €	Subvention Conseil général de l'Hérault	40 000,0 € 3,4 %
Aménagements de voirie	415 635 €	0 %	Aménagements de voirie 0 €	Emprunt C.D.C.	1 979 563 €	Emprunt CDC	219 233,4 € 18,3 %
Equipements crèche	230 100 €	0 %	Equipements crèche 0 €				
Total	3 399 394 €		Total 1 195 064 €	Total	3 399 394 €		1 195 064,0 € 100,00 %

Le montant total des aides publiques attendues couvre près de 42 % de la dépense totale H.T.

Des dossiers de demande d'aide à l'investissement seront déposés auprès de la Caisse d'Allocations Familiales et du Conseil général de l'Hérault, partenaires habituels dans ce type d'opération.

Par ailleurs, le projet est éligible auprès du FEDER au titre du programme urbain intégré « Projet de développement social et durable du Cœur d'agglomération – objectif compétitivité 2007 – 2013 Languedoc Roussillon », à hauteur de 558 630,60 € correspondant à l'enveloppe dédiée au projet dans le cadre de la programmation.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter le principe de la relocalisation et de l'extension de la crèche Sophie Lagrèze ;
- d'autoriser le lancement des appels d'offres ouverts conformes au programme défini ;
- de solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des partenaires habituels et particulièrement auprès du FEDER ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 51

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

48- Marché public de prestation de service Réservation de berceaux auprès de crèches d'entreprises

Françoise PRUNIER :

Pour faire face à l'augmentation croissante des besoins des familles, la Ville multiplie les initiatives contribuant au développement de l'offre d'accueil :

- ouverture de nouveaux établissements municipaux (crèche Adélaïde Cambon à Port Marianne en février 2012, crèche Joséphine Baker à Ovalie en septembre 2012, extension des crèches la Galineta et Thérèse Sentis en 2014 et délocalisation-extension de la crèche Sophie Lagreze en 2015) ;
- ouverture d'un sixième Relais d'Assistantes Maternelles (RAM) dans le quartier Cévennes en novembre 2013 ;
- augmentation du nombre de partenaires associatifs qui sont accompagnés financièrement par la Ville dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse.

C'est également dans ce contexte de diversification et de développement de l'offre que s'inscrit la réservation de berceaux dans les crèches d'entreprises installées à Montpellier. Ce projet s'inscrit dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) et, à ce titre, bénéficie d'un cofinancement de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault (CAF), à hauteur de 55 % du coût total.

Aux termes du présent marché, la Ville pourra réserver, en acquittant un prix annuel par place, un maximum de 34 places dans des établissements d'accueil implantés sur le territoire communal conventionnés avec la CAF et agréés par les services de la Protection Maternelle Infantile du Conseil Général.

Le marché est prévu pour un an, renouvelable 3 fois. Il comporte 4 lots, décomposés de la manière suivante :

- Lot n° 1 : Quartier Mosson (*8 berceaux maximum*) ;
- Lot n° 2 : Quartier Croix d'Argent (*8 berceaux maximum*) ;
- Lot n° 3 : Autres quartiers du territoire communal – hors Mosson et Croix d'Argent (*10 berceaux maximum*) ;
- Lot n° 4 : Etablissements proposant un accueil en horaires atypiques (*8 berceaux maximum*).

Après analyse des offres, la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 9 juillet 2013, propose :

1/ d'attribuer :

- le lot n° 1 à l'entreprise Les Petits Chaperons Rouges (crèche « Parc 2000 » dans le quartier Mosson) au prix unitaire annuel de 10 000 €
- le lot n° 3 à l'entreprise FCP Crèche (crèche « l'Etoile Filante » dans le quartier Millénaire) au prix unitaire annuel de 8 000 €
- le lot n° 4 à l'entreprise Bébébiz (crèche « Les Jardins de Flore » dans le centre-ville) au prix unitaire annuel de 8 000 €;

2/ de relancer le lot n° 2 déclaré infructueux.

Ces places sont attribuées, par le comité municipal d'attribution, à des familles inscrites sur la liste d'attente municipale.

Après étude, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver les termes de ce marché ;
- de proposer au Conseil Municipal d'attribuer le marché par lot aux entreprises retenues par la Commission d'Appel d'Offres :
 - o Lot n°1 : Les Petits Chaperons Rouges (LPCR parc 2000),
 - o Lot n°2 : Lot déclaré infructueux,
 - o Lot n°3 : FCP Crèche (crèche l'Etoile Filante),
 - o Lot n°4 : Bébébiz (crèche les Jardins de Flore) ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Madame l'Adjointe Déléguée à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

Pour : 51

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

49- Dénomination d'une salle à la Maison pour tous Jean-Pierre Caillens

Quartier Près d'Arènes
Dénomination d'une salle
Maison pour tous Jean-Pierre Caillens
Place de Tibériade

Max LEVITA :

Dans le cadre du développement de la diversité du tissu associatif local, la Ville de Montpellier met des salles à disposition dans les Maisons pour tous afin que les associations puissent y exercer leurs différentes activités.

La salle « annexe » de la Maison pour tous Jean-Pierre Caillens, d'une superficie de 40 m², accueille des cours de danse, théâtre, gymnastique, west-coast swing, danse orientale, couture et permanences du Comité de Quartier.

La Ville souhaite dénommer cette salle.

Afin d'honorer sa mémoire, et à la demande du Comité de Quartier, nous proposons que cette salle porte le nom de Lucien RIGAL, ancien Président du Comité de quartier Tournezy et de l'association tennis de table Tournezy dont l'activité fut la toute première accueillie dans cette structure.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- de donner à ce local Maison pour tous le nom de : Lucien RIGAL ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 51

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

50- Maisons pour tous de la Ville de Montpellier Mise à disposition de salles à titre gratuit

Max LEVITA :

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Dans un souci d'homogénéisation du traitement de ces occupations, il a été validé lors du Conseil Municipal du 25 juillet 2011, des modèles de convention de mise à disposition permettant le traitement de toutes les situations (occupations ponctuelles ou annuelles).

Il est aujourd'hui proposé au Conseil municipal de bien vouloir vous prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance. Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est aujourd'hui proposé au Conseil municipal de vous prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- l'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier ;
- l'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général ;
- la participation de l'association au projet de la Maison pour tous.

Pour cette saison 2013/2014, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations :

- la mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à **93** associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de **30 155 €**

Les associations concernées sont :

Comité de quartier (245 €), Art Mouvement et culture (245 €), LLL Languedoc Allaitement (110 €), RIRE (110 €), Rirôli (165 €), 34 Beloté Montpelliérain (300 €), Ludeek (245 €), CID international (300 €), Femmes actives Languedoc Roussillon (110 €), AIRIS (110 €), Assistantes maternelles Comité de quartier St Clément (165 €), ADH (455 €), AMIS (165 €), APS 34 (245 €), Les enfants du désordre (165 €), Cité Citoyenne (245 €), Jasmin d'Orient (455 €), Patchwork atout cœur (245 €), Manisha art (165 €), A l'écoute (140 €), Récréason (110 €), Reliances (245 €), Centre Culturel Esperanto (245 €), Les Compagnons bâtisseurs (165 €), Art et éveil (320 €), Comité de quartier Malbosc bouge (165 €), Gospel Good News 34 (430 €), Africatala (300 €), TAC (245 €), Club Cévenol (165 €), Croix Rouge Française (455 €), Compagnie des 4 coins (245 €), Malampia (455 €), EPE 34 - Ecole des Parents et Educateurs (245 €), SERM (455 €), UDAF (455 €), Via voltaire (165 €), Strataj'm sud (300 €), Compagnons bâtisseurs (245 €), LE BAOBAB (220 €), SURDI 34 (165 €), Mom Art Factory (140 €), Association Outre-mangeurs Anonyme (165 €), Plan Rapproche (165 €), CAC Saint François (270 €), APC (245 €), A tout théâtre (165 €), Comité de quartier St Clément (245 €), Conseil départemental de l'accès aux droits (110 €), Compagnie du Pas'sage (245 €), ESSOR (165 €), Jitakyoé judo 34 (165 €), La détente (455 €), Montpellier Scrabble (575 €), Question pour un champion (455 €), Synergie des mémoires humaines (245 €), TICONODO (110 €), Aural (110 €), Info Net Service (165 €), Aparsa (140 €), l'Autre théâtre (270 €), Enfance et famille d'adoption (220 €), D'un monde à l'autre (165 €), CPNCM (220 €), Atout Tarot (300 €), Balthazar (270 €), RESTO DU CŒUR (430 €), Génération Hauts de Massane (455 €), Association A4 (165 €), 1001 femmes (430 €), GFEN (300 €), Anadolu (220 €), Les Oudlers Montpelliérains (300 €), Association Rencontre (245 €), Bâtir au féminin (110 €), A4 (245 €), AEDE BGE (245 €), ASTM (695 €), AVEC (2595), BGE (245 €), Centre APAJ (245 €), Centre d'information des droits de la femme et de la famille (245 €), Consommation Logement et Cadre de Vie (245 €), Comider (455 €), Devenet (455 €), DRAGONS TEAM (1 335 €), Lieux Ressources (455 €), Mas des moulins (775 €), MLJAM (535 €), Raiponce (895 €), SOMIS (245 €), Tiens bon la barre (245 €), Tutélaire de Gestion, La croix rouge française (455 €), Les petits Débrouillards (245 €) ;

- la mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à **56** associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de **16 830 €**.

Les associations concernées sont :

Les danseurs du Nil (55 €), Handic'art (110 €), Comité de quartier Rocambale Ouest (220 €), Aural (385 €), Quartier Beaux-Arts Pierre Rouge (55 €), ESSOR (1 320 €), UFOLEP (990 €), APC (55 €), Cie Intermezzo (275 €), Comité de quartier Saint Clément (330 €), Ligue de l'enseignement de l'Hérault (330 €), Montpellier Scrabble (275 €), Question pour un champion (220 €), Raiponce (330 €), Comité de quartier Cévennes (220 €), Recto verso (55 €), Chamaré (55 €), Pétanque Club (55 €), St Paul Ste Croix (55 €), Comité de quartier A l'Ecoute St Martin (110 €), Comité de quartier Centre (1 320 €), Jumeaux et Plus 34 (220 €), Afrikante (440 €), Calor Danse (440 €), Crazy Dance (440 €), Kamala (440 €), LA DJABERA (440 €), Danse Evasion (440 €), TAO (440 €), Claquettes en vogue (440 €), Swing Jammers (440 €), So and You (55 €), O Také (330 €), CAC Saint François (440 €), Rando Loisirs (110 €), Archives du monde (220 €), Comité de quartier de Malbosc Bouge (275 €), ACMED (220 €), Cia da bobagem (110 €), LA BAND A BOULOU (440 €), Mosaik (110 €), Compagnie la Logeuse (220 €), AVEC (220 €), Comité de quartier Cévennes et Environs (330 €), Comité de quartier St Clément (330 €), Conseil consultatif du quartier des Cévennes (220 €), Gipdsua (220 €), APS 34 (165 €), Acle (220 €), Asceve (275 €), Planning familial (110 €), CEVEN (165 €), Compagnons bâtisseurs (220 €), Compagnie Lutine (110 €), Via voltaire (165 €), Strataj'm sud (550 €).

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, votés lors du Conseil municipal du 25 juillet 2011.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;

- d'approuver la signature avec ces associations des conventions nécessaires selon les modèles approuvés lors de la séance du Conseil Municipal du 25 juillet 2011 ;
- de dire que les montants en nature valorisables seront portés au compte des associations ainsi qu'au compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 51

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

51- Maintenance des équipements de sécurité incendie - SPIE SUD OUEST SAS

Frédéric TSITSONIS :

La Ville de Montpellier a décidé de lancer un marché public de service afin d'assurer la maintenance des équipements de sécurité incendie.

Un appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles 33-3^{ème} alinéa et 57 à 59 du Code des marchés publics a donc été publié :

- Lot n° 1 – Maintenance des équipements de contrôle d'accès et de sécurité incendie du site de l'Hôtel de Ville ;
- Lot n° 2 – Maintenance des équipements de sécurité incendie dans les bâtiments communaux.

Les prestations feront l'objet de bons de commande sans minimum, ni maximum passés en application de l'article 77 du Code des marchés publics.

Ce marché conclu pour une période initiale d'1 an à compter du 5 septembre 2013, pourra être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

Pour chacun des lots, seule la société SPIE SUD OUEST SAS a proposé une offre.

Estimant que cette offre est techniquement et économiquement avantageuse, la Commission d'appel d'offres, en date du 9 juillet 2013, a décidé d'attribuer les 2 lots à SPIE SUD OUEST.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'avis de la Commission d'appel d'offres en date du 9 juillet 2013 ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer les marchés avec l'entreprise retenue par la Commission d'appel d'offres, et plus généralement tous les documents relatifs à ces affaires ;
- d'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget de la Ville – Fonction 920.

Pour : 51

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

52- Mise à disposition de locaux associatifs

Approbation des loyers minorés

Autorisation de signer les conventions de location

Frédéric TSITSONIS :

Suite à la Commission d'Attribution des Locaux Associatifs réunie en date du 19 juin 2013, la Ville de Montpellier propose la mise à disposition de locaux pour deux nouvelles associations :

- Bien vivre le bassin Jacques Cœur ;
- Playm'Hérault.

Ces conventions prendront effet au 1^{er} septembre 2013 pour se terminer le 31 décembre 2014.

Au vu de l'intérêt communal attaché à l'activité de chacune de ces structures, un loyer minoré leur sera proposé. Ledit loyer minoré constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes des associations concernées :

NOM DE L'ASSOCIATION	ADRESSE	MONTANT REEL DU LOYER	MONTANT LOYER MINORÉ	MONTANT AIDE EN NATURE
Bien vivre le bassin Jacques Cœur	Pavillon de l'Hôtel de Ville Allée de la Méditerranée (bassin Jacques Cœur)	1 125,00 €	35,00 €	1 090,00 €
Playm'Hérault	121 rue de Boirargues	1 350,00 €	35,00 €	1 315,00 €
	TOTAL	2 475,00 €	70,00 €	2 405,00 €

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les deux conventions de location jointes en annexe ;
- d'approuver les loyers minorés proposés aux associations listées ci-dessus et de porter au compte administratif de la Ville les montants de ces aides en nature pour un total général de 2 405,00 €;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 51

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

53- Le Rockstore - Travaux de mise aux normes - Peinture, Nettoyage - Avenant n° 1

Frédéric TSITSONIS :

Le Rockstore est un établissement recevant du public et diffusant à titre habituel de la musique amplifiée (discothèque et salle de concert) qui appartient à la Ville. Le site est inscrit à l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques.

Pour faire suite au contentieux qui oppose ce bâtiment et la copropriété voisine portant sur les défauts d'isolation acoustique, la Ville, propriétaire des murs, a décidé d'effectuer d'importants travaux conduisant à la mise en conformité acoustique.

Pour cela, un marché à procédure adaptée a été lancé en lots séparés, et par délibération n° 2012/594 en date du 17 décembre 2012, les marchés ont été attribués. La SARL « AGENCEMENT SUD CEVENNES » est devenue titulaire du lot n° 8 « Peinture – Nettoyage ».

Lors de la déconstruction des anciens décors du Rockstore, les murs, devenus apparents, se sont révélés de très mauvaise qualité.

Beaucoup sont composés, sur un même pan, de matériaux différents : certaines parties sont en pierre de tailles, d'autres en briquettes de 10 cm d'épaisseur, en panneaux de bois, en carreau de plâtre. Ces murs composites sont l'héritage des différentes utilisations du lieu, d'anciens réseaux non purgés et toujours encastrés dans l'épaisseur du bâti en témoignent.

D'anciennes portes de communications, rebouchées sans respect des mises en œuvre réglementaires, ont été mises à jour dans certains murs.

Lors du déblaiement d'un escalier, le retrait de plusieurs mètres cubes de déchets comme d'anciennes tuiles cassées, et débris divers a montré l'usure extrême des marches en pierres.

Les murs d'échiffre sont parsemés de trous qui les rendent dangereux à l'utilisation, ce qui nécessite un traitement spécifique tant en doublage qu'en peinture.

Pour certains locaux type rangement, locaux techniques, la tenue au feu des parois existantes est injustifiable au regard de la réglementation incendie. Le bureau de contrôle impose le doublage coupe-feu dans ces locaux, en parois comme en plafond levant ainsi toutes incertitudes pour sécuriser les lieux attenants à une salle de concert recevant plus de 800 personnes. La surface et la complexité des locaux à peindre ont donc augmenté.

Pour d'autres locaux, la qualité du support est si imparfaite que le travail du peintre va être plus long et plus complexe. Il faut décrouter les murs, enlever des zones non adhérentes : des enduits qui ne tenaient pas correctement. A l'inverse, il faut recharger des parties manquantes pour lisser le support afin qu'il puisse recevoir les couches d'apprêts tout en respectant l'architecture des lieux inscrits aux Monuments Historiques.

Ces différents éléments entraînent une plus value au marché :

- montant initial du marché : 25 080,79 €HT, soit 29 996,62 €TTC ;
- montant de l'avenant : 5 684,48 €HT, soit 6 798,64 €TTC ;
- nouveau montant du marché : 30 765,27 €HT, soit 36 795,26 €TTC ;
- pourcentage d'augmentation du marché : 22,66 % du marché initial.

Conformément à l'article 20 du code des marchés publics, le 9 juillet 2013, la Commission d'appel d'offres a émis un avis favorable à la passation d'un avenant n° 1 en ce qui concerne le marché en question.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'adopter l'avenant n° 1 au marché n° 2M1363 : Travaux de mise aux normes du Rockstore – Lot n° 8 Peinture – Nettoyage ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer cet avenant ainsi que tout autre document relatif à cette affaire ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville.

Pour : 51

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

**54- Ecole de conduite LB
Résiliation du bail commercial**

Indemnités d'éviction

Frédéric TSITSONIS :

Par acte sous seing privé conclu en date du 01 janvier 2003, Monsieur Michel PENA a donné à bail à la SARL Ecole de conduite LB, un local à usage commercial de 32 m² situé 770 route de Mende à Montpellier pour une durée de 9 années entières et consécutives ayant commencé à courir le 1^{er} janvier 2003 pour se terminer le 31 décembre 2011.

Il a été versé par la SARL Ecole de conduite LB au titre du dépôt de garantie la somme de 1 450,00 €

La Commune de Montpellier s'est substituée aux droits de Monsieur PENA dans le bénéfice dudit bail à la suite de l'acquisition de ces locaux les 19 et 27 février 2009.

Dans le cadre de l'opération Campus, la commune de Montpellier a dû mettre fin au bail commercial.

A cet effet, cette dernière a signifié par acte d'huissier en date du 24 juin 2011 à la SARL Ecole de Conduite LB, un congé de refus de renouvellement du bail au 31 décembre 2011, faisant offre de payer l'indemnité d'éviction due.

La SARL Ecole de Conduite LB n'a pas contesté ce refus de non-renouvellement. Les parties se sont rapprochées et se sont entendus sur une indemnité d'éviction d'un montant de 30 000 € sur la base du rapport d'expertise réalisé le 31 juillet 2012 par un expert auprès de la cour d'appel de Montpellier.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'acte de versement d'une indemnité d'éviction à la SARL Ecole de conduite LB pour un montant de 30 000 €, joint en annexe ;
- d'accepter le remboursement du dépôt de garantie d'un montant de 1 450,00 € versé par la SARL Ecole de conduite LB au démarrage du bail ;
- de prélever la dépense sur le CRB 26600 section investissement :
 - Ligne de Crédit 23037 – Imputation 928241 678 pour le paiement de l'indemnité d'éviction de 30 000 €
 - Ligne de Crédit 16337 – Imputation 165 – 911 pour le remboursement du dépôt de garantie de 1 450,00 €;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 52

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

55- Association "Institut Confucius"

Désignation des représentants de la Ville à l'Assemblée générale Versement d'une cotisation annuelle

Michel ASLANIAN :

Par délibération en date du 25 mars 2013, la Ville de Montpellier a validé la création d'un Institut Confucius dont la vocation est d'assurer à Montpellier la diffusion de la langue et de la culture chinoise, de favoriser les échanges et le développement de projets concrets entre Montpellier et la Chine, et tout particulièrement avec la Ville jumelle de Montpellier, Chengdu.

L'institut Confucius de Montpellier sera porté par une association incluant les quatre structures fondatrices, le Rectorat de l'Académie de Montpellier, les deux universités montpelliéraines UM1 et UM2 et la Ville de Montpellier en partenariat avec l'Université des Sciences Electroniques et Technologiques de Chine à Chengdu (UESTC). Deux autres collègues sont prévus aux statuts incluant l'UM3, la Maison de Montpellier à Chengdu et d'autres associations.

L'institut Confucius dispensera notamment des enseignements de langue, organisera des activités de sensibilisation à la culture, à la médecine traditionnelle chinoise, favorisera les contacts et les échanges avec la Chine, animera le tissu associatif franco-chinois, montera des expositions et des événements, organisera des rencontres, des stages linguistiques, des stages d'études. Il permettra également aux entreprises locales travaillant avec la Chine des formations en chinois.

La Ville de Montpellier à l'instar des trois autres membres fondateurs, propose de verser pour la première année de fonctionnement une cotisation annuelle de 7 000 euros afin d'impulser le développement de l'activité de l'Institut. Le HANBAN (organisme chinois gérant les instituts) versera, quant à lui, 110 000 euros.

Conformément aux dispositions statutaires de l'association, la Ville de Montpellier, en qualité de membre fondateur, doit être représentée au sein de l'Assemblée Générale de l'association « Institut Confucius » par des membres représentant le Conseil Municipal (un représentant institutionnel et un représentant expert titulaires et leurs suppléants).

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver le versement en année 1 d'une cotisation annuelle de 7 000 euros ;
- de désigner les représentants (institutionnel et expert) de la Ville et leurs suppléants au sein de l'Institut Confucius.

Pour : 52

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

Ont été élus :

Représentants institutionnels :

-Titulaire : Madame Le Maire

-Suppléante : Perla DANAN

Représentants experts :

-Monsieur Le Directeur Adjoint du Cabinet du Maire

-Suppléante : Madame La Directrice des Relations Internationales

56- Mise à disposition d'un local à l'association "Institut Confucius" à l'Espace Jacques Premier d'Aragon

Michel ASLANIAN :

La Ville de Montpellier soutient et encourage, depuis de nombreuses années, les associations contribuant au développement d'échanges culturels, de solidarité internationale et développant des projets en lien avec les jumelages existants. Ceci de façon directe par le versement de subventions, ou indirectement par la mise à disposition de locaux municipaux et l'apport d'aides logistiques.

L'association « Institut Confucius », nouvellement créée, a pour vocation d'assurer, la diffusion de la langue et de la culture chinoise à Montpellier, de favoriser les échanges et le développement de projets concrets entre Montpellier et la Chine, et tout particulièrement avec la Ville jumelle de Montpellier, Chengdu. Afin de mener à bien ses actions, la Ville de Montpellier propose de mettre à disposition de cette association un local situé au

premier étage de l'Espace Jacques Premier d'Aragon ainsi que l'accès à d'autres locaux selon les besoins de la structure, jusqu'à un montant maximum de 40 000 euros après délibération du conseil municipal.

Au vu de l'intérêt communal attaché à l'activité de cette structure une redevance minorée leur sera proposée. Ladite redevance minorée constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée.

Association	Adresse des locaux	Valeur locative	Redevance annuelle	Aide annuelle en nature
Institut Confucius	Espace Jacques Premier d'Aragon 117 rue des états généraux 34000 Montpellier	9 360 €	35 €	9 325 €

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de mise à disposition en annexe ;
- d'approuver la redevance minorée proposée à l'Institut Confucius et de porter au Compte administratif de la Ville ces informations comptables ;
- d'autoriser Mme le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 52

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

57- Quartier Lez - Pompignane

Conclusion d'un projet urbain partenarial (PUP) entre la Ville de Montpellier, BOUYGUES Immobilier et NG Promotion

Michaël DELAFOSSE :

Le quartier de la Pompignane, situé à l'est de Montpellier, s'est principalement développé à partir des années 60 avec l'installation d'IBM puis de Dell et la réalisation de secteurs résidentiels sous forme de lotissements privés, de résidences sociales et de copropriétés collectives. Un cœur de quartier commerçant a pris place aux abords des avenues de la Pompignane et Alphonse Juin.

Depuis plusieurs années, ce quartier fait l'objet de projets de renouvellement urbain, ce qui se traduit de plusieurs manières :

- développement de projets immobiliers menés par des promoteurs privés ;
- rénovation de la cité de la Pompignane par ACM (Office Public de l'Habitat de Montpellier) ;
- études de recomposition urbaine du quartier menées par la Ville de Montpellier, devant aboutir à une procédure d'aménagement susceptible d'assurer une transformation durable et qualitative du quartier de la Pompignane.

Dans ce contexte, un projet de reconstruction sur un tènement foncier occupé actuellement principalement par le magasin Aldi, dans le cœur de quartier, a vu le jour et est porté par les promoteurs Bouygues Immobilier et NG Promotion. Ce projet consiste en la démolition reconstruction du magasin Aldi, dont la nouvelle surface prendra place au rez-de-chaussée d'un immeuble abritant d'autres petites surfaces commerciales et environ 140 logements aux étages, le stationnement étant principalement assuré en sous-sol. Deux demandes de permis de construire ont été déposées dans ce but par Bouygues Immobilier (demande enregistrée sous le n° PC 34172 12 V0379) et NG Promotion (demande enregistrée sous le n° PC 34172 12 V0384).

Ce projet immobilier s'inscrit totalement dans l'esprit de réaménagement et de renouvellement du quartier de la Pompignane souhaité par la municipalité.

Il implique cependant la réalisation d'équipements publics coûteux qu'aucune opération d'aménagement ne permet à ce jour de mettre à la charge des constructeurs. Il se situe en effet en amont de la phase opérationnelle envisagée par la Ville pour l'action publique à mettre en œuvre sur ce quartier, tel qu'annoncée par la délibération du Conseil municipal n° 2012/309 en date du 25 juin 2012, par laquelle le Conseil municipal a décidé de procéder à ce réaménagement sous la forme d'une zone d'aménagement concerté (ZAC), en a arrêté les principaux objectifs et déterminé les modalités d'association du public. A ce stade d'avancement du projet de réaménagement public, la création de la ZAC n'interviendra pas avant mi-2014, après désignation d'un architecte en chef du projet fin 2013 dans le cadre d'une procédure de dialogue compétitif, désignation de l'aménageur courant 2014, soit une phase de réalisation de la ZAC à compter de 2015.

Néanmoins, afin de permettre la mise en œuvre dans de bonnes conditions du projet porté par Bouygues Immobilier et NG Promotion, les articles L. 332-11-3 et suivants et R. 332-25-1 et suivants du code de l'urbanisme permettent la conclusion entre les promoteurs et la Ville d'un contrat de projet urbain partenarial, dont le projet de convention est joint en annexe.

L'objet de ce projet urbain partenarial est de permettre la prise en charge financière par les promoteurs d'une partie des équipements publics dont la réalisation par la Ville de Montpellier est rendue nécessaire par l'opération de construction de logements et surfaces tertiaires, et tels que décrits dans le projet de convention joint en annexe à la présente délibération.

La mise en œuvre des travaux nécessaires à cette opération immobilière a été chiffrée à la somme de 2 527 858 €HT (coût global d'opération). Ils consistent en un réaménagement (VRD) du carrefour de la place du Corps Expéditionnaire Français en Italie, des trottoirs de l'avenue de la Pompignane aux abords de ce carrefour et du projet immobilier, de l'espace public constitué par la section de l'avenue Alphonse Juin, à l'ouest de son intersection avec la rue Marie Durand, d'aménagements provisoires aux abords de l'intersection avec la rue Marie Durand, et de la création d'une nouvelle voie de desserte sur l'emprise de la parcelle CR 114p, affectée par l'emplacement réservé C 137 inscrit au PLU. L'ensemble des aménagements prévus correspond à une surface à réaménager ou à créer estimée à 6 637 m².

La convention de projet urbain partenarial propose de mettre à la charge des promoteurs une part de cet aménagement s'élevant à 2 148 680 euros HT, correspondant à 85 % du coût total HT d'opération. Ladite convention sera passée entre la Ville, Bouygues Immobilier et NG Promotion. Elle précisera toutes les modalités de ce partenariat et notamment le principe de répartition de cette participation globale entre les deux constructeurs, de l'ordre de 22,32 % pour NG Promotion et 77,68 % pour Bouygues Immobilier. Une partie de la participation mise à la charge de BOUYGUES Immobilier sera acquittée sous la forme d'un apport en terrain (pour un montant valorisé de 40 000 €).

Le périmètre du projet urbain partenarial, annexé à la convention, correspond à l'emprise du terrain d'assiette du projet portée par les deux promoteurs. Il définit le foncier soumis au régime de participation financière du projet

urbain partenarial et exonère ces parcelles de taxe d'aménagement (part communale) pour une durée qui ne peut excéder 10 ans. Dans le cas d'espèce, au vu des participations prévues par la convention, il est proposé de prévoir une durée d'exonération de la part communale de la Taxe d'Aménagement sur le périmètre concerné de 10 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la mise en œuvre d'une procédure du projet urbain partenarial telle qu'énoncée par les dispositions du code de l'urbanisme ;
 - d'approuver les termes de la convention de projet urbain partenarial, et notamment le montant de la participation des constructeurs, au vu du coût prévisionnel de l'opération et de la nature des travaux, ainsi que le périmètre du projet urbain partenarial, tels que joints en annexe ;
 - d'exclure le secteur délimité du champ d'application de la taxe d'aménagement (part communale) au sein du périmètre de ladite convention pour une durée de 10 années ;
 - d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, l'adjoint délégué, à signer la convention de projet urbain partenarial telle qu'annexée à la présente délibération, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.
- Pour : 54
 - Contre : /
 - Abstentions : /
 - Adopté à l'unanimité

58- QUARTIER PRES D'ARENES
Secteur la Rauze
Instauration d'un périmètre d'étude
(art L.111-10 du code de l'urbanisme)

Michaël DELAFOSSE :

Situé au sud-est de la ville de Montpellier, le secteur de la Rauze s'étend au sud de l'avenue de Moularés, entre l'avenue de Palavas et le Lez jusqu'à la limite communale avec Lattes. L'autoroute actuelle borde le quartier au sud, elle constitue une coupure physique importante, génératrice de nombreuses nuisances.

Le secteur de la Rauze s'inscrit dans les quartiers hérités des années 60 à 80 qui se caractérisent par une urbanisation résidentielle, sous forme de petits collectifs et principalement de lotissements développés au coup par coup. On peut noter la présence importante d'équipements publics de quartier (parc de la Rauze, groupe scolaire) et d'équipements sportifs interquartiers (piscine, stades de foot, gymnase, terrain de beach volley ...).

Ce secteur de la Ville va tendre à évoluer dans la mesure où il se situe à l'interface de 2 quartiers importants où se dessine la ville durable de demain : le quartier Port Marianne et le quartier de la Restanque, secteur de renouvellement urbain. D'autre part, le secteur de la Rauze a fait également l'objet d'implantation d'équipements publics majeurs et structurants qui commencent à avoir un impact sur son fonctionnement : l'hôtel de Ville ainsi que le nouveau quartier qui le borde au nord du secteur et le passage de la 4^e ligne du tramway depuis 2012.

Ce secteur présente donc aujourd'hui les signes tangibles d'une mutation urbaine qu'il est nécessaire d'accompagner. La Ville a donc mené une étude urbaine sur le secteur de la Rauze. Celle-ci a permis de réaliser un diagnostic partagé du quartier avec les habitants et de définir les perspectives d'évolution urbaine de ce secteur. Ces propositions retranscrites sur un plan guide permettront à terme d'encadrer les nouvelles opérations et de renforcer la cohérence de l'urbanisation existante et à venir.

Afin de ne pas compromettre la faisabilité des opérations d'aménagement futures et de ne pas rendre plus onéreuse leur réalisation il s'avère dès aujourd'hui nécessaire d'instituer un périmètre d'étude au sens de l'article L.111-10 du code de l'urbanisme. La délimitation précise du périmètre est jointe à la présente délibération.

Cette disposition permettra à la collectivité, le cas échéant, d'opposer un sursis à statuer aux demandes d'autorisation de travaux, de constructions ou d'installations qui pourraient porter préjudice à la mise en œuvre du projet d'aménagement qui sera envisagé.

En conséquence, il est proposé :

- de prendre en considération la mise à l'étude de l'aménagement du secteur de La Rauze ;
- d'instituer un périmètre d'étude, ci-annexé, délimitant les terrains concernés par l'opération conformément aux dispositions de l'article L.111.10 du code de l'urbanisme ;
- d'autoriser Madame Le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 52

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

**59- ZAC DES GRISETTES (5^{ème} tranche)
Agrément de candidature
PITCH PROMOTION SA
(Lot n° 7A1)**

Michaël DELAFOSSE :

La ZAC des Grisettes a été initiée dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway. D'une superficie de 20 ha environ, cette opération est située au sud ouest de la ville, entre l'avenue du Colonel Pavelet et l'agri-parc du Mas Nouguier et a été lauréate écoquartier 2011 au titre de la « nature en ville ». Dans un souci de mixité urbaine, ce nouveau quartier prévoit la construction d'environ 1 500 logements, sous forme d'habitats collectifs diversifiés, accompagnés de commerces et de bureaux.

La société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC des Grisettes par délibération du 6 novembre 2006 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature de PITCH PROMTION SA en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation 28 logements collectifs dans cette ZAC.

Dénomination du candidat : PITCH PROMOTION SA
266 place Ernest Granier
34000 MONTPELLIER

Localisation : ZAC des Grisettes (5^{ème} tranche)
Lot n°7A1

Parcelle cadastrée : Section DZ n°143P

Surface du lot :	1 236 m ²
Nature du projet :	28 logements collectifs
SDP envisagée :	2 000 m ² SDP
SDP maximale autorisée :	2 100 m ² SDP

La SERM précise que la candidature de PITCH PROMTION SA prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la candidature de PITCH PROMTION SA pour la construction de logements collectifs sur le lot 7A1 de la 5^{ème} tranche de la ZAC des Grisettes ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 52

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

60- ZAC DES GRISETTES (5^{ème} tranche) **Agrément de candidature** **BOUYGUES IMMOBILIER** **(Lot n° 7A2)**

Michaël DELAFOSSE :

La ZAC des Grisettes a été initiée dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway. D'une superficie de 20 ha environ, cette opération est située au sud ouest de la ville, entre l'avenue du Colonel Pavelet et l'agri-parc du Mas Nouguier et a été lauréate écoquartier 2011 au titre de la « nature en ville ». Dans un souci de mixité urbaine, ce nouveau quartier prévoit la construction d'environ 1 500 logements, sous forme d'habitats collectifs diversifiés, accompagnés de commerces et de bureaux.

La société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC des Grisettes par délibération du 6 novembre 2006 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature de BOUYGUES IMMOBILIER en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation 39 logements collectifs dans cette ZAC.

Dénomination du candidat : BOUYGUES IMMOBILIER
 Etoile Richter
 58 avenue Marie de Montpellier
 34000 MONTPELLIER

Localisation :	ZAC des Grisettes (5 ^{ème} tranche) Lot n° 7A2
Parcelle cadastrée :	Section DZ n° 143P
Surface du lot :	1 745 m ²
Nature du projet :	39 logements collectifs
SDP envisagée :	2 700 m ² SDP
SDP maximale autorisée :	2 835 m ² SDP

La SERM précise que la candidature de BOUYGUES IMMOBILIER prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la candidature de BOUYGUES IMMOBILIER pour la construction de logements collectifs sur le lot 7A2 de la 5^{ème} tranche de la ZAC des Grisettes ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 52

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

61- Création de la commission consultative des cessions immobilières

Michaël DELAFOSSE :

La présente délibération a pour objet la création d'une commission consultative permettant de poser le cadre relatif à l'instruction des cessions de biens immobiliers propriétés de la Ville et d'aider à la décision de cession du patrimoine communal.

Sur le fondement de l'article L. 2121-22 du Code général des collectivités territoriales, *« le conseil municipal peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration soit à l'initiative d'un de ses membres. Elles sont convoquées par le maire, qui en est le président, dans les huit jours qui suivent leur nomination, ou à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent. Dans cette première réunion, les commissions désignent un vice-président qui peut les convoquer et les présider si le maire est absent ou empêché. Dans les communes de plus de 3500 habitants, la composition des différentes commissions, y compris les commissions d'appel d'offres et les bureaux d'adjudications, doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale ».*

La commission consultative des cessions immobilières sera chargée d'émettre un avis consultatif sur le choix de l'acquéreur dans le cadre de la procédure générale de mise en vente suivante :

En amont :

- délibération du conseil municipal valant décision d'inutilité du bien pour la Ville, le cas échéant déclassement du domaine public et décision de mise en vente,
- élaboration d'un cahier des charges précisant les critères de sélection spécifiques à chaque bien mis en vente,

- publicité dans la presse écrite, sur le site internet de la Ville et courrier à la chambre départementale des notaires,
- dépôt des soumissions d'achat par les acquéreurs potentiels,
- **réunion et avis de la commission consultative des cessions immobilières pour sélectionner un acquéreur en fonction des critères fixés par le cahier des charges de sélection,**

En aval :

- délibération du conseil municipal procédant à la vente du bien,
- signature d'un compromis de vente sous conditions suspensives,
- signature de l'acte authentique après levée des conditions suspensives.

La commission, lors de sa première réunion, adoptera un règlement intérieur déterminant ses propres modalités de saisine et d'organisation.

Sont expressément exclus de la présente procédure les biens dont l'acquéreur est une personne publique, ou une personne morale de droit privé agissant au nom et pour le compte d'une personne publique, dans le cadre de ses missions d'intérêt général, ou lorsque l'identité de l'acquéreur du bien découle de l'application d'une réglementation expresse spécifique, et notamment les articles L. 112-8 et L. 123-4 du code de la voirie routière ainsi que les biens dont la superficie réduite ou les particularités rendent inutiles une consultation sur décision de la Commission consultative des cessions immobilières.

Cette commission, dont la présidence est assurée par le Maire, ou par l'Adjoint délégué à l'urbanisme, sera composée de 8 élus représentant l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale (scrutin de liste à la représentation proportionnelle avec répartition à la plus forte moyenne).

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'adopter la proposition de création de la commission consultative des cessions immobilières ;
- de désigner les 8 élus membres de cette commission, sous la présidence de Madame le Maire ou de l'Adjoint délégué à l'urbanisme ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Ont été élus :

- M. Serge FLEURENCE
- M. Hervé MARTIN
- M. Frédéric TSITSONIS
- Mme Agnès BOYER
- M. Max LEVITA
- Mme Marlène CASTRE
- Mme Nancy CANAUD
- M. Mustapha MAJDOUL.

Michaël DELAFOSSE : Ce n'est pas prévu par le Code général des collectivités territoriales, mais Max LEVITA nous a donné un chiffre tout à l'heure : nous avons des actifs à hauteur de 1,4 Md € et il arrive régulièrement que, sous l'autorité de Frédéric, nous ayons une politique active de gestion du patrimoine. Donc, nous cédon des biens appartenant à la commune. La loi nous autorise à faire des ventes de gré à gré, mais nous avons souhaité instaurer une commission afin de pouvoir correctement expliquer à l'ensemble des groupes présents que ces ventes se font à partir d'une estimation des Domaines afin de pouvoir discuter, le cas échéant, s'il y a des questions et afin de renforcer la transparence en cas de cession de nos actifs. Cette commission se réunira pour chaque cession importante et dans laquelle Madame le Maire, vous avez souhaité que tous les groupes soient représentés. Cela permet d'avoir une discussion la plus sereine possible et la plus transparente sur les cessions immobilières réalisées par la Ville de Montpellier.

Philippe SAUREL : Il s'agit d'une très bonne initiative. Nous en avons discuté une fois et il est vrai que souvent, même si nous savons que nous sommes dans la légalité, cela ouvre le flanc à des fantasmes, surtout à

l'époque dans laquelle nous sommes. Tout le monde pense en effet que nous sommes tous pourris, que nous arrangeons les copains, etc.

Pour : 54

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

62- Mise en vente du Domaine du Grand Puy et d'un terrain situé chemin de Poutingon Parcelles cadastrées DZ 111, DZ 113, DZ 115p et EH 44p

Michaël DELAFOSSE :

Par acte notarié du 26 octobre 2007, la Ville a acquis 17 hectares de vignes du Domaine du Grand Puy situé chemin des Comportes, à proximité de l'éco-quartier des Grisettes, afin d'aménager un « Agriparc », poumon vert du quartier où sont conservés les espaces viticoles et où sont aménagés, pour le public, des chemins piétons.

La Ville a maintenu la production viticole et exploite un rucher, un projet de maraîchage biologique étant en cours d'étude. De nombreuses manifestations pédagogiques sont organisées, en particulier à destination des enfants, des groupes scolaires et des centres de loisirs.

La Ville a, par la suite, acquis par voie de préemption le 2 juin 2008 la demeure principale du XVIII^e siècle, classée par arrêté du 23 janvier 1943 à l'inventaire des sites, parcelle cadastrée DZ 111 et son chemin d'accès cadastré DZ 113.

Le bâtiment principal, inoccupé depuis plusieurs années est en très mauvais état et a subi plusieurs incendies qui ont fragilisé la structure et les toitures.

La partie bâtie du domaine consiste :

- en une demeure principale en R+1 d'une superficie de 372 m² ;
- en un logement de gardien d'une superficie de 87 m² ;
- en annexes de type caves vinicoles et garages d'une superficie de 296 m² ;
- en une orangerie d'une superficie de 39 m²,

soit une superficie totale bâtie d'environ 800 m².

En raison des coûts de travaux, d'entretien, et compte-tenu de la taille du bâti, de la distribution des pièces et de son état de dégradation, la Ville n'a pas réalisé d'équipement public dans le bâtiment du domaine du Grand Puy.

Dans le cadre de la gestion du patrimoine communal, il est en conséquence proposé la mise en vente de ce bien, la Ville conservant bien entendu l'ensemble des espaces verts et viticoles de l'Agriparc qu'elle développe et valorise.

Toutefois, la Ville souhaitant préserver au mieux les intérêts de développement de ce site, un projet de développement économique du secteur tertiaire semble envisageable sur le site tout en préservant à la fois le caractère agricole de la zone et les qualités architecturales et paysagères de ce patrimoine.

Dans cette perspective, la Ville étant également propriétaire depuis le 11 janvier 2012 d'une propriété (parcelle EH 44) située à proximité, chemin de Poutingon, et dans l'hypothèse où l'acquéreur du domaine du Grand Puy serait porteur d'un projet économique non compatible avec le caractère et les contraintes particulières du domaine, il est proposé, en option, de céder une emprise à détacher d'environ 3000 m² de terrain nu de la parcelle cadastrée EH 44.

La parcelle EH 44, partiellement bâtie, n'a pas été affectée à un usage public et a été acquise au titre des réserves foncières en accompagnement des réflexions urbaines menées sur le secteur de Poutingon. Cette parcelle est située en zone 4AU1-1f du PLU à vocation principale d'activités.

Un second type de projet semblerait acceptable sur ce site, en vue d'aménager un ou deux logements adossés à une activité économique ou professionnelle sur le domaine du Grand Puy, mais en ce cas ne permettrait pas l'affermissement de l'option d'acquisition de la parcelle EH 44 destinée à accueillir de l'activité.

La Ville se propose de céder le patrimoine désigné ci-dessous par une vente de gré à gré après sélection des acquéreurs.

L'offre de base proposée à l'acquisition est le lot 1, le lot 2 ne pouvant être qu'un complément optionnel à l'acquisition du lot 1 dans le cadre d'un projet de développement économique le nécessitant.

Désignation des biens vendus :

LOT	Parcelle	Nature	Contraintes du PLU et servitudes d'urbanisme	Surface à céder (environ)	Prix plancher
1	DZ 113	chemin d'accès au domaine	zone agricole A	945 m ²	450 000 €HT
	DZ 111	bâtiment et parc paysager	espace boisé classé	12 870 m ²	
	DZ115p	terrain nu	site classé et inscrit à l'inventaire des sites	1 000 m ²	
2	EH 44 p	terrain nu	zone 4AU1-1f à vocation d'activités	Environ 3 000 m ²	50 €/m ² , soit environ 150 000 €HT

Sont envisagées les modalités de vente suivantes :

- insertion d'un avis de publicité dans la presse locale et sur le site internet de la Ville de Montpellier ;
- information de la chambre départementale des notaires ;
- remise d'un cahier des charges de cession aux demandeurs intéressés fixant les critères de choix des offres d'acquisition, dans le cadre soit prioritairement d'un projet à vocation d'activité, soit à titre secondaire d'un projet mixte, professionnel et habitation ;
- prix plancher de vente fixé au vu de l'estimation des services fiscaux, soit 450 000 € pour le lot 1 et 50 €/m² (environ 150 000 €) pour le lot 2.

L'analyse des offres d'acquisition sera soumise à la Commission communale des cessions immobilières et le candidat retenu sera le mieux-disant au regard des critères de sélection suivants notés sur 20 points :

1. Qualité du projet et des travaux envisagés (respect des qualités patrimoniales et paysagères du site, des règlements de classement et d'inscription du site, le cas échéant de la réglementation ERP, de la composition de l'équipe de maîtrise d'œuvre) – 10 points
 2. Synergie du projet proposé avec les actions de la Ville – 5 points
- Ouverture et animation du site avec le territoire et le public
 - Développement de l'emploi et de l'insertion professionnelle
3. Qualité de l'étude de faisabilité, garanties financières, adéquation du financement proposé avec l'investissement global nécessaire dont travaux – 3 points
 4. Prix d'acquisition du bien sur la base du prix plancher proposé – 1 point
 5. Calendrier prévisionnel de réalisation du projet – 1 point

Seules les propositions d'acquisition portant sur un projet d'aménagement de locaux à vocation d'activité tertiaire ou de locaux mixtes, professionnel et habitation seront analysées.

Un compromis de vente sera signé avec le candidat sélectionné, notamment sous condition suspensive de l'octroi du permis de construire et après délibération du Conseil municipal autorisant la vente du bien.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser la mise en vente après publicité :
 - . des parcelles cadastrées DZ 111, DZ 113 et DZ 115p d'une superficie totale d'environ 14 815 m² situées chemin des Comportes, partiellement issues du domaine du Grand Puy, au prix plancher de 450 000 € HT,
 - . d'une partie de la parcelle EH 44 en état de terrain nu d'une superficie d'environ 3 000 m² situé chemin de Poutingon, au prix plancher de 50 €/m² ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Michaël DELAFOSSE : Je remercie d'abord mes collègues pour l'unanimité de cette commission qui examinera la cession éventuelle de ce bien qui fut une folie montpelliéraine et qui aujourd'hui est dans un sinistre état, au milieu de l'Agriparc, qui, je le précise, n'est pas en vente car il est sanctuarisé. Actuellement, ce bien est en train de se détériorer. Nous sommes en discussion avec M. JONQUERES D'ORIOLO de l'ABF et nous avons examiné la possibilité de pouvoir le céder afin de voir si un acquéreur éventuel pouvait se positionner pour un usage à caractère économique, à condition de le reconstituer en l'état de son patrimoine. Par conséquent, nous souhaitons faire un appel à concurrence, un examen par la commission pour un acquéreur qui s'engagerait à le reconstruire selon le patrimoine car pour la collectivité, cela coûterait probablement très cher. Il faut savoir opérer des arbitrages. Celui que nous avons fait est une cession qui permettrait de sauver ce patrimoine. L'État ne s'est pas montré intéressé car il est aussi lui-même dans une difficulté et chaque année, la situation empire. Nous espérons donc pouvoir trouver preneur. Évidemment, il ne s'agit pas de faire n'importe quel type d'activité à cet endroit et cela, il nous appartiendra de l'apprécier. Donc en tout, il s'agit de ce bâti et de 800 m² alentour.

Christophe MORALES : Cette affaire me peine un peu car, personnellement, j'avais pris des engagements auprès des associations. Je pensais en effet que ce lieu serait ouvert au public et que ce serait un équipement qui pourrait voir le jour afin d'animer l'Agriparc des Grisettes. J'ai une grande confiance en Michaël, donc je voterai mais je vous demanderai d'être très vigilants sur le devenir de cet espace afin qu'il ne soit pas complètement privatisé. J'espère que nous pourrons trouver une solution de mixité d'usage et faire en sorte que les habitants du quartier qui se sont beaucoup investis, aussi bien les anciens, ceux qui habitent dans le secteur du mas de Bagnères, ou Sabine ou bien encore la partie haute de la Croix d'Argent, que les nouveaux, ceux qui viennent habiter aux Grisettes et qui avaient porté beaucoup d'espoir. J'ai participé à leur dernière fête et assemblée générale. Ils avaient des idées, ils fondaient beaucoup d'espoirs sur l'utilisation de ce domaine, ce

mas agricole qui, il est vrai, est dans un très mauvais état. Il nécessitera en effet beaucoup de moyens pour être rénové. À côté, il y a déjà un autre domaine qui est complètement clos et qui échappe à la population donc, je trouverais dommage qu'il soit complètement privatisé.

Michaël DELAFOSSE : En effet, il convient d'être extrêmement attentif. Il y a toujours une émotion pour beaucoup d'acteurs et d'associations qui sont impliqués afin que cet Agriparc existe. Effectivement, il y a des lieux dont on souhaite qu'ils puissent entrer dans le domaine public. Nous avons posé des garanties dans l'attribution éventuelle du lot. Encore faut-il que nous trouvions acquéreur. J'aimerais juste détailler la grille d'analyse qui sera donnée. Elle est notée sur 20 points. Il y en a d'abord 10 sur la reconstitution du caractère patrimonial du site. Au-delà du règlement, il s'agira de retrouver l'esprit premier. Ensuite, 5 points pour la synergie du projet en lien avec la ville. Nous entendons le besoin de lien avec le quartier, la valorisation éventuelle de l'emploi que cela pourrait engendrer dans cette partie de la ville. 3 points pour l'étude de faisabilité financière qui est indispensable. 1 point pour le prix de l'acquisition. Et 1 point pour le calendrier de la réalisation. Par conséquent, ce qui prime, pour nous, c'est la reconstitution du bâti et le lien avec la ville. Voilà ce que la commission aura à apprécier. Je comprends ce que dit Christophe qui est un conseiller général très investi car chaque fois, il est présent sur l'Agriparc et les différentes manifestations qui s'y tiennent.

Une autre question, nous le savons, porte sur le devenir de ce site et il se peut que dans quatre ou cinq ans, il n'existe plus rien car financièrement nous n'aurons pas pu, toutes collectivités confondues, intervenir à cet endroit. La question concerne bien la pérennité de ce qui reste. Nous serons donc très attentifs, comme le montre la grille, à l'ouverture sur la ville et le quartier également.

Cédric SUDRES : Pour compléter sur cette vente future du domaine du Grand Puits, j'entends les arguments. Il est vrai que nous pouvons difficilement faire autrement aujourd'hui compte tenu du contexte financier de la Ville. Néanmoins, nous aurions pu réfléchir à valoriser cet espace en termes d'équipements publics, notamment avec le nouveau quartier de la ZAC des Grisettes qui se développe à grands pas. À terme, il y aura une demande légitime des habitants en matière d'équipements publics, de maisons pour tous, de locaux associatifs, etc. J'entends aussi les arguments de Michaël concernant l'enjeu de la rénovation de cette folie architecturale qui nécessite des financements conséquents. J'attire juste l'attention, et je sais que Michaël sera vigilant là-dessus, sur une question qui me paraît essentielle aujourd'hui : d'accord pour vendre le bâti mais la question des 12 000 m² d'espace boisé classé que l'on met dans ce lot me gêne compte tenu de l'accès et de la pertinence de ce parc remarquable qui se trouve autour du Mas Nouguier et qui est une composante essentielle de l'Agriparc des Grisettes. C'est l'accès qui pose problème, ainsi que cette forme, peut-être, à terme, de privatisation de ces 12 000 m² d'espace boisé classé qui font l'identité de l'Agriparc des Grisettes que nous avons voulu au niveau de la ville et qui est la force de ce lieu. J'ai envie de vous interpeller mes chers collègues, Madame le Maire : attention, car nous aurons un défi autour de cet accès par rapport au Mas Nouguier. Je vous remercie.

Max LEVITA : Mes chers collègues, je vous ai précisé tout à l'heure que notre patrimoine est de 1,5 Md € Je parle sous le contrôle de M. MORALES, architecte. Il convient de consacrer environ 8 % de maintenance par an. Cela représente 120 M€ Je vous ai donné le total de l'investissement de la Ville au titre de l'année 2013 : 123 M€

Pour : 47

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

63- FONCIER
Vente Ville / Communauté d'Agglomération de Montpellier
Secteur Sud A9 et Sud Zénith
2ème Tranche

Michaël DELAFOSSE :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier envisage l'aménagement du nouveau quartier OZ autour et en liaison de la nouvelle gare TGV à édifier au sud de l'autoroute A9 et constitue parallèlement des réserves foncières au sud de l'avenue Albert Einstein, face au Zénith, en vue de la réalisation d'une zone d'aménagement d'intérêt communautaire.

Le foncier nécessaire à la réalisation de ces deux projets appartient en grande partie à la Ville de Montpellier.

Le 1^{er} octobre 2012, le Conseil Municipal a approuvé le principe de la cession de ces terrains à la Communauté d'Agglomération et a autorisé la vente immédiate d'une première tranche du parcellaire concerné.

Par acte du 10 décembre 2012, une première tranche a ainsi été cédée au prix de 2 697 066 € pour une contenance de 15 hectares.

Il convient aujourd'hui de céder à la Communauté d'Agglomération la deuxième tranche parcellaire.

Les parcelles concernées sont cadastrées SE 74, SK 22-24, SN 18p-26p-23p-17p, SO 13p, SP 14p-15p-16p, ST 4p-22p-25p-28p-20p-23p-26p, SW 22-10, SS 9-12p, SV 11-12-13-14-15-16-63-65-68-43, RB 3-8-9-10-15 (moitié indivise)-18-19-20-21-22-31-37-38-39-40 sur la Commune de Montpellier et DI 25-90-91p sur la commune de Mauguio.

Il est envisagé de céder ce foncier au prix global de 5 951 274 €, selon emprises définitives en cours de division parcellaire, pour une contenance totale de 386 590 m².

Les prix unitaires de cession s'établissent à :

- 18 €/m² pour les terres classées par le PLU en zone à urbaniser stricte AU0-5 ;
- 10 €/m² pour les terres classées en zone agricole A ;
- à l'euro symbolique pour les bassins de rétention classés en zone naturelle N de la Mogère ;
- à 6 €/m² pour les terres agricoles classées en zone agricole A sur la commune de Mauguio.

Trois modalités particulières de cession doivent être envisagées en fonction des caractéristiques propres à ces biens.

En effet, bien que par la présente délibération la Ville s'engage à céder immédiatement l'intégralité du foncier composé du parcellaire décrit ci-avant, les contraintes de libération d'une partie de ce foncier nécessite de procéder par plusieurs actes de cession.

La cession de l'ensemble de ces parcelles fera en conséquence l'objet de trois actes de cessions distincts selon les modalités suivantes :

1. Un premier acte authentique de vente, définitif, interviendra avant la fin de l'année 2013 et concernera tous les biens libres d'occupation ou occupés en vertu de contrats de location d'habitation, mise à disposition ou de bail commercial.

Le parcellaire concerné ci-dessous désigné, d'une contenance totale d'environ 294 912 m² sera cédé au prix total de 5 576 070 €, au prorata exact des superficies à détacher, et dont le prix unitaire est arrêté, en deux échéances de paiement :

- 50 % à la signature de l'acte et, en tout état de cause, avant le 31 décembre 2013,
- 50 % avant le 30 juin 2014.

La désignation du parcellaire objet du premier acte de vente est le suivant :

Sur la commune de Montpellier :

- les parcelles numérotées : SE 74, SK 22-24, SN 18p-26p-23p-17p, SO 13p, SP 14p-15p-16p, ST 4p-22p-25p-28p-20p-23p-26p, SW 22-10, SS 9-12p, SV 11-12-43, RB 3-8-9-10-15 (moitié indivise)-19-21-22-31-37-38-39-40.

Sur la commune de Mauguio :

- les parcelles numérotées DI 25-90 et 91p.

Les caractéristiques particulières de ce parcellaire sont les suivantes :

- la parcelle cadastrée RB 15 en nature de chemin est vendue pour moitié indivise ;
- la parcelle cadastrée SK 22 supporte un bâtiment à usage d'habitation avec jardin attenant et fait l'objet de deux contrats de baux d'habitation ;
- la parcelle cadastrée RB 19 supporte un bâtiment à usage d'habitation avec jardin attenant et occupée au titre de deux conventions de mise à disposition au profit des associations "PEINA DEI CLAPAS" et "L'ETOILE BLEUE" ;
- les parcelles cadastrées SS 9, SW 10 et 22 sont occupées, au titre d'une convention d'occupation précaire et révocable, par le GAEC « LA ROSEE » ;
- la parcelle cadastrée RB 22 est occupée au titre d'un bail commercial au profit de la société OGF, entreprise de marbrerie funéraire.

La Communauté d'agglomération sera subrogée aux droits et obligations de la Ville de Montpellier dans le cadre de la cession et reprendra à son compte les contrats de location en cours.

2. Une seconde partie du parcellaire fera l'objet d'un avant-contrat sous forme de compromis de vente dont la vente sera rendue définitive après levée de la condition suspensive tenant en la libération des terrains par la Ville de Montpellier dans le délai prédéterminé de 5 ans.

Le parcellaire concerné, ci-dessous désigné, d'une contenance totale de 29 334 m², sera cédé au prix global de 375 204 €

Dans le délai de cinq ans, la Ville ayant procédé à la libération des emprises spécifiquement occupées sera tenue, dès cette libération, de réitérer par acte authentique la vente des terrains à la Communauté d'agglomération de Montpellier qui sera dès lors tenue au paiement intégral du prix.

Au terme du délai de cinq ans, en cas d'impossibilité pour la Ville d'avoir procédé à la libération de ces emprises, trois cas de figure se présenteront au seul bénéfice de la Communauté d'agglomération de Montpellier :

- la Communauté d'agglomération décide de renoncer à acquérir les terrains ;
- la Communauté d'agglomération décide d'acquérir les terrains grevés d'occupation et de faire son affaire personnelle de la libération des emprises. En ce cas, sous couvert d'avis des services fiscaux, un abattement de 50 % au prix de vente pour cause d'occupation sera opéré, soit 187 602 €;
- la Communauté d'agglomération accepte l'entrée en vigueur de la clause de revoyure entre les parties, et la Ville et l'Agglomération s'obligent à se rapprocher en vue de déterminer les suites à donner, notamment en fonction de l'avancement de la libération des emprises et en vue de convenir de nouvelles conditions particulières ou prorogation de délais.

En tout état de cause, l'avant-contrat ne comportera pas de clause pénale, ou tout autre ayant même effet, à l'encontre de la Ville du fait de l'absence d'accomplissement de la condition suspensive.

La désignation de ce second parcellaire est la suivante :

- sur la commune de Montpellier : les parcelles cadastrées RB 18 et 20.

Les caractéristiques particulières de ce parcellaire sont les suivantes :

- les parcelles cadastrées RB 18 et 20 sont en partie occupées par une aire d'accueil des gens du voyage aménagée par la Ville.

3. Une troisième et dernière partie du parcellaire fera également l'objet d'un avant-contrat sous forme de compromis de vente dont la vente sera rendue définitive après levée de la condition suspensive tenant en la libération des terrains par la Ville de Montpellier dans le délai prédéterminé de 5 ans.

Le parcellaire concerné ci-dessous désigné d'une contenance totale de 62 344 m² sera cédé à l'euro symbolique, s'agissant de bassins de rétention.

Dans le délai de cinq ans, la Ville ayant procédé à la libération des emprises spécifiquement occupées sera tenue, dès cette libération, de réitérer par acte authentique la vente des terrains à la Communauté d'agglomération de Montpellier.

Au terme du délai de cinq ans, en cas d'impossibilité pour la Ville d'avoir procédé à la libération de ces emprises, trois cas de figure se présenteront au seul bénéfice de la Communauté d'agglomération de Montpellier :

- la Communauté d'agglomération décide de renoncer à acquérir les terrains ;
- la Communauté d'agglomération décide d'acquérir les terrains grevés d'occupation et de faire son affaire personnelle de la libération des emprises ;
- la Communauté d'agglomération accepte l'entrée en vigueur de la clause de revoyure entre les parties, et la Ville et l'Agglomération s'obligent à se rapprocher en vue de déterminer les suites à donner, notamment en fonction de l'avancement de la libération des emprises et en vue de convenir de nouvelles conditions particulières ou prorogation de délais.

En tout état de cause, l'avant-contrat ne comportera pas de clause pénale, ou tout autre ayant même effet, à l'encontre de la Ville du fait de l'absence d'accomplissement de la condition suspensive.

La désignation de ce troisième parcellaire est la suivante :

- sur la commune de Montpellier : les parcelles cadastrées SV 13, 14, 15, 16, 63, 65, et 68.

Les caractéristiques particulières de ce parcellaire sont les suivantes :

- les parcelles SV 13, 14 et 15 font l'objet d'une obligation de libération suivant arrêt de la Cour d'appel de Montpellier en date du 11 avril 2013.

Les parcelles cadastrées section SV 13, 14, 15, 16, 63, 65 et 68 font partie du domaine public de la Ville. La Communauté d'Agglomération les incorporera dans son domaine public et maintiendra leur affectation. Dans ces conditions, il n'y a pas lieu de procéder à leur déclassement préalablement à la vente, en application des dispositions de l'article L. 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.

La rédaction des actes de cession est confiée à l'Office notarial de Baillargues et les frais inhérents à la rédaction des actes et leurs accessoires seront pris en charge par la Communauté d'agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de procéder à la vente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier des parcelles cadastrées SE 74, SK 22-24, SN 18p-26p-23p-17p, SO 13p, SP 14p-15p-16p, ST 4p-22p-25p-28p-20p-23p-26p, SW 22-10, SS 9-12p, SV 11-12-13-14-15-16-63-65-68-43, RB 3-8-9-10-15 (moitié indivise)-18-19-20-21-22-31-37-38-39-40 sises sur la commune de Montpellier et des parcelles cadastrées DI 25-90-91p sises sur la commune de

Mauguio, d'une contenance totale d'environ 386 590 m², au prix de 5 951 274 € selon emprises définitives en cours de division parcellaire et au vu de l'avis des Services Fiscaux ;

- de procéder à la signature d'un premier acte de vente passé avant fin 2013 pour les parcelles cadastrées SE 74, SK 22-24, SN 18p-26p-23p-17p, SO 13p, SP 14p-15p-16p, ST 4p-22p-25p-28p-20p-23p-26p, SW 22-10, SS 9-12p, SV 11-12-43, RB 3-8-9-10-15 (moitié indivise)-19-21-22-31-37-38-39-40 sises sur la commune de Montpellier et des parcelles cadastrées DI 25-90-91p sises sur la commune de Mauguio, d'une contenance totale d'environ 294 912 m², cédées au prix global de 5 576 070 € selon emprises définitives en cours de division parcellaire ;

- de dire que le paiement du prix de la vente des parcelles désignées à l'alinéa supra sera acquitté par la Communauté d'Agglomération à hauteur de 50 % en 2013 et 50 % en 2014 ;

- de procéder à la signature d'un compromis de vente sous condition suspensive de libération des lieux sous cinq ans dans les conditions sus-énoncées, concernant les parcelles cadastrées RB 18 et 20 d'une contenance totale de 29 334 m² au prix de 375 204 €;

- de procéder à la signature d'un compromis de vente sous condition suspensive de libération des lieux sous cinq ans dans les conditions sus-énoncées, concernant les parcelles cadastrées SV 13, 14, 15, 16, 63, 65, et 68, d'une contenance totale de 62 344 m², cédées à l'euro symbolique ;

- de dire que les recettes relatives à l'ensemble de ces ventes seront imputées au budget de la Ville ;

- de désigner l'Office notarial de Baillargues en vue de procéder à la régularisation des actes corrélatifs aux frais de la Communauté d'Agglomération ;

- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint Délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Jean-Louis ROUMEGAS : Il s'agit d'une affaire importante, je ne serai pas long compte tenu de l'heure. Je souhaite expliquer notre vote d'opposition. Nous venons d'apprendre que la ligne nouvelle, malheureusement, est reportée à 2030. Vous savez donc que la nouvelle gare n'a pas beaucoup de sens en dehors d'une ligne nouvelle. Le quartier OZ lui-même est basé sur la nouvelle gare. Vous connaissez notre opinion par rapport à la nécessité de revoir ces programmes d'une autre façon. Nous ne pouvons évidemment pas, en l'état, accepter la cession de la Ville à l'Agglomération et signer un chèque en blanc sur un projet qui nous inquiète. Merci.

Anne-Rose LE VAN : C'était pour aller exactement dans le même sens. Pour nous, la Ville pourrait prendre la responsabilité de proposer un arrêt de ce projet.

Pour : 45

Contre : 4

Abstentions : /

Adopté à la majorité des suffrages exprimés

64- FONCIER

Propriété de l'Etat affectée au CROUS

Cité Universitaire des Arceaux

Acquisition d'un terrain nu

**Signature d'une autorisation d'occupation temporaire
pour installer un plateau sportif**

Michaël DELAFOSSE :

Le CROUS a informé la Ville de son souhait de céder, en accord avec l'Etat, une parcelle mitoyenne de la cité universitaire des Arceaux et du square de Bir Hakeim, cadastrée section KL 540, en raison des problèmes de gestion et d'intrusion que lui pose la propriété de cet espace.

Cette parcelle de 457 m², enserrée dans le square de Bir Hakeim, présente un intérêt pour la Ville en vue de créer une continuité dans l'espace vert et de réaliser un cheminement piéton le long de l'aqueduc des Arceaux.

La Ville étant parallèlement en recherche d'une solution pour installer un plateau multisports destiné principalement aux écoles du quartier, une implantation de cet équipement sportif en continuité du square Bir Hakeim, sur une parcelle à détacher de la Cité Universitaire des Arceaux gérée par le CROUS, est envisagée.

Le CROUS est également intéressé par cet équipement sportif sur les bases d'une utilisation partagée.

Après échanges avec le CROUS, le rectorat et France Domaine, la réalisation de ce double projet est proposée selon les modalités suivantes :

- la Ville se porte acquéreur de la parcelle cadastrée KL 540 de 457 m², au prix des Domaines évalué à 30 €/m², soit 13 710 € compte-tenu du classement intégral en espace boisé classé de ce terrain ;
- une convention d'occupation temporaire, dont le projet est joint à la présente, est consentie par le CROUS à la Ville afin d'installer le plateau sportif sur une superficie de 542 m² à détacher de la parcelle cadastrée KL892. En parallèle, la procédure d'acquisition de cette emprise sera poursuivie.

La convention d'occupation, non créatrice de droit réel, précaire et révocable pour une durée de 12 ans, donnera lieu au versement d'une redevance à l'euro symbolique pour la Ville, basée sur une utilisation mutualisée de l'équipement sportif selon les modalités suivantes :

- en périodes scolaires, les écoles de la Ville seront prioritaires les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 9 h à 11 h 30 et de 13 h à 17 h,
- en l'absence des écoles et sur les autres créneaux, les résidents étudiants bénéficieront d'un accès direct depuis la Cité universitaire des Arceaux, sur la base d'un dispositif d'accès par cartes magnétiques installé et géré par le CROUS.

Le conseil d'administration du CROUS, en date du 12 juin 2013, a donné mandat au directeur du CROUS en vue de négocier une adaptation des règles de mutualisation de cet équipement par élargissement des créneaux d'ouverture à destination d'un public non scolaire.

Afin de ne pas compromettre la réalisation et l'ouverture de l'équipement aux écoles dans les meilleurs délais, il est proposé d'accepter les dispositions de la convention en l'état et d'engager au plus la discussion avec le CROUS pour étendre les temps d'ouverture à la population de cet équipement de quartier.

L'installation de ce plateau sportif, acquis par la Ville pour un montant de 78 000 € nécessitera la réalisation de travaux de terrassement et d'accès pour un montant prévisionnel de 32 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de procéder à l'acquisition de la parcelle cadastrée KL 540 d'une contenance de 457 m² classée en espace boisé classé pour un montant de 13 710 € conforme à l'avis des Services Fiscaux, frais d'acte de vente en sus à la charge de la Ville ;
- de prélever les crédits nécessaires à cette acquisition sur le budget de la Ville, programme "Action foncière" n° 2013127;

- d'approuver les termes de la convention d'autorisation d'occupation temporaire jointe en annexe, à signer avec le CROUS, à l'euro symbolique et au bénéfice de la Ville, sur la parcelle KL 892a de 542 m² en cours de division parcellaire en vue d'y installer un plateau multisports, frais de géomètre en sus à la charge de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer ladite convention ainsi que tous actes ou documents relatifs à cette affaire.

Pour : 49

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

65- Foncier

Avenue du Pic Saint Loup

Propriété "Epoux VILLEMIN"

Michaël DELAFOSSE :

Les époux VILLEMIN sont propriétaires de la parcelle AO 30 située avenue du Pic Saint-Loup, pour une contenance de 561 m². A l'occasion des travaux de réaménagement de leur propriété, ils ont sollicité les services de la Ville afin de réaliser la cession due au titre de la réserve C8 du plan local d'urbanisme, qui prévoit l'élargissement à 15 m de l'avenue du Pic Saint-Loup.

Il s'agit d'acquérir une emprise de terrain de 29 m² permettant notamment de réaliser un trottoir inexistant à cet endroit, pour un prix total de 1 500 €(51,72/m²).

Dès que la Ville sera propriétaire, il conviendra de procéder aux travaux de reconstitution d'équipement :

- démolition du mur existant et évacuation des gravats ;
- reconstitution du mur de soutènement/clôture sur une hauteur de 1,20 m, en agglomérés de ciment enduits sur l'extérieur ;
- déplacement du compteur gaz ;
- création de deux piliers pour positionnement du portail véhicule ;
- revêtement sur la partie acquise.

La repose du portail ainsi que la rehausse de 0,60 m de grillage sur le mur de clôture seront à la charge du vendeur.

Les époux VILLEMIN ont donné leur accord sur les termes de cette négociation. Maître Jean-Christophe CLARON, notaire à Montpellier, a en charge les intérêts des époux VILLEMIN.

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget de la Ville, sur la ligne 17459 « acquisition terrains » nature 2111, chapitre 908.

En conséquence, il vous est proposé :

- d'acquérir une emprise de 29 m² à extraire de la parcelle AO 30, afin de contribuer à la réalisation de l'opération C8 du PLU, soit l'élargissement à 15 m de l'avenue du Pic Saint-Loup au droit de la propriété des époux VILLEMIN pour un montant total de 1 500 €;
- de procéder aux travaux convenus détaillés ci-dessus ;
- de saisir Maître Jean-Christophe CLARON, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 48

Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

66- Foncier

Résidence Le Vivaldi

Elargissement avenue de L'Abbé Paul Parguel

Michaël DELAFOSSE :

Au titre d'un plan d'alignement approuvé en 1971, la Ville de Montpellier a déjà procédé à plusieurs acquisitions foncières pour permettre d'élargir l'avenue de l'Abbé Paul Parguel.

La résidence Le Vivaldi, cadastrée AS 108, a implanté sa clôture et son portail en tenant compte du plan d'alignement. A ce jour, les travaux de voirie ont été réalisés mais le transfert de propriété à la Ville de l'emprise nécessaire à l'élargissement de la voie n'a pas été régularisé. Il est donc proposé d'acquérir ce terrain, sachant qu'il s'agit de la dernière acquisition à réaliser sur ce tronçon de voie.

L'assemblée générale de copropriété a voté la cession à la Ville des emprises nécessaires aux régularisations foncières au prix de 30 €/m² et a donné pouvoir au syndic pour signer l'acte notarié.

Le découpage cadastral permet également de régulariser le transfert de propriété d'une petite emprise sur la sortie publique de la copropriété débouchant allée Agnès Mac Laren.

L'intervention du géomètre fait ressortir une emprise de 70 m², soit un montant total de 2 100 €. Les crédits nécessaires à cette acquisition sont disponibles au budget 2013 de la Ville, ligne 17459 acquisitions terrains, nature 2111 chapitre 908.

Le notaire chargé de cette transaction aux frais de la Ville est Maître ANDRIEU, notaire à Montpellier. Il sera chargé également de réduire l'assiette de la copropriété pour permettre le transfert des emprises acquises dans le domaine public communal.

En conséquence, il vous est proposé :

- d'acquérir une emprise de 70 m² à extraire de la parcelle cadastrée AS 108 propriété de la résidence Le Vivaldi située 700 avenue de L'Abbé Paul Parguel, pour un montant total de 2 100 €, afin de régulariser la propriété foncière de cette partie de voie ;
- de saisir Maître Andrieu, notaire à Montpellier pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 48
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

67- Terrain situé à CLAPIERS lieudit "Le Lez"

Vente à la commune de CLAPIERS

Michaël DELAFOSSE :

La Ville de Montpellier est propriétaire d'une parcelle de terrain nu cadastrée BY 424 sise sur le territoire de la commune de Clapiers, lieudit « Le Lez », d'une superficie de 3 102 m² classée en zone naturelle N du PLU et couverte par un espace boisé classé.

La Ville de Montpellier est devenue propriétaire de ce terrain suivant un acte d'échange avec la commune de Clapiers en date du 2 octobre 1971.

Il s'avère que la Ville de Montpellier n'a pas l'utilité de ce terrain nu, non constructible et non affecté.

La commune de Clapiers a sollicité l'acquisition de cette parcelle, située en limite d'un lotissement communal, dans le quartier du Fesquet, et délibéré en ce sens le 4 juin 2013.

France Domaine a estimé ce bien à 25 000 €, soit 8 €/m², par avis en date du 10 août 2012.

Dans le cadre d'une bonne gestion du patrimoine communal, la vente de cette parcelle à la commune de Clapiers peut donc être envisagée.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de vendre par acte notarié à la Ville de Clapiers la parcelle BY 424 d'une contenance de 3 102 m², sise sur le territoire de la commune de Clapiers, lieu-dit « Le Lez », au prix de 25 000 € conforme à l'estimation des services fiscaux, les frais d'acte étant à la charge de la Ville de Clapiers ;
- d'affecter la recette correspondante sur le budget communal au titre de l'exercice 2013 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Pour : 48

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

68- Attribution de subventions à diverses associations Thématique exclusion – Exercice 2013

Annie BENEZECH :

La vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. La Ville développe depuis de nombreuses années un partenariat actif avec les associations œuvrant dans le champ de la lutte contre l'exclusion.

La Ville rencontre un grand nombre d'associations agissant au plus près des publics en difficulté et souhaite les aider afin qu'elles puissent mener à bien leurs actions. Certaines associations ont pour mission d'accueillir et d'aider les personnes les plus démunies par la distribution de repas, de colis alimentaires. D'autres développent des activités de resocialisation complémentaires par le biais du développement de projets humanitaires et sportives.

Dans le cadre de la politique de lutte contre l'exclusion développée par la Ville de Montpellier, et afin de permettre aux structures ci-dessous de développer leurs activités, il est proposé d'attribuer une subvention aux associations suivantes :

N° asso	Association	Nature	Montant
4917	Association GESTARE	Projet	1 500 €
1942	Banque Alimentaire de l'Hérault	Fonctionnement	10 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature de la lettre d'engagement ou de la convention ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur l'imputation budgétaire : 6574/925/1966, pour un montant de 11 500 €;
- d'approuver la lettre d'engagement ou la convention type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 48

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

69- Conception/ Réalisation de l'école primaire Chengdu Quartier Port Marianne Avenant n° 1

Jean-Louis GELY :

L'évolution démographique du quartier Port Marianne a justifié la construction de l'école primaire CHENGDU.

Pour réaliser ce projet, la délibération n° 2011/98 du 28 mars 2011 a approuvé le lancement d'un appel d'offres de marché conception/réalisation.

Par délibération n° 2012/4 du 6 février 2012, le marché a été attribué au groupement conjoint GFC Construction / Coste Architectures / Etamine / Betom Ingénierie avec pour mandataire solidaire GFC Construction pour un montant de 6 240 000 €HT, soit 7 463 040 €TTC.

Différentes modifications doivent être apportées :

- **GFC Construction**

A l'adaptation des terrassements et des fondations, les cotes altimétriques du site ne correspondent pas à celles initialement prévues au marché (niveau plate-forme attendu : 12,70 NGF et niveau réel : entre 11,25 NGF et 12,50 NGF selon les zones). En conséquence, une adaptation des quantités de terrassement (environ 220 m³ en plus) mais aussi des longueurs de pieux et des hauteurs de longrines sont nécessaires pour assurer la solidité structurelle du bâtiment et respecter les niveaux altimétriques des planchers du rez-de-chaussée.

Montant de la plus-value : 39 600 €HT

- **COSTE Architecture**

Compte tenu de la forme de classes particulières et du nombre de parois vitrées pour respecter le niveau d'éclairage naturel du programme, l'architecte doit dessiner un mobilier sur mesure.

Montant de la plus-value : 8 000 €HT.

Ces différentes modifications engendrent une plus-value qui nécessite la passation d'un avenant :

- montant de l'avenant : 47 600 €HT ;
- nouveau montant du marché : 6 287 600 €HT ;
- pourcentage d'augmentation du marché : 0,76 %.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'adopter l'avenant n° 1 au marché 0G888191 « Conception réalisation du groupe scolaire Parc Marianne » ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, l'Adjoint Délégué, à signer cet avenant ainsi que tout autre document relatif à cette affaire ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville : Programme 2013P02 – Opération 12D06315 – Fonction 90213 – Nature 2313.

Jean-Louis GELY : Ce sont de petites adaptations de fin de chantier car l'école Chengdu ouvrira à la rentrée de septembre prochain. Elle ouvrira huit classes sur les 11 qu'elle comportera in fine. C'est une très belle école, bien insonorisée, avec un air tout à fait tempéré grâce au dispositif d'isolation et de normes de construction qui en font, je le rappelle, un bâtiment à énergie positive.

Pour : 47

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

70- Cuisine Centrale des restaurants scolaires - Mission d'Assistance Technique Juridique et Financière Autorisation de résilier le marché.

Jean-Louis GELY :

Par délibération du 6 février 2012, le Conseil Municipal a attribué au groupement SOCOFIT – EC6 Méditerranée - Finance Consult - Cabinet Latournerie Wolfrom & Associés le marché d'assistant à maîtrise d'ouvrage pour accompagner la collectivité dans l'étude et la réalisation d'une nouvelle cuisine centrale.

A l'issue des deux premières phases de cette mission de prestations intellectuelles comprenant l'étude de faisabilité, l'évaluation préalable et le dossier décisionnel comparateur, il apparaît que le bâtiment existant présente un potentiel de réaménagement qui permettra d'augmenter la production jusqu'à 13 000 repas jour, ce qui correspond aux besoins prévisibles pour les années à venir.

Cette solution de restructuration et de réaménagement des locaux actuels paraît efficiente tant en termes de coût que d'organisation de ce service en régie directe. L'autorisation de programme n° 2013 I32 votée lors de cette même séance dans le cadre du Budget Supplémentaire 2013 permet d'engager dès à présent les études nécessaires.

L'article 20 du CCAG-PI prévoit la possibilité de ne pas poursuivre l'exécution des prestations de la mission d'assistance technique dès lors que deux conditions sont remplies :

- 1 – les documents particuliers du marché prévoient expressément cette possibilité ;
- 2 – chacune des parties techniques est clairement identifiée et assortie d'un montant.

Ces deux conditions étant remplies au titre du marché, la résiliation peut être prononcée conformément à l'article 31.3 du CCAG-PI.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de décider la résiliation du marché n° 1H521301 concernant la Mission d'Assistance Technique Juridique et Financière pour l'étude et la réalisation d'une nouvelle cuisine centrale ;
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer la résiliation du marché et plus généralement toutes pièces relatives à cette affaire.

Jean-Louis GELY : Il s'agit de résilier un marché avec le groupement qui portait la mission d'assistance technique parce qu'au bout de deux des six phases qui avaient été fixées, nous sommes arrivés à la conclusion que la meilleure solution est de procéder à un réaménagement et une extension possible de l'actuelle cuisine centrale. Cela correspond d'ailleurs aux 5 M€ d'autorisation de programme qui ont été votés tout à l'heure en marge du budget supplémentaire. C'est un projet que nous présenterons avec Catherine LABROUSSE à l'automne lors d'un conseil municipal. Il nous permettra de porter la capacité de la cuisine centrale de 11 500 repas en pic – aujourd'hui, nous sommes à 10 600 en moyenne – à 12 500 pour 2020, c'est-à-dire ce qui résultera de l'étude démographique que nous avons demandée au cabinet GEOCEANE. Mais elle pourra aussi aller, avec un nouveau mode de gestion qu'autorisera cette extension, à une capacité de 14 000 repas par jour en pic, c'est-à-dire en nous donnant un volume d'une douzaine d'années pour pouvoir ensuite prévoir, en fonction de l'évolution de la démographie scolaire, un dispositif complémentaire à l'échelle de l'intercommunalité.

Pour : 49

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

71- Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre de la thématique du handicap Exercice 2013

Magalie COUVERT :

Depuis de nombreuses années, la Ville développe une politique active en matière d'intégration des personnes en situation de handicap ainsi que des actions visant à sensibiliser de manière la plus large possible la population à cet enjeu.

La collectivité soutient, en leur attribuant une subvention, les structures qui participent activement à l'amélioration des conditions de vie et à l'intégration des personnes handicapées dans la cité.

Aussi, dans le cadre de sa politique en matière de handicap et compte tenu des actions développées par ces structures, il est proposé d'attribuer une subvention aux associations suivantes :

N° asso	Association	Nature	Montant
4861	Améthyste	Fonctionnement	5 000 €
1058	Association des Paralysés de France	Fonctionnement	16 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature de la convention ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur l'imputation budgétaire : 6574/925/21496, pour un montant de 21 000 €;
- d'approuver la convention type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 49

72- Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre de la Cohésion Sociale Exercice 2013

Audrey DE LA GRANGE :

La Ville de Montpellier poursuit en 2013 sa politique visant à favoriser la mise en place d'actions œuvrant à la cohésion sociale sur les quartiers de la commune. Le travail de proximité et continu des structures associatives permet de mobiliser fortement la population et ainsi de renforcer la cohésion sociale dans les quartiers de la Ville.

L'objectif de ces actions est de recréer une dynamique axée sur les domaines tels que l'éducation, l'insertion, la citoyenneté, la solidarité, les activités sportives et culturelles... autour de la population.

Afin de permettre la réalisation de ces actions, il est proposé d'attribuer une subvention aux associations suivantes :

N° Association	Association	Nature	Montant
372	DEVELOPPEMENT SOLIDAIRE ET DURABLE	M	2 000 €
1110	COMPAGNIE ODETTE LOUISE	F	1 000 €
1559	CENTRE DE LOISIRS DES JEUNES MONTPELLIER-LA PAILLADE	M	1 500 €
5607	PASTORALE PROTESTANTE ET EVANGELIQUE DE MONTPELLIER	M	8 000 €
2920	CAP GELY FIGUEROLLES	M	3 000 €
		F	1 000 €
4478	IDENTITES ET PARTAGE	M	2 000 €
5765	COLLECTIF RUE PIERRE CARDENAL	F	4 000 €
			22 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature de la lettre d'engagement ou de la convention ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2013 sur l'imputation budgétaire : 6574/925/21498, pour un montant de 22 500 €;
- d'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

- Pour : 49
- Contre : /

- Abstentions : /
- Adopté à l'unanimité

73- Contrat Urbain de Cohésion Sociale

Attribution de subventions à diverses associations

Exercice 2013

Audrey DE LA GRANGE :

Depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier a développé un partenariat actif avec les associations œuvrant au développement social et urbain en faveur des habitants des quartiers en difficulté reconnus comme prioritaires dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS), géré par le GIP-DSUA.

Pour rappel, les grands axes prioritaires du contrat sont :

- l'accès à l'emploi et le développement économique ;
- l'éducation et la scolarité ;
- la citoyenneté et la prévention de la délinquance ;
- l'habitat et le cadre de vie ;
- l'accès à la prévention et aux soins.

En juillet 2009, le Conseil d'Administration du GIP a décidé d'engager une démarche d'élaboration de projets territoriaux de cohésion sociale sur 3 secteurs (Mosson, Centre et Cévennes) qui vise à remettre la dimension « projet » au cœur de la démarche contractuelle et donc à privilégier une réflexion davantage territoriale que thématique.

Pour chacun des territoires visés, des leviers d'intervention prioritaires ont été identifiés. Par exemple pour le territoire des Cévennes, il s'agit de favoriser la maîtrise de la langue française, de redonner du sens à l'école et de favoriser la réussite scolaire, d'améliorer les conditions de fonctionnement du commerce et de l'artisanat, de bâtir un cadre de vie par une gestion urbaine de proximité et de développer l'attractivité du territoire.

En novembre 2012, le GIP-DSUA a lancé un appel à projets pour la mise en œuvre d'actions complémentaires au droit commun sur l'ensemble des territoires CUCS au titre de l'année 2013. Pour les territoires Mosson, Centre et Cévennes, il a été demandé aux associations d'inscrire prioritairement leurs propositions dans les leviers d'intervention repérés au sein des projets territoriaux de cohésion sociale.

La présente délibération concerne l'affectation de subventions (nature manifestation), pour un montant total de 39 000 €, aux associations ayant sollicité le soutien financier de la Ville pour mettre en œuvre des actions définies comme prioritaires dans le cadre du CUCS.

N°asso	Association	Intitulé projet	Montant
71	I.Projet-Echanges Internationaux Culture Citoyenneté	Tiers Lieu Culturel	4 000 €
2101	Lieux Ressources	Fonds de Participation des Habitants	4 000 €
2004	Association Jeunes Phobos Montpellier et Paillade Nord	Chantiers-loisirs	2 500 €
2294	Groupe Français d'Education Nouvelle LR	Atelier socio-linguistique Mosson	1 500 €

33	Association Euro Méditerranéenne pour le Travail et les Echanges	Le Printemps de la création d'entreprise	3 000 €
5446	Créaction	Expédition Rêves, l'aventure continue - volet participation des habitants	3 000 €
		Expédition Rêves, l'aventure continue - Volet Rêves d'enfants	3 000 €
2190	Collectif Yves du Manoir - CYDM	Réseau Pas du Loup Paul Valéry (promotion de la citoyenneté et participation des habitants)	4 000 €
4773	DE.F.I Développement, Formation, Insertion	AIMS (Accueil Information Médiation Sociale) de Proximité	5 000 €
		CLAS	5 000 €
1043	Holisme Communication	Zones Urbaines à textes sensibles	2 000 €
5202	Justice pour le Petit Bard - JPPB	ASMHa	1 500 €
244	Consommation Logement Cadre de Vie de Montpellier CLCV	Accompagnement des Habitants des Cévennes	500 €
Total montant			39 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagements et des conventions le cas échéant ;
 - de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur l'imputation budgétaire : 6574/925/21498, pour un montant de 39 000 €;
 - d'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
 - d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.
-
- Pour : 49
 - Contre : /
 - Abstentions : /
 - Adopté à l'unanimité

74- Mise à disposition des installations sportives à l'association MUC Volley Ball Autorisation de signer la convention

Max LEVITA :

Dans le cadre de son soutien au développement des clubs de sport représentant Montpellier, la Ville met à disposition de l'association MUC Volley Ball, le Palais de Sports Pierre de Coubertin pour l'organisation des compétitions et manifestations inhérentes au Championnat de Pro A dans lequel évolue le club.

Conformément aux dispositions du Code du Sport, une convention doit fixer les conditions d'utilisation, sans exclusivité, du Palais des Sports Pierre de Coubertin pour ce club, durant la saison sportive.

En contrepartie de cette mise à disposition et au vu de l'intérêt communal attaché à l'activité du MUC Volley Ball, une redevance minorée leur sera proposée. Ladite redevance minorée constituant une subvention en nature, son montant est valorisé en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 18 décembre 2012 fixant les tarifs 2013 applicables au domaine public occupé, à savoir :

- mise à disposition de l'équipement à usage de l'équipe professionnelle : 20 heures par semaine x 40 semaines x 48 € = 38 400 €

Il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association concernée :

Association	Adresse des locaux	Valeur locative	Redevance annuelle	aide annuelle en nature
MUC Volley Ball	PDS Coubertin, avenue de Naples	38 400 €	8 930 €	29 470 €

En conséquence, il est donc demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de mise à disposition du Palais des Sports Pierre de Coubertin à l'équipe professionnelle de l'association MUC Volley Ball ;
- d'approuver la subvention en nature valorisable au montant de 29 470 €;
- de dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 49

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

75- Modification du tableau des effectifs

Max LEVITA :

Vu l'avis du Comité Technique Paritaire du 21 juin 2013

I - Créations de postes :

Contrats d'apprentissage :

Cinq contrats d'apprentissage seront créés en septembre pour le métier d'auxiliaire de puériculture.

II - Suppressions de postes :

Ces suppressions interviennent en contrepartie des créations validées lors des Conseils Municipaux des 17 décembre 2012 et 25 mars 2013 pour permettre les promotions au titre de l'année 2013. Le bilan est donc globalement neutre.

Filière administrative :

Administrateur hors classe : Suppression d'un poste

Attaché principal : Suppression d'un poste

Rédacteur principal 1^{ère} classe : Suppression de sept postes

Rédacteur principal 2^{ème} classe : Suppression de sept postes

Rédacteur : Suppression de six postes

Adjoint administratif principal 2^{ème} classe : Suppression de huit postes

Adjoint administratif de 1^{ère} classe : Suppression de huit postes

Adjoint administratif de 2^{ème} classe : Suppression de vingt postes

Filière Animation :

Animateur : Suppression d'un poste

Adjoint d'animation 2ème classe : Suppression de cinq postes

Filière Médico-sociale :

Puéricultrice de cadre de santé : Suppression d'un poste

Puéricultrice de classe normale : Suppression d'un poste

Educateur principal de Jeunes Enfants : Suppression de deux postes

Educateur de Jeunes Enfants : Suppression de trois postes

Auxiliaire de puériculture principal 2^{ème} classe : Suppression de dix postes

Auxiliaire de puériculture 1^{ère} classe : Suppression de cinquante postes

Agent Spécial des Ecoles Maternelles principal 2^{ème} classe : Suppression de quatre postes

Agent Spécial des Ecoles Maternelles 1^{ère} classe : Suppression de cinquante et un postes

Filière sécurité :

Brigadier : Suppression de douze postes

Gardien de Police Municipale : Suppression de huit postes

Filière technique :

Ingénieur en chef classe normale : Suppression d'un poste

Ingénieur principal : Suppression de deux postes

Ingénieur : Suppression de douze postes

Technicien principal 1^{ère} classe : Suppression d'un poste

Technicien : Suppression d'un poste

Agent de maîtrise principal : Suppression de six postes

Adjoint technique principal 1ère classe : Suppression de cinq postes

Adjoint technique principal 2^{ème} classe : Suppression de trente quatre postes

Adjoint technique 1^{ère} classe : Suppression de quatre vingt postes

Adjoint technique 2ème classe : Suppression de cent postes

III - Ouverture de poste à des agents non titulaires :

Direction Culture et Patrimoine:

Un poste d'Attaché à temps complet est vacant à compter du 01/09/2013 sur des fonctions de Chargé de mission livres et diffusion des savoirs. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'agents non titulaires par référence au cadre d'emplois des Attachés Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

Direction des Systèmes d'Information :

Un poste d'Ingénieur à temps complet est vacant à compter du 01/09/2013 sur des fonctions de Chargé de mission Montpellier territoire numérique. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'agents non titulaires par référence au cadre d'emplois des Ingénieurs Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

Direction de la Communication:

Un poste d'Attaché à temps complet est vacant à compter du 01/08/2013 sur des fonctions de Chargé de communication. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'agents non titulaires par référence au cadre d'emplois des Attachés Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver ces modifications apportées au tableau des effectifs.

Pour : 49

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

76- Accueil de cinq apprentis préparant le diplôme d'Auxiliaire de Puériculture

Max LEVITA :

Depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier rencontre des difficultés à recruter et fidéliser des auxiliaires de puériculture au sein des structures de la Petite Enfance.

Le CNFPT de l'Hérault a ouvert un CFA depuis deux ans et propose aux collectivités territoriales d'accueillir des apprentis auxiliaires de puériculture à partir de septembre 2013.

La Ville de Montpellier souhaite former cinq apprentis dans ce domaine.

Il est important de rappeler que l'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 25 ans (sans limite d'âge supérieure d'entrée en formation concernant les travailleurs handicapés) en formation concernant les travailleurs handicapés) d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration; que cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre. Ce dispositif présente un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour les services accueillants.

Le choix des apprentis se fera par la collectivité.

Les lieux de formation ainsi que les maîtres d'apprentissage seront choisis par le service Enfance.

Les maîtres d'apprentissage seront inscrits à la formation proposée par le CNFPT. Il est à noter que les textes en vigueur en matière de nouvelle bonification indiciaire permettent de reconnaître la responsabilité confiée à hauteur de 20 points d'indice s'ajoutant au traitement indiciaire des agents.

La Ville de Montpellier par ce projet continue à donner l'exemple pour l'aide apportée aux jeunes.

Le Comité Technique Paritaire a émis un avis favorable à cette démarche en sa séance du 21 juin 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser le recours à cinq contrats d'apprentissage dès la rentrée scolaire 2013-2014 au sein des structures de la Petite Enfance pour une formation de deux ans ;
- d'autoriser l'incidence financière de ces dispositions (salaire et charges des apprentis) prévues au BS 2013 au chapitre 920, ligne 868 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à ce dispositif et notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec le centre de formation d'apprentis.

Pour : 49

Contre : /

77- Affaire retirée

78- Protocole transactionnel

Commune de Montpellier - Société des Transports de l'Agglomération de Montpellier

Max LEVITA :

Dans le cadre de sa politique en matière de déplacements, la Commune de Montpellier a procédé à la requalification urbaine du boulevard du Jeu de Paume sur une période couvrant les années 2012 et 2013 (fin des travaux avril 2013).

Pour ce faire, la Commune a voulu s'adjoindre les services d'un assistant à maîtrise d'ouvrage ayant notamment pour mission de l'assister dans les procédures d'attribution et de suivi des marchés de maîtrise d'œuvre et de travaux nécessaires à l'opération.

Un avis d'appel public à candidature a été publié en ce sens le 21 décembre 2011.

Après réception des candidatures, analyse et négociations, l'offre de la société des transports de l'agglomération de Montpellier a été retenue comme étant la plus économiquement avantageuse pour la collectivité.

L'acte d'engagement a donc été signé et le marché notifié à la société attributaire ; laquelle a procédé aux prestations attendues.

Dans le cadre de la mise en paiement des factures du prestataire, il a cependant été constaté qu'à la suite d'une erreur matérielle l'acte d'engagement avait été signé sans qu'une décision d'attribution exécutoire préalable ait été prise dans les formes.

Une telle situation ne peut être régularisée a posteriori et rend aujourd'hui impossible le paiement sur une base contractuelle.

Lesdites prestations ont pourtant bien été exécutées, de bonne foi et dans des conditions satisfaisantes, sous la conduite de la Commune.

La société des Transports de l'Agglomération de Montpellier n'a donc pas à supporter le préjudice d'une absence de rémunération pour une erreur matérielle imputable à la Commune.

En conséquence, en application tout à la fois des dispositions de l'article 2044 du Code Civil, des dispositions de l'article L 2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, de la théorie dite de l'enrichissement sans cause, il vous est proposé d'approuver le principe de la conclusion d'un protocole transactionnel avec la société des Transports de l'Agglomération de Montpellier.

Le protocole en question, joint en annexe, prévoit le paiement à la société des transports de l'agglomération de Montpellier d'une indemnité forfaitaire de 96 800 euros HT.

Cette somme correspond au montant des dépenses exposées au profit de la Commune.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le principe de la conclusion d'un protocole transactionnel avec la Société des Transports de l'Agglomération de Montpellier ;
- d'approuver les termes du protocole joint en annexe à la présente délibération ;
- de dire que les dépenses relatives à cette affaire seront prélevées sur le chapitre 908 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou son adjoint délégué à signer ledit protocole ainsi que tout document relatif à cette affaire ;

Ne prennent pas part au vote : Pour la Ville : Serge FLEURENCE, Régine SOUCHE, Hervé MARTIN, et pour l'Agglomération : Robert SUBRA, Françoise PRUNIER et Christophe MORALES

Pour : 43

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

79- Attributions et ajustements de subventions Exercice 2013

Max LEVITA :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire.

Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

1) Attributions de subventions :

Attributions de subventions dans le cadre de l'action internationale et jumelages :

CODE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
2229	ASSOCIATION COOPERATIVE SENS DE VIE	Projet	1 000 €
5780	EN CHEMIN	Projet	200 €
2882	ETINCELLE LANGUEDOC-ROUSSILLON	Projet	800 €
		Total	2 000 €

Les montants seront prélevés sur la ligne de crédits 1350, nature 6574, chapitre 920.

Attribution de subvention dans le cadre de la petite enfance:

CODE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
2477	CRECHE BAMBOUBULLE	Fonctionnement	867 €
		Total	867 €

Le montant sera prélevé sur la ligne de crédits 1963, nature 6574, chapitre 925.

Attributions de subventions dans le cadre du sport :

CODE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
5368	MONTPELLIER RUGBY CLUB SASP	Fonctionnement	110 000 €
1104	MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB ASSOCIATION	Fonctionnement	13 000 €
		Total	123 000 €

Le montant sera prélevé sur la ligne de crédits 1776, nature 6574, chapitre 924.

Attributions de subventions dans le cadre des finances :

CODE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
1863	MEDIA FORMA SUD	Projet	10 000 €
3574	MOUVEMENTS CITOYENS	Projet	2 000 €
5702	UNSA - UNION NATIONALE DES SYNDICATS AUTONOMES FEDERATION DES CHEMINOTS ET PERSONNELS DES ACTIVITES ANNEXES	Projet	10 000 €
		Total	22 000 €

Le montant sera prélevé sur la ligne de crédits 18891, nature 6574, chapitre 920.

Attribution de subvention dans le cadre de l'égalité des droits et des devoirs :

CODE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
3633	FORUM FRANCAIS POUR LA SECURITE URBAINE	Projet	800 €
		Total	800 €

Le montant sera prélevé sur la ligne de crédits 1398, nature 6574, chapitre 925.

2) Ajustements de subventions :

Par délibération n° 2010/552, en date du 13/12/2010, dans le cadre du financement de la mission prévention spécialisée, le Conseil municipal a approuvé la participation financière de la Ville à hauteur de 30 % de la rémunération des postes d'éducateurs estimée à 151 000 € à verser au Département de l'Hérault pour l'année 2010. La participation 2010 pour la Ville s'élève à 164 514 € Il est proposé au Conseil municipal d'approuver l'ajustement de la subvention pour un montant de 13 514 €

Le montant de cette dépense sera prélevé sur la ligne de crédits 16306, nature 65733, fonction 925.

Par délibération n°2008/228, en date du 24/04/2008, le Conseil municipal a approuvé la délégation de la gestion du Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes par le Conseil Général de l'Hérault à la Ville, ainsi que le transfert de la gestion du Fonds de la Ville au Centre Communal d'Action Sociale.

Pour l'année 2010, la participation de la Ville s'élève à 205 905,31 € dont 198 000 € versés au Centre Communal d'Action Sociale. Il est proposé au Conseil municipal d'approuver l'ajustement de la subvention pour un montant de 7 905,31 €

Le montant de cette dépense sera prélevé sur la ligne de crédits 17646, nature 657362, fonction 925.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;

- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville sur les imputations citées ci-dessus, avec la nature 6574 pour un montant total de **148 667 €** ;
- d'approuver les ajustements de subventions telles que définies ci-dessus, avec les natures 65733 et 657362 pour un montant total de **21 419,31 €** ;
- d'approuver la lettre d'engagement, les conventions types, ainsi que la convention spécifique à la SASP Montpellier Rugby Club, annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Max LEVITA : Je profite de l'occasion pour annoncer qu'à la Direction des finances, nous exerçons un contrôle de plus en plus strict sur le fonctionnement des associations. Par conséquent, dans un certain nombre de cas, nous demandons que les subventions soient diminuées, ce qui est arrivé à l'association Le Refuge. Elle avait demandé une subvention exceptionnelle qui lui a été accordée. Nous avons jugé qu'à la suite de manifestations diverses, elle avait reçu énormément de dons. Nous l'avons donc ramenée au statu quo ante. Elle s'en est émue. Pour nous, sur le plan financier, c'est une opération qui nous paraît absolument indispensable. Si elle n'était pas satisfaite, elle pouvait s'en indigner directement auprès de Madame le Maire.

Pour : 47

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

80- Apurement annuel des régies- Exercice 2012

Max LEVITA :

Par délibération n° 2012/642 en date du 17 décembre 2012, nous avons sollicité le Trésorier Principal Municipal afin qu'il donne son avis sur trois régies nécessitant un apurement.

En accord avec ce dernier, il est proposé au Conseil Municipal :

- de bien vouloir donner un avis favorable à ces propositions de remises partielles détaillées ci-dessous :

Régies	Régisseurs	Montant du déficit	Constat du déficit par la Trésorerie Municipale	Avis du Trésorier
Crèche Antigone	Mme BONNET	187,38 €	21 novembre 2006	Avis favorable à une remise partielle assortie d'un laissé à charge de 40 €
Centre Astérix	Mme ROY CROS	180,68 €	06 décembre 2007	Avis favorable à une remise partielle assortie d'un laissé à charge de 30 €
MPT A. Sarrazin	Mme BARCELAT ROUDET	85,00 €	17 février 2012	Avis favorable à une remise partielle assortie d'un laissé à charge de 30 €

- de dire que les crédits nécessaires seront prélevés sur le budget 2013 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à ces demandes.

Pour : 47

Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

81- Tarifs 2013 pour le parking Bassin Jacques Coeur

Max LEVITA :

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver les tarifs pour le parking Bassin Jacques Cœur.

Il convient de préciser que ce parking bénéficiera du dispositif des chèques-parking.

Tarifs pour le parking Bassin Jacques Cœur :

Horaires	Tarifs 2013	
	HT	TTC (au taux en vigueur au 01/07/2013 : 19,6%)
00h30	0,59 €	0,70 €
01h00	1,09 €	1,30 €
01h30	1,67 €	2,00 €
02h00	2,17 €	2,60 €
03h00	2,59 €	3,10 €
04h00	3,01 €	3,60 €
05h00	3,34 €	4,00 €
L'heure supplémentaire	0,42 €	0,50 €
L'heure de 12h00 à 14h00	0,84 €	1,00 €
Forfait entre 19h et 7h00	1,67 €	2,00 €
Forfait 24h	10,45 €	12,50 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter les tarifs proposés ;
- de préciser que ceux-ci seront applicables dès que la présente délibération sera exécutoire ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Frédéric TSITSONIS : Juste pour préciser que nous ne faisons pas des tarifs sur un parking pour le plaisir. C'est aussi à la demande des commerçants et des restaurants du quartier afin de permettre une bonne rotation des véhicules et ainsi qu'il n'y ait pas de véhicules tampon qui restent toute la journée sur ce parking. Il y aura donc un tarif peu élevé mais qui néanmoins permettra la rotation des voitures. Deux tarifs spécifiques : entre 12 et 14, ce qui revient à 2 € Ce parking, grâce aux services, permettra aussi d'avoir des chèques parking. Donc, les restaurateurs pourront s'en procurer. Pendant le repas, cela reviendra à 1 € entre 12 h et 14 h. Le soir, à partir de 19 heures, un tarif de 2 € pour la soirée et pour la nuit. Cela permettra donc prioritairement aux clients des restaurants de venir, de payer et d'avoir une contrepartie avec les chèques parking. Pour le monde économique situé autour du bassin, cela offre plus de places à leurs clients. Il était important de le préciser.

Pour : 47
Contre : /

82- Dématérialisation du circuit comptable - signature de l'accord local de dématérialisation

Max LEVITA :

A compter du 1^{er} janvier 2015, un seul protocole d'échange avec la trésorerie sera supporté : le PES V2 (Protocole d'Echange Standard). Il remplacera tous les protocoles d'échanges actuels (Indigo, Ocre...).

Le PES standardise l'échange des données comptables entre les collectivités et leur trésorerie. Les informations sont transmises sous forme de fichiers XML à Hélios, le progiciel comptable des trésoreries. Ces données sont constituées des bordereaux, mandats et titres nécessaires aux trésoreries pour payer les fournisseurs ou être payées.

De même, ce protocole permet d'accueillir les références des pièces justificatives ou les documents dématérialisés eux-mêmes et intégrera les données numériques signées électroniquement.

L'adoption du PES par une collectivité s'effectue à l'issue d'une procédure de validation technique et fonctionnelle, menée conjointement avec la Direction générale des Finances Publiques (DGFIP) afin de permettre une gestion optimale des données dans Hélios.

La Ville de Montpellier s'est engagée depuis plusieurs mois dans le processus de dématérialisation du circuit comptable.

La dématérialisation du circuit comptable s'inscrit dans une démarche de modernisation qui permet de sécuriser les flux comptables et d'accélérer le traitement administratif pour atteindre l'objectif d'un mandatement en 20 jours.

Elle est porteuse de multiples enjeux :

- suppression des doubles envois, sous format papier et sous format informatique des bordereaux de titres et de mandats, des mandats et titres ;
- réduction des délais de paiement par la suppression des tâches de contrôle entre les flux papier et informatiques d'Hélios ;
- amélioration des délais de production et de restitution des comptes de gestion aux ordonnateurs et au juge des comptes
- simplification des échanges d'information entre les acteurs de la chaîne comptable et financière en évitant la re-matérialisation des données ou documents d'origine électronique ;
- limitation des espaces de stockage et des temps de traitement au regard du volume important de documents « papier » échangés.

Les tests menés par la Ville pour satisfaire aux exigences techniques et fonctionnelles ont été réalisés avec succès.

Ainsi, afin de pouvoir mener la dématérialisation à son terme, une convention cadre doit être signée entre tous les acteurs : la Direction Générale des Finances Publiques, la Chambre Régionale des Comptes et l'ordonnateur.

Cette convention s'inscrit dans le cadre des principes énoncés dans la Charte nationale partenariale relative à la dématérialisation dans le secteur public local et se réfère au cadre national d'acceptation de la dématérialisation dans le secteur public local.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Madame le Maire à signer la convention cadre de dématérialisation avec la Direction Générale des Finances Publiques et la Chambre Régionale des Comptes ;
- autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Pour : 47

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

83- Action complémentaire à la démarche partenariale Ville de Montpellier/Direction Générale des Finances Publiques prévue à la Convention de Services Comptables et Financiers

Max LEVITA :

En complément de la Délibération du Conseil Municipal du 9 novembre 2009 qui définit les termes de la Convention de Services Comptables et Financiers entre la Ville de Montpellier et la Direction Générale des Finances Publiques, il apparaît utile aujourd'hui de compléter l'Axe 4 – Action 12 de cette convention, « Amélioration du suivi de la fiscalité ».

Cette évolution s'inscrit parfaitement dans la démarche de progrès et de collaboration des services en matière de gestion publique locale, et répond aux exigences d'une plus grande équité fiscale.

Ainsi l'action 12 intégrera un audit partenarial ayant pour but l'analyse technique des processus et procédures mises en œuvre par les services de la Ville et de la DGFIP, plus particulièrement sur le thème de l'optimisation des recettes fiscales liées à la taxe d'habitation regroupant trois sujets :

- l'identification et l'explication de l'écart entre les données figurant sur la matrice cadastrale et celle du rôle général ;
- l'analyse de la chaîne de traitement des données relatives aux locaux : de la délivrance des permis de construire jusqu'à la phase d'imposition ;
- l'examen de la pertinence d'une méthode d'évaluation du produit attendu pour fiabiliser la prévision budgétaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accepter le principe de cette action complémentaire, ajoutée à la Convention de Services Comptables et Financiers du 9 novembre 2009, et jointe à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 47

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

84- Complément des modalités et conditions de prise en charge des frais de déplacement des élus et des personnalités extérieures invitées

Max LEVITA :

Par délibération en date du 13 décembre 2010 le Conseil Municipal approuvait les modalités et conditions de prise en charge des frais de déplacement des élus et des personnalités extérieures invitées.

A ce dernier titre étaient notamment prévus les cas de personnalités participant à diverses missions nationales ou internationales notamment congrès, colloques, programmes d'études, jury de concours, manifestations spécifiques, échanges culturels et d'action de promotion de la collectivité pour lesquels il était prévu que les frais afférents étaient supportés par la collectivité.

Il convient aujourd'hui de compléter cette délibération :

- en prévoyant la possibilité pour la Commune de prendre également à sa charge les coûts relatifs à l'organisation de voyages de presse à l'occasion des divers projets et manifestations menés par la Commune. De tels voyages présentent en effet un intérêt communal évident en ce qu'ils contribuent à une meilleure couverture médiatique des manifestations et actions menées par la municipalité et, par là-même, à l'attractivité du territoire ;
- en approuvant un règlement financier encadrant la prise en charge par la Commune des frais de déplacement et d'hébergement des personnalités extérieures invitées ;
- ledit règlement est annexé à la présente délibération et fixe des montants maximaux de prise en charge. Ces montants maximaux pourront exceptionnellement être dépassés sur justification précise et circonstanciée approuvée par les services concernés.

De manière globale, les prises en charge de frais pourront être effectuées soit sur la base d'un remboursement soit dans le cadre d'une prise en charge directe par la Commune, notamment par le biais des différents marchés publics de déplacement et/ou hébergement en cours.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le principe de prise en charge par la Commune de voyages de presse ;
- d'approuver les termes du règlement financier joint à la présente et applicable à l'ensemble des personnes tierces invitées par la Commune ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut son adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;

Francis VIGUIE : Ce n'est pas sur le déplacement des élus mais sur l'organisation des voyages de presse : « *Il convient aujourd'hui de compléter cette délibération en prévoyant la possibilité pour la commune de prendre également à sa charge les coûts relatifs à l'organisation de voyages de presse à l'occasion des divers projets et manifestations menés par la commune* ». Je suppose que des choses se sont déjà tenues dans ce genre. J'aimerais avoir une explication sur la raison pour laquelle nous votons cette délibération aujourd'hui et deuxièmement, je souhaiterais avoir des précisions sur ceux qui sont concernés, du côté de la presse. Quels sont les critères pour savoir qui est invité ou non, comment cela fonctionne ? Il y a des exemples dans le passé, je ne dis pas à l'échelle de la ville de Montpellier mais à l'échelle nationale. Il y a des avions qui prenaient certaines personnes et pas d'autres. Je souhaiterais donc avoir des précisions, une transparence sur le fonctionnement : qui, quoi, comment et combien. Dernière petite chose, on nous avait dit à différentes reprises que concernant les voyages à l'étranger ou les missions de ce type, il y aurait des comptes rendus. Jusqu'à présent, nous n'en avons pas vu.

Michaël DELAFOSSE : Je prends un exemple : lorsqu'il y a eu la réalisation de la mairie, après son inauguration, il y a une presse spécialisée dans le domaine de l'architecture qui a été conviée. C'est cela l'esprit. Il y a cette presse spécialisée et un travail de repérage des principales revues. Elles s'expriment d'ailleurs en toute indépendance. Nous avons eu des articles, certains élogieux et d'autres plus critiques. Sinon, la presse ne vient pas jusqu'à Montpellier parce qu'elle traverse souvent des difficultés économiques assez conséquentes, que

tout le monde connaît malheureusement. Donc voilà l'esprit des voyages de presse et il est nécessaire qu'une délibération fixe ces modalités.

Max LEVITA : Pour le rassurer également M. VIGUIE, en fait c'est moi qui présente cela à la commission des finances. Nous mettons des limites au niveau des frais de restauration et d'hébergement. Nous mettons une limite maximale : 180 € la nuit et 30 € le repas. Au-dessus, nous ne payons pas. Êtes-vous rassuré ? Déjà que je vais embaucher Mme LE VAN, je vais également vous embaucher.

Pour : 49

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

85- Achat de mobiliers spécifiques pour les Espaces Publics de l'Hôtel de Ville. Autorisation de signer le marché.

Max LEVITA :

Un appel d'offres lancé en vue de l'achat de mobiliers spécifiques pour les espaces publics de l'Hôtel de Ville a été publié au B.O.A.M.P. et au J.O.U.E.

Cet appel d'offre ouvert n° 3D0102 7010 est passé en application de l'article 77 du Code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande. Il s'agit d'un marché à bons de commande avec un total annuel maximum de commandes de 95 000,00 €HT. Ces bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Ce marché fait l'objet d'un lot unique. Il est conclu pour une période de 1 an à compter de la notification du marché et peut être reconduit pour une période de 1 an par tacite reconduction.

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres sont les suivants :

- valeur technique de l'offre 60 % ;
- prix 40 %.

La commission d'appel d'offres du 09 juillet 2013 a attribué ce marché à la société SARL RBC DESIGN STORE qui a proposé une offre jugée économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget investissement 2013 de la Ville : nature 2184-2183-2188 toutes fonctions.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer le marché avec l'entreprise retenue par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 51

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

86- Rapport annuel 2012 du délégataire Effia - Parc de stationnement ARC DE TRIOMPHE

Max LEVITA :

Par délibération du Conseil Municipal du 15 novembre 2007, la Ville de Montpellier a confié à EFFIA l'exploitation du parc de stationnement Arc de Triomphe situé sous la rue Foch à Montpellier pour une durée de 6 ans sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public dont le terme est fixé au 31 décembre 2013.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales qui précise que « le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. », EFFIA a transmis son rapport 2012 à la Ville de Montpellier.

1. Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

Le parc de stationnement Arc de Triomphe comprend 471 places réparties sur 5 niveaux dont 10 places réservées aux personnes à mobilité réduite et 3 places pour la recharge de véhicules électriques. Il est ouvert 7j/7 et 24h/24. L'accès au parking se fait par la rue Foch.

- Fréquentation et recettes

○ Le nombre de paiements horaires observe une baisse de 5,09 % par rapport à l'année 2011 et les abonnés sont en baisse de 2,02 %.

○ En 2011, le chiffre d'affaires « abonnés » s'élève à 381,4 € et celui des « horaires » à 573,4 €. Par rapport à 2011, le chiffre d'affaires global est en baisse de 3,13 %. Il passe de 1 000 658 € HT à 969 255,50 € HT.

- Tarification

Révision des tarifs au 1er novembre 2012, après validation de la Ville.

Durée de stationnement de 07h00 à 19h00	Tarifs avant révision	
de 10 mn à 1 heure	2,10 €	2,00 €
de 1 heure à 1h30	3,10 €	3,00 €
de 1h30 à 2 heures	4,10 €	3,90 €
de 2 heures à 2h30	5,10 €	4,90 €
de 2h30 à 3 heures	6,20 €	6,00 €
de 3 heures à 3h30	7,10 €	6,80 €
de 3h30 à 4 heures	8,00 €	7,70 €
de 4 heures à 5 heures	9,70 €	9,40 €
de 5 heures à 6 heures	11,40 €	11,00 €
de 6 heures à 7 heures	12,50 €	12,00 €
de 7 heures à 9 heures	14,00 €	13,50 €
de 9 heures à 12 heures	16 60 €	16,00 €

Durée de stationnement de 19h00 à 07h00

de 19h00 à minuit	0,60 €/heure	0,50 €/heure
de minuit à 07h00	1,10 €/heure	

Abonnements

Mensuel Résident	87,00 €	85,00 €
Mensuel Travail	132,00 €	130,00 €
Mensuel Grand Cœur	96,00 €	92,00 €

A noter que, depuis le 18 février 2009, la Ville de Montpellier a autorisé EFFIA Stationnement à mettre en place des tarifs complémentaires qui répondent à une demande de la clientèle :

- Forfait Week-End à 30 €: le forfait se calcule directement en caisse automatique, valable uniquement pour une entrée le vendredi à partir de 15h00 et une sortie avant le lundi 9h00. Dans les autres cas, le tarif horaire est appliqué ;
- Forfait 7 jours à 50 €: en vente uniquement à l'accueil parking, le jour d'arrivée sur le parc, valable pour un stationnement continu (7 x 24 heures consécutives) ;

- PASS 7 jours à 70 € (validé par la Ville par courrier en date du 3 mai 2011) en vente uniquement à l'accueil parking, le jour d'arrivée sur le parc, avec entrées et sorties illimitées durant 7 jours à compter de la date d'émission du PASS ;
- PASS 1 mois à 150 € : en vente uniquement à l'accueil parking le jour d'arrivée sur le parc, avec entrées et sorties illimitées durant 1 mois à compter de la date d'émission du PASS, sans engagement de durée.

Récapitulatif des ventes de PASS et Forfaits 7 jours – Année 2012

2012	Pass Mensuel (entrées et sorties durant 1 mois)	Pass 7 jours (entrées et sorties durant 7 jours)	Forfait 7 jours (stationnement continu de 7 jours)
Janvier	7	1	3
Février	9	7	0
Mars	5	3	2
Avril	6	4	2
Mai	5	2	1
Juin	6	7	1
Juillet	7	12	0
Aout	8	16	5
Septembre	9	4	1
Octobre	8	8	2
Novembre	8	3	2
Décembre	7	10	1
TOTAL	85	77	20

- Personnel et équipements
 - o L'exploitation du parc est assurée par 1 responsable de site, 1 agent d'exploitation principal, 2 agents d'exploitation à temps complet et 3 agents d'exploitation à temps partiel. Le service de nuit (entre 22h et 6h) est sous-traité à une entreprise spécialisée.
 - o Le nettoyage est effectué en interne par le personnel en poste.
 - o Le parking est équipé de 25 caméras et le personnel assure la surveillance à partir du bureau d'accueil par le biais de 3 écrans.
 - o L'entretien et la maintenance des équipements sont assurés par des prestataires de services spécialisés.
- Des travaux de maintenance ont été réalisés en 2012 :
 - o Changement de tarifs au 1^{er} novembre 2012
 - o Remplacement de pièces ascenseur et de la vitre de porte ascenseur niveau -4
 - o Achat de 15 convertisseurs à led (éclairage de secours au sol)
 - o Remplacement de deux relais de sélection pour l'ascenseur
 - o Raccordement de 9 nouveaux panneaux publicitaires lumineux
 - o Remplacement du réservoir toilettes du bureau d'accueil
 - o Remplacement du système de temporisation du feu PMR
 - o Remplacement de la vitre de porte escalier du niveau -3 et -4
 - o Remplacement du bloc alimentation de l'écran de vidéo protection

- Frais pour enlèvement et traitement des déchets industriels dangereux par Chimirec
- Remplacement de cinq extincteurs
- Remplacement d'un tuyau d'évacuation des pompes de relevage au niveau -2
- Remplacement de deux plots de balisage au sol pour l'éclairage de sécurité
- Fourniture de néons pour éclairage général du parking
- Remplacement du câble et remise en service de l'interphone au niveau -2
- Remplacement des câbles et remise en service du panneau signalétique au niveau -3
- Fourniture de fusibles pour booster de batteries véhicule
- Commande d'ampoules à basse consommation pour éclairage de sécurité
- Fourniture de 5 blocs d'alimentation pour éclairage de sécurité.

2. Compte de résultat (K€)

En milliers d'euros HT	2011	2012	N/N-1
Recette horaires	604.9	573.5	-5.2%
Recette abonnés	387.2	381.4	-1.5%
Produit divers	8.6	14.4	67.8%
Produits d'exploitation (a)	1 000.7	969.3	-3.1%
Energie et fluides	43.7	37.5	-14.1%
Fournitures de bureau	1.7	3.6	111.6%
Maintenance et réparation	42.8	39.0	-9.0%
Tickets	8.0	5.5	-31.3%
Nettoyage	5.8	5.9	2.5%
Gardiennage	69.2	78.0	12.8%
Publicité	0.7	0.0	-100.0%
Honoraires	4.9	1.7	-65.7%
Assurances	2.1	2.2	1.9%
Téléphone et Affranchissement	3.9	2.4	-36.7%
Frais bancaires et transports de fond	23.4	23.5	0.5%
Impôts et taxes	90.7	83.1	-8.4%
Frais de personnel	173.2	165.2	-4.6%
Charges de structure	61.7	62.9	2.0%
Charges d'exploitation (b)	531.8	510.7	-4.0%
Dotations aux amortissements	388.9	380.2	-2.2%
Charges financières	58.0	53.8	-7.2%
Provisions créances	2.8	2.5	-9.2%
Frais financiers et amortissements	449.6	436.6	-2.9%
Redevance fixe	194.1	194.1	0.0%
Redevance variable	93.3	93.3	0.0%
Redevance	287.4	287.4	0.0%
Charges totales (c)	1 268.9	1 234.7	-2.7%
Résultat d'exploitation (a)-(b)	468.8	458.6	-2.2%
Résultat avant impôt (a)-(c) (+ bénéfice / - perte)	-268.2	-265.4	-1.0%

I - Les produits d'exploitation baissent de 3,1 % entre 2011 et 2012.

- Le chiffre d'affaires de l'année 2012 connaît une baisse de 3,1 % par rapport à 2011. Des faits importants diminuent la performance du parking :

- les travaux en cours des lignes 3 et 4 du tramway (fin en avril mais la fréquentation n'a pas pour autant augmenté),
- les nouveaux aménagements des itinéraires routiers mis en place par la Ville,
- le transfert du Tribunal de Commerce à proximité de la gare,
- l'ouverture du parking gratuit du Peyrou.

II - Les charges d'exploitation baissent de 4,0 % entre 2011 et 2012.

- **Le poste « Energie et fluides » baisse de 14 % par rapport à 2011.** Bien qu'en baisse, le poste énergie et fluides est plus important que prévu en raison des ventilateurs plus performants et donc plus énergivores. Ces ventilateurs/extracteurs sont dorénavant reliés à la détection CO/NO qui se déclenche automatiquement lorsque les seuils sont atteints.

- **Le poste « Maintenance et réparation » reste élevé malgré une baisse de 9 % par rapport à 2011**, en raison de divers travaux tels que :
 ○ maintenance du matériel de péage,
 ○ maintenance des autres matériels,
 ○ travaux ponctuels sur matériels ou le gros œuvre

- **Le poste « Impôts et taxes » augmente de 8,4 % par rapport à 2011** en raison du remplacement de la taxe professionnelle par la contribution économique territoriale (CET). Ce poste est composé de la CFE pour 29 300 € de la CVAE pour 10 135 € et de la taxe foncière à hauteur de 41 720 €

- Le poste **Frais de Personnel** est en **baisse de 4,6 %**, il a bénéficié de la sous-traitance de nuit et fait apparaître un gain de 57,6 K€

Au 31 décembre 2012, le parking Arc de Triomphe affiche un résultat avant impôt négatif de -265,4 K€.

Le Conseil prend acte de ce rapport annuel 2012.

[Le Conseil Municipal prend acte.](#)

87- Rapport annuel 2012 du délégataire TaM - Parc de stationnement ARCEAUX

Max LEVITA :

Par délibération du Conseil Municipal, la Ville de Montpellier a confié à la société TaM l'exploitation du parc de stationnement Arceaux situé Place des Arceaux à Montpellier pour une durée de cinq ans du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2015 sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales qui précise que « *le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.* », TAM a transmis son rapport 2012 à la Ville de Montpellier.

1. Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

Le parc de stationnement des Arceaux présente une capacité globale de 200 places (198 places publiques et 2 places à mobilité réduite).

Il est accessible 24h/24 et 7j/7. Le bureau d'accueil est ouvert de 9h à 20h du lundi au samedi et de 12h à 20h le dimanche. L'accès se fait par la rue Paladilhe.

- Fréquentation et recettes

En 2011, le nombre d'abonnés a baissé de 6,5 %. Les recettes pour les abonnements s'élèvent à 72,7 K€ HT, soit une baisse de 5,4 % par rapport à 2011.

Le nombre de clients « horaire » a diminué de 7,2 % par rapport à 2011. Les recettes « horaires » s'élèvent à 333,9 K€; soit une baisse de 4 % par rapport à 2011.

Le montant total des recettes (horaires+abonnés) se monte à 406,6 K€ HT, soit une baisse de 18 K€ par rapport à 2011.

- Tarifs

Durée de stationnement de 07h00 à 20h00		Tarifs avant révision
De 10 mn à 30 mn	1,10 €	1,00 €
De 30 mn à 1 heure	2,00 €	1,90 €
De 1 heure à 1h30	2,80 €	2,70 €
De 1h30 à 2 heures	3,60 €	3,50 €
De 2 heures à 2h30	4,40 €	4,30 €
De 2h30 à 3 heures	5,10 €	5,00 €
De 3 heures à 3h30	6,30 €	6,20 €
De 3h30 à 4 heures	6,60 €	6,50 €
De 4 heures à 5 heures	6,90 €	6,80 €
De 5 heures à 6 heures	7,50 €	7,40 €
De 6 heures à 7 heures	8,20 €	8,00 €
De 7 heures à 8 heures	8,80 €	8,60 €
De 8 heures à 9 heures	9,40 €	9,20 €
De 9 heures à 10 heures	10,10 €	9,90 €
De 10 heures à 11 heures	10,40 €	10,20 €
Plafond 24h00	12,80 €	12,50 €
Forfait entre 12h00 et 14h00		0,60 €
Forfait entre 20h00 et 7h00		1,30 €

Abonnements Mensuels		Tarifs avant révision
Permanent Résident	51 €	50 €
Nuit Résident + dimanche et JF	10 €	10 €
Forfait Grand Cœur	98 €	96 €
Permanent Travail	97 €	95 €
Petit Rouleur	25 €	25 €

Afin d'assurer une présence de personnel pendant les heures d'ouverture du parking, 4 ETP (équivalent temps plein) sont nécessaires. Le nettoyage est effectué par une entreprise spécialisée, complété en interne par le personnel en poste.

2. Compte de résultat (K€)

Données exprimées en K€ HT	2011	2012	N/N-1
Recettes Parc	424.8	406.6	-4.3%
Redevances publicitaires	1.2	1.2	0.0%
Autres recettes	1.4	0.5	-64.3%
Transferts de charges d'exploitation	1.7	0.0	-100.0%
Reprise sur amortissement et provisions	0.8	0.0	-100.0%
Produits d'exploitation	429.9	408.3	-5.0%
Salaires et traitements	76.4	55.3	-27.6%
Achats externes	7.2	2.7	-62.5%
Entretien et réparation bâtiments	0.0	0.0	ns
Services extérieurs	22.4	55.0	145.5%
Charges externes	81.0	48.5	-40.1%
Achats et charges externes	187.0	161.5	-13.6%
Autres charges de gestion courante	0.0	0.0	ns
Impôts-taxes et versements assimilés	8.4	6.2	-26.2%
Dotations provisions amortissements	52.6	52.6	0.0%
Rémunération Fixe	170.0	175.0	2.9%
Rémunération Variable + plafonnée	5.4	0.0	-100.0%
Redevances	175.4	175.0	-0.2%
Charges d'exploitation	423.4	395.3	-6.6%
Résultat avant impôt (+ bénéfice / - perte)	6.5	13.0	100.6%

I - Les produits d'exploitation baissent de 5,0 % entre 2011 et 2012.

Cette baisse s'explique par une diminution de la fréquentation globale de la clientèle de 6,5 % (- 4 % sur les recettes horaires et - 5,4 % des recettes « abonnés »).

II - Les charges d'exploitation baissent de 6,6 % entre 2011 et 2012.

Le poste « salaires et traitements » affiche un recul de 27,6 %, pendant de l'augmentation du poste services extérieurs. Le transfert d'agents de TaM sur d'autres parkings a été compensé par de la prestation multiservices. Sur la partie redevance, le seuil des 420 K€ n'étant pas atteint, cela ne déclenche pas de versement de part variable au profit de la Ville.

Le poste achats externes affiche un recul de - 62,1 % (soit - 4,4 K€) lié à une baisse des coûts en électricité. C'est le poste charges externes qui affiche le recul le plus important en valeur absolue : - 32,4 K€, lié aux transferts de charges de gardiennage stationnement en prestations multiservices.

Au 31 décembre 2012, le Parking Arceaux enregistre un résultat avant impôt positif de 13 K€.

Le Conseil prend acte de ce rapport annuel 2012.

[Le Conseil Municipal prend acte.](#)

88- Rapport annuel 2012 du délégataire TaM - Parc de stationnement COMEDIE

Max LEVITA :

Par délibération du Conseil Municipal du 6 novembre 2006, la Ville de Montpellier a confié à la société TaM l'exploitation du parc de stationnement Comédie situé sous la place de la Comédie à Montpellier pour une durée de 7 ans et 10 jours du 22 décembre 2006 au 31 décembre 2013 sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales qui précise que « *le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.* », TaM a transmis son rapport 2012 à la Ville de Montpellier.

1. Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

Le parc de stationnement de la Comédie comprend 824 places dont 17 destinées aux personnes à mobilité réduite. Il est ouvert 7j/7 et 24h/24. Les accès se font, soit par le boulevard Bonnes Nouvelles, soit par le tunnel de la Comédie.

- Fréquentation et recettes

Le nombre d'abonnés est en baisse de 6,8 % par rapport à 2011. La recette « abonnés » s'élève à 637,7 K€ soit une augmentation de 1 % par rapport à 2011.

Le nombre de clients « horaire » a diminué de 2,3 % par rapport à 2011. La recette « horaire » s'élève à 2 448,7 K€ soit une augmentation de 0,8 % par rapport à 2011.

Au total, les recettes cumulées s'élèvent à 3 086,5 K€, soit une progression de + 25,1 K€ par rapport à 2011 (+ 0,8 %).

- Répartition des formules d'abonnements

Sur le nombre total d'abonnements, les abonnés « résidant » représentent 41 %, le forfait Grand Cœur 2 % et le « travail permanent » 57 %.

- Tarification

Durée de stationnement de 07h00 à 19h00 Tarifs avant révision

De 10 mn à 1 heure	2,20 €	2,10 €
De 1 heure à 1h30	3,50 €	3,40 €
De 1h30 à 2 heures	4,50 €	4,40 €
De 2 heures à 2h30	5,80 €	5,70 €
De 2h30 à 3 heures	6,70 €	6,60 €
De 3 heures à 3h30	9,00 €	9,00 €
De 3h30 à 4 heures	10,00 €	10,00 €
De 4 heures à 5 heures	12,00 €	12,00 €
De 5 heures à 6 heures	13,00 €	13,00 €
De 6 heures à 7 heures	14,00 €	14,00 €
De 7 heures à 8 heures	15,00 €	15,00 €
De 8 heures à 9 heures	16,00 €	16,00 €
De 9 heures à 10 heures	17,00 €	17,00 €
De 10 heures à 11 heures	18,00 €	18,00 €
De 11 heures à 12 heures	19,00 €	19,00 €
Plafond 24h00	21,00 €	21,00 €

Durée de stationnement de 19h00 à 07h00

De 19h00 à 7h00	0,60 €	0,50 €
Forfait Spectacle	4,10 €	4,00 €

La nuit, la mise en place de ce tarif réduit a eu un impact positif sur la fréquentation. Il s'agit donc d'une réussite.

Abonnements Mensuels

Permanent Résident	84 €	82 €
Forfait Grand Cœur	98 €	96 €
Moto Résident	53 €	52 €
Moto Travail	69 €	68 €
Permanent Travail	129 €	126 €
Abonnement Confort	173 €	169 €
Véhicule électrique 4 roues	53 €	52 €
Véhicule électrique 2 roues	27 €	26 €

Pour assurer une présence de personnel sur les heures d'ouverture au public, l'effectif moyen nécessaire est constitué de 9,5 ETP (équivalent temps plein).

Le nettoyage est effectué par une entreprise spécialisée, complété en interne par le personnel en poste.

- Travaux

En 2012, des travaux de maintenance ont été réalisés :

- Réparation des portes de la cage d'escaliers
- Vérification des ascenseurs
- Réparation des blocs d'éclairage
- Réparation du gabarit d'entrée du tunnel
- Pose de balisettes d'entrée

2. Compte de résultat (K€)

Données exprimées en K€ HT	2011	2012	N/N-1
Recettes Parc	3 061.4	3 086.5	0.8%
Redevances publicitaires	24.7	30.0	21.5%
Autres recettes	40.6	33.3	-18.0%
Reprise sur amortissement et provisions	27.1	0.0	-100.0%
Transferts de charges d'exploitation	43.9	-19.9	-145.3%
Produits d'exploitation	3 197.7	3 129.9	-2.1%
Salaires et traitements	356.2	371.2	4.2%
Achats externes	106.3	96.8	-8.9%
Entretien et réparation bâtiments	0.0	0.0	ns
Services extérieurs	319.2	426.6	33.6%
Charges externes	244.5	213.7	-12.6%
Achats et charges externes	1 026.2	1 108.3	8.0%
Autres charges de gestion courante	0.0	0.0	ns
Impôts-taxes et versements assimilés	136.5	134.7	-1.3%
Dotations provisions amortissements	677.1	674.6	-0.4%
Intérêts sur emprunts	10.9	6.6	-39.4%
Rémunération Fixe	955.0	976.5	2.3%
Rémunération Variable	281.1	134.4	-52.2%
Redevances	1 236.1	1 110.9	-10.1%
Charges d'exploitation	3 086.8	3 035.1	-1.7%
Résultat avant impôt (+ bénéfice / - perte)	110.9	94.8	-14.5%

I - Les produits d'exploitation baissent de 2,1 % entre 2011 et 2012.

Ceci est dû notamment à des écritures techniques. Sur l'exploitation seule, les recettes du parc progressent très légèrement et seules les redevances publicitaires augmentent fortement de + 21 %.

- Le poste « Transfert de charges » affiche une forte baisse après la forte augmentation de 2010 et affiche un produit négatif de - 19,9 K€ Cette ligne correspond à la régularisation « du remboursement par l'assurance d'un sinistre sur la LAC (ligne aérienne de contact) du tramway Place de la Comédie » affecté par erreur sur le parking Comédie.

II - Les charges d'exploitation baissent de 1,7 % entre 2011 et 2012.

- Le poste « Salaires et traitements » augmente de 4,2 % par rapport à 2011. Cette augmentation est essentiellement liée aux augmentations d'indices.

- Le poste « Achats externes » baisse de 8,9 % par rapport à 2011.

- Le poste « Services extérieurs » affiche une hausse de 33 % par rapport à 2011, pour plus de 107 K€ Cette augmentation est due à des charges pour travaux sur le matériel de péage et le bâtiment, avec notamment le remplacement des portes des cages d'escalier. Cependant, le différentiel est surtout lié au renforcement des prestations d'accueil et de surveillance, matérialisé par un poste prestations multiservices à 76 K€

- **Le poste « Charges externes » baisse de plus de 12 %.** Le poste charges externes augmente également. Cette évolution de charge est liée à celle des coûts de gardiennage du parking (+ 12 K€)...
- **Le poste « Dotations provisions amortissements » reste quasi stable par rapport à 2011,** car il n'y a pas eu de nouveaux investissements à amortir.

Au 31 décembre 2012, le Parking Comédie enregistre un résultat avant impôt positif de 94,8 K€.

Le Conseil prend acte de ce rapport annuel 2012.

Le Conseil Municipal prend acte.

89- Rapport annuel 2012 du délégataire TaM - Parc de stationnement EUROPA

Max LEVITA :

Par délibération du Conseil Municipal du 29 juillet 1994, la Ville de Montpellier a confié à la société TAM l'exploitation du parc de stationnement Europa situé entre la rue Poséidon et la rue de l'Acropole à Montpellier pour une durée de 40 ans sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public dont le terme est fixé au 1^{er} janvier 2036.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales qui précise que « *le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.* », TAM a transmis son rapport 2012 à la Ville de Montpellier.

1. Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

Le parc de stationnement Europa présente une capacité globale de 600 places réparties sur 2 niveaux (590 places publiques et 10 places Personnes à Mobilité Réduite). Il est ouvert 24h/24 et 7jours/7. L'accès se fait via le boulevard de l'aéroport.

Fréquentation et recettes

Le nombre de clients horaire a baissé de 4,7 % par rapport à 2011, et le nombre d'abonnés a chuté de 16,3 %. A savoir que la Région Languedoc-Roussillon a résilié 113 abonnements en 2012.

La recette horaire connaît une hausse de 3,6 % par rapport à 2011, malgré une baisse de la fréquentation, et la recette abonnée a diminué de 26,6 %. En 2012, la recette cumulée s'élève à 681,4 € HT, soit une baisse 20,8 %.

Répartition des formules d'abonnements

Malgré la mise en place d'une proposition attractive pour les résidents depuis le mois d'août 2008, les formules travail sont toujours grandement majoritaires avec 83 % des abonnements, le forfait Grand Cœur et les formules résidents représentent respectivement 1 % et 11 %. Le petit rouleur représente 6 %.

- Tarification

Horaires « jour »		Tarifs avant révision
01h00	2,10 €	2,00 €
01h30	3,20 €	3,10 €
02h00	3,60 €	3,50 €
02h30	4,80 €	4,70 €
03h00	5,20 €	5,10 €
03h30	6,40 €	6,30 €
04h00	7,10 €	7,00 €
05h00	7,70 €	7,60 €
06h00	8,40 €	8,20 €
07h00	9,10 €	8,90 €
08h00	9,60 €	9,40 €
09h00	30 €	10,10 €
10h00	11,20 €	11,00 €
11h00	11,70 €	11,50 €
12h00	12,30 €	12,00 €
13h00	12,80 €	12,50 €
14h00	13,30 €	13,00 €
15h00	13,80 €	13,50 €
Plafond 24h00	14,30 €	14,00 €

Horaire « nuit »		
De 22h00 à 6h00	0,60 €	0,50 €

Abonnements Mensuels		
Nuit Résident + dimanche et JF	43 €	42 €
Petit Rouleur	40 €	40 €
Petit Rouleur + Transport	80 €	80 €
Jour Travail	103 €	101 €
Permanent Travail	121 €	118 €

Afin de favoriser le stationnement résidant, les tarifs des abonnements travail subissent annuellement une augmentation plus importante que les abonnements résidant.

Cette augmentation accroît chaque année la différence entre ces 2 tarifs.

- Personnel

Pour assurer une présence de personnel sur les heures d'ouverture au public, l'effectif moyen nécessaire est de 6,5 ETP (équivalent temps plein). Le nettoyage est essentiellement fait par une entreprise spécialisée les nuits et les dimanches, complété en interne par le personnel en poste.

- Travaux réalisés :

- Pose de luminaires
- Travaux d'aménagement du bureau
- Pose d'une alimentation SSI
- Réparation de la porte d'accès piéton
- Remplacement d'une pompe de relevage + cellules du portail
- Réparation des luminaires

2. Compte de résultat (K€)

Données exprimées en K€ HT	2011	2012	N/N-1
Recettes Parc	860.6	681.5	-20.8%
Redevances publicitaires	5.8	6.3	8.6%
Autres recettes	15.2	11.2	-26.1%
Compensation tarifaire	413.4	454.8	10.0%
Reprise sur amortissement et provisions	2.2	0.0	-100.0%
Transferts de charges d'exploitation	0.2	0.1	-33.3%
Produits d'exploitation	1 297.3	1 153.9	-11.1%
Salaires et traitements	121.3	54.4	-55.2%
Achats externes	42.2	41.0	-2.8%
Services extérieurs	74.9	149.6	99.7%
Charges externes	73.2	106.3	45.2%
Achats et charges externes	311.6	351.3	12.7%
Crédit Bail	865.1	865.1	0.0%
Impôts-taxes et versements assimilés	96.7	88.0	-9.0%
Dotations provisions amortissements	140.1	138.5	-1.1%
Rémunération Fixe	0.0	0.0	ns
Rémunération Variable	0.0	0.0	ns
Redevances	0.0	0.0	ns
Charges d'exploitation	1 413.5	1 442.9	2.1%
Résultat avant impôt (+ bénéfice / - perte)	-116.3	-289.0	148.6%

I - Les produits d'exploitation baissent de plus de 11 % entre 2011 et 2012. En détail, on observe :

- **Les recettes du parc perdent plus de 20 % de leurs produits par rapport à 2011.** L'explication tient à l'effet cumulée de 2 causes qui malheureusement ne s'annulent pas. D'une part, la recette horaire affiche une augmentation de + 3,6 % malgré une baisse de la fréquentation, d'autre part la recette abonnés est

en très forte baisse, du fait de la résiliation d'un nombre important d'abonnements de la région Languedoc-Roussillon.

Le poste « Compensation tarifaire » augmente encore et passe de 413 K€ (en 2011) à 454 K€ (en 2012) conformément à la délibération.

II - Les charges d'exploitation augmentent modérément de 2 % entre 2011 et 2012. En détail, on observe :

- **Le poste « Salaires et traitements » baisse de 55 % par rapport à 2011.** Ceci est « contrebalancé » par une augmentation du poste services extérieurs. Ce sont ainsi 2 agents de parc TaM qui ont été transférés sur les P+Tram, agents remplacés par des agents de prestations multiservices.
- **Le poste « Services extérieurs » est naturellement en forte augmentation et double presque par rapport à 2011,** pour les raisons évoquées ci-dessus. De plus, la campagne de renouvellement de l'éclairage (LED) est venue impacter fortement le poste « Entretien bâtiment » figurant à la ligne services extérieurs.

Le Conseil prend acte de ce rapport annuel 2012.

[Le Conseil Municipal prend acte.](#)

90- Rapport annuel 2012 du délégataire VINCI PARK - Parc de stationnement FOCH PREFECTURE / MARCHE AUX FLEURS

Max LEVITA :

Par délibération du Conseil Municipal du 19 avril 1971, la Ville de Montpellier a confié à la société GTM (Grands travaux de Marseille) devenue Vinci Park la construction et l'exploitation du parc de stationnement Foch Préfecture situé sous la place des Martyrs de la Résistance à Montpellier pour une durée de 30 ans à dater de la mise en service du parc sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public.

Par délibération du Conseil Municipal en date du 22 décembre 1981, la Ville de Montpellier a décidé la construction du parc de stationnement Marché aux fleurs situé sous la place Aristide Briand en extension du parking Foch Préfecture auquel il sera relié par un tunnel pour une durée de 30 ans à dater de la mise en service du parking sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public dont le terme est fixé au 14/02/2013.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales qui précise que « *le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.* », Vinci Park a transmis son rapport 2012 à la Ville de Montpellier.

1. Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

Le parc de stationnement Foch Préfecture - Marché aux fleurs présente une capacité globale de 685 places réparties sur 2 x 5 niveaux (426 places sous la place des Martyrs de la Résistance et 259 places sous la place du Marché aux fleurs). Les emplacements sont répartis de la façon suivante : 394 places publiques dont 9 pour personnes à mobilité réduite et 291 places privées. Il est ouvert 24h/24 et 7jours/7 avec une présence en personnel permanente.

- Tarification

Du 01/07/2012 au 31/12/2012				
Tarifs horaires			Forfaits de passage	
	07h-22h	22h-07h		
30 minutes	1,30 €		A partir de 3 jours	40,00 €
01h00	2,20 €	1,20 €		
02h00	4,70 €	2,50 €	Jours supplémentaires	6,50 €
03h00	6,50 €	4,20 €	Cartes à décompte	
04h00	9,00 €	4,70 €	<i>Valeur d'utilisation + 10 % du prix d'achat</i>	
05h00	10,00 €	5,20 €	Minimum*	20,00 €
06h00	11,00 €	5,70 €	<i>* Valeur d'utilisation : 22 €</i>	
07h00	12,00 €	6,20 €	Abonnements Longue Durée	
08h00	13,00 €	6,70 €	Abonnement Voiture 24h/24	
09h00	14,00 €	7,00 €	Mois	160,00 €
10h00	15,00 €			
11h00	16,00 €		Trimestre	450,00 €
12h00	17,00 €			
13h00	18,00 €		Année	1 760,00 €
14h00	19,00 €		Abonnement Voiture 24h/24 P.M.A.	
15h00	20,00 €		<i>Prélèvement automatique</i>	
24h00	20,00 €		Année	1 668,00 €
Ticket perdu / jour	20,00 €		<i>Prélèvement mensuel</i>	<i>139,00 €</i>

- Personnel et équipements

- Pour assurer une présence de personnel sur les heures d'ouverture au public, l'effectif nécessaire est de 5 ETP (équivalent temps plein).
- Le nettoyage est effectué par une entreprise spécialisée, du lundi au samedi. Le dimanche, le nettoyage est réalisé en interne par le personnel en poste.

2. Compte de résultat (K€)

Données exprimées en K€ HT	2011	2012	N/N-1
Recettes Parc	1 823.5	1 804.8	-1.0%
<i>dont recettes horaires</i>	<i>1 479.6</i>	<i>1 479.5</i>	<i>0.0%</i>
<i>dont recettes abonnements et locations</i>	<i>343.9</i>	<i>325.2</i>	<i>-5.4%</i>
Amodiations - droits	34.0	0.0	-100.0%
Publicité	16.6	0.0	-100.0%
Location de surfaces commerciales	0.0	0.0	N/S
Produits des activités annexes	0.8	49.8	6096.3%
Chiffre d'affaires net	1 875.0	1 854.5	-1.1%
Produits divers	0.2	0.3	23.5%
Produits d'exploitation	1 875.2	1 854.8	-1.1%
Rémunération du personnel groupe	289.9	303.4	4.7%
Autres charges du personnel	59.2	59.2	0.1%
Entretien, maintenance et réparations (dont nettoyage)	46.9	42.7	-8.9%
Energie, consommables	25.6	29.0	13.1%
Collecte de fonds et frais bancaires	30.0	21.9	-26.9%
Assurances	14.5	14.7	1.4%
Frais de pilotage et frais généraux	176.0	176.8	0.5%
Loyers, charges locatives	2.5	3.3	33.5%
Autres charges de fonctionnement (dont GER)	4.2	23.6	456.7%
Taxes (professionnelle et foncière)	55.3	55.8	0.9%
Frais financiers	2.2	13.8	515.0%
Redevance due au délégant	42.4	42.9	1.2%
Dotations amortissements et provisions	42.1	203.0	382.8%
Charges d'exploitation	790.7	990.1	25.2%
Résultat d'exploitation (+ bénéfice / - perte)	1 084.5	864.7	-20.3%
Résultat financier (+ bénéfice / - perte)	-2.2	-13.8	515.0%
Résultat exceptionnel (+ bénéfice / - perte)	0.0	0.0	N/S
Résultat avant impôt (+ bénéfice / - perte)	1 082.2	850.9	-21.4%

I - Les produits d'exploitation baissent de 1,1 % entre 2011 et 2012. En détail, on observe :

- Le poste « Recettes horaires » reste quasiment parfaitement stable par rapport à 2011. En effet, malgré une nouvelle baisse de fréquentation enregistrée (- 2,3 %), la recette moyenne par ticket progresse elle dans les mêmes proportions (+ 2,2 %), permettant ce maintien.
- En revanche, les recettes des abonnements et locations baisse de 5,4 % consécutivement à la baisse du nombre de contrats. Compte tenu des difficultés d'accès liées aux travaux réalisés, notamment par le TRAM, ainsi que l'extension de zone de chalandise en périphérie, le parking a perdu en 5 ans 26 % de sa fréquentation totale.

II - Les charges d'exploitation augmentent de 25,2 % entre 2011 et 2012.

- Le poste « Energie, consommables » augmente de 13,1 % par rapport à 2011 ; ce poste évolue en raison de l'augmentation annuelle des tarifs EDF.
- Le poste « Entretien, maintenance et réparation » baisse de 4,0 % en 2011.

Au 31 décembre 2012, le Parking Foch-Préfecture enregistre un résultat avant impôt positif de 967 K€.

Le Conseil prend acte de ce rapport annuel 2012.

Le Conseil Municipal prend acte.

91-Rapport annuel 2012 du délégataire TaM - Parc de stationnement GAMBETTA

Max LEVITA :

Par délibération du Conseil Municipal du 22 mai 1985, la Ville de Montpellier a confié à la société TaM la réalisation et l'exploitation du parc de stationnement Gambetta situé boulevard Gambetta à Montpellier sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public dont le terme est fixé au 31 décembre 2029.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales qui précise que « *le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.* », TaM a transmis son rapport 2012 à la Ville de Montpellier.

1. Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

Le parc de stationnement Gambetta présente une capacité globale de 482 places (472 places publiques et 10 places Personnes à Mobilité Réduite). Il est ouvert 24h/24 et 7jours/7.

Depuis la mise en service des lignes 3 et 4 de tramway, il existe 2 entrées possibles (Entrée Chanzy et Entrée Saint Denis). Une sortie est située place St Denis et une autre sur le cours Gambetta.

- Fréquentation et recettes

Malgré la fin des travaux de la ligne 3 de tramway, le parking n'a pas retrouvé un taux de fréquentation connu avant les travaux. La fréquentation horaire a enregistré une hausse de 23,2 % sur le parking depuis 2011. La recette horaire annuelle est de 467 K€HT, soit + 30,6 % par rapport à 2011.

Le nombre d'abonnés est en hausse avec 437 abonnés au lieu de 418 en 2011. La recette annuelle est de 363,8 K€HT, elle est en hausse de 1,7 % par rapport à 2011.

Au cumul, les recettes (horaire + abonnés) s'élèvent à 830,8 K€ HT, soit une baisse de 115,5 K€ correspondant à une baisse de 15,7 % par rapport à 2011.

- Répartition des formules d'abonnements

Les abonnements sont répartis de la manière suivante : 63 % sont des formules « résidant », 35 % des « travail », et 2 % sont des forfaits « Grand Cœur ».

- Tarification

Durée de stationnement de 06h00 à 22h00		Tarifs avant révision
01h00	2,10 €	2,00 €
01h30	3,20 €	3,10 €
02h00	3,70 €	3,60 €
02h30	4,80 €	4,70 €
03h00	5,20 €	5,10 €
03h30	6,40 €	6,30 €
04h00	7,30 €	7,20 €
05h00	7,90 €	7,80 €
06h00	8,70 €	8,50 €
07h00	9,40 €	9,20 €
08h00	9,90 €	9,70 €
09h00	10,40 €	10,20 €
10h00	11,00 €	10,80 €
11h00	11,50 €	11,30 €
12h00	12,20 €	11,90 €
13h00	13,20 €	12,90 €
14h00	13,80 €	13,50 €
15h00	14,00 €	13,70 €
Plafond 24h00	14,50 €	14,20 €

Durée de stationnement de 22h00 à 06h00

de 22h à 6h00	0,60 €	0,50 €
---------------	--------	--------

Abonnement Mensuel

Permanent Résident	76 €	75 €
Nuit Résident + dimanche et JF	41 €	40 €
Forfait Grand Cœur	98 €	96 €
Permanent Travail	117 €	115 €

- Personnel

Pour assurer une présence de personnel sur les heures d'ouverture au public, l'effectif moyen nécessaire est de 6,5 ETP (équivalent temps plein). Le nettoyage est essentiellement effectué par une entreprise spécialisée, les nuits et les dimanches, complété en interne par le personnel en poste.

- Travaux

Des travaux de maintenance ont été réalisés en 2012 :

- Réparation des gaines de ventilation / pose de luminaires
- Travaux de mise en conformité
- Réparation de portes et portails
- Réparation des îlots bétons & des ascenseurs

2. Compte de résultat (K€)

Données exprimées en K€ HT	2011	2012	N/N-1
Recettes parc	744.6	830.9	11.6%
<i>dont recettes horaires</i>	386.9	467.0	20.7%
<i>dont recettes abonnés</i>	357.7	363.8	1.7%
Redevances publicitaires	0.0	8.8	N/S
Autres recettes	1.9	2.0	5.3%
Compensation tarifaire	181.9	66.0	-63.7%
Autres produits d'exploitation	2.4	0.0	-100.0%
Reprise sur amortissement et provisions	1.8	0.0	-100.0%
Transferts de charges d'exploitation	10.2	11.5	12.7%
Produits exceptionnels	0.0	0.0	N/S
Produits d'exploitation	942.8	919.2	-2.5%
Salaires et traitements	184.9	133.9	-27.6%
Achats externes	40.6	39.4	-3.0%
Services extérieurs	52.9	135.5	156.1%
Charges externes	175.5	119.4	-32.0%
<i>Achats et charges externes</i>	453.9	428.2	-5.7%
Impôts-taxes et versements assimilés	82.0	81.1	-1.1%
Dotations amortissements & provisions	440.8	409.9	-7.0%
Charges exceptionnelles	1.8	0.0	-100.0%
Rémunération Fixe	0.0	0.0	N/S
Rémunération Variable	0.0	0.0	N/S
<i>Redevances</i>	0.0	0.0	N/S
Charges d'exploitation	978.5	919.2	-6.1%
Résultat avant impôt (+ bénéfice / - perte)	-35.7	0.0	-100.0%
Impôts sur les bénéfices	-11.7	0.0	-100.0%
Résultat de l'exercice	-24.0	0.0	-100.0%

I - Les produits d'exploitation baissent de 2,5 % entre 2011 et 2012. En détail, on observe :

- **Les recettes d'exploitation du parc sont en progression de 11,6 %.** L'activité de 2011 avait été particulièrement faible du fait des travaux sur le cours Gambetta pour l'aménagement des voies tramway.

- La **compensation tarifaire** indemnisant les charges de réhabilitation du parking, déjà réactivée en 2011 est donc à nouveau sollicitée mais pour un montant moindre grâce à une forte mais tardive reprise de fréquentation sur le dernier trimestre.

II - Les charges d'exploitation baissent de 6,1 % entre 2011 et 2012. En détail, on observe :

- Le poste « salaires et traitements » baissent de 27 % (- 51 K€). Le transfert d'agents de parcs vers l'activité parkings d'échange à compter de mai 2012 se traduit par une diminution des frais de personnel interne (poste salaires et traitements) par rapport à 2011.
- Cette baisse entraîne parallèlement une augmentation du poste « services extérieurs » de 83 K€ explicable par le recours à du personnel intérimaire extérieur.
- Les dotations aux amortissement et provisions baissent de 7 %.

Au 31 décembre 2012, le Parking Gambetta enregistre un résultat avant impôt nul.

Le Conseil prend acte de ce rapport annuel 2012.

Le Conseil Municipal prend acte.

92- Rapport annuel 2012 du délégataire TaM - Parc de stationnement LAISSAC

Max LEVITA :

Par délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2012, la Ville de Montpellier a confié à la société TAM l'exploitation du parc de stationnement Laissac situé place Alexandre Laissac à Montpellier pour une durée de 3 ans sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public dont le terme est fixé au 31 décembre 2015.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales qui précise que « *le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.* », TAM a transmis son rapport 2012 à la Ville de Montpellier.

1. Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

Le parc de stationnement Laissac présente une capacité globale de 250 places réparties sur 5 niveaux (245 places publiques et 5 places Personnes à Mobilité Réduite) dont 30 places réservées aux abonnés en sous-sol. Il est ouvert 24h/24 et 7jours/7. Il comporte une rampe d'accès du côté du boulevard de l'Observatoire et d'une rampe de sortie du côté de la rue Anatole France.

Fréquentation et recettes

La fréquentation horaire affiche un recul de 5,7 % par rapport à 2011. La recette horaire annuelle est de 453,8 €HT, soit - 1,6 % par rapport à 2011.

Le nombre d'abonnés a augmenté de 1,3 % par rapport à 2011, pour une recette annuelle de 131,9 K€HT (+ 4,4 % par rapport à 2011).

Au cumul, les recettes (horaire+abonnés) restent stables avec un montant à 585,7 K€HT, soit un recul de 0,3 % par rapport à 2011.

- Répartition des formules d'abonnements

Les abonnements sont répartis de la manière suivante : 57 % sont des formules « résidant », 38 % des « travail permanent » et 5 % sont des forfaits « Grand Cœur ».

- Tarification

Durée de stationnement de 06h00 à	Tarifs avant révision	
01h00	2,10 €	2,00 €
01h30	3,10 €	3,00 €
02h00	3,60 €	3,50 €
02h30	4,60 €	4,50 €
03h00	5,10 €	5,00 €
03h30	6,20 €	6,10 €
04h00	7,20 €	7,10 €
05h00	8,00 €	7,80 €
06h00	9,60 €	9,40 €
07h00	10,70 €	10,50 €
08h00	11,70 €	11,50 €
09h00	12,80 €	12,50 €
10h00	13,80 €	13,50 €
11h00	14,40 €	14,10 €
12h00	15,00 €	14,70 €
13h00	15,50 €	15,20 €
14h00	16,10 €	15,70 €
15h00	17,20 €	16,80 €
Plafond 24h00	18,30 €	17,90 €

Durée de stationnement de 22h00 à 06h00

de 22h à 6h00	0,60 €	0,50 €
---------------	--------	--------

Abonnement Mensuel

Permanent Résident	89,00 €	87,00 €
Nuit Résident + dimanche et JF	41,00 €	40,00 €
Forfait Grand Cœur	98,00 €	96,00 €
Permanent Travail	117,00 €	115,00 €
N-1 Résident	98,00 €	96,00 €
N-1 Travail	124,00 €	121,00 €

- Personnel

Pour assurer une présence de personnel sur les heures d'ouverture au public, l'effectif moyen nécessaire est de 6,5 ETP (équivalent temps plein).

Le nettoyage est essentiellement effectué par une entreprise spécialisée, les nuits et les dimanches, complété en interne par le personnel en poste.

L'entretien et la maintenance des équipements sont assurés par des prestataires de service spécialisés.

- Travaux de maintenance réalisés en 2012 :

- Peinture de l'escalier
- Travaux de mise en conformité
- Réparation des lecteurs piétons + ascenseur & luminaires

2. Compte de résultat (K€)

Données exprimées en K€ HT	2011	2012	N/N-1
Recettes horaires	461.0	453.8	-1.6%
Recettes abonnés	126.4	131.9	4.4%
Redevances publicitaires	11.0	12.3	11.8%
Autres recettes	2.6	0.7	-73.1%
Transferts de charges d'exploitation	1.3	0.0	-100.0%
Reprise sur amortissement et provisions	1.3	0.2	-84.6%
Produits d'exploitation	603.6	599.0	-0.8%
Salaires et traitements	155.6	88.9	-42.9%
Achats externes	32.2	22.1	-31.4%
Entretien et réparation bâtiments	20.0	38.1	90.5%
Services extérieurs	19.3	88.8	360.1%
Charges externes	167.2	86.4	-48.3%
Achats et charges externes	394.3	324.3	-17.8%
Impôts-taxes et versements assimilés	38.3	43.8	14.4%
Dotations provisions amortissements	52.3	31.1	-40.5%
Rémunération Fixe	230.0	100.0	-56.5%
Rémunération Variable	10.0	0.0	-100.0%
Redevances	240.0	100.0	-58.3%
Charges d'exploitation	724.9	499.2	-31.1%
Résultat avant impôt (+ bénéfice / - perte)	-121.3	99.8	-182.3%

I - Les produits d'exploitation baissent de 0,8 % entre 2011 et 2012. En détail, on observe :

- Les **recettes d'exploitation** du parc (abonnées + horaires) **diminuent** légèrement de **0,3 %**. La fréquentation horaire est encore en baisse par rapport en 2011 de - 5,7 % entraînant un recul de - 1,6 % de la recette horaire par rapport à 2011 tandis que la fréquentation abonnés progresse globalement sur l'année. Cependant, cette progression finale masque la perte d'abonnés du dernier trimestre.

II - Les charges d'exploitation baissent de 31,1 % entre 2011 et 2012. En détail, on observe :

- Le poste « **salaires et traitements** » **baissent de 42,9 %**. Le transfert d'agents de parcs vers l'activité parkings d'échange à compter de mai 2012 se traduit par une diminution des frais de personnel interne (poste salaires et traitements) par rapport à 2011.

- Parallèlement, cette baisse se traduit d'un autre côté par une **augmentation de 360 %** du poste « **services extérieurs** ».

- L'augmentation du poste « **entretien et réparation** » de **90 %** est lié à la remise en peinture de la cage d'escalier mais également à des travaux sur les ascenseurs. Il faut également noter que les interventions nécessaires à la conformité du site ont impacté largement ce poste.

- Les dotations aux amortissement et provisions baissent de 40 %.

Au 31 décembre 2012, le Parking Laissac enregistre un résultat avant impôt de 99,8 K€.

Le Conseil prend acte de ce rapport annuel 2012.

Francis VIGUIE : Ce n'est pas sur Laissac que je veux intervenir, c'est global. Mais à l'heure qu'il est et vu le nombre de fois où nous sommes intervenus sur ce genre de sujet, je vous répète que nous ne sommes pas pour des délégations de service public concernant les parkings. Ce que nous voyons là démontre un résultat et des bénéfices assez significatifs, surtout pour les grosses entreprises. Donc, nous considérons qu'une Ville doit maîtriser ses parkings, leur tarification et maîtriser l'ensemble de ces questions. Nous ne reviendrons pas là-dessus.

Max LEVITA : J'aimerais vous apporter un complément M. VIGUIE : la fréquentation dans les parkings diminue parfois notablement. Cela est certainement dû à notre politique de développement des transports en mode doux, des vélos, des zones piétonnes. Par conséquent, c'est un risque économique qui est couru par les entreprises et c'est très bien ainsi.

Christian DUMONT : Nous ne faisons pas tout à fait la même analyse que vous et nous ne nous contentons pas de dire que c'est un risque pris par les entreprises. Comme un leitmotiv concernant la tendance, vous avez raison, il y a une baisse de fréquentation des parkings souterrains de la ville et donc, du chiffre d'affaires. Là, M. VIGUIE pourrait peut-être se réjouir, lui qui fait de l'entreprise son cheval de bataille. En revanche, c'est assez dramatique car cela rejoint le constat des commerçants du centre-ville. Ce dernier perd en attractivité et en fréquentation. Cette baisse est due à la politique que vous avez instaurée qui fait qu'il y a un changement d'habitude des Montpelliérains. Ils ne prennent plus leur voiture de peur de se retrouver dans des embouteillages monstres. En outre, par manque de moyens, ils sortent de moins en moins au centre-ville et cela est peut-être dû à la crise et au manque d'accessibilité du centre-ville en raison de la gestion municipale de la circulation. Nous ne nous réjouissons pas de cette baisse de la fréquentation des parkings car cela signifie moins d'activité, moins d'attractivité et donc, le centre-ville se paupérise et se meurt petit à petit. Ce n'est pas avec le petit train et le petit bus décapotable que nous ferons revivre le centre-ville. Vous devez assumer, vous savez très bien que les commerçants ne vous intéressent pas plus que ça car ce n'est pas votre

électorat, vous savez qu'ils votent à l'extérieur. Donc, ce résultat, il faut l'assumer car vous l'avez voulu, M. LEVITA. Telle est la conséquence de votre politique.

Max LEVITA : J'aimerais dire à M. DUMONT que sa conclusion est trop rapide. Nous faisons une étude de la fréquentation des parkings de la ville. On vous a présenté la totalité des parkings, il y en a qui sont au centre-ville et d'autres non. Il y a peut-être une interrogation à apporter. Cette étude, nous sommes en train de la faire à titre statistique. Je vous la communiquerai, nous en discuterons pour voir l'influence. Je pense que vous êtes trop rapide. De la corrélation, nous ne passons pas aussi vite à la causalité. Mais votre formation scientifique doit être défaillante sur ce point.

Le Conseil Municipal prend acte.

93- Rapport annuel 2012 du délégataire VINCI PARK - Parc de stationnement PEYROU / PITOT

Max LEVITA :

Par délibération du Conseil Municipal du 21 mai 1990, la Ville de Montpellier a confié à la société SAPL (Société Auxiliaire des Parcs du Languedoc) devenue SAPM (Société Auxiliaire des Parcs Méditerranée), filiale à 100% de Vinci Park l'exploitation du parc de stationnement Peyrou Pitot situé rue du Carré du Roi à Montpellier pour une durée de 65 ans sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public dont le terme est fixé au 31/12/2056.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales qui précise que « *le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.* », Vinci Park a transmis son rapport 2012 à la Ville de Montpellier.

1. Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

Le parc de stationnement Peyrou/Pitot comprend 781 places dont 181 places privées dans le cadre d'un contrat de prestation de service spécifique, signé avec le syndic TAGERIM. Il est ouvert du lundi au samedi, de 7h à 21h. Les abonnés ont un accès au parc 7j/7 et 24h/24.

Suite aux mesures conservatoires prises par la Ville dans le cadre du dossier de sinistre en cours, le parking a eu sa capacité réduite de 179 emplacements d'avril 2008 à juillet 2009. Depuis juillet 2009 le parc a retrouvé sa totale capacité d'accueil puisqu'une nouvelle expertise a conclu à la non-dangereuse des fissures, objet de la mesure compensatoire.

- Tarification

Du 01/07/2012 au 31/12/2012			
Tarifs horaires		Abonnements Longue Durée	
01h00	1,60 €	Abonnement Voiture 24h/24	
02h00	3,10 €	Mois	142,00 €
03h00	4,70 €	Trimestre	401,00 €
04h00	6,30 €	Année	1 432,00 €
05h00	7,30 €	Année	1 404,00 €
06h00	8,30 €	(prélèvement automatique mensuel)	
07h00	9,30 €	NUIT (18h-08h)	
08h00	10,30 €	+ WEEK-END ET JOURS FERIES	
09h00	10,80 €	Mois	56,00 €
10h00	11,30 €	Trimestre	148,00 €
11h00	11,80 €	Année	570,00 €
12h00	12,30 €	Année	552,00 €
13h00	12,80 €	(prélèvement automatique mensuel)	
14h00	13,30 €	ABONNEMENTS MOTOS 24h/24	
15h00	13,80 €	Mois	51,00 €
16h00	14,30 €	Année	540,00 €
17h00	14,80 €	(prélèvement automatique mensuel)	
24h00	18,00 €	ABONNEMENTS JOURS L/V de 7h à 21h	
Ticket perdu / jour	18,00 €	Mois	105,00 €
		Trimestre	270,00 €
		Année	950,00 €
		Année (en PMA ^{*)})	912,00 €
		ABONNEMENTS JOURS L/S de 6h à 21h30	
		Mois	116,00 €
		Trimestre	310,00 €
		Année	1 250,00 €
		Année (en PMA ^{*)})	1 176,00 €

*PMA = Prélèvement automatique Mensuel

- Personnel et équipements
 - Pour assurer une présence de personnel sur les heures d'ouverture au public, l'effectif nécessaire est de 4 ETP (équivalent temps plein).
 - Le nettoyage est effectué par un agent d'entretien interne travaillant de nuit.

2. Compte de résultat (K€)

En milliers d'euros HT	2011	2012	N/N-1
Recettes horaires	361.4	333.9	-7.6%
Recettes abonnements et locations	383.8	365.1	-4.9%
Activités annexes	58.0	41.3	-28.8%
Produits d'exploitation	803.2	740.3	-7.8%
Rémunération du personnel groupe	188.0	181.9	-3.2%
Autres charges du personnel	3.7	7.2	93.0%
Entretien, maintenance et réparations (dont nettoyage)	36.3	45.8	26.3%
Energie, consommables	27.2	30.3	11.4%
Collecte de fonds et frais bancaires	14.2	11.7	-17.7%
Assurances	5.4	9.0	66.1%
Frais de pilotage et frais généraux	69.5	71.4	2.7%
Loyers, charges locatives	0.9	1.4	50.6%
Autres charges de fonctionnement (dont GER)	13.3	8.0	-40.0%
Taxes (professionnelle et foncière)	96.5	99.9	3.5%
Redevance due au délégant	0.0	0.0	#DIV/0!
Dotations amortissements et provisions	85.3	71.6	-16.0%
Charges d'exploitation	540.4	538.3	-0.4%
Résultat d'exploitation (+ bénéfice / - perte)	262.8	202.0	-23.1%
Résultat financier (+ bénéfice / - perte)	-130.6	-125.9	-3.6%
Résultat exceptionnel (+ bénéfice / - perte)	0.0	0.0	ns
Résultat avant impôt (+ bénéfice / - perte)	132.2	76.2	-42.4%

I - Les produits d'exploitation baissent de 7,8 % entre 2011 et 2012. En détail, on observe :

- La fréquentation « horaires » et « abonnés » baisse cette année respectivement de 10,2 % et de 6,5 %. Les travaux sur les itinéraires d'accès au parc ont lourdement affecté le parking de février à septembre 2012. Malgré les opérations de street-marketing, le nombre de contrats d'abonnement est en baisse.

II - Les charges d'exploitation baissent légèrement de 0,4 % entre 2011 et 2012. En détail, on observe :

- Le poste « salaires et traitements » baisse de 3,2 %.
- Parallèlement, cette baisse se traduit par une augmentation de 93 % du poste « services extérieurs ».
- Le poste « entretien et réparation » augmente de 26 %.

Au 31 décembre 2012, le Parking Peyrou-Pitot enregistre un résultat avant impôt de 76,2 K€.

Le Conseil prend acte de ce rapport annuel 2012.

[Le Conseil Municipal prend acte.](#)

94- Rapport annuel 2012 du délégataire TaM - Parc de stationnement ANTIGONE NOMBRE D'OR

Max LEVITA :

Par délibération du Conseil Municipal, la Ville de Montpellier a confié à la société TaM l'exploitation du parc de stationnement Nombre d'Or situé boulevard d'Antigone à Montpellier sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public dont le terme est fixé au 31 janvier 2014.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales qui précise que « *le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.* », TaM a transmis son rapport 2012 à la Ville de Montpellier.

1. Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

Le parc de stationnement Antigone présente une capacité globale de 252 places réparties sur 2 niveaux (246 places publiques et 6 places pour personnes à mobilité réduite). Il est accessible 24h/24 et 7jours/7. L'accès se fait par le boulevard d'Antigone.

- Fréquentation et recettes

Le nombre d'abonnés est en baisse de 1,5 % par rapport à 2011, pour une recette annuelle de 262,8 K€ soit - 6,1 % par rapport à 2011.

Le nombre de clients « horaire » est en baisse de 2,6 % par rapport à 2011 (13 773 en 2012 et 14 136 en 2011), pour une recette annuelle de 60,4 K€ celle-ci baisse de 2,6 % par rapport à 2011.

Pour 2012, les recettes cumulées s'élèvent à 323,2 K€ HT, soit une baisse de 18 K€ par rapport à 2011 (- 5,5 %).

La recette des abonnés représente près de 82 % de la recette globale.

- Répartition des formules d'abonnements

Les formules travail représentent 72 % des abonnements, le « petit rouleur » 21 % et le résident 7 %. L'abonnement « petit rouleur » connaît une progression de + 26 % par rapport à 2011 (de 50 à 63 abonnés).

- Tarification

Pour répondre à la nouvelle Délégation de Service Public, les grilles tarifaires avaient été repensées.

Les formules d'abonnement « Petit Rouleur » et « Petit Rouleur + Transport » ont vu le jour.

La différence majeure entre un abonnement « Petit Rouleur » et un abonnement résident tient dans la possibilité d'obtenir une réduction en fonction du nombre de sorties mensuelles effectuées. Plus la voiture reste dans le parc, plus la réduction sur l'abonnement est importante (jusqu'à 40 %).

Cette mise en place devait permettre, de capter une nouvelle clientèle dans le parking grâce à l'attractivité de cette formule et des tarifs qui en découlent, mais également œuvrer pour le « développement durable ».

Dans l'appréhension du « stationnement » comme outil de réduction des émissions de gaz à effet de serre, le résident petit rouleur dispose d'un statut particulier par rapport aux autres usagers. Il est le résident « écologiquement vertueux » qui n'utilise que peu sa voiture.

Cette mesure constituera donc, en incitant les souscripteurs à diminuer leur nombre de sorties mensuelles, un levier formidable pour maîtriser l'utilisation de la voiture en ville et inciter les usagers à emprunter d'autres modes de déplacement plus doux.

Le principe de l'abonnement « Petit Rouleur », que TaM propose, peut être assimilé à une bourse aux rejets de CO₂ qui existe pour les industriels.

Le parking valorise, sous forme de bonus, la réduction des déplacements en véhicule individuel :

✓ **moins de sortie = moins de rejet de CO₂ = bonus sur le tarif.**

Le parking pénalise, sous forme de malus, la multiplication des déplacements en véhicule individuel

✓ **plus de sortie = plus de rejet de CO₂ = malus sur le tarif.**

Horaires « jour »

		Tarifs avant révision
01h00	2,10 €	2,00 €
01h30	3,20 €	3,10 €
02h00	3,60 €	3,50 €
02h30	4,80 €	4,70 €
03h00	5,20 €	5,10 €
03h30	6,40 €	6,30 €
04h00	7,10 €	7,00 €
05h00	7,70 €	7,60 €
06h00	8,40 €	8,20 €
07h00	9,10 €	8,90 €
08h00	9,60 €	9,40 €
09h00	30 €	10,10 €
10h00	11,20 €	11,00 €
11h00	11,70 €	11,50 €
12h00	12,30 €	12,00 €
13h00	12,80 €	12,50 €
14h00	13,30 €	13,00 €
15h00	13,80 €	13,50 €
Plafond 24h00	14,30 €	14,00 €

Horaire « nuit »

De 22h00 à 6h00	0,60 €	0,50 €
-----------------	--------	--------

Abonnements Mensuels

Nuit Résident + dimanche et JF	43 €	42 €
Petit Rouleur	40 €	40 €
Petit Rouleur + Transport	80 €	80 €
Jour Travail	103 €	101 €
Permanent Travail	121 €	118 €

- Personnel

Pour assurer une présence de personnel sur les heures d'ouverture au public, l'effectif nécessaire est de 3,5 ETP (équivalent temps plein). Le nettoyage est effectué par une entreprise spécialisée, les nuits et les dimanches, complété en interne par le personnel en poste. L'entretien et la maintenance des équipements sont assurés par des prestataires de services spécialisés.

2. Compte de résultat 2012 (K€)

Données exprimées en K€ HT	2011	2012	N/N-1
Recettes abonnés parc	279.9	262.8	-6.1%
Recettes horaires parc	62.2	60.5	-2.7%
Recettes usagers	342.1	323.3	-5.5%
Redevances publicitaires	3.9	3.8	-2.6%
Autres recettes	3.9	1.1	-71.8%
Transferts de charges d'exploitation	0.2	0.0	-100.0%
Reprise sur amortissement et provisions	0.6	0.2	-66.7%
Produits d'exploitation	350.7	328.4	-6.3%
Salaires et traitements	44.9	33.3	-25.8%
Achats externes	22.1	21.1	-4.5%
Entretien et réparation bâtiments	14.6	27.6	89.0%
Services extérieurs	13.3	10.2	-23.3%
Charges externes	35.5	15.4	-56.6%
Achats et charges externes	130.4	107.6	-17.5%
Autres charges de gestion courante	11.5	6.0	-47.8%
Impôts-taxes et versements assimilés	30.0	29.2	-2.7%
Dotations provisions amortissements	23.3	23.7	1.7%
Rémunération Fixe	121.8	123.5	1.4%
Rémunération Variable	3.4	0.0	-100.0%
Redevances	125.2	123.5	-1.4%
Charges d'exploitation	320.4	290.0	-9.5%
Résultat avant impôt (+ bénéfice / - perte)	30.3	38.4	26.9%

I - Les produits d'exploitation baissent de 6,3 % entre 2011 et 2012.

- Les **recettes** du parking, de la part des **abonnés** ou des **horaires**, **baissent** globalement de **5,5 %**. Ceci est dû à l'effet conjugué de la baisse de la recette horaire (recul de - 2,6 %) par rapport à 2011 ainsi que de la recette abonnés également en recul par rapport à 2011 (- 6,1 %).

II - Les charges d'exploitation baissent de 9,5 % entre 2011 et 2012.

- Le poste « **Salaires et traitements** » **enregistre une baisse conséquente de 25 %** par rapport à 2011. Les agents ont été positionnés conformément aux exigences de la convention, à savoir une réduction des plages de présence du personnel la nuit. Le reste du temps le parking est géré à distance depuis le PC central situé sur le parking Europa.

- Le poste « **Entretien et réparation des bâtiments** » **affiche un bond de 89 %** par rapport à 2011, soit + 13 K€ Cette augmentation est liée à une importante panne du groupe électrogène nécessitant des travaux considérables.

- Le poste « **Services extérieurs** » **baisse de 23 %** pour atteindre 10 K€ tandis que le poste « **Charges externes** » **enregistre un recul de 56 %**, représentant 20 K€. De la même manière que pour le personnel, le recours à la sous-traitance pour le gardiennage du parking a été réduit.

Au 31 décembre 2012, le Parking Antigone réalise un résultat avant impôt de 38,4 K€ contre 30,3 K€ en 2011. Ceci est dû à la baisse significative des charges, qui est supérieure à celle des recettes.

Le Conseil prend acte de ce rapport annuel 2012.

Le Conseil Municipal prend acte.

95- Rapport annuel 2012 du délégataire Mutualité Française Hérault - Crèche Joséphine Baker

Max LEVITA :

Par délibération du 27 Juillet 2009, le conseil municipal a programmé, dans le cadre de l'aménagement de la ZAC Ovalie, la construction de la crèche Joséphine Baker, établissement d'accueil des jeunes enfants, d'une capacité de 60 places d'accueil collectif et de 9 places d'accueil familial.

Parallèlement, la Ville avait également engagé la construction d'un deuxième établissement, la crèche Adelaïde CAMBON, avec une capacité de 52 enfants en accueil collectif et 9 places en accueil familial. L'ouverture simultanée de ces deux établissements avec une capacité totale de 130 places avait pour objectif de répondre au plus vite aux forts besoins de la population dans ce domaine mais posait une réelle difficulté en termes de recrutement. C'est pourquoi, le recours à la délégation de service public pour la gestion de la crèche Joséphine Baker était une solution qui permettait de ne pas différer la création de places nécessaires et d'accompagner la croissance démographique dans le secteur Ovalie, tout en conservant une maîtrise publique de ce service par la collectivité.

A l'issue de la procédure d'appel d'offres, la proposition de **Mutualité Française de l'Hérault** s'est révélée en tous points la plus intéressante pour la Ville. En effet, la convention proposée par la Mutualité Française de l'Hérault permet de garantir une véritable qualité d'accueil, comme souhaitée sur les établissements municipaux. Par délibération du Conseil Municipal du 26 mars 2012, la Ville de Montpellier a donc confié à la Mutualité Française de l'Hérault l'exploitation de cet établissement pour une durée de 3 ans sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public qui a pris effet au **1^{er} septembre 2012**.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales qui précise que « *le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.* », la Mutualité Française de l'Hérault a transmis son rapport 2012 à la Ville de Montpellier.

Les principales caractéristiques de cette délégation de service public sont les suivantes :

1. Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

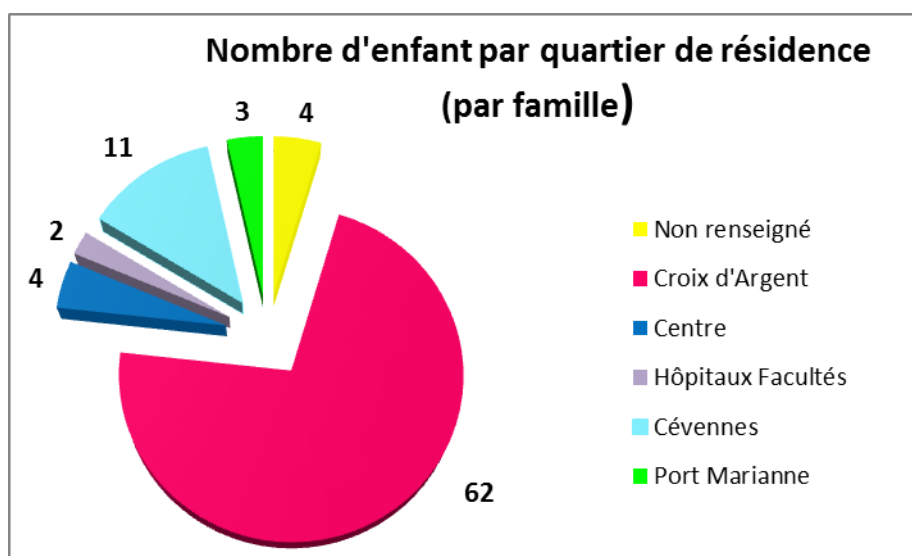
- ***Présentation et conditions d'exécution***

- Projet pédagogique de qualité basé sur les valeurs mutualistes. La crèche fonctionne avec 3 sections : bébés, moyens et grands. La crèche municipale Joséphine Baker n'est pas une parenthèse dans la journée de l'enfant mais le prolongement de la vie familiale. Elle doit permettre à l'enfant de se découvrir, de découvrir les autres, de s'éveiller en compagnie des autres enfants et des professionnels qualifiés et attentifs.
- Accueil des enfants sur une amplitude horaire journalière de 11h (7h30 à 18h30) ; l'établissement est ouvert du lundi au vendredi avec 5 semaines de fermeture annuelle. Pendant ces périodes de fermeture, la continuité d'accueil des enfants est assurée grâce à une concertation étroite avec la Ville.
- Accueil des enfants porteurs de handicap assuré sur la base d'une charte d'accueil. La mixité sociale est garantie par l'accueil d'un minimum de 55 % d'enfants à temps partiels pour une durée inférieure à 4 jours par semaine ;
- Qualité d'accueil assurée par 24 professionnels : 1 puéricultrice, 5 éducatrices de jeunes enfants, 6 auxiliaires de puériculture, 6 CAP Petite Enfance, 1 cuisinier, 1 agent d'entretien, 1 lingère et 3 assistantes maternelles (en cours de recrutement). Le taux de personnel qualifié est bien supérieur à celui exigé par le décret du 07 juin 2010.
- Offre d'équipement conséquente et adaptée. Les repas sont préparés au sein de l'établissement par un cuisinier mis à disposition (prestataire extérieur).
- Participation municipale fixée à 3,68 € pour chaque heure d'accueil d'enfants facturée, sur une estimation de 455 482 heures sur la durée totale du contrat (engagement formel de la Mutualité Française de ne pas solliciter l'aide de la Ville en cas de déficit d'exploitation).
- Mise à disposition de locaux neufs et adaptés appartenant à la Ville, moyennant un loyer annuel de 114 600 €

• *Eléments d'analyse de la qualité du service*

Remarque : il est à noter que l'accueil familial n'a débuté qu'en 2013 et que les données suivantes concernent uniquement l'accueil collectif.

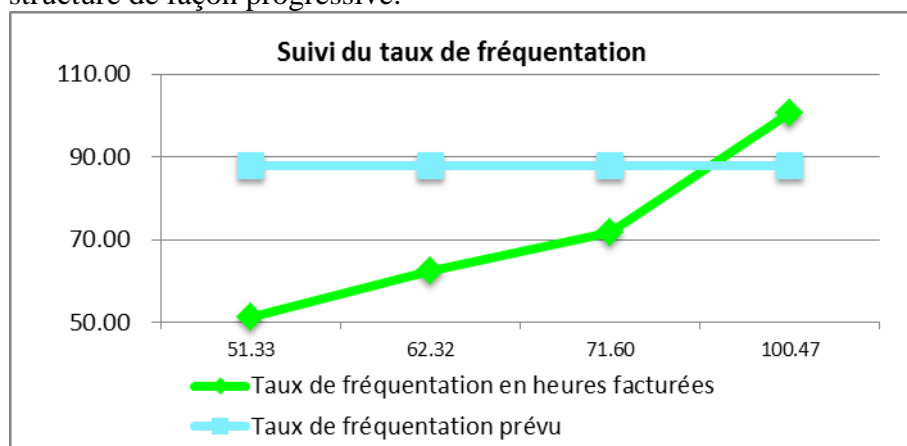
	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Nombre d'enfants inscrits	54	83	92	93	81
Nombre d'enfants par place d'accueil	0,90	1,38	1,53	1,55	1,34
Nombre d'enfants résidant Montpellier	54	83	92	93	81
Nombre d'enfants présentant un handicap	1	1	1	1	1



	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
--	-----------	---------	----------	----------	---------

Nombre d'heures facturées	6 775	9 461	10 396	9 946	9 144,5
Taux de fréquentation heures facturées	51,33	62,32	71,60	100,47	69,28
Nombre d'heures réalisées	4 365	8 792	9 007	6 902	7 266,25
Taux de fréquentation heures réelles	33,06	57,92	62,03	69,72	55,05
Ecart entres heures facturées et heures réelles	18,26	4,40	9,57	30,75	14,23

La fréquentation optimale en heure facturée prévue par le délégataire est de 88 %. En 2012, le délégataire n'a pas atteint cet objectif puisque le taux moyen s'élève à 69,28 %. Ces résultats sont liés au démarrage de l'activité (ouverture de la crèche en septembre) et aux périodes d'adaptation des enfants qui ont intégré la structure de façon progressive.



2. Compte de résultat 2012 de la DSP (K€)

DEPENSES	2012
Total Achats	16.3
Total Services extérieurs	71.4
Total Autres services extérieurs	6.3
Impôts et taxes liés aux rémunérations	9.9
Total Charges de personnel	191.1
Total Autres charges de gestion courante	20.2
Charges financières	0.2
Total Dotations aux amort. et prov.	13.8
TOTAL DEPENSES	329.2

RECETTES	2012
Total Prestations de service	178.6
Commune de Montpellier	107.0
Autres subventions Mutualité Française Hérault	21.8
Total Subventions	128.8
Total Produits de gestion courante	0.7
Total Transfert de charges	1.3
TOTAL RECETTES	309.5
Déficit de l'exercice (-)	-19.7

S'agissant d'un premier exercice, il n'est pas possible de proposer une analyse des évolutions des postes d'un exercice à l'autre. Il convient de rappeler que l'exercice 2012 porte sur 4 mois de fonctionnement

Le Conseil prend acte de ce rapport annuel 2012.

Anne-Rose LE VAN : Je rappelle que nous sommes pour un service public de la petite enfance et que nous sommes contre une délégation de service public pour une crèche. Nous aimerions qu'il y ait une comparaison entre le coût de cette crèche pour la collectivité et pour les familles et le coût des crèches municipales pour les familles et la collectivité. Quoi qu'il en soit, sur le principe, nous sommes opposés à ce type de crèche.

Max LEVITA : Je comprends votre position, mais je pense qu'il est préférable de ne pas comparer.

Le Conseil Municipal prend acte.

96- Rapport annuel 2012 du délégataire EFFIA - Fourrière automobile

Max LEVITA :

Par délibération du 7 novembre 2011, la Ville de Montpellier a confié à EFFIA Stationnement l'exploitation du service public de fourrière automobile par convention de Délégation de Service Public pour une durée de six ans à compter du 01/01/2012. Le compte de résultat 2011 ci-dessous concerne donc l'ancienne DSP.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales qui précise que « *le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.* », EFFIA Stationnement a transmis son rapport 2012 à la Ville de Montpellier.

1. Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

o Les moyens - Terrains et locaux

Dans cette nouvelle délégation, les locaux - situés au 1945 avenue de Toulouse - ont été aménagés et mis à disposition par la Ville. Cette mise à disposition permet une nette amélioration des conditions d'accueil du public et offre des conditions de travail conformes à la législation tant pour le délégataire que pour les agents municipaux de l'unité fourrière.

La superficie totale du terrain est de 6 970 m² se répartissant ainsi :

- 5 580 m² de parking et surface ouverte de stockage comprenant des zones de stockage différenciées par types d'infraction ;
- 1 200 m² de hangar ouvert à usage de stockage ;
- 110 m² de locaux à usage de bureaux, vestiaires et sanitaires pour la Société Effia.

Ainsi que des bureaux pour l'unité fourrière de la police municipale, le terrain permet le stockage de 400 véhicules maximum. L'entrée principale est dédiée aux visiteurs et à la sortie de leurs véhicules. Un accès spécifique à l'arrière du terrain, chemin de Poutingon, est réservé à l'activité fourrière sécurisant ainsi les entrées et sorties des véhicules du délégataire ou de ses prestataires.

Le site est desservi par les transports en commun, bus et ligne de tram « arrêt Sabine ».

o L'effectif

Au 31 décembre 2012, les effectifs s'élevaient à 11 salariés : 1 responsable d'exploitation, 1 chef de parc, 2 personnels administratif et accueil et 7 chauffeurs. Les chauffeurs sont titulaires du permis de conduire PL et pour certains de la capacité de conduite des grues auxiliaires de manutention.

Courant 2012, l'ensemble du personnel a suivi une formation théorique et pratique « incendie – évacuation - habilitation électrique ». En complément une formation « gestes et posture » adaptée à l'activité des fourrières a été suivie par les chauffeurs et le chef de parc. Une formation « mise à jour des connaissances en droit du travail » a été suivie par le responsable d'exploitation, et le chef de parc. Enfin une formation « la relation client et la gestion des conflits » a été suivie par le responsable d'exploitation, le chef de parc et les 2 agents administratifs et d'accueil.

Le gardiennage du site, la nuit, les dimanches et jours fériés, est confié à une société extérieure (3 personnes). La comptabilité est tenue au siège de l'entreprise et la direction est assurée par un cadre du siège.

Les heures d'ouverture au public sont les suivantes : du lundi au vendredi de 7h00 à 20h00, le samedi 9h00 à 18h00. En dehors de ces horaires, une permanence est assurée 24h/24 et 7j/7.

o Véhicules d'enlèvement

Le parc de véhicules est constitué de 7 camions d'enlèvement : un camion plateau, 5 véhicules équipés d'un panier et enfin un fourgon pour l'enlèvement des deux roues.

Les moyens humains et matériels permettent d'enlever jusqu'à 12 000 véhicules par an.

- L'activité

o Enlèvement de véhicules

En 2012, le nombre de réquisitions reçues et traitées s'est élevé à 10 376 contre 11 925 en 2011 soit une diminution de 14,92 %.

8 986 véhicules sont entrés en fourrière, incluant 2 039 procédures pour la police nationale et 6 947 pour la police municipale, contre un total de 10 460 en 2011. 1 307 véhicules ont fait l'objet d'une restitution sur place, 8 ont fait l'objet d'un déplacement technique.

75 réquisitions ont été annulées avant intervention effective de la fourrière.

Le taux d'efficacité d'EFFIA Stationnement (nombre de réquisitions valables/nombre de réquisitions totales) s'élève à 99,27 % en 2012 contre 99 % en 2011.

o Sorties de véhicules

En 2012, les véhicules sortis se répartissent ainsi :

- | | |
|---|--|
| { | <ul style="list-style-type: none">- 9 993 facturés et restitués contre 11 075 en 2011 ;- 1 474 mis en destruction (dont 221 deux roues) contre 1 663 en 2011 ;- 8 déplacements techniques contre 25 en 2011 ;- 40 vendus par les Domaines contre 32 en 2011 ;- 17 restitutions demandées par les services de police contre 37 en 2011. |
|---|--|

La responsabilité du délégataire a été engagée dans 10 accidents (contre 12 en 2011) qui n'ont généré que des dégâts matériels de faible importance sur des véhicules remorqués ; la responsabilité du délégataire a été écartée par les compagnies d'assurance des parties adverses.

Conclusion

L'année 2012 est la première année d'activité de la délégation de service public fourrière automobile détaillée dans ce rapport. Ce nouveau site offre les conditions d'un service public de qualité et permet à la ville d'envisager d'élargir le périmètre Qualiville à l'accueil fourrière de la police municipale.

2. Compte de résultat 2012 de la DSP (K€)

En milliers d'€ HT	2011	2012	N/N-1
Chiffre d'affaires (détails)	1 433.9	1 195.1	-16.6%
CA Enlèvement	881.9	654.5	-25.8%
CA Opération préalable	16.0	15.0	-6.3%
CA Gardiennage journalier	101.9	133.9	31.4%
CA Expertise	16.5	16.1	-2.4%
CA Facturation Ville et EDP	55.7	24.5	-56.0%
CA Ferrailles	269.0	195.9	-27.2%
CA Saisie judiciaire	76.9	65.4	-15.0%
CA Domaines	10.5	24.7	134.7%
CA Facturation TP	5.4	76.1	1311.9%
Variation de stock	0.0	-9.8	ns
Divers	0.0	-1.8	ns
Pénalité réquisition manquante	0.0	0.6	ns
Chiffre d'affaires net	1 433.9	1 195.1	-16.6%
Personnel et sous-traitance	759.8	705.1	-7.2%
Entretien et réparations	111.1	49.3	-55.6%
Frais de gestion	39.1	73.9	89.1%
Autres charges de gestion	116.9	87.6	-25.1%
Autres charges	130.1	187.3	44.0%
Redevance Ville de Montpellier	15.6	72.5	363.7%
Charges d'exploitation	1 172.6	1 175.7	0.3%
Résultat d'exploitation (+ bénéfice / - perte)	261.2	19.4	-92.6%
Résultat financier (+ bénéfice / - perte)	0.0	0.0	ns
Résultat exceptionnel (+ bénéfice / - perte)	0.2	3.1	1320.1%
Résultat avant impôt (+ bénéfice / - perte)	261.4	22.5	-91.4%

I - Les produits d'exploitation baissent de 16,6 % et atteignent 1 195,1 K€. En détail, on observe :

- **La baisse du chiffre d'affaires 2012 de 20 % par rapport à 2011** se justifie par la baisse du nombre d'enlèvements, un prix ferraille en déclin sur 2012 combiné à un nombre de véhicules détruits moins important, enfin moins de facturation Ville lié à l'impossibilité de facturer les véhicules gênants.

II - Les charges d'exploitation augmentent de 0,3 % et atteignent 1 175,7 K€. En détail, on observe :

- **Le poste « Redevance Ville » augmente de 363 % par rapport à 2011** : Une redevance significativement plus élevée a été négociée dans le cadre de cette nouvelle DSP de 6 ans.

- **Le poste « Personnel et sous-traitance » baisse de 7 % en 2012.** Cette baisse des charges est liée d'une façon générale à la baisse de l'activité de la fourrière, entraînant une diminution des heures supplémentaires et une réduction des primes enlèvements.

- **Le poste « Entretien et réparations » baisse de 55 % en 2012,** la baisse des frais de réparations et de remise en état des camions est due au renouvellement de la flotte automobile prévu dans la nouvelle DSP.

- **Le poste « Frais de gestion » augmentent de 89 % en 2012** : cela s'explique par la mise en place d'une nouvelle procédure de prise en charge des expertises et l'envoi d'une notification aux propriétaires afin de leur demander le paiement des frais de fourrière pour les véhicules détruits.

- **Le poste « Facturation Ville et EDP » baisse de 56 % en 2012.** Le montant de ce poste correspond en grande partie au remboursement du sinistre suite à l'incendie sur un de nos véhicules.

Au 31 décembre 2012, EFFIA Stationnement affiche un résultat avant impôt de 22,5 K€ contre 250,2 K€ en 2011.
Le Conseil prend acte de ce rapport annuel 2012.

Le Conseil Municipal prend acte.

97- Rapport annuel 2012 du délégataire RMCF - SERM

Max LEVITA :

Par délibération du Conseil Municipal du 22 mai 1985, la Ville de Montpellier a confié à la SERM (Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine) la réalisation et l'exploitation d'un réseau de distribution publique d'énergie calorifique dans le secteur d'Antigone et du Polygone à Montpellier pour une durée de 30 ans sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public qui a pris effet au 1^{er} janvier 1986.

Deux avenants supplémentaires ont été votés en 1993 et 1996 pour prendre acte de l'extension du périmètre de la DSP à tout le territoire communal ainsi que prendre en compte l'évolution de la réglementation communautaire et simplifier la tarification et ses modalités de calcul et d'indexation.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales qui précise que « *le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.* », la SERM a transmis son rapport 2012 à la Ville de Montpellier.

1. Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

- Ventes d'énergies

- En 2012, les ventes de chaleur sont en hausse de 13 % (84 443 MWh contre 74 821 en 2011) reflétant surtout l'évolution météorologique.
- Les ventes de froid baissent de 5 % (37 617 MWh contre 39 755 en 2011). Cette baisse s'explique notamment par un été plutôt frais.
- L'année 2012 est marquée par une baisse de 6 % des ventes d'électricité à EDF (33 857 MWh contre 36 018 MWh en 2011) due à quelques dysfonctionnements en novembre de la centrale de cogénération d'Antigone et à une baisse technique de la puissance nominale de la centrale du Polygone à l'issue de sa rénovation nécessaire réalisée durant l'été 2012 (4 990 kW au lieu de 6 200 kW).

- Réseaux de distribution

Il faut noter que l'excellent état interne des canalisations constaté cette année encore à chaque intervention prouve l'absence de corrosion chimique malgré un taux de fuite relativement important. La cartographie complète des réseaux du RMCF initiée en 2006 permet de mieux appréhender les fuites en corrélant plusieurs paramètres comme leur typologie et leur localisation. Cette tâche de fond va permettre de mettre en place un programme d'entretien préventif des réseaux.

- Investissements – Travaux neufs

L'année 2012 est notamment marquée par la poursuite des travaux de l'opération des Grisettes et des travaux de réseau dans le quartier Port Marianne avec notamment la liaison de 1 100 m avec la chaufferie d'Odysseum: traduction concrète des projets de développement du réseau urbain axés sur les énergies renouvelables actés par la Ville de Montpellier fin 2007.

- Quartier des Grisettes : cette opération est basée sur la valorisation de la chaleur produite à partir du biogaz issu de l'usine de méthanisation Amétyst proche. Elle permettra le chauffage et la production d'eau chaude sanitaire des logements et bureaux de la ZAC.

- Quartier Port Marianne : étude de nouvelle chaufferie biomasse qui alimentera l'ensemble du quartier Port Marianne. Mise en service prévue fin 2014. Par ailleurs, les travaux d'extension de réseaux continuent.

- Gros entretien et renouvellement des équipements

En 2012, 1 762 K€ ont été consacrés au gros entretien (1 962 K€ en 2011).

- Tarifs

- Le prix moyen TTC de la chaleur a augmenté de 2,8 % en 2012 par rapport à 2011. Pour le froid, le prix moyen augmente de 6,6 % entre 2011 et 2012.

- Effectif

L'équipe de la SERM est composée de 9 ETP (équivalent temps plein) : 1 directeur, 1 assistante de direction, 1 responsable de travaux, 1 responsable d'exploitation, 1 chargé d'études et travaux, 1 ingénieur d'exploitation, 1 chargé d'études et 2 secrétaires-assistantes.

- Qualité et performance du service

- Qualité du service : comme les années précédentes, l'ensemble des appels et problèmes des abonnés en 2012 ont été recensés auprès des prestataires techniques et complétés par les informations collectées par la SERM dans son système de GMAO (Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur). En 2012, 63 incidents ont déclenché des plaintes des abonnés (34 en 2011).

- Indicateurs de performance : des indicateurs de performance des services publics locaux ont été définis au niveau national par l'Observatoire des services publics locaux et mis en place comme outils d'aide à la décision. On peut citer entre autres le taux d'interruption pondéré du service, les émissions de CO₂ en kg/MWh entrantes, les consommations d'eau, le prix moyen de l'énergie en €TTC/MWh... alimentant une banque de données nationale, ces indicateurs permettront une comparaison avec les autres partenaires.

- Communication

Dès 2001, à la demande de la Ville de Montpellier, une démarche de communication visant le grand public, les usagers et les professionnels a été mise en place et s'est concrétisée en 2009 par des visites d'installations à la demande des professionnels, d'établissements scolaires ou d'associations. Ces actions s'ajoutent à des outils

déjà mis en place tels que le système d'information par télécopie pour avertir plus rapidement les abonnés lors de l'interruption du service pour entretien et/ou réparation.

2. Compte de résultat de la DSP (K€)

En milliers d'euros HT	2011	2012	N/N-1
Vente chauffage	5 741.6	6 676.7	16.3%
Vente réfrigération	2 966.1	3 037.7	2.4%
Vente EDF	4 770.8	4 693.6	-1.6%
Vente hors concession	-4.4	-5.4	21.4%
Thôt Prestation+Location	117.4	0.0	-100.0%
Autres produits	172.4	193.7	12.4%
Reprise amortissements et provisions	418.4	495.8	18.5%
Produits d'exploitation	14 182.2	15 092.1	6.4%
Achats d'énergies	5 981.3	7 244.0	21.1%
Contrat d'exploitation	1 837.0	1 930.8	5.1%
Sous-traitance	13.6	18.5	35.8%
Crédit-bail	0.0	0.0	NS
Entretien et réparation	671.9	661.5	-1.6%
Assurances	110.5	122.6	11.0%
Autres services extérieurs et charges de la gestion courante	95.1	83.9	-11.8%
Impôts et taxes	201.3	207.3	3.0%
Frais de personnel	662.8	694.2	4.7%
Charges de structure	337.0	405.0	20.2%
Redevance due au concédant	232.8	256.2	10.1%
Dotations aux amortissements et provisions	3 186.3	3 245.5	1.9%
Charges d'exploitation	13 329.6	14 869.5	11.6%
Résultat d'exploitation (+ bénéfice / - perte)	852.6	222.6	-73.9%
Produits financiers	35.7	47.0	31.8%
Charges financières (intérêts sur emprunts)	481.7	442.8	-8.1%
Résultat financier (+ bénéfice / - perte)	-446.1	-395.7	-11.3%
Produits exceptionnels	1 795.6	3 842.7	114.0%
Charges exceptionnelles	0.0	1 895.4	NS
Résultat exceptionnel (+ bénéfice / - perte)	1 795.6	1 947.2	8.4%
Résultat avant impôt (+ bénéfice / - perte)	2 202.2	1 774.1	-19.4%

I - Les produits d'exploitation progressent de 6,4 % et atteignent 15 092 K€. En détail, on observe :

L'évolution globale s'explique en large partie par un hiver 2011 plus marqué que les années passées ainsi que le raccordement de nouveaux clients, dont le CHU Gui de Chauliac.

- **Ventes d'énergie concession** (+ 11,6 % à 9 714 K€) et **ventes d'électricité et hors concession** (+ 21,4 % à 4 688 K€) : Tous les clients sont désormais en tarif « concession ». Le montant des ventes hors concession n'est plus que de -5 K€ et correspond à la régularisation des consommations d'eau et d'électricité pris en charge par le Corum pour le fonctionnement de la centrale.
- **Produits divers** : Reprise d'amortissements et provisions pour gros entretien : 496 K€ et Maîtrise d'ouvrage interne pour le compte de RMCF et divers : 194 K€

II - Les charges d'exploitation augmentent de 11,5 % et s'élèvent à 14 870 K€ en 2012, générées principalement par des achats de matières premières énergétiques plus importants en lien avec l'augmentation des ventes.

- **Achats d'énergie et de fluides** : Cette augmentation est liée à l'augmentation des ventes de chaleur aux clients existants mais également par le raccordement du CHU.
- La baisse des **ventes de froid** a entraîné une baisse des achats d'eau et de produits de traitement des eaux avec 320 K€ contre 380 K€ en 2011.
- **Contrats d'exploitation technique** : Le montant alloué aux contrats d'exploitation technique augmente proportionnellement au nombre de centrales et de sous stations exploitées.
- **Charges de gestion** : celles-ci s'élèvent à 2 449 K€ en 2012 contre 2 325 K€ en 2011.
 - Malgré l'importance des travaux à mener et la croissance des réseaux, les frais de personnel sont maîtrisés : + 4,7 % à 694 K€ en 2012 (663 K€ en 2011).
 - La mise en place d'une comptabilité analytique a permis d'affiner l'identification des charges réparties et celles imputées à la DSP passent à 405 K€ contre 337 K€ en 2011 (+ 20,2 %).
- **Autre charges : elles décomposent comme suit** :
 - dotations aux amortissements : 2 063 K€ contre 1 925 K€ avec la prise en compte des récents investissements ;
 - dotations aux provisions de gros entretien : 1 053 K€ en 2012 contre 1 221 K€ en 2011 => poursuite du plan PGE ;
 - dotations aux provisions pour clients douteux : constitution d'une provision de 130 K€ correspondant à la vente des anciens moteurs de cogénération, en attente de finalisation avec le repreneur.

Au 31 décembre 2012, Le résultat net avant impôt de RMCF s'élève à 1 774 K€ en 2012, contre 2 202 K€ en 2011.

Le Conseil prend acte de ce rapport annuel 2012.

Frédéric TSITSONIS : Juste un mot. Je précise à l'occasion de ce CRAC, que le réseau montpelliérain de chaud et de froid, dans les six prochains mois via la ville de Montpellier bien évidemment, posera la première pierre de trois chaufferies bois pour utiliser des énergies renouvelables et de la biomasse. Cela permettra au réseau de passer à plus de 50 % d'énergies renouvelables, ce qui n'est pas courant dans les réseaux de chaleur et dont on peut à Montpellier, s'enorgueillir.

[Le Conseil Municipal prend acte.](#)

98- Garantie d'emprunt Ville/SERM Petit Bard - Emprunt 5 M€ - CDC

Madame Le Maire :

Dans le cadre de l'opération de réhabilitation du quartier Petit Bard confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), la SERM souhaite réaliser un emprunt de **5 M€** auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier.

Aussi, après négociation avec la Caisse des Dépôts et Consignations, la SERM a obtenu l'emprunt suivant :

Prêt pour le financement de l'opération **Petit Bard** selon les caractéristiques suivantes :

- montant : 5 M€;
- durée: 5 trimestres ;
- période de préfinancement : 3 à 18 mois ;
- périodicité des échéances : trimestrielles ;
- taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A en vigueur à la date d'effet du contrat plus 60 pdb (soit 2,35 % au 1^{er} février 2013) ;
- taux annuel de progressivité des échéances : de 0 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat en cas de variation du livret A, taux actuel 1,75 %) ;
- révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de 100 % des montants contractés.

Cette garantie est accordée pour la durée totale des prêts à hauteur de 5 000 000 €

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt, jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par l'Emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 100 % de l'emprunt que la Société d'Equipement de la région Montpelliéraine (SERM) va contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations de 5 000 000 € de garantie, aux conditions précisées ci-dessus ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne prennent pas part au vote : Serge FLEURENCE, Max LEVITA, Marc DUFOUR, Perla DANAN, Michel PASSET, Jean-Louis GELY et Jacques MARTIN (pas en séance)

Pour : 45

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

**99- Association de l'Opéra et Orchestre National
de Montpellier et de Languedoc-Roussillon - EUTERP
Désignation des représentants de la Ville au Conseil d'administration
et à l'Assemblée générale**

Madame Le Maire :

L'association a pour objet la promotion de l'Opéra de Montpellier et de l'Orchestre National de Montpellier par la création, la production, l'organisation, l'exploitation, la gestion et la formation à Montpellier et sa région, en France et à l'étranger, de toutes activités lyriques, chorégraphiques, symphoniques, phonographiques, radiophoniques, télévisuelles, cinématographiques ou audio-visuelles et toutes autres activités conformes à son objet.

Lors de son Assemblée générale extraordinaire en date du 7 juin 2013, l'association a modifié ses statuts. Conformément à ces derniers, la Ville de Montpellier doit désormais être représentée au Conseil d'administration par un membre élu au sein du Conseil Municipal.

Suite à la modification des délégations consenties par Madame le Maire aux Adjoints, et conformément aux dispositions de l'article L2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales, il convient de procéder à la désignation de ce nouveau représentant.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- de désigner le représentant de la Ville dans cette instance.

A été élu :

- Monsieur Philippe SAUREL.

Pour : 47

Contre : /

Abstentions : 4

Adopté à l'unanimité

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal.

2013/0126	D'attribuer le marché, pour la réalisation d'une campagne de communication en faveur des étudiants pour l'édition d'un plan guide étudiant, d'un guide du logement spécifique ainsi que la création d'un espace accueil et information à la société Etincelle pour un montant de 22 240 € HT.
2013/0147	De renouveler avec l'association Centre Equestre Montpellier Grammont, la convention d'occupation du domaine public du Centre Equestre de Grammont pour une redevance de

	3 060 € pour l'année 2013.
2013/0148	De passer une convention avec le Montpellier Hérault Sport Club relative à la mise à disposition du parking Heidelberg au stade de la Mosson "Mondial 98" pour les matchs de football, pour l'année 2013 et pour un montant forfaitaire de 1 120 €.
2013/0149	De passer une convention avec l'association "Tennis Club Paillade" relative à la mise à disposition des tennis de la Paillade pour une redevance de 635 € pour l'année 2013.
2013/0150	De passer une convention avec l'association ASPTT relative à la mise à disposition des tennis du complexe sportif Léon Cazal et des tennis du complexe sportif de Grammont pour une redevance, respectivement, de 3 570 € et 3 165 € pour l'année 2013.
2013/0152	De conclure un marché de ramonage des conduits de fumée et des chaudières des bâtiments communaux, du CCAS et de Montpellier Agglomération avec l'entreprise ATOUT SOLAIRE, pour deux lots et pour un montant maximum par lot de 14 500 € par an.
2013/0154	De conclure avec ACM Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier un contrat de location d'une durée de un an renouvelable, pour des locaux à usage associatif situés, résidence La Faluche, 186 rue Brumaire moyennant un loyer annuel de 5 059,23 € charges locatives en sus.
2013/0155	D'attribuer un marché pour un logiciel de Gestion et Maintenance Assistée par Ordinateur pour l'Eclairage Public, à la Société GISMARTWARE pour un montant total de 136 608,85 € HT.
2013/0156	D'attribuer un marché passé pour une mission d'attaché de presse pour l'inauguration de la Panacée, Art et culture contemporaine, pour un montant de 12 541,81 € HT et une estimation de 6 296 € HT de frais techniques.
2013/0157	De conclure un marché relatif à la location de sonorisation pour les manifestations de la DEP pour un montant maximum de 75 000 € HT par an et pour une durée de 1 an reconductible 1 fois.
2013/0158	Afin d'assurer le bon fonctionnement de la régie, et le paiement des menues dépenses ponctuelles, il est nécessaire d'augmenter le montant de l'avance de la Direction des Finances et du Contrôle de Gestion.
2013/0159	D'attribuer le marché "Achat de café pour machine à café automatique à dosettes" à la société NESPRESSO FRANCE pour un montant maximum de commandes de 40 000,00 € HT. C'est un marché unique à bons de commande passé pour 4 ans à compter de sa notification.
2013/0160	D'attribuer le marché concernant le transfert des modules préfabriqués de l'école primaire Olympe de Gouges à l'école maternelle Alphonse Daudet à l'entreprise HEXIS CM, pour un montant de 37 600 € H.T.
2013/0161	De confier la maintenance, l'entretien et le dépannage des groupes électrogènes à l'entreprise BES pour un montant de 20 000 € HT par an.
2013/0162	D'attribuer le marché "Achat de matériels et engins : Voirie, Parc Darwin, Jardins et Espaces naturels" : <ul style="list-style-type: none"> - à la société ARVEL pour le lot n°1 pour un montant de 39 260,00 € HT, - à la société SAS SOLVERT pour le lot n°2 pour un montant de 36 990,00 € HT, - à la société GLIOZZO MANUTENTION pour le lot n°3 pour un montant de 14 995,00 € HT, - à la société GLIOZZO MANUTENTION pour le lot n°4 pour un montant de 32 260,00 € HT, - à la société AGRISUD pour le lot n°6 pour un montant de 13 500,00 € HT.
2013/0163	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ GRDF
2013/0164	D'attribuer un marché d'accompagnement des transformations du Boulevard du Jeu de Paume par des événements et manifestations artistiques pour une nouvelle appropriation des lieux par les habitants, commerçants et usagers, à l'entreprise BUREAU DES ARTS ET TERRITOIRES pour un montant de 80 000 € TTC.
2013/0165	De passer avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier, une convention de mise à disposition du Stade Yves du Manoir à titre gracieux, du 17 juin au 12 juillet 2013, pour installer l'organisation d'Amaury Sport et le Centre de Presse pour l'étape d'arrivée du Tour de France à Montpellier le 4 juillet 2013.

2013/0166	D'adopter l'avenant n° 8 fixant la superficie des bâtiments à 491 600 m ² et la prime de régularisation à 765,17 €.
2013/0167	D'attribuer le marché de mission d'architecte conseil à M. Alain VERNET, architecte DPLG, pour un montant minimum de 10 000 € HT et maximum de 40 000 € HT pour un an renouvelable 3 fois.
2013/0168	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans la procédure d'expulsion sur les terrains situés face au Zénith lieudit Le Grand Crès.
2013/0169	D'attribuer le marché de «Définition, Etude et Mise en œuvre du Réseau Social d'Entreprise» à la société ORANGE CONSULTING pour un montant estimé de 60 000 € HT et une durée d'un an.
2013/0170	De confier le marché "Missions d'accompagnement Montpellier Main Verte", aux entreprises suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - lot 1 : visites commentées et animations dans les jardins partagés l'association PASSE MURAILLE pour un montant maximum de 50 000 € HT - lot 2 : animations de "jardin-école" l'association DSD (Association Développement Solidaire et Durable) pour un montant de 15 000 € HT - lot 3 : cours de botanique l'association Téla Botanica pour un montant de 15 000 € HT
2013/0171	D'attribuer à la société MAGSYS le marché à bons de commande relatif à l'acquisition d'appareils de comptages routiers et d'accessoires pour leur exploitation, pour un montant minimum de 8 000 € H.T et un montant maximum de 20 000 € H.T
2013/0172	De confier à la société "Fit Conseil" la fourniture d'une orthoimage vraie en couleurs et infrarouge et d'un Modèle Numérique de Surface, pour un montant de 44 750 € HT.
2013/0173	D'attribuer un marché relatif au spectacle pyrotechnique organisé dans le cadre de la fête nationale 2013 à la société PYRAGRIC Artifice pour un montant de 108 695,66 € HT.
2013/0174	Pour assurer le bon fonctionnement du Théâtre Jean Vilar, il est nécessaire d'apporter des modifications dans l'acte de création de la régie de dépenses et de recettes, en élargissant modes d'encaissement autorisées.
2013/0175	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SCI PASTOR IMMOBILIER.
2013/0176	D'attribuer le marché "Etude prévisionnelle sur la démographie scolaire à Montpellier » au bureau d'études Géocéane pour un montant annuel de 30 378,40 € TTC et pour une durée de un an renouvelable 3 fois.
2013/0177	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la SCP VINSONNEAU PALIES NOY GAUER et Associés dans le cadre du référé préventif Rue Courte Oreille.
2013/0178	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ M. ou Mme Christophe FEBVRE.
2013/0179	D'attribuer le marché "Achat de livrets de famille, étuis et divers imprimés officiels" : <ul style="list-style-type: none"> - à la société SEDI pour le lot n°1 pour un montant maximum annuel de 8 000,00 € HT, - à la société BERGER LEVRAULT pour le lot n°2 pour un montant maximum annuel de 6 000,00 € HT, - à la société SEDI pour le lot n°3 pour un montant maximum annuel de 8 000,00 € HT. Il s'agit d'un marché unique qui fait l'objet de 3 lots, conclus sans minimum pour un total maximum de commandes de 22 000 € HT sur une durée de 4 ans à partir de la date de notification.
2013/0180	D'acquérir une carte d'abonnement AIR FRANCE pour Monsieur le Directeur Adjoint du Cabinet, pour la période 2013-2014.
2013/0182	Les sociétés DG Invest, Sticker Design, Synergie 34, Nemo, Jungle Jump, MPI, sises dans la zone du Puech Radier à Lattes, déposent des recours indemnitaires contre la Ville de Montpellier suite à des dommages subis à l'occasion des pluies intervenues le 08 octobre 2009.
2013/0183	Vu la nécessité de régulariser les modes d'encaissement autorisés relatifs aux régies des crèches et des Haltes-garderies, du Service enfance de la Ville de Montpellier, il convient de reprendre la décision relative aux régies de la petite enfance, ainsi que les règles s'appliquant à celles-ci.
2013/0184	D'attribuer un marché de services à bons de commande sans minimum, mais avec un maximum

	de 80 000 € H.T. concernant la mise à disposition d'un système externalisé d'automate d'appel, à la société GEDICOM pour une durée d'un an reconductible trois fois.
2013/0185	D'adopter l'avenant n° 1 au marché attribué à la société INGEROP, pour réaliser une étude aéraulique dans le cadre de la mise à niveau et en sécurité du Tunnel de la Comédie, pour un montant de 30 550 € H.T.
2013/0187	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SA ERDF.
2013/0188	De conclure avec la Société Clear Channel France, un contrat de location d'un emplacement sur terrain de 8 m² pour un panneau publicitaire implanté sur la parcelle KY 266 (parking privé de l'ancienne église Sainte Croix réaménagée en salle de sport). Cette location est consentie pour une durée de 3 ans à compter du 30 mai 2013 moyennant un loyer annuel de 1 000 €.
2013/0190	De signer avec AS-TECH Solutions un contrat de maintenance et de service d'aide à l'exploitation : - AS-Tech Patrimoine + Infocentre : 18 635,15 € HT par an (prix révisable à chaque date d'anniversaire) ; - AS-Tech demande : 1 275 € HT par an (prix révisable à chaque date d'anniversaire). Le contrat est signé pour un an renouvelable trois fois à compter du 1 ^{er} janvier 2013.
2013/0191	D'exercer le droit de préemption sur la propriété de la SCI LES TERRASSES DE MAGUELONE située 11 rue Maguelone (lots 27, 37 et 39), cadastrée section HM 49, pour un montant de 205.000 €.
2013/0192	D'exercer le droit de préemption sur la propriété des Consorts CONGRAS située 21 rue du Fbg du Courreau (lot 7), cadastrée section HW 104, pour un montant de 45.000 €.

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 22 h 10.
